

rapport annuel 2001



» » Nous avons tous
besoin d'énergie

TOTAL FINA ELF

Nous avons tous besoin d'énergie

Donner aux pays comme aux hommes de l'énergie pour avancer, pour se développer, pour progresser, telle est notre vocation de compagnie pétrolière : Contribuer à mettre le monde en mouvement.

Rechercher de nouveaux territoires, développer l'innovation et investir dans les énergies de demain, telle est la raison d'être de la croissance soutenue de TotalFinaElf qui entend répondre aux attentes de la société qui l'entoure.



Steve Murez
pour TotalFinaElf

Sommaire >>

01	Message du Président	24	Les trois secteurs du Groupe
06	Valeurs et mission d'entreprise	36	Le carnet de l'actionnaire
22	L'actualité industrielle en 2001	44	Informations financières



Chiffres clés 2001

TOTAL FINA ELF

Abréviations					
b	baril	t	tonne métrique	M	million
pc	pied cube	bep	baril équivalent pétrole	G	milliard
/j	par jour	kbep/j	kilo (millier) bep/j	MW	mégawatt
/an	par an	kb/j	kilo (millier) b/j	€	euro

Les termes TotalFinaElf, Compagnie et Groupe utilisés dans le rapport se réfèrent de façon collective à TotalFinaElf et à ses filiales © TotalFinaElf Avril 2002

Chiffres clés 2001

DONNÉES FINANCIÈRES

En millions d'euros, à l'exception du résultat par action, du dividende et des pourcentages

	2001	2000
Chiffre d'affaires	105 318	114 557
Résultat opérationnel des secteurs d'activité ⁽¹⁾	13 121	14 884
Résultat opérationnel net des secteurs d'activité ⁽¹⁾	7 564	8 035
Résultat net (part du Groupe) ⁽¹⁾	7 518	7 637
Résultat net par action (en €) ⁽¹⁾⁽²⁾	10,85	10,80
Dividende par action (en €) ⁽³⁾	3,80	3,30
Dette nette / fonds propres	31 %	33 %
Rentabilité des fonds propres	24 %	27 %
Flux de trésorerie d'exploitation	12 303	13 389
Investissements bruts	10 566	8 339

DONNÉES OPÉRATIONNELLES

	2001	2000
Production d'hydrocarbures (en kbep/j)	2 197	2 124
Liquides (en kb/j)	1 454	1 433
Gaz (Mpc/j)	4 061	3 758
Traitements en raffinerie (kb/j) ⁽⁴⁾	2 465	2 411
Ventes de produits raffinés (kb/j) ⁽⁵⁾	3 724	3 695

(1) Hors éléments non récurrents.

(2) Calculé sur la base du nombre moyen pondéré dilué d'actions.

(3) Dividende 2001 : sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale du 7 mai 2002.

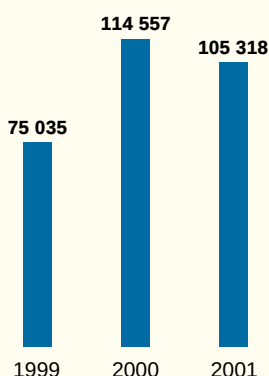
(4) Y compris quote-part dans Cepsa.

(5) Y compris quote-part dans Cepsa et Trading.

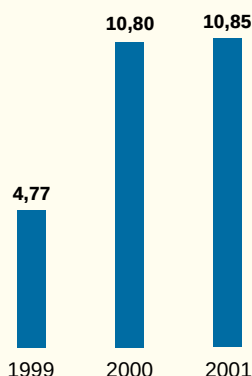
Panorama financier 2001

Les données 1999 sont pro forma

Chiffre d'affaires (M€)

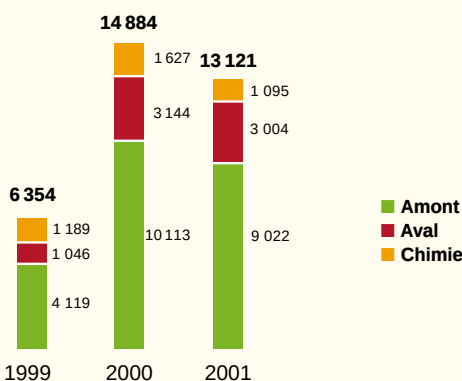


Résultat net par action*
(€/action)



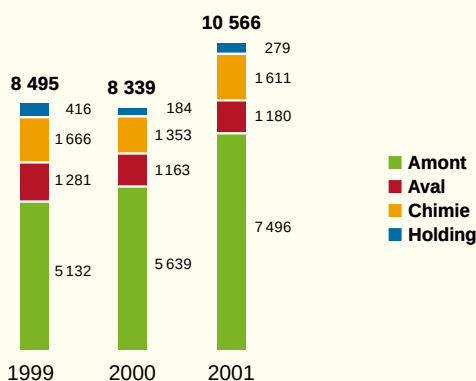
* Hors éléments non récurrents

Résultat opérationnel
des secteurs* (M€)

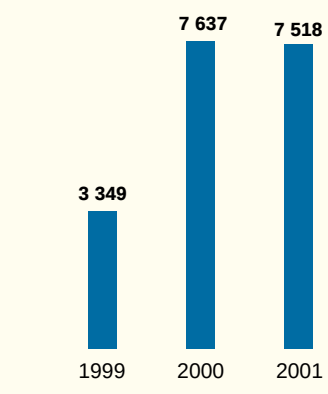


* Hors éléments non récurrents

Investissements bruts
par secteur (M€)



Résultat net*
(part du Groupe) (M€)



* Hors éléments non récurrents

Structure de l'actionnariat

Les estimations de l'actionnariat à fin 2001 sont les suivantes :

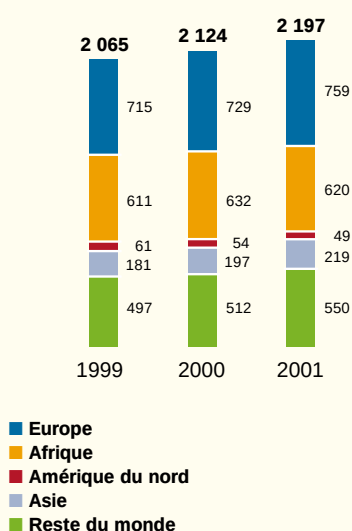


Le nombre des actionnaires de TotalFinaElf est approximativement de 540 000.

>> Activité des secteurs 2001

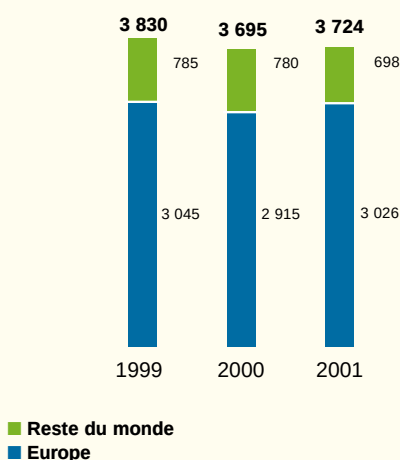
AMONT

Production d'hydrocarbures
par zone géographique (kbep/j)



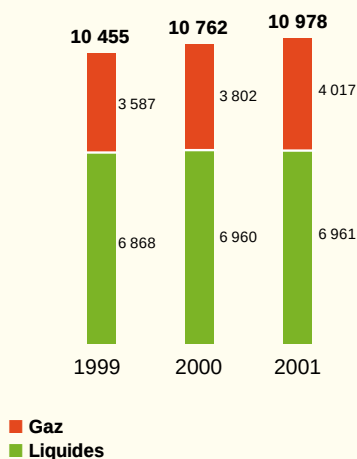
AVAL

Vente de produits raffinés (kb/j)
y compris trading



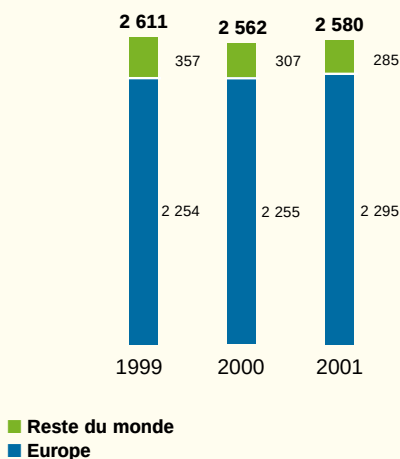
AMONT

Réserves de liquides
et de gaz (Mbep)



AVAL

Capacité de raffinage (kb/j)
en fin d'année



CHIMIE

Chiffre d'affaires 2001
par activité



CHIMIE

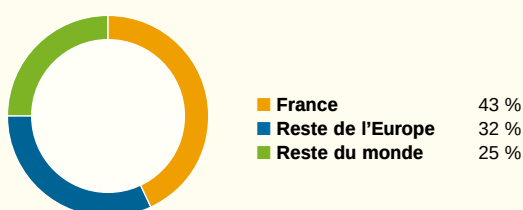
Résultat opérationnel 2001
par activité*



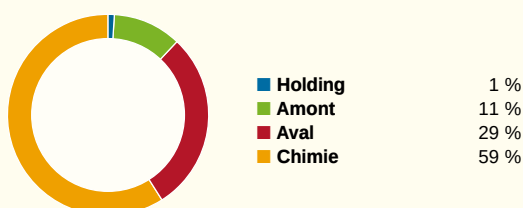
* Hors éléments non récurrents

»» Ressources humaines 2001

Répartition des effectifs 2001
par zone géographique



Répartition des effectifs 2001
par secteur



Sociétés consolidées. Effectifs au 31/12/2001 : 122 025.

»» 2001: une nouvelle étape dans la croissance du Groupe



Thierry Desmarest
Président-directeur général

2001 restera une année marquante dans l'histoire de notre Groupe. Le rapprochement entre Totalfina et Elf Aquitaine, officialisé début 2000, a tenu toutes ses promesses. Il nous a permis de bénéficier depuis cette date de synergies très importantes. Grâce à ces synergies, jointes aux efforts de productivité et de croissance des productions, nous avons pu maintenir nos performances dans une conjoncture économique et pétrolière marquée par un net affaiblissement au cours du second semestre.

Mais l'année 2001 est également celle où nous avons dû faire face à la catastrophe industrielle la plus grave à laquelle ait été confronté notre Groupe. L'explosion survenue le 21 septembre en France à l'usine AZF Grande Paroisse de Toulouse a coûté la vie à 30 personnes et a fait 2 500 blessés ; elle a provoqué des dommages humains et matériels considérables. Face à cette tragédie, le Groupe tout entier a été meurtri. Solidaire des victimes de l'explosion, il s'attache à remédier aux conséquences de cette catastrophe dont les causes à ce jour restent encore inexplorées.

Le risque fait partie intégrante de nos activités. Il nous revient de chercher à le maîtriser toujours davantage, afin que nos activités puissent exprimer tout leur sens auprès de la collectivité sans l'exposer à l'inacceptable. Nous sommes conscients de nos responsabilités. TotalFinaElf continuera ainsi d'accorder une priorité absolue dans ses opérations à la sécurité des hommes, au respect de l'environnement, à la recherche de l'excellence dans la mise en œuvre des installations.

Dans cette perspective, nous avons modifié notre organisation en matière de sécurité, d'environnement et de développement durable, avec notamment la nomination d'un Directeur Sécurité Groupe aux pouvoirs étendus. Les échanges d'expertise et l'analyse des meilleures pratiques en France et hors de France sont systématisés. Le Groupe poursuit en parallèle la mise en place d'outils nouveaux qui permettront à un large public de mesurer ses performances en matière de sécurité et de respect de l'environnement et de suivre leur évolution dans le temps.

Dans le secteur Amont, notre objectif de production de 2,2 millions de barils équivalent pétrole par jour (bep/j) pour l'exercice 2001 a été atteint.

Nos réserves, en progression de 2 %, s'élèvent à près de 11 milliards de barils équivalent pétrole (bep), soit plus de 13 années de production de l'année écoulée. A l'inverse de certains concurrents, TotalFinaElf a toujours gardé un rythme élevé d'investissements, même dans les périodes où le prix du brut était bas.

Aujourd'hui, les projets lancés dans un tel contexte par le Groupe, et dont il est l'opérateur, sont au rendez-vous de la croissance : Elgin/Franklin en mer du Nord, Girassol en Angola, Sincor au Venezuela, South Pars en Iran.

Ces projets contribueront fortement à la croissance des productions qui devrait s'établir à 10 % entre 2001 et 2002.

D'autres projets de grande taille et à bas coûts techniques sont déjà lancés, qui prendront le relais de ces réalisations. Ils s'inscrivent dans le cadre de la poursuite d'une croissance de nos productions d'hydrocarbures à un rythme supérieur à la moyenne des compagnies pétrolières internationales, qui renforce, année après année, nos positions en matière de réserves et de production. Le Groupe est confiant dans sa capacité à atteindre une production de 2,8 millions de bep/j en 2005 et à maintenir un niveau élevé de croissance dans les années qui suivront.

Pour mieux valoriser ses réserves, TotalFinaElf poursuit son intégration dans l'aval de la filière

“TotalFinaElf est en mesure de poursuivre un développement soutenu et équilibré affirmant sa vocation mondiale.”

gazière. Cette politique est illustrée, en 2001, par des prises d'intérêts dans des réseaux de transport de gaz et des participations nouvelles dans des centrales électriques, en Amérique latine et en Europe.

Dans le secteur Aval, le raffinage européen a été confronté à une dégradation de ses marges, par rapport à celles observées en 2000. Dans un tel contexte, l'abaissement continu du point mort des raffineries du Groupe, de 20 dollars la tonne il y a dix ans à 9 dollars aujourd'hui, constitue un atout décisif. Il permet aux activités de raffinage de TotalFinaElf de conserver une bonne rentabilité dans un environnement moyen et de contribuer de manière positive au résultat du Groupe dans des situations de conjonctures dégradées. La poursuite des plans de synergie et de productivité du secteur a permis, avec un apport d'environ 700 millions d'euros au résultat opérationnel de 2001, de fortement atténuer l'impact négatif du repli des indicateurs de marché.

La bonne performance de l'Aval, dont le résultat opérationnel hors éléments non récurrents atteint 3 milliards d'euros en 2001, est également le fruit de nos fortes positions.

TotalFinaElf est le numéro un du raffinage et de la distribution en Europe et coleader en Afrique. Nos raffineries européennes sont parmi les plus efficaces, grâce à l'optimisation de leur pilotage et la mise en valeur de leurs spécificités. Notre réseau, près de 17 000 stations, est l'un des plus performants et nos trois marques, Total, Fina et Elf, sont parmi les plus connues et les plus appréciées par les usagers.

La Chimie de TotalFinaElf a été confrontée en 2001 à des conditions de marché très dégradées dans chacune de ses branches d'activité : Pétrochimie et Grands Polymères, Intermédiaires et Polymères de performance, Spécialités.



Le résultat opérationnel de la Chimie hors éléments non récurrents s'inscrit ainsi en baisse de 33 % par rapport à l'année précédente. Ce repli est moindre que celui enregistré par nos principaux concurrents. La chimie de base est une activité par nature cyclique. La rigueur avec laquelle nous la gérons et les programmes d'extension de ses grands sites permettront d'obtenir des succès importants dès que le marché des produits chimiques sera mieux orienté.

Le résultat net part du Groupe de l'année 2001, hors éléments non récurrents, s'est élevé à 7,52 milliards d'euros, en diminution de 2 % par rapport aux chiffres de l'an 2000, année où la conjoncture avait été nettement plus favorable.

Dans un environnement pétrolier très volatil, TotalFinaElf est attentif à conserver une situation financière solide. Elle se traduit en particulier par un ratio de dettes nettes sur fonds propres ramené à 31 % à fin 2001, contre 33 % à fin 2000 et 50 % à fin 1999. Le Groupe est ainsi en mesure de résister aux aléas de son environnement, tout en poursuivant sa croissance.

Le cash flow généré par les opérations en 2001 a été renforcé par un programme important de cessions d'actifs : les désinvestissements, évalués au prix de cession, ont atteint 7 milliards d'euros. Ils comprennent notamment la cession d'une partie des titres Sanofi-Synthelabo et Cogema, celle des titres Ultramar Diamond Shamrock et la cession des actifs Aval en France, suite aux engagements pris auprès de la Commission européenne.

Le cash flow disponible dont a disposé le Groupe lui a permis de racheter, en 2001, 39 millions de ses propres actions, pour un montant de 6,1 milliards d'euros. Compte tenu de ces achats, le bénéfice net par action hors éléments non récurrents s'est établi à 10,85 euros, dépassant le niveau record atteint l'année précédente. TotalFinaElf a poursuivi en 2001 un programme d'investissements, qui, rapporté à la taille, est parmi les plus élevés de l'industrie. Les investissements bruts se sont établis à 10,6 milliards d'euros, en progression de 27 % par rapport aux réalisations de l'année 2000. En 2002, les investissements devraient se maintenir à un niveau proche de 10 milliards d'euros, avec une forte priorité donnée à la croissance du secteur Amont.

En 2001, le démarrage de grands projets innovateurs a mis en lumière la capacité de nos équipes à conduire avec succès des projets ambitieux. Moins de deux ans après la constitution de TotalFinaElf, la cohésion culturelle et humaine de l'ensemble des femmes et des hommes qui constituent le Groupe partout dans le monde est un atout majeur pour l'avenir.

Fort de cet atout, d'un large portefeuille de projets, d'une solide situation financière, de la confiance de ses actionnaires, TotalFinaElf est en mesure de poursuivre un développement soutenu et équilibré, affirmant sa vocation mondiale. Nous sommes particulièrement attentifs à ce que ce développement s'inscrive dans une démarche visant à préserver les milieux naturels et la qualité de vie à laquelle chacun dans le monde aspire légitimement pour lui-même et pour les générations futures.

Thierry Desmarest

Questions à Thierry Desmarest

Quel jugement portez-vous sur la performance de TotalFinaElf en 2001 ?

“Le Groupe a démontré sa capacité à résister mieux que ses grands concurrents au repli de l’environnement pétrolier intervenu dans la seconde partie de l’année 2001. La croissance de nos productions d’hydrocarbures, la réduction des coûts, la réalisation de nos programmes de synergies et de productivité en avance par rapport aux objectifs initiaux se traduisent par une amélioration des performances intrinsèques de TotalFinaElf et une robustesse globale accrue.”

La baisse marquée du prix du brut au second semestre de 2001 hypothèque-t-elle le lancement de nouveaux projets dans le secteur Amont ?

“D’une manière générale, la réalisation de nos grands projets s’étale sur des durées de construction de trois ou quatre ans. Ceux qui commencent à produire aujourd’hui, comme Elgin/Franklin au Royaume-Uni, Girassol en Angola et Sincor au Venezuela, ont été lancés en 1997-1998. Leur très bonne qualité nous a permis de ne pas les différer à une époque où le prix du pétrole était faible. Le portefeuille de nouveaux projets que nous lançons actuellement résiste également très bien à la baisse du prix du pétrole puisqu’il vise, en moyenne, une rentabilité de 17% pour un prix de 17 dollars par baril. Le Groupe est donc en mesure de poursuivre ses projets dans l’exploration et la production d’hydrocarbures.”

L’important programme de rachat d’actions réalisé en 2001 a contribué à maintenir le niveau du bénéfice par action à son niveau record de 2000. Ce programme sera-t-il aussi important cette année ?

“Nous allons poursuivre en 2002 notre programme de rachat d’actions, ce qui devrait permettre, dans un environnement pétrolier constant, de contribuer à l’amélioration du résultat net par action. Ce programme sera, comme l’année précédente, financé principalement par le produit de la cession d’actifs. Comme les cessions d’actifs devraient représenter environ 2 milliards d’euros en 2002 contre 7 milliards en 2001, le programme de rachat d’actions devrait être moins important cette année.”

En quoi les quatre grands projets Amont qui ont récemment démarré diffèrent-ils de développements plus conventionnels ?

“Le développement du gisement d’Elgin/Franklin est le plus important conduit en mer du Nord britannique depuis plus de vingt ans. Sa réalisation a nécessité de nombreuses innovations technologiques. En Angola, la mise en production de Girassol, par 1 350 m de profondeur d’eau et à 150 km au large des côtes, signe le plus important développement offshore par grande profondeur d’eau au monde. Au Venezuela, le démarrage du projet Sincor et de sa production d’huile synthétique de haute qualité à partir des bruts lourds de l’Orénoque est un événement de première importance : il confirme, sur le plan tant économique que technologique, la faisabilité

de projets de valorisation de ces pétroles dont les réserves sont très importantes. Enfin, en Iran, le développement de South Pars se distingue par la taille exceptionnelle du champ de gaz et la capacité à transporter simultanément du gaz et des condensats sur une longue distance. Tous ces développements, opérés par TotalFinaElf, ont été mis en production en ligne avec les objectifs prévus.”

Avez-vous tiré des enseignements, en matière de sécurité, de la catastrophe de Toulouse ?

“L’amélioration de la sécurité industrielle a toujours compté parmi nos préoccupations prioritaires. Nous sommes évidemment, après l’explosion dramatique survenue à l’usine AZF de Toulouse, plus que jamais attentifs à l’amélioration de la sécurité du personnel et à la sécurisation de nos sites. Cela est une quête permanente et notre vigilance ne doit pas se relâcher. Nos performances en la matière sont aujourd’hui dans la moyenne de celles de nos grands homologues industriels. Notre volonté est de franchir une nouvelle étape et de nous hisser au rang des meilleurs. Cela passe notamment par le renforcement de nos procédures et de nos pratiques, comme la réduction des stockages de produits dangereux sur les sites proches des agglomérations. Nous consacrons, d’ores et déjà, 25 à 30 % des budgets d’investissement des installations existantes à la sécurité.”

Le Comité Exécutif et le Comité Directeur

Les trois secteurs d'activité de TotalFinaElf sont organisés en centres de profit : Amont, Aval, Chimie. L'Amont rassemble, aux côtés de l'exploration et la production d'hydrocarbures, les activités gaz-électricité et les autres énergies. L'Aval regroupe les activités de raffinage et de marketing, le trading et les transports maritimes. Le secteur Chimie, comporte trois grands sous-secteurs d'activité : la pétrochimie et les grands polymères, les intermédiaires et polymères de performance, la chimie de spécialités. Les secteurs bénéficient de l'assistance des Directions Fonctionnelles de la Holding : Finances, Juridique, Stratégie et Evaluation des Risques, Ressources Humaines et Communication. Le Comité Exécutif (COMEX) et le Comité Directeur (CODIR) constituent les instances de Direction du Groupe. Le COMEX arrête les décisions d'importance stratégique et autorise les investissements correspondants. Il prépare les décisions du ressort du Conseil d'administration de TotalFinaElf. Le CODIR assure la coordination des différentes entités du Groupe, le suivi des résultats d'exploitation des Directions Opérationnelles et l'examen des rapports d'activité des Directions Fonctionnelles.



Les membres du Comité Exécutif

Thierry Desmarest

Photo de droite, de gauche à droite

Christophe de Margerie
Jean-Luc Vermeulen

Photo du bas à gauche, de gauche à droite

François Cornélis
Robert Castaigne

Photo du bas à droite, de gauche à droite

Bruno Weymuller
Jean-Paul Vettier



Le Comité Exécutif ... Thierry Desmarest, Président – François Cornélis, Vice-Président, Directeur Général Chimie – Robert Castaigne, Directeur Financier – Christophe de Margerie, Directeur Général Exploration-Production – Jean-Luc Vermeulen, Directeur Général Amont – Jean-Paul Vettier, Directeur Général Raffinage-Marketing – Bruno Weymuller, Directeur Stratégie et Evaluation des Risques.

Le Comité Directeur ... Le CODIR rassemble, aux côtés des membres du COMEX, 22 dirigeants des différentes Directions Fonctionnelles et Opérationnelles.

Holding ... Michel Bonnet, Jean-Jacques Guilbaud, Pierre Guyonnet, Ian Howat, Alain Madec, Bernard Tramier.

Amont ... Michel Bénézit, Yves-Louis Darricarrère, Jean-Marie Masset, Charles Mattenet, Jean Privey.

Aval ... Alain Champeaux, Jean-Claude Company, François Groh, Pierre Klein, Eric de Menten, André Tricoire.

Chimie ... Pierre-Christian Clout, Philippe Goebel, Jean-Bernard Lartigue, Jean-Pierre Seeuws, Hugues Woestelandt.

Composition du COMEX et du CODIR au 1^{er} mars 2002.



»» Valeurs et miss



sion d'entreprise

TotalFinaElf a l'ambition de mettre en œuvre une politique volontariste en matière de gestion des ressources humaines, de sécurité, de respect de l'environnement et de préservation des ressources naturelles, en se fixant des objectifs de progrès ■■■ Sa dynamique de croissance veut s'exercer au bénéfice de toutes les parties prenantes dans une démarche active de développement durable ■■■

Gouvernement d'entreprise

Conseil d'administration ...

Durant l'exercice, la composition du Conseil d'administration de TOTAL FINA ELF S.A. a été la suivante :

Thierry Desmarest

56 ans. Président-directeur général de TOTAL FINA ELF S.A. Président de la Fondation TOTAL. Administrateur d'Air Liquide, Sanofi-Synthelabo. Membre du Conseil de Surveillance d'Areva. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1995 et jusqu'en 2004. Président-directeur général d'ELF Aquitaine depuis le 15 janvier 2000. Détient 13 000 actions.

Yves Barsalou

69 ans. Administrateur indépendant ⁽¹⁾. Ancien Président honoraire



du Crédit Agricole S.A. Administrateur de *Midi Libre*, Société des caves de Roquefort, Sodagri, Banco Esperito Santo. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 741 actions.

Daniel Bouton

51 ans. Président-directeur général de la Société Générale. Administrateur de Schneider Electric S.A. Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi Environnement. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1997 et jusqu'en 2003. Détient 800 actions.

Bertrand Collomb

59 ans. Administrateur indépendant ⁽¹⁾. Président-directeur général de Lafarge. Membre du Conseil de Surveillance d'Allianz Munich. Administrateur du Crédit Commercial de France. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 178 actions.

Honorable Paul Desmarais

74 ans. Président du Comité Exécutif de Power Corporation du Canada. Vice-Président du Groupe Bruxelles

Lambert (Bruxelles). Président du Conseil et Administrateur-Délégué de Pargesa Holding S.A. (Suisse). Administrateur de La Great-West (Canada). Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1999 et jusqu'en 2004. Détient 1 000 actions.

Xavier Dupont

69 ans. Administrateur indépendant ⁽¹⁾. Président-directeur général de Alfi-Convertix-Luxembourg Sicav. Membre du Conseil de Surveillance de Banque Privée Saint Dominique et de Natexis Capital. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 000 actions.

Michel François-Poncet

66 ans. Vice-Président du Conseil



d'administration de BNP Paribas. Administrateur de LVMH, Groupe Schneider, Power Corporation du Canada. Membre du Conseil de Surveillance d'AXA. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1987 et jusqu'en 2002. Détient 1 000 actions.

Baron Frère (Mandat expiré le 17 mai 2001)

76 ans. Président du Conseil d'administration et Administrateur-Délégué du Groupe Bruxelles Lambert. Président du Conseil d'administration de PetroFina (Bruxelles). Administrateur de LVMH, CLT-UFA (Luxembourg), Coparex S.A. Membre du Conseil de Surveillance de Suez, Métropole Télévision (M6). Régent honoraire de la Banque Nationale de Belgique. Membre du Comité International de Assicurazioni Generali S.p.A. (Trieste).

Jacques Friedman

69 ans. Administrateur de BNP Paribas, Vivendi Universal, Alcatel. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 519 actions.

Baron Goossens

57 ans. Administrateur indépendant ⁽¹⁾. Président de Belgacom. Administrateur de K.B.C. Holding Banque Assurance, Sofina. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1999 et jusqu'en 2002. Détient 800 actions.

Frédéric Isoard

69 ans. Ancien Président d'Elf Trading S.A. Genève. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 15 274 actions.

Professeur Bertrand Jacquillat

57 ans. Administrateur indépendant ⁽¹⁾. Professeur des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris. Cofondateur et Président-directeur



général d'Associés en Finance. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1996 et jusqu'en 2002. Détient 900 actions.

Antoine Jeancourt Galignani

64 ans. Administrateur indépendant ⁽¹⁾. Ancien Président du Conseil d'administration des Assurances Générales de France. Président du Conseil de Surveillance de Euro Disney SCA. Administrateur de la Société Générale, de Kaufman et Broad. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1994 et jusqu'en 2003. Détient 1 091 actions.

Anne Lauvergeon

42 ans. Président du directoire d'Areva. Administrateur de Suez, Sagem, Pechiney. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 500 actions.

Michel Pébereau

59 ans. Président-directeur général de BNP Paribas. Président du Conseil d'administration de la C.I.P. Administrateur de Lafarge, Saint-Gobain. Membre du Conseil de

Surveillance d'AXA, Galeries Lafayette, Dresdner Bank AG. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 589 actions.

Thierry de Rudder

52 ans. Administrateur délégué de Groupe Bruxelles Lambert. Administrateur de Société Générale de Belgique, Audiofina, Tractebel, PetroFina, Rhodia. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1999 et jusqu'en 2004. Détient 989 actions.

Jürgen Sarrazin

65 ans. Administrateur indépendant ⁽¹⁾. Ancien Président du Directoire de Dresdner Bank. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 777 actions.

Robert Studer

63 ans. Administrateur indépendant ⁽¹⁾.



Ancien Président du Conseil d'administration de l'Union des Banques Suisses. Administrateur de BASF, Espirito Santo Financial Group, Renault, Schindler Holding. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 463 actions.

Serge Tchuruk

64 ans. Administrateur indépendant ⁽¹⁾. Président-directeur général d'Alcatel. Administrateur de Vivendi Universal, Thales, Société Générale. Membre du Conseil d'administration de l'Ecole polytechnique. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1989 et jusqu'en 2004. Détient 50 000 actions.

Pierre Vaillaud

66 ans. Ancien Président-directeur général d'Elf Aquitaine et de Technip. Administrateur de Technip et d'Egis. Membre du Conseil de Surveillance d'Oddo Pinatton. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 113 actions.

Lord Alexander of Weedon Q.C.

65 ans. Administrateur indépendant ⁽¹⁾. Ancien Président du groupe Natwest. Président de : The House of Lords Delegated Powers and Deregulation Committee. Chancelier de l'Université d'Exeter. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1996 et jusqu'en 2002. Détient 800 actions.

⁽¹⁾ Administrateur indépendant : administrateur n'ayant aucun lien avec une société actionnaire de TOTAL FINA ELF S.A. ou une société dont TOTAL FINA ELF S.A. est actionnaire.

Ordre du jour des réunions du Conseil d'administration ...

Le Conseil d'administration s'est réuni à six reprises en 2001. Le taux de présence pour l'ensemble des administrateurs a été de 77 %.



L'ordre du jour des réunions a comporté en particulier les points suivants :

30 janvier : résultats estimés du Groupe pour 2000. Projet d'acquisition des actifs argentins de Gener.

13 mars : comptes définitifs 2000 (comptes consolidés, comptes société mère). Préparation de l'Assemblée Générale Mixte annuelle. Adoption d'une charte des administrateurs.

17 mai : nomination du Président. Résultats estimés du 1^{er} trimestre.

10 juillet : plan à long terme de l'exploration-production. Résultats estimés du 1^{er} semestre. Cession d'une partie de la participation dans Cogema.

4 septembre : comptes définitifs du 1^{er} semestre 2001 (comptes consolidés ; comptes société mère).

20 novembre : résultats du 3^e trimestre 2001. Plan à cinq ans. Point sur le sinistre de l'usine AZF Grande Paroisse à Toulouse.

Comités d'Administrateurs ...

Le Groupe a mis en place en 1995 deux Comités spécialisés. Ils ont poursuivi leurs travaux au cours de l'année 2001.

Le Comité de Nomination et des Rémunérations

Son objet est d'étudier et de soumettre au Conseil d'administration des propositions concernant :

- la sélection des administrateurs et des dirigeants mandataires sociaux ;
- la rémunération des dirigeants mandataires sociaux ;
- les plans d'option de souscription d'actions (modalités et montants attribués par catégorie de bénéficiaires, attribution nominative aux dirigeants mandataires sociaux).



Ce Comité est composé de MM. Michel François-Poncet, Bertrand Collomb et Serge Tchuruk. Il s'est réuni à deux reprises en 2001.

Le Comité d'Audit

Il a pour mission de donner au Conseil d'administration son avis sur la qualité des comptes et l'état du contrôle interne du Groupe.

A ce titre, il donne son avis sur :

- la nomination et la rémunération des commissaires aux comptes ;
- le programme des travaux des auditeurs externes et internes ;
- les principes et méthodes comptables ;
- les comptes consolidés semestriels et annuels avant leur examen par le Conseil d'administration.

Ce Comité est composé de MM. Jacques Friedmann, Bertrand Jacquillat et Thierry de Rudder. En 2001, le Comité d'Audit s'est réuni à quatre reprises.

Politique d'attribution des options de souscription et d'achat d'actions TotalFinaElf

		Nombre de bénéficiaires	Nombre d'options notifiées	Répartition	Nombre moyen d'options par bénéficiaire
Plan 1995⁽¹⁾	Principaux dirigeants ⁽⁵⁾	14	166 000	17,5 %	11 857
Options de souscription	Cadres dirigeants	138	344 700	36,4 %	2 498
(décision du Conseil d'administration du 5 septembre 1995 ; prix d'exercice : 291 F, soit 44,36 € ; rabais : 4,7 %)	Autres salariés	584	435 800	46,0 %	746
	Total	736	946 500	100 %	1 286
Plan 1996⁽¹⁾	Principaux dirigeants ⁽⁵⁾	14	154 000	16,0 %	11 000
Options de souscription	Cadres dirigeants	138	359 400	37,4 %	2 604
(décision du Conseil d'administration du 11 décembre 1996 ; prix d'exercice : 392 F, soit 59,76 € ; rabais : 5 %)	Autres salariés	650	446 600	46,5 %	687
	Total	802	960 000	100 %	1 197
Plan 1998⁽²⁾	Principaux dirigeants ⁽⁵⁾	16	157 500	16,5 %	9 844
Options d'achat	Cadres dirigeants	162	347 600	36,4 %	2 146
(décision du Conseil d'administration du 17 mars 1998 ; prix d'exercice : 615 F, soit 93,76 € ; rabais : 4,94 %)	Autres salariés	824	449 900	47,1 %	546
	Total	1 002	955 000	100 %	953
Plan 1999⁽²⁾	Principaux dirigeants ⁽⁵⁾	19	279 000	18,6 %	14 684
Options d'achat	Cadres dirigeants	215	517 000	34,5 %	2 405
(décision du Conseil d'administration du 15 juin 1999 ; prix d'exercice : 113 € ; rabais : 4,74 %)	Autres salariés	1 351	703 767	46,9 %	521
	Total	1 585	1 499 767	100 %	946
Plan 2000^{(3) (6)}	Principaux dirigeants ⁽⁵⁾	24	246 200	10,1 %	10 258
Options d'achat	Cadres dirigeants	298	660 700	27,2 %	2 217
(décision du Conseil d'administration du 11 juillet 2000 ; prix d'exercice : 162,70 € ; rabais : 0,0 %)	Autres salariés	2 740	1 518 745	62,6 %	554
	Total	3 062	2 425 645	100 %	792
Plan 2001^{(4) (6)}	Principaux dirigeants ⁽⁵⁾	21	295 350	11,0 %	14 064
Options d'achat	Cadres dirigeants	281	648 950	24,1 %	2 309
(décision du Conseil d'administration du 10 juillet 2001 ; prix d'exercice : 168,20 € ; rabais : 0,0 %)	Autres salariés	3 318	1 749 075	64,9 %	527
	Total	3 620	2 693 375	100 %	744

⁽¹⁾ Les options sont exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.

⁽²⁾ Les options sont exerçables avec un différé de 5 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

⁽³⁾ Les options sont exerçables avec un différé de 4 ans assorti d'un délai d'incessibilité de 5 ans à compter de leur date de notification individuelle, et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

⁽⁴⁾ Les options sont exerçables à compter du 1^{er} janvier 2005 et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de leur date de notification individuelle. Le différé d'exercice est assorti d'un délai d'incessibilité de 4 ans.

⁽⁵⁾ Membres du Comité Directeur et le Trésorier, tels que définis au jour de l'attribution des options par le Conseil d'administration.

⁽⁶⁾ Certains collaborateurs présents dans le groupe Elf Aquitaine en 1998 ont également bénéficié en 2000 et 2001 de la confirmation d'options Elf Aquitaine attribuées en 1998 sous réserve de la réalisation d'objectifs de résultats par le groupe Elf Aquitaine de 1998 à 2002 (voir page 146).

Rémunération des organes d'Administration et de Direction ...

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toute nature perçues des sociétés françaises et étrangères membres du Groupe par l'ensemble des principaux dirigeants du Groupe (les membres du Comité Directeur et le Trésorier) s'est élevé à 14,8 millions d'euros pour l'exercice 2001 (26 personnes) et à 13,8 millions d'euros pour l'exercice 2000 (27 personnes) ⁽¹⁾. En 2001, la partie variable a représenté 37,5 % du montant global. Les principaux dirigeants du Groupe ne bénéficient pas des jetons de présence qui leur sont alloués à raison des mandats sociaux détenus dans les sociétés du Groupe.

La rémunération brute globale (y compris avantages en nature) versée en 2001 à Monsieur Thierry Desmarest par les sociétés du Groupe s'est élevée à 2 225 070 euros. La part variable, assise sur le salaire de base fixé par le Conseil d'administration et fonction des résultats du Groupe au cours de l'année précédente, versée en 2001 s'est élevée à 1 067 143 euros.

Les rémunérations allouées aux membres du Conseil d'administration au titre des jetons de présence se sont élevées à 0,76 million d'euros en 2001, conformément à la décision de l'Assemblée Générale mixte du 22 mars 2000 qui a fixé, à partir de l'exercice 2000, le montant global des jetons de présence à 5 millions de francs. Il y avait 20 administrateurs au 31 décembre 2001 contre 21 administrateurs au 31 décembre 2000.

Les modalités de répartition du montant global de 0,76 million d'euros des jetons de présence au titre de 2001 sont les suivantes :

- une partie fixe annuelle de 15 000 euros par administrateur (prorata temporis en cas de changement en cours d'année) ;
- un montant de 4 000 euros par administrateur membre du Comité d'Audit ou du Comité de Nomination et des Rémunérations pour chaque présence effective à une séance du Comité ;
- le solde étant réparti entre les administrateurs en fonction des présences effectives aux réunions du Conseil d'administration.

Le détail des rémunérations allouées à chacun des administrateurs figure en pages 151 à 154.

⁽¹⁾ Pour les membres du Comité Exécutif, ce montant s'est élevé à 8,11 millions d'euros en 2001 (8 personnes) et à 7,26 millions d'euros en 2000 (9 personnes).

La liste des principaux dirigeants du Groupe au 31/12/2001 est la suivante (26 personnes au 31/12/2001 et 27 personnes au 31/12/2000) :

Comité Directeur

Thierry DESMAREST*
François CORNELIS*
Bernard de COMBRET*
Jean-Luc VERMEULEN*
Christophe de MARGERIE*
Jean-Paul VETTER*
Robert CASTAIGNE*
Bruno WEYMULLER*

Michel BENEZIT
Michel BONNET
Wayne BRENCKLE
Axel de BROQUEVILLE
Alain CHAMPEAUX
Jean-Claude COMPANY
Yves-Louis DARRICARRERE
Yves EDERN
Jean-Jacques GUILBAUD
Ian HOWAT
Jean-Bernard LARTIGUE
Alain MADEC

* Membre du Comité Exécutif au 31 décembre 2001.

Patrick RAMBAUD
Jean-Pierre SEEUWS
Bernard TRAMIER
André TRICOIRE
Hugues WOESTELANDT

Trésorier

Charles PARIS de BOLLARDIERE

Options de souscription et d'achat d'actions TotalFinaElf de l'ensemble des principaux dirigeants du Groupe au 31 décembre 2001 (Comité Directeur et Trésorier du Groupe)

	Plan 1995 Options de souscription	Plan 1996 Options de souscription	Plan 1998 Options d'achat	Plan 1999 Options d'achat	Plan 2000 Options d'achat	Plan 2001 Options d'achat	Total
Prix d'exercice (en euros)	44,36	59,76	93,76	113,00	162,70	168,20	
Date d'expiration	05/09/2001	11/12/2002	17/03/2006	15/06/2007	11/07/2008	10/07/2009	
Options attribuées	127 000	139 200	139 000	248 000	237 700	-	890 900
Options existantes au 1 ^{er} janvier 2001	3 000	77 500	126 000	248 000	237 700	-	692 200
Options attribuées durant l'exercice 2001	-	-	-	-	-	295 350	295 350
Options exercées durant l'exercice 2001	3 000	19 500	0	0	0	0	22 500
Options existantes au 31 décembre 2001	0	58 000	126 000	248 000	237 700	295 350	965 050

NB : parmi le Comité Directeur et le Trésorier de TotalFinaElf au 31 décembre 2001, des membres issus du groupe Elf Aquitaine bénéficient d'options Elf Aquitaine qui font l'objet, en cas d'exercice, d'une faculté d'échange contre des actions TotalFinaElf sur la base de la parité d'échange de l'offre publique en surenchère intervenue en 1999, soit 19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine (voir page 147).

Le nombre total d'options d'achat d'actions consenties en 2001 aux dix salariés de TOTAL FINA ELF S.A. et de toute société comprise dans le périmètre du Groupe (non mandataires sociaux de TOTAL FINA ELF S.A.) dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus

élevé, s'élève à 166 000 options au prix d'exercice de 168,20 euros (plan d'attribution unique décidé par le Conseil d'administration du 10 juillet 2001). Le nombre total d'options de souscription ou d'achat d'actions levées en 2001 par les dix salariés de TOTAL FINA ELF S.A.

et de toute société comprise dans le périmètre du Groupe (non mandataires sociaux de TOTAL FINA ELF S.A.) dont le nombre d'options ainsi levées ou achetées est le plus élevé, s'élève à 55 700 options au prix d'exercice moyen pondéré de 55,21 euros.

Options de souscription et d'achat d'actions TotalFinaElf consenties à Monsieur Thierry Desmarest, Président du Conseil d'administration de TOTAL FINA ELF S.A.

	Plan 1996 Options de souscription	Plan 1998 Options d'achat	Plan 1999 Options d'achat	Plan 2000 Options d'achat	Plan 2001 Options d'achat	Total
Prix d'exercice (en euros)	59,76	93,76	113,00	162,70	168,20	
Date d'échéance	11/12/2002	17/03/2006	15/06/2007	11/07/2008	10/07/2009	
Options attribuées	32 000	30 000	40 000	50 000	-	152 000
Options existantes au 1 ^{er} janvier 2001	27 000	30 000	40 000	50 000	-	147 000
Options attribuées durant l'exercice 2001	-	-	-	-	75 000	75 000
Options exercées durant l'exercice 2001	10 000	0	0	0	0	10 000
Options existantes au 31 décembre 2001	17 000	30 000	40 000	50 000	75 000	212 000

Notre responsabilité d'industriel

Une des premières actions de TotalFinaElf a été de définir et mettre en œuvre des principes d'action et de comportement homogènes dans l'ensemble des activités du nouveau Groupe : élaboration du Code de conduite, création du Comité d'éthique, définition d'une politique de Développement durable qui traduisent la responsabilité sociale de l'entreprise.



Le Comité d'éthique diffuse les principes du Code de conduite, et vérifie que ses engagements ont effectivement leur contrepartie dans les règles et procédures des sociétés du Groupe.

Saisine du Comité d'éthique

Les problèmes d'ordre éthique sont naturellement traités par le management, mais la possibilité, pour tout salarié du Groupe, d'un recours direct au Comité d'éthique est prévue par le Code de conduite. Dans ce cadre, 25 dossiers relatifs à des questions éthiques ont été soumis par écrit au Comité. Ces cas ont été examinés dans le respect du principe de confidentialité et ont fait l'objet de recommandations. Par ailleurs, les membres du Comité ont eu à se prononcer sur divers cas soumis oralement.

Recommandations

Le Comité a présenté au Président du Groupe et au Comité Exécutif plusieurs recommandations sur des questions importantes et souvent posées.

Mesure de la performance éthique

Une démarche novatrice de mise en place d'outils de mesure de la performance éthique est en cours. Elle devrait être opérationnelle avant la fin de l'année 2002.

Information externe et contribution au dialogue public

Le Comité a répondu à un certain nombre d'interrogations sur l'éthique du Groupe, émanant soit d'organismes officiels, le Parlement européen par exemple, soit d'organisations non gouvernementales. Il a par ailleurs établi un dialogue constructif avec les agences de notation éthique.

Notre mission d'entreprise ...

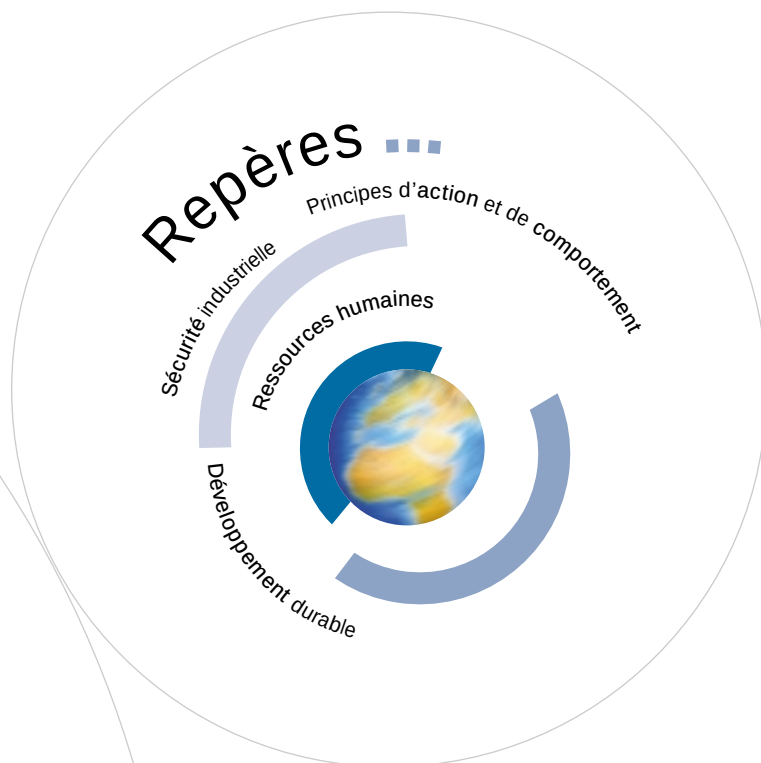
Groupe pétrolier international d'origine française, nous avons l'ambition de répondre aux besoins des hommes en énergie par une offre toujours plus large. Nous accomplissons cette mission dans le respect des valeurs d'engagement, de professionnalisme, de service et de loyauté auxquelles nous sommes attachés. Trouver, fabriquer et distribuer des produits fiables et de qualité est l'objectif que nous poursuivons en ayant recours aux technologies de pointe et à l'innovation. Nous exerçons nos métiers de pétrolier et de chimiste dans une démarche permanente de transparence, de dialogue, de partenariat et de solidarité pour répondre aux attentes de la société et faire face aux enjeux majeurs que sont la sécurité des personnes et des biens, la préservation des ressources naturelles et la protection de l'environnement.

Veiller à l'application des principes d'action et de comportement ...

Le Comité d'éthique, en place depuis mars 2001, a mené plusieurs types d'actions :

Information et formation interne

Les valeurs et principes de TotalFinaElf ainsi que les dispositions du Code de conduite ont été présentés à la majeure partie du personnel du Groupe : une cinquantaine de présentations spécifiques ont été faites par les membres du Comité d'éthique à environ 2 000 personnes, généralement en position hiérarchique, à l'occasion de séminaires ou dans leurs filiales respectives. Ces présentations ont ensuite été relayées par les lignes hiérarchiques dans les diverses unités. Par ailleurs, un stage de sensibilisation aux questions d'éthique d'entreprise a été conçu et mis en place.



Le Groupe a placé sa politique de ressources humaines dans la perspective d'une gestion mondiale de ses effectifs, facilitant la mobilité et le renouvellement, et visant à l'excellence professionnelle.



Les représentants du Groupe ont participé activement à la réflexion d'un certain nombre d'organismes, français et internationaux, sur l'aspect éthique de l'action des entreprises. Dans cette perspective, TotalFinaElf vient d'adhérer à l'initiative du Secrétaire général de l'ONU, le *Global Compact* (Pacte Mondial), qui vise à favoriser l'émergence de principes et de valeurs partagées, et à donner un nouveau visage à la mondialisation.

Les sociétés membres du *Global Compact* adhèrent, soutiennent, et mettent en œuvre dans leur activités neuf principes d'action et de comportement en matière de droits de l'homme, de normes internationales du travail et de protection de l'environnement. Aujourd'hui, une centaine d'entreprises ont rejoint le *Global Compact*.

La recherche de l'excellence ...

Une gestion à l'échelle mondiale

TotalFinaElf est l'un des groupes industriels le plus largement présents à l'échelle de la planète.

La gestion de ses effectifs prend en compte autant les contraintes locales que les spécificités des métiers. C'est pourquoi l'organisation mise en place dans le cadre de la fusion est largement décentralisée, avec la création de directions des ressources humaines dans chaque branche et une réelle délégation des responsabilités au terrain.

Le Groupe a gardé le souci d'une gestion cohérente de ses ressources humaines en constituant une direction centrale qui en définit les orientations majeures dans chacun des domaines clés : recrutement, relations du travail, formation, rémunérations. L'ensemble des postes d'encadrement à l'échelle mondiale, soit 25 000, ont été évalués

au travers d'un système international de cotation utilisé et reconnu par d'autres groupes d'importance comparable.

Une mobilité facilitée

TotalFinaElf considère que la mobilité est bénéfique à la fois aux salariés, qui y trouvent la possibilité de varier leurs expériences professionnelles, ainsi qu'aux activités du Groupe, dont l'organisation à tous les niveaux se trouve régulièrement renouvelée. En 2001, le Groupe a adopté un nouveau statut de l'expatriation, qui s'applique à tous les expatriés, quels que soient les pays de départ, de séjour ou d'arrivée.

Le Groupe a également mis à la disposition des salariés un intranet dédié à la mobilité. Enfin, il élabore dans chacune de ses branches des plans de mouvements sur la base d'études-emplois régulièrement remises à jour.



Notre responsabilité d'industriel



TotalFinaElf entend motiver ses salariés tout en respectant les diversités, dans le cadre d'un dialogue social constructif.



Motiver les salariés

La diversité des métiers et des implantations, les nombreuses opportunités d'évolution dans leurs carrières que celles-ci offrent aux collaborateurs, la politique de maintien des compétences et d'accès aux connaissances utiles sont, pour les salariés, autant de motifs d'encouragement que de facteurs de développement du sentiment d'appartenance. TotalFinaElf entend aussi les motiver par une politique de rémunération individualisée, qui prend en compte leur performance individuelle dans le cadre plus large de la performance globale du Groupe et de leur entité.

A ce titre, le Groupe a mis en place des systèmes d'incitations financières adaptées aux législations et aux contextes nationaux pour récompenser les performances commerciales, techniques (y compris les performances sécurité-environnement) ou financières, tout en restant attractif par rapport aux divers marchés de l'emploi.

Afin de continuer à favoriser l'accès des salariés au capital du Groupe, le Conseil d'administration du 20 novembre 2001 a décidé de procéder à une augmentation de capital réservée aux salariés de TotalFinaElf participant aux plans d'épargne du Groupe. Cette opération, la première du genre depuis la création du nouveau Groupe, s'est ouverte du 17 décembre 2001 au 15 février 2002, à un prix de souscription de 122,70 euros, et a été couronnée de succès : plus de 50 000 souscripteurs dans 85 pays ont participé à cette opération conduisant à la création de 2 785 214 actions. Dans le même esprit, le Groupe a sensiblement accru le nombre de bénéficiaires d'options de souscription et d'achat d'actions. Le nombre de collaborateurs attributaires, récompensés pour la part qu'ils prennent directement dans sa performance, dépassait 3 000 à la fin de 2001.

Renouveler les effectifs

En France, dans la branche Pétrole, un plan de préretraite choisie et un plan de départ volontaire ont été proposés aux salariés répondant à certains critères. 1 625 collaborateurs ont adhéré au plan de préretraite, dont 525 ont quitté l'entreprise au cours de 2001. Dans la Chimie, un centre de recherches a été supprimé et un plan de préretraite a été proposé aux salariés des sièges de Paris et de Philadelphie, ce qui correspond à la suppression de 600 postes. Dans le même temps, TotalFinaElf a continué à recruter de nouveaux collaborateurs en ayant une politique active de contacts avec les milieux universitaires et les écoles. Un site spécifique sur Internet a été mis en place, dans le but de faciliter le dialogue avec les candidats potentiels et d'élargir le vivier du recrutement. Ce site a reçu en 2001 plusieurs dizaines de milliers de candidatures.

Sécurité industrielle : des objectifs de progrès et une nouvelle organisation pour atteindre les meilleurs standards de la profession ...

En 2001, l'explosion survenue à l'usine AZF Grande Paroisse de Toulouse et le grave accident qu'a connu l'usine américaine d'Atofina Chemicals de Riverview (Michigan, États-Unis) sont venus tragiquement rappeler que les métiers du pétrole et de la chimie sont dangereux.

Notre industrie vit depuis son origine avec le risque et développe de façon permanente des techniques pour le maîtriser. Au-delà des événements tragiques de 2001, une nécessaire réflexion s'est ouverte sur le rôle, les valeurs et les métiers de l'entreprise, ainsi qu'en matière d'organisation. TotalFinaElf s'est doté d'une nouvelle organisation pour franchir une nouvelle étape en matière de sécurité visant à situer le Groupe au niveau des meilleurs standards de la profession, dans l'ensemble de ses secteurs d'activité.

Plus de 1 500 collaborateurs travaillent dans le Groupe à temps plein sur des questions liées à l'environnement et à la sécurité. Plus d'un milliard d'euros y sont consacrés annuellement.

La Charte "Sécurité Environnement Qualité" définit les principes de base sur lesquels TotalFinaElf s'appuie pour la conduite de ses opérations. Elle est complétée par un guide explicatif et par des directives spécifiques des activités des branches opérationnelles. Leurs dispositions doivent être respectées par chaque collaborateur et par les sous-traitants du Groupe.

Une formation spécifique à la sécurité et au respect de l'environnement

Formation et connaissance des risques jouent un rôle clé dans la sécurité sur le lieu de travail. TotalFinaElf a en particulier pour politique d'intégrer l'encadrement et les équipes de terrain des entreprises contractantes dans ses différents programmes de sensibilisation et de formation à la sécurité.

**Notre industrie vit depuis
son origine avec le risque
et développe de façon
permanente des techniques
pour le maîtriser.**



Tous les stages généraux du Groupe comportent des interventions sur la sécurité et l'environnement.

Deux stages spécifiques, SEV1 et SEV2, sont destinés, l'un à fournir aux futurs dirigeants du Groupe les données de base de sécurité et d'environnement, l'autre, à la formation des futurs responsables sécurité – environnement du Groupe.

Des actions et des objectifs

Sécurité maritime

A la suite du naufrage de l'Erika en 1999, TotalFinaElf a durci les critères de sélection des navires affrétés. Ainsi, le Groupe est-il devenu la première compagnie pétrolière à imposer une limite d'âge de 20 ans pour les navires de plus de 80 000 tonnes et de 25 ans pour les autres. TotalFinaElf milite pour un renforcement du contrôle et de la responsabilité des sociétés de classification, la création d'un organisme de contrôle européen, l'amélioration des procédures

d'indemnisation tout en augmentant la responsabilité de tous les acteurs.

Traitement des déchets

issus du naufrage de l'Erika

Près de 220 000 tonnes de déchets collectés au cours du nettoyage des côtes ont été regroupées dans 4 grands centres de stockage. Les installations de traitement implantées sur le site de Bossène, près de la raffinerie de Donges, ont été opérationnelles en avril 2001. Actuellement, plus de 18 000 tonnes de déchets ont été traitées, et la fin est prévue pour le dernier trimestre 2003.

Management de la sécurité et certification

Les systèmes de management de la sécurité, comme l'ISRS (International Safety Rating System), sont en cours d'extension à l'ensemble de nos sites. Certains d'entre eux,

Toulouse : explosion de l'usine AZF Grande Paroisse

Comprendre les causes

Le vendredi 21 septembre à 10h15 : un hangar contenant 200 à 300 tonnes de granulés de nitrate d'ammonium explosait à l'usine AZF Grande Paroisse de Toulouse. L'explosion a coûté la vie à 30 personnes – dont 10 salariés de Grande Paroisse et 12 prestataires de services – et a fait 2 500 blessés. Au-delà de ce tragique bilan humain, la violence du choc a provoqué d'immenses dégâts matériels dans cette zone urbanisée au fil du temps.

Déployer des mesures d'urgence

Face à ce tragique événement, TotalFinaElf a immédiatement déployé une aide humaine, financière et technique. Simultanément à l'intervention des secours, TotalFinaElf a mis en place une cellule d'information pour les familles des victimes et une cellule d'aide médico-psychologique sur le site AZF.

Par ailleurs, le Groupe a pris des mesures financières d'urgence.

Dès le 21 septembre, un fonds de 1,5 million d'euros est mis à la disposition des collectivités locales pour contribuer aux secours et à l'assistance d'urgence aux victimes.

Le 28 septembre, un fonds de 3 millions d'euros est créé. Géré par la Croix-Rouge Française, il est destiné à l'aide d'urgence pour les personnes les plus touchées.

Des aides particulières ont été accordées aux familles endeuillées, aux enfants des victimes, aux personnes blessées, aux Toulousains en rupture d'habitat. TotalFinaElf a également décidé de prendre en charge la totalité des surconsommations d'énergie (chauffage et éclairage) des foyers du secteur privé et public. Afin d'accélérer le redémarrage de la zone industrielle de la zone sinistrée et ainsi assumer pleinement la solidarité d'acteur industriel local, le Groupe a mis en place une aide spécifique pour les entreprises.

En ce qui concerne les assurances dès le 22 septembre, TotalFinaElf a installé une organisation *ad hoc* pour faire face à l'afflux

des réclamations, y compris celles des victimes non assurées.

Pour les victimes assurées, des accords spéciaux ont été passés avec les assureurs directs encadrés par une Convention Nationale élaborée par le Comité de Suivi des Victimes installé sous l'égide de la Chancellerie.

Comprendre les causes de l'explosion

Les causes ne sont toujours pas connues à ce jour et quatre enquêtes sont en cours pour les déterminer. Dès le lendemain de la catastrophe, Grande Paroisse a créé une commission d'enquête interne pour mener toutes les investigations nécessaires. Cette commission se compose d'experts du Groupe et bénéficie de l'appui scientifique et technique d'un Comité international d'experts : Laboratoire de combustion et de détonique du CNRS de Poitiers, Ecole nationale supérieure de chimie de Toulouse, Laboratoire d'écologie microbienne de l'université de Lyon, université d'Aix-Marseille, centre TNO des Pays-Bas et Institut de chimie physique de Moscou. Les résultats de cette enquête seront rendus publics. En outre, une enquête judiciaire et des expertises sont menées dans le cadre de l'instruction pénale ouverte le 24 septembre par le Parquet de Toulouse. Une autre enquête est conduite par l'Inspection Générale de l'Environnement. La quatrième est effectuée par un expert judiciaire civil nommé à notre demande.



Notre responsabilité d'industriel

en œuvre à la raffinerie de Port Arthur (Texas), ou à l'usine de polypropylène de La Porte (Texas) ont déjà obtenu des performances remarquables et frôlent la note maximale sur l'échelle d'évaluation de l'ISRS qui va de 0 à 10. Notre objectif est que tous nos sites se situent au moins au niveau 7. De la même façon, nous généralisons la norme ISO 14001 pour la gestion



environnementale de nos établissements. 94 sites ont été certifiés en 2001, ce qui représente la très grande majorité (75 %) des plus exposés, auxquels, bien évidemment, la priorité a été donnée. Certains d'entre eux, comme notre terminal gazier de Saint-Fergus (Ecosse), possèdent la double accréditation ISO 14001 et EMAS.

Une prise en compte élargie des risques

La prise en compte des risques ne s'applique plus uniquement aux aspects de sécurité et d'environnement, mais s'élargit désormais à d'autres situations de crises potentielles telles les crises informatiques. Un Comité stratégique de prévention et de gestion des crises a été créé pour faire face à toute éventualité. De même, dans le domaine de la lutte contre les pollutions accidentelles marines, un Comité opérationnel, le Cogédac, a été mis en place. Il rassemble toutes les entités du Groupe concernées.

Les deltas des grands fleuves
(Mahakam, Indonésie)
sont des zones sensibles
propices au développement
des espèces.



Contribuer au développement durable par des actions concrètes dans le cœur du métier ...

Le développement durable vise à intégrer dans la croissance économique les questions liées à l'environnement et à la société. Il s'agit de trouver un juste équilibre entre les besoins de l'humanité et les ressources de la planète, et donc d'arbitrer entre les coûts et les bénéfices à court terme et à long terme.

Dans le cadre de sa politique de développement durable, TotalFinaElf a identifié cinq domaines où ses compétences et son expérience lui permettent d'apporter des réponses concrètes aux attentes des parties prenantes.

Valoriser les ressources d'hydrocarbures

Le pétrole et le gaz demeureront encore pendant de nombreuses années des sources d'énergie essentielles pour accompagner le développement économique. Dans cette perspective, en 2001, le Groupe a mis en production des réserves nécessitant un savoir-faire à la pointe de la technologie :

- en mer du Nord, Elgin/Franklin ouvre l'accès aux bassins sédimentaires profonds, à très haute pression et température ;
- au Venezuela, Sincor confirme la faisabilité de projets de valorisation des bruts lourds, dont les réserves sont très supérieures à celles des huiles conventionnelles ;
- en Angola, la mise en production de Girassol, par 1 350 m de profondeur d'eau et à 150 km au large des côtes, est le plus important développement par grande profondeur d'eau dans le monde.



Notre responsabilité d'industriel



Pionnier de leur mise au point, TotalFinaElf, le premier producteur mondial de biocarburants, produit 200 000 tonnes par an d'ETBE (Ethyl-tertio-butyl-éther).

Le Groupe est aussi le premier distributeur mondial de gazole et de fioul de chauffage contenant de l'ester de colza.



Développer des énergies nouvelles

En 2001, le Groupe a :

- augmenté de 20 % les volumes de biodiesel commercialisés en France, en l'incorporant au gazole moteur ;
- déposé des demandes de permis pour des fermes éoliennes, en France sur son site industriel de Dunkerque, et en Belgique, en mer au large de Zeebrugge ;
- fondé une entreprise de fabrication de cellules et panneaux photovoltaïques, Photovoltech, en association avec des partenaires belges ;
- mis en place des programmes de développement et d'essai pour utiliser des polymères à haute performance dans la fabrication des piles à combustible et maîtriser la production décentralisée d'hydrogène, en relation avec les performances techniques et économiques des piles.

Améliorer les produits et leur utilisation

Lorsqu'il développe de nouveaux produits, le Groupe prend en compte leur cycle de vie, de la fabrication à l'usage fait par les clients, pour effectuer des choix stratégiques, techniques et commerciaux. Cette approche est particulièrement développée pour les matériaux de la chimie utilisés par exemple dans l'habitat ou l'automobile, les bitumes et lubrifiants, les carburants et les combustibles. La conception et la mise en œuvre des procédés de fabrication intègrent la gestion de l'énergie et des matières premières, ainsi que le recyclage des matériaux usagés.

Intégrer les activités dans la vie locale

En France, dans les régions qui accueillent ses activités, le Groupe a mis en œuvre depuis plusieurs années des formes de solidarité économique et d'engagement auprès des communautés, qui visent spécifiquement les petites et moyennes entreprises. Il s'agit d'un dispositif qui s'exprime selon quatre formules : partage des connaissances et technologies dont le Groupe dispose ; accompagnement du développement à l'international dans les pays où le Groupe est actif ; accompagnement de la réindustrialisation et du redéploiement ; aide financière à la reprise ou à la création d'activités. Après deux ans et demi de mise en œuvre, cette démarche a permis la création ou le maintien de 950 emplois.

A l'international, TotalFinaElf, a choisi de nombreux programmes de développement participatifs dans les domaines de l'aide économique, de la santé et de l'éducation. Dans cet esprit, par exemple, il s'intéresse au développement durable des deltas des grands fleuves, qui sont souvent des zones de prospection pétrolière, leurs alluvions ayant été à l'origine de gisements d'hydrocarbures. Il s'agit de zones sensibles, propices au développement des espèces animales et végétales. Leur accès est difficile, ce qui a retardé leur développement économique. TotalFinaElf détient des permis pétroliers dans les deltas du Niger (Nigeria) et de la Mahakam (Indonésie). Il a contribué à ouvrir l'accès à ces zones et à favoriser le développement d'activités

Le management environnemental et la technologie permettent de mieux maîtriser les impacts des activités du Groupe sur l'eau douce, la mer, les sols et d'intégrer la protection de l'environnement et de la santé dans le cycle de vie de ses produits.

Maîtriser l'effet de serre

Le Groupe a la volonté de contribuer à la maîtrise globale des émissions de gaz à effet de serre tant par ses actions internes de réduction des émissions unitaires dans ses opérations que par l'offre de produits plus performants à cet égard. Entre 1990 et 2000, TotalFinaElf a déjà réduit ses émissions de 10 %. C'est donc près de 7 millions de tonnes de gaz à effet de serre qui, chaque année, ne seront plus rejetées dans

Elle leur permet de consulter la nomenclature européenne, de partager et comparer des choix de méthodes, de prestataires et les coûts de traitement des déchets.

Le Groupe a entrepris un inventaire de ses sites industriels afin d'évaluer la nature et l'ampleur des travaux qu'il pourrait être amené à effectuer en matière de réhabilitation. Parallèlement, il mène en coopération avec des laboratoires de recherche publique des études sur les méthodes de réhabilitation des sols. Plusieurs voies nouvelles sont explorées, telles que la phytoremédiation, l'atténuation naturelle et les barrières réactives.

En mer, la fin de vie des champs pétroliers et le devenir des installations



Récupération et traitement des huiles usées, Ecolube (Douala, Cameroun).

Les GPL domestiques : des alliés contre la déforestation.



non pétrolières. Il y met en œuvre d'importants programmes socio-économiques d'accompagnement du développement local en recherchant un équilibre entre l'activité pétrolière et les activités induites (élevage, fermes marines) d'une part, et les ressources naturelles (eau, forêts, espèces animales et végétales) d'autre part. Ces programmes comportent d'importants volets sociaux : hygiène, santé, éducation.

Réduire l'empreinte de nos activités sur l'environnement

La culture environnementale des différentes composantes du Groupe est ancienne. Elle lui permet aujourd'hui de répondre aux attentes du public et de poursuivre ses activités avec l'impact le plus faible possible sur l'environnement.

l'atmosphère. Ce résultat a été atteint malgré l'augmentation de ses productions. Dans l'esprit de Kyoto sur le changement climatique, le Groupe poursuivra de nouveaux efforts pour atteindre des objectifs volontaires de réduction des émissions.

Gérer les déchets industriels et réhabiliter les sites

La variété des déchets traités dans les sites de TotalFinaElf est très importante et un grand nombre de filières et de prestataires existent sur le marché.

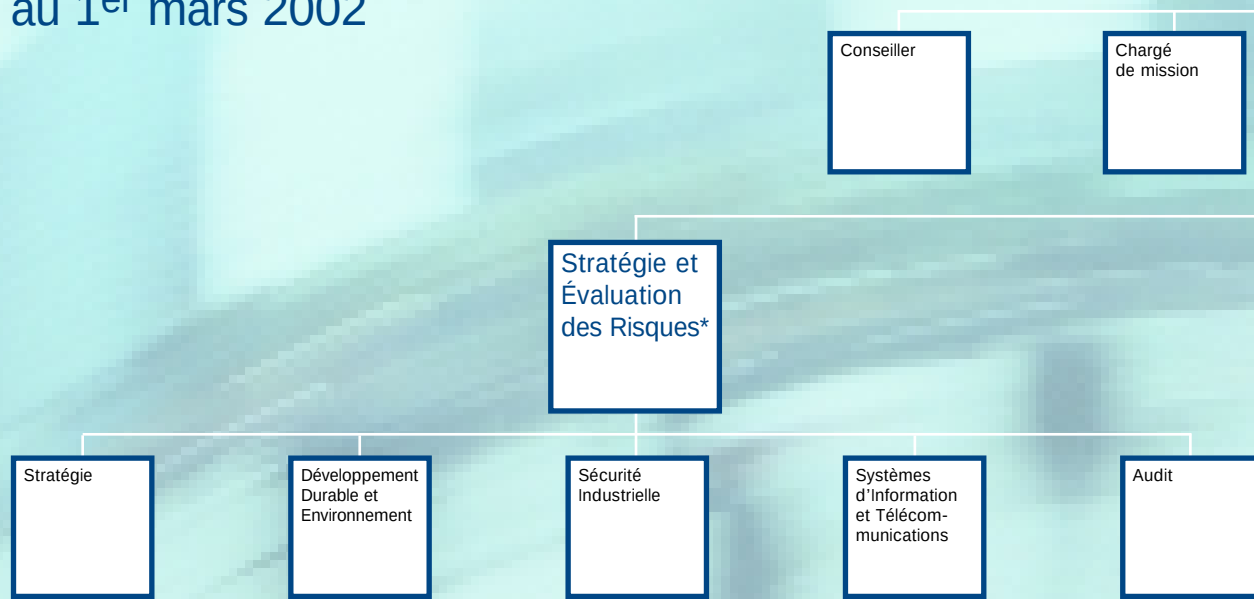
La priorité est accordée au recyclage chaque fois que cela est envisageable. Pour aider ses filiales dans leurs choix, le Groupe a réalisé, pour ses sites de production en France, la base de données Gedi (Gestion des déchets industriels), véritable outil de gestion en temps réel.

déclassées sont des préoccupations permanentes chez TotalFinaElf. Sa filiale norvégienne a en particulier entrepris une vaste campagne de consultation des parties concernées avant d'élaborer son plan d'abandon du champ de Frigg.

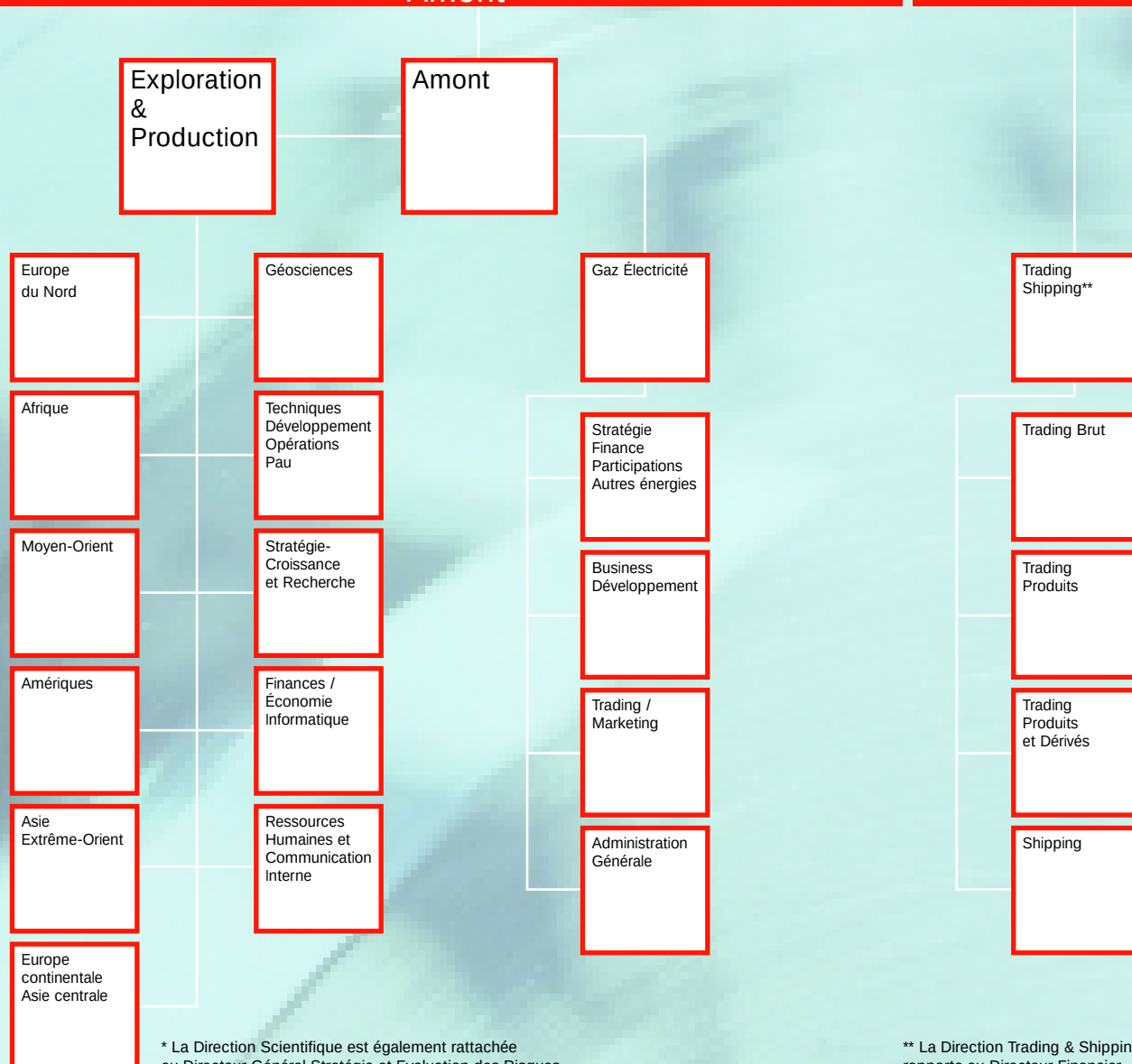
Le rapport de Sécurité Environnement 2001 est disponible sur demande à la Direction de la communication et sur le site www.totalfinaelf.com.

Schéma d'organisation

au 1^{er} mars 2002

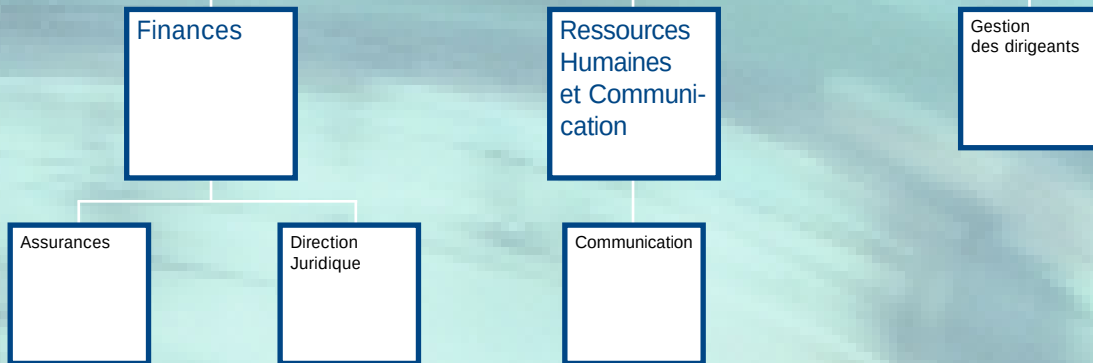


Amont



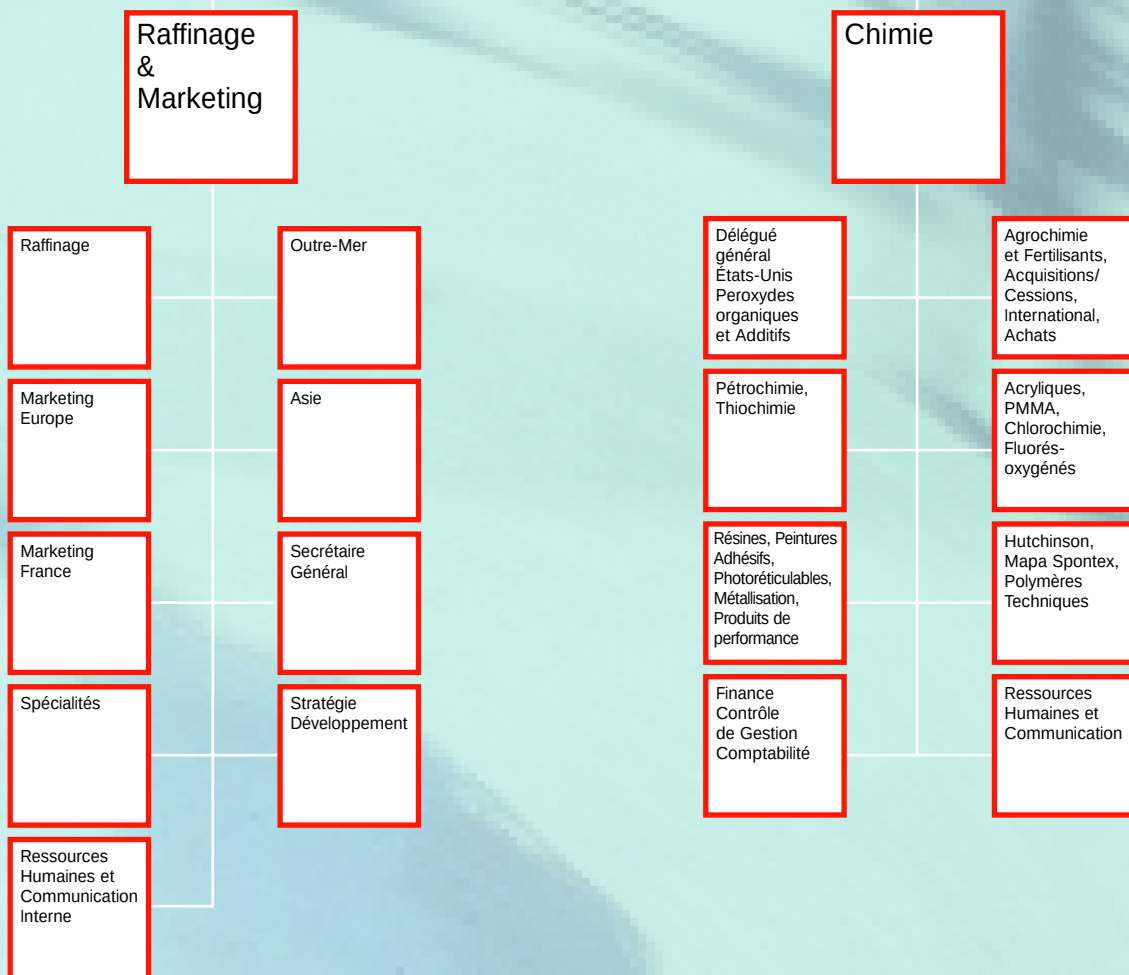
* La Direction Scientifique est également rattachée au Directeur Général Stratégie et Evaluation des Risques.

** La Direction Trading & Shipping rapporte au Directeur Financier.



Aval

Chimie





L'actualité industrielle en 2001



ÉTATS-UNIS

- Lancement du développement de Matterhorn
- Partenariat avec Delphi
- Démarrage du vapocraqueur de Port Arthur

AMÉRIQUE LATINE

Argentine

- Prise de participations majoritaires dans les centrales électriques d'Hidroneuquen et Central Puerto
- Lancement du développement de Carina et Ariès

Bolivie

- Nouvelle découverte de gaz sur le Bloc XX
- Mise en production de San Alberto

Trinidad

- Découvertes de Kairi et Canteen

Venezuela

- Démarrage des installations de Sincor
- Attribution des champs de gaz de Yucal Placer

EUROPE

France

- Acquisition de l'activité GPL d'Air Liquide
- Cession à AGIP de stations-service
- Ouverture du chantier d'une unité de cogénération

Italie

- Achat de 40 stations-service d'autoroute

Norvège

- Mise en production de Huldra

Royaume-Uni

- Mise en production d'Elgin/Franklin, de Nuggets
- Lancement du développement d'Otter
- Renforcement des positions dans la génération électrique
- Acquisition de Croda dans les résines

Pays-Bas

- Démarrage de la production de gaz sur K4BE

EUROPE CENTRALE

Kazakhstan

- Appréciation positive sur Kashagan et participation portée à 16,7 %

Turquie

- Participation portée à 100 % dans Total Oil Turkiye

MOYEN-ORIENT

Arabie saoudite

- Participation au projet "Core Venture 3"

Iran

- Travaux de South Pars en phase finale
- Achèvement du projet Sirri A-E

Qatar

- Signature de l'accord de partage de production du projet Dolphin
- Accord pour la construction d'un craqueur d'éthane
- Démarrage de Qatar Vinyl Corporation

AFRIQUE

Angola

- Mise en production de Girassol
- Découverte de Tombua

Libye

- Découvertes sur NC 186
- Lancement du développement du Bloc 137

Nigeria

- Découverte sur Bonga South West
- Appréciation positive sur Akpo

République gabonaise

- Mise en production d'Atora

Zambie

- Entrée dans le raffinage et renforcement du réseau

ASIE

Chine

- Accord avec China Merchants dans le GPL

Pakistan

- Lancement d'un réseau de distribution



Les trois sec



teurs du Groupe

Amont : croissance rapide de la production et des réserves, fondée sur le développement de grands projets à bas coûts techniques et la mise en œuvre de programmes d'exploration à fort potentiel. Développement des activités dans l'aval gazier permettant d'anticiper l'évolution du paysage énergétique mondial ... **Aval** : parmi les 5 premiers acteurs mondiaux et au premier rang européen, TotalFinaElf accentue son orientation client, s'appuyant sur des marques de forte notoriété associées à une démarche marketing innovante de services et de proximité ... **Chimie** : le pôle chimique du Groupe, Atofina, concentre ses activités sur les secteurs les plus porteurs, en s'appuyant sur les performances de ses chercheurs, la globalisation et la consolidation de ses marchés ...



4 projets majeurs au rendez-vous de la croissance

La production de pétrole et de gaz naturel du Groupe a atteint 2,20 millions de bep/j en 2001, en augmentation de 3,4 % ; ses réserves prouvées ont progressé de 2 %, pour s'établir à 10,98 milliards de barils équivalent pétrole. Plusieurs projets majeurs à fort contenu technologique ont vu le démarrage de leur production : Elgin/Franklin au Royaume-Uni, Girassol en Angola, Sincor au Venezuela, South Pars en Iran.



Les mises en production d'Elgin/Franklin en mer du Nord et de Girassol au large de l'Angola ont établi des records, en matière de haute température et de haute pression (Elgin/Franklin, à gauche), et de profondeur d'eau (Girassol, à droite).



Exploration & Production

Europe

Au Royaume-Uni, mise en production des champs d'Elgin/Franklin (TotalFinaElf opérateur 46,2 %). Ils sont les plus profonds (environ 5 500 mètres) jamais développés en mer du Nord et constituent la plus importante réalisation haute température/haute pression de l'industrie pétrolière mondiale. La production combinée d'Elgin et de Franklin sera, en plateau, de 220 000 bep/j. Mise en production des champs à gaz de Nuggets (TotalFinaElf opérateur 100 %) et lancement du développement d'Otter (TotalFinaElf opérateur 54,3 %)
... Aux Pays-Bas, démarrage de la production de gaz sur K4BE
... En Norvège, mise en production du gisement de gaz et de condensats de Huldra (TotalFinaElf 24,3 %).

Afrique

En Angola, entrée en production du champ de Girassol. Situé, par 1 350 m d'eau, à 150 km au large de la côte, Girassol (TotalFinaElf opérateur 40 %) est le plus important développement par grande profondeur dans le monde, réalisé avec des techniques innovantes. Le plateau de production est de 200 kbep/j
... Découverte de Tombua sur le bloc 14 (TotalFinaElf 20 %)
... En République Gabonaise, mise en production du champ d'huile d'Atora (Elf Gabon opérateur 40 %)
... En Libye, découvertes sur NC 186 (TotalFinaElf 24 %) et lancement du développement de la structure B du bloc C 137 (TotalFinaElf opérateur 37,5 %)
... Au Nigeria, découverte majeure sur Bonga South West (TotalFinaElf 12,5 %) et appréciation positive d'Akpo 1 (TotalFinaElf 24 %) sur le permis en eaux très profondes OPL 246.

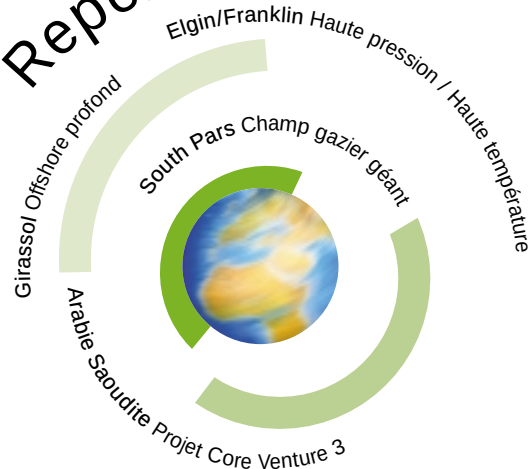
Amérique du Nord

Dans le golfe du Mexique, lancement du développement de Matterhorn. Ce gisement, détenu à 100 % et opéré par TotalFinaElf E&P USA, est situé à environ 170 kilomètres au sud-est de La Nouvelle-Orléans, par une profondeur d'eau de 850 mètres.

Moyen-Orient

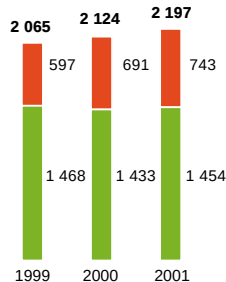
En Arabie saoudite, attribution par les autorités à un consortium, dont TotalFinaElf détient 30 %, du contrat "Core Venture 3". Le projet concerne la valorisation des réserves de gaz de la région de Shaybah. Le gaz produit alimentera une usine pétrochimique et une unité de production d'électricité et de dessalement d'eau de mer sur la côte du golfe Arabique
... En Iran, achèvement du projet Sirri A-E (TotalFinaElf opérateur 60 % d'intérêts dans le consortium) et finalisation des travaux sur le champ gazier géant de South Pars. La mise en gaz est intervenue au premier trimestre 2002.

Repères

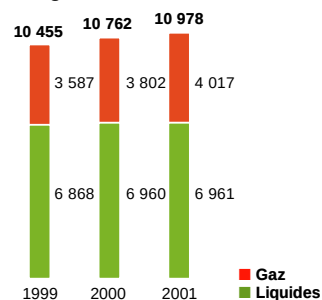


La croissance de la production d'hydrocarbures se poursuit à un rythme supérieur à la moyenne de la profession.

Production de liquides et de gaz (en kbep/jour)



Réserves de liquides et de gaz (en Mbep)



➤ **Amont : Exploration et Production d'hydrocarbures, Gaz naturel liquéfié, Aval gazier, Electricité, charbon et autres énergies, 5^e producteur mondial d'hydrocarbures* 1^{er} en Afrique ; 2^e au Moyen-Orient : Exploration & Production dans 45 pays. 2,20 Mbep/j⁽¹⁾ produits en 2001. 10,98 Gbep⁽²⁾ de réserves au 31/12/2001 dont 37 % de gaz naturel. Investissements 2001 : 7,5 milliards d'euros. Une forte présence dans la logistique gaz avec des participations dans plus de 20 000 km de gazoducs haute pression avec une responsabilité d'opérateur sur 11 000 km. Un acteur reconnu dans la génération électrique avec 5 050 MW. 13 870 collaborateurs.**

* Parmi les compagnies pétrolières internationales au 31/12/2001

(1) millions de barils équivalent pétrole par jour

(2) milliards de barils équivalent pétrole



4 projets majeurs au rendez-vous de la croissance

Mise en production du gisement gazier géant de South Pars dans l'offshore iranien.

La mise en service de l'unité de traitement (*Upgrader*) de Jose (Sincor, Venezuela) permet la transformation d'huiles extra-lourdes (8° à 8,5° API) en pétrole synthétique de haute qualité (32° API et très basse teneur en soufre).

... Au Qatar, signature d'un accord pour l'exportation de gaz naturel du Qatar vers les Emirats arabes unis et l'Oman dans le cadre du projet Dolphin. TotalFinaElf (24,5 %) sera l'opérateur amont du projet. La première phase du développement de Dolphin est estimée à 3,5 milliards de dollars.

Extrême-Orient

En Indonésie, obtention du bloc de Donggala en offshore profond. Situé à 75 kilomètres des installations de production du gisement de Tunu, ce bloc (TotalFinaElf opérateur, 50 %) a déjà fait l'objet d'une étude sismique 3D.



Amérique du Sud

En Argentine, lancement du développement des gisements de gaz de Carina et Aries. Les deux champs, au large de la Terre de Feu, devraient entrer en production en 2004 et atteindre un plateau de 420 Mpc/jour de gaz. TotalFinaElf est opérateur du consortium Cuenca Marina Austral-1 (Total Austral 37,5 %), chargé du développement

... En Bolivie, mise en production de San Alberto (TotalFinaElf 15 %) et nouvelle découverte de gaz sur le bloc XX (TotalFinaElf opérateur 41 %)

... Au Venezuela, démarrage des installations du projet Sincor. Elles permettront, en plateau, de produire 180 000 barils/jour de brut synthétique (Zuata Sweet) de haute qualité (32° API et très basse teneur en soufre) à partir des huiles extra-lourdes (8° à 8,5° API) de la ceinture de l'Orénoque. Le premier enlèvement d'huile synthétique est intervenu en mars 2002. Sincor représente

un investissement de 4,2 milliards de dollars, réalisé dans un délai de 40 mois conformément à l'échéancier annoncé lors de son lancement. Il s'agit du plus important investissement industriel réalisé au Venezuela. TotalFinaElf est l'actionnaire principal de l'association en charge du projet, avec un intérêt de 47 % ... Acquisition d'une participation de 69,5 % dans un consortium sur les Blocs de Yuca Placer Nord et Yuca Placer Sud.

Leur développement permettra au Groupe de s'affirmer comme un acteur de premier plan sur le marché gazier vénézuélien dès son ouverture au secteur privé

... A Trinidad et Tobago, deux découvertes d'huile en eaux profondes sur le Bloc 2c (TotalFinaElf 30 %) : Kairi-1 et Canteen 1.

Communauté des Etats Indépendants (CEI)

Au Kazakhstan, augmentation des intérêts du Groupe dans Kashagan, avec une participation dans le consortium OKIOC portée de 14,28 % à 16,67 %

... Les résultats des premiers puits d'exploration et d'appréciation forés sur Kashagan ont permis de mettre en évidence une découverte géante, confirmant la place de la mer Caspienne septentrionale comme une province pétrolière majeure.

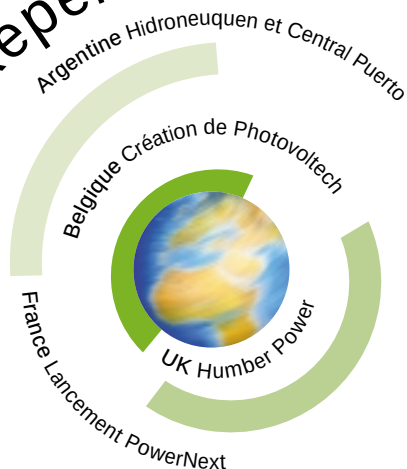
Gaz Electricité

Le Groupe a poursuivi sa stratégie d'intégration dans la filière Gaz Electricité : prises d'intérêt ou renforcement de positions dans des centrales électriques et des réseaux de gazoducs en Amérique latine et en Europe ; participation à des projets au Moyen-Orient et en Asie.

Aval gaz

En France, développement du réseau de gazoducs haute pression dans le Sud-Ouest, et participation du Groupe au lancement de PowerNext, première bourse française d'échange d'électricité ... En Espagne, création d'une société commerciale en joint-venture avec Cepsa, et participation au groupe d'études du projet Medgaz,

Repères



Aux Emirats arabes unis, le projet de cogénération de Taweelah A1 vise à accroître les capacités existantes de 225 MW à 1 350 MW pour la génération électrique et de 130 000 à 380 000 m³/jour pour le dessalement de l'eau de mer.

Centrale hydro-électrique de Central Puerto (Argentine).



un gazoduc qui devrait relier directement l'Algérie à l'Espagne ... En Amérique latine, finalisation de l'acquisition d'intérêts, auprès de TransCanada Pipelines Limited (TCPL), dans différents actifs de transport de gaz naturel en Argentine, au Chili et au Brésil. Ces actifs représentent un système intégré de 6 400 km de gazoducs desservant les marchés argentin et brésilien à partir des bassins producteurs du Neuquen et du nord-ouest argentin.

Electricité et Cogénération

En Grande-Bretagne, intérêts portés à hauteur de 40 % dans la société britannique Humber Power Ltd., propriétaire de la centrale à cycle combiné South Humber Bank, dans le comté du Lincolnshire et dont la capacité est de 1 260 MW.

... En Argentine, acquisition de 63,9 % de Central Puerto SA et 70 % d'Hidroneuquen. Central Puerto SA est une société propriétaire et opératrice de centrales à gaz situées à Buenos Aires et dans le Neuquen pour une capacité totale de 2 165 MW ; Hidroneuquen détient 59 % de Piedra del Aguila, barrage hydro-électrique de 1 400 MW situé dans le Neuquen ... Aux Emirats arabes unis, progression des travaux sur Taweelah A1, l'un des plus gros projets de cogénération et de dessalement au monde ... En Thaïlande, poursuite des travaux de construction de la centrale à gaz à cycle combiné de Bang Bo, d'une capacité de 350 MW.

Charbon

Vente par TESA, filiale de TotalFinaElf en Afrique du Sud, de 6 Mt de charbon en 2001 à des acheteurs en Europe et en Asie. Commercialisation également d'environ 2 Mt/an de charbon vapeur en Asie.

Energies renouvelables

Dépôt d'une demande de permis pour l'installation de 5 éoliennes d'une capacité totale de 12 MW sur le site de la raffinerie des Flandres, en France ... Création de la société Photovoltech, avec des partenaires belges. Photovoltech construira une usine de production de cellules et de modules photovoltaïques à Tienen (Belgique). La capacité de production annuelle prévue est de plus de 6 MW en crête.

Les atouts d'un leader du marketing pétrolier

En 2001, TotalFinaElf a raffiné 2,5 millions de barils/jour et vendu 3,7 millions de barils/jour de produits raffinés. La baisse des points morts des raffineries s'est poursuivie en Europe, grâce aux progrès de valorisation du raffinage et à une gestion rigoureuse et coordonnée des raffineries. Dans le domaine du marketing, le Groupe a mené avec succès la mise aux couleurs Total de ses réseaux dans plusieurs pays d'Europe.



Lancée en novembre 2001, la carte de paiement des carburants GR Actys Eurotrafic - la seule carte pétrolière à microprocesseur - peut être utilisée dans les 5 500 stations-service du Groupe en France, dans plus de 12 000 stations dans 13 pays d'Europe, et au Maroc.



L'environnement dans lequel l'Aval a évolué en 2001 a été en repli par rapport à l'année précédente, notamment au niveau des marges de raffinage. Toutefois, la réalisation des programmes de synergies et de productivité pour un montant d'environ 0,7 milliard d'euros a permis de compenser pour une large part l'impact négatif des effets de l'environnement. Le résultat opérationnel de l'Aval, hors éléments non récurrents, s'est établi à 3 milliards d'euros, en recul de 4 % par rapport aux résultats de 2000.

Raffinage & Marketing

Europe de l'Ouest

Mise aux couleurs Total des réseaux du Groupe au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Allemagne, en Belgique et en Italie ... En France, achèvement de la réalisation des engagements

de cession d'actifs pris auprès de la Commission européenne dans le cadre du rapprochement entre TotalFina et Elf Aquitaine ... Cession à AGIP de 74 stations-service, dont 3 autoroutières, dans le cadre d'une gestion active du réseau ... Acquisition de la participation de 50 % détenue par Air Liquide dans la société de commercialisation de gaz de pétrole liquéfiés (GPL) opérée par les deux compagnies. TotalFinaElf se positionne ainsi en seconde place sur le marché français ... Lancement du projet de construction de l'unité de cogénération sur le site de la raffinerie de TotalFinaElf à Gonfreville l'Orcher (Normandie). L'unité produira 375 tonnes par heure de vapeur et aura une capacité de génération électrique de 260 MW, à l'usage de la raffinerie et du complexe pétrochimique voisin d'Atofina. La participation de TotalFinaElf dans le projet est de 25 % ... En Italie, acquisition de 40 stations situées sur autoroute en Italie auprès d'ENI.

Europe centrale

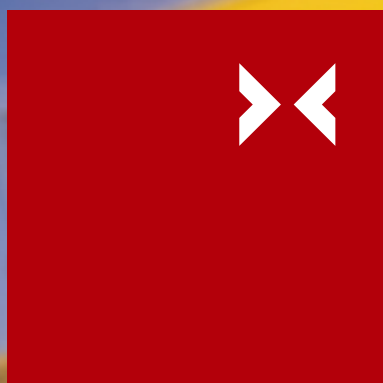
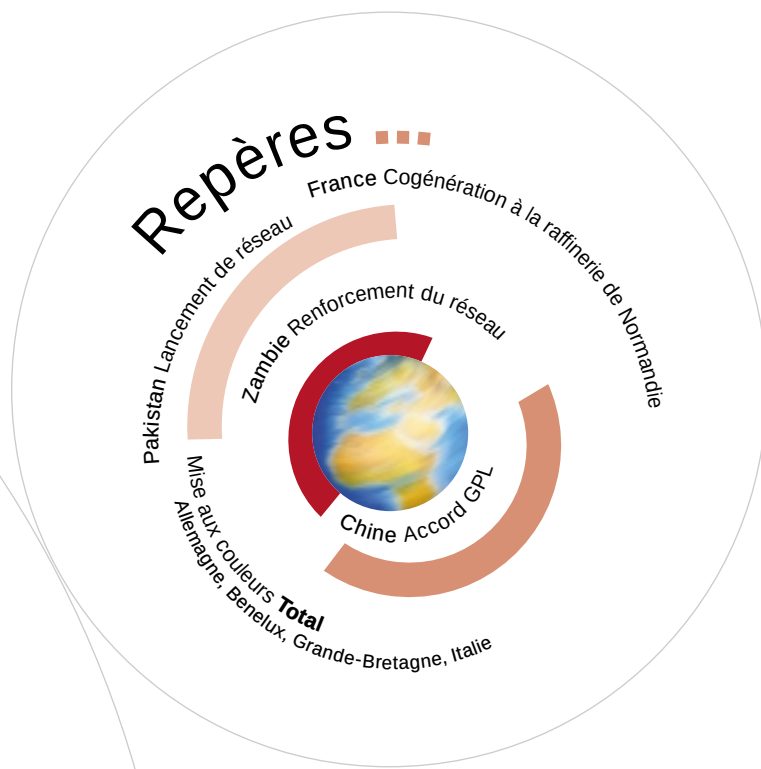
Renforcement du positionnement marketing avec l'ouverture de neuf nouvelles stations.

Bassin méditerranéen

Prise de contrôle à 100 % de Total Oil Turkiye, une des filiales de distribution de produits pétroliers du Groupe en Turquie, par le rachat des 49 % encore détenus par un partenaire. TotalFinaElf exploite désormais un réseau de 330 stations-service dans ce pays.

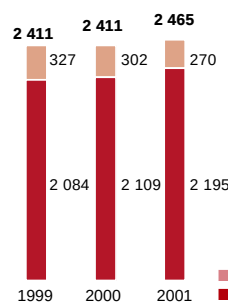
Afrique

En Zambie, acquisition en cours des actifs de raffinage et de marketing d'Agip Zambia. Ces actifs comprendront 50 % du capital de la raffinerie Indeni, 20 stations-service, un dépôt de carburant ainsi qu'une participation dans une usine de fabrication de lubrifiants. Le réseau à la marque Total sera porté à 50 stations, soit une part de marché d'environ 15 %.

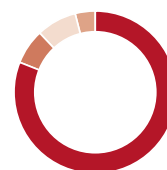


La gestion intégrée en Europe de sites voisins de raffinage et la mise en œuvre de plans de synergies et de productivité permettent à TotalFinaElf de disposer d'un outil de raffinage parmi les plus compétitifs.

Volumes raffinés (kb/j)



Ventes de produits en 2001 par zone géographique : 3 724 kb/j



➤ **Aval : Raffinage & Marketing. 1^{er}** en Europe et coleader en Afrique. **Présence forte** dans le trading de pétrole et de produits pétroliers. **2,6** Mb/j de capacité de raffinage. **16 900** stations-service, aux marques TOTAL, ELF et FINA. **3,7** Mb/j de produits vendus⁽¹⁾ en 2001. Investissements 2001 : **1,2** milliard d'euros. **35 743** collaborateurs.

⁽¹⁾ y compris trading.



Les atouts d'un leader du marketing pétrolier



Amérique du Nord

Aux Etats-Unis, cession de la totalité de la participation du Groupe dans Ultramar Diamond Shamrock ... Signature d'un accord avec Delphi Automotive Systems, premier équipementier automobile mondial, concernant la recherche et la conduite d'essais dans les domaines de la technologie de la pile à combustible à oxyde solide. Les travaux seront entrepris dans le centre technique de Delphi à Rochester (Etats-Unis) et dans les centres de R&D de TotalFinaElf en Europe.

Asie

En Chine, conclusion avec China Merchants d'un accord de mise en commun des activités GPL des deux partenaires. Avec un volume estimé à 200 000 tonnes en 2002, la joint-venture devient le premier distributeur de GPL dans une région à forte croissance ... Au Pakistan, développement des activités avec un investissement de 20 millions de dollars pour la création d'un réseau de distribution de produits pétroliers.

Le Groupe a investi dans un outil de raffinage performant et adapté. La raffinerie de Leuna en Allemagne est la plus moderne d'Europe.

Les carburants aviation de TotalFinaElf sont implantés dans 438 aéroports dans le monde.

TotalFinaElf figure parmi les premiers opérateurs mondiaux en matière de trading.

Trading & Shipping

TotalFinaElf se situe parmi les premiers opérateurs mondiaux du négoce international de pétrole brut et de produits raffinés et intervient largement sur les marchés physiques et sur les marchés des dérivés, tant organisés que de gré à gré.

En 2001, les marchés pétroliers se sont considérablement détendus. Le ralentissement économique et le niveau élevé des prix en 2000 se sont combinés pour stopper la croissance de la demande pétrolière. Dans un contexte de prix volatils, la division Trading de TotalFinaElf a maintenu un niveau élevé d'activité et de résultats avec des volumes physiques négociés de pétrole brut et de produits raffinés supérieurs à 5 Mb/j en 2001.

Dans le domaine du transport maritime, 2001 a été une année très contrastée pour ce qui concerne le marché des frets pétroliers,

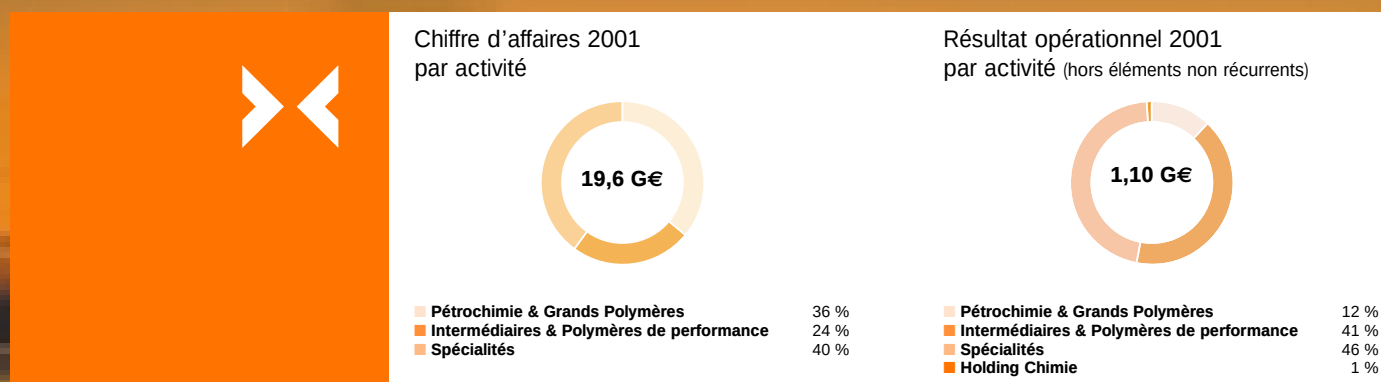


tant pour les navires de transport de pétrole brut que pour les navires de transport de produits. Partis de niveaux très élevés, les taux de fret ont baissé tout au long de l'année pour finir à leurs valeurs les plus basses depuis 1999.

La politique de rajeunissement et de modernisation de la flotte a été poursuivie. Ainsi, deux navires neufs de type "Suezmax" (les "Erviken" et "Storviken") et deux navires neufs de type "Aframax" (les "Nord Atlantic" et "Nord Stealth") sont entrés en flotte. De même, le Groupe a pris en affrètement long terme en 2001 trois navires neufs transporteurs de produits (les "Kersaint", "Marne" et "Charente") qui sont venus remplacer des unités plus anciennes. A la suite du naufrage de l'Erika en 1999, TotalFinaElf a notablement durci les critères de sélection des navires affrétés. En outre, le Groupe joue un rôle moteur pour faire adopter un cadre réglementaire plus strict par les autorités compétentes.

»» Une chimie diversifiée de classe mondiale

En 2001, dans une conjoncture défavorable, le secteur d'activité Pétrochimie et Grands Polymères a poursuivi la modernisation de ses sites et la croissance de ses capacités de production. Les Intermédiaires et Polymères de performance ont maintenu leur résultat opérationnel, hors éléments non récurrents, hors effet des cessions. Les Spécialités ont bien résisté malgré une dégradation des conditions économiques aux Etats-Unis.



» Chimie : Pétrochimie et Grands Polymères, Intermédiaires et Polymères de performance, Spécialités.

Atofina est la branche Chimie de TotalFinaElf.

6^e chimiste mondial. Chiffre d'affaires 2001 hors Groupe :

19,6 milliards d'euros (dont **65 %** en Europe,

25 % aux Etats-Unis, **10 %** en Asie). Investissements 2001 :

1,6 milliard d'euros. **5 500** chercheurs dans le monde.

71 312 collaborateurs.



Une chimie diversifiée de classe mondiale



Le vapocraqueur, construit sur le site de Port Arthur (Texas), fournit aux unités pétrochimiques du Groupe aux Etats-Unis de l'éthylène, du propylène et des aromatiques.

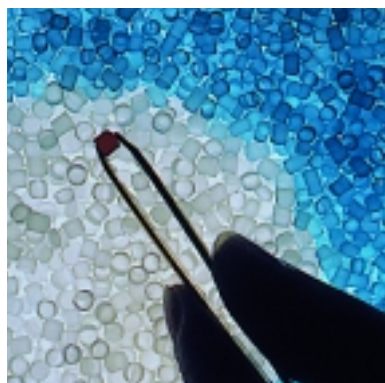
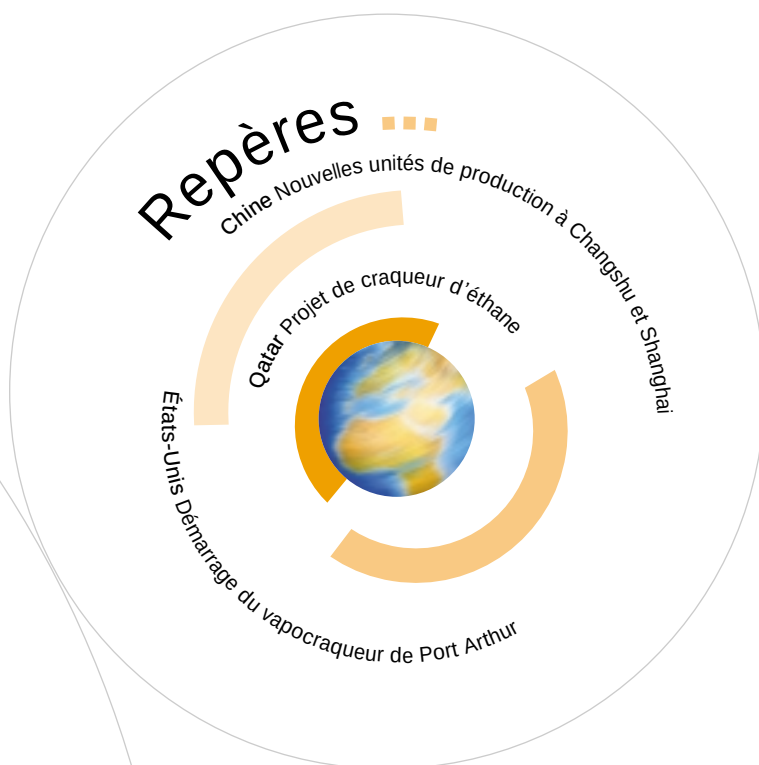
Le chiffre d'affaires hors Groupe du secteur Chimie est en baisse de 6 % par rapport à celui de l'année 2000 et s'établit à 19,6 milliards d'euros. Le résultat opérationnel hors éléments non récurrents est en diminution de 33 % à 1,10 milliard d'euros contre 1,63 milliard d'euros en 2000.

Afin de maintenir la compétitivité de la Chimie, un programme de cession d'actifs a été engagé, de même qu'un plan de restructuration. Il porte à la fois sur le recentrage de la R&D, la convergence des systèmes d'information, le redimensionnement des sièges sociaux, ainsi que sur d'autres actions concernant les sites industriels.



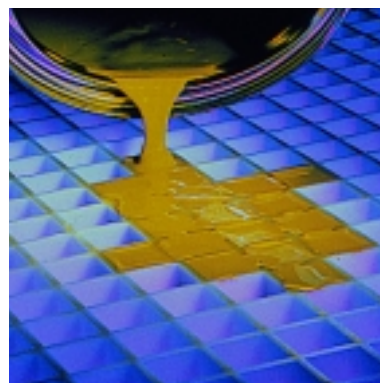
Pétrochimie et Grands Polymères

En Europe, poursuite des projets de dégoullottage des vapocraqueurs d'Anvers et Carling. Mise en service, en France, d'un nouvel éthylénoduc de 375 km reliant le site de Carling au stockage souterrain de Viriat ... Aux Etats-Unis, démarrage du vapocraqueur construit sur le site de Port Arthur (Texas), par une joint-venture entre TotalFinaElf (40 %) et BASF (60 %). L'unité, dont la capacité initiale de production d'éthylène atteint 920 000 tonnes par an, est intégrée avec la raffinerie du Groupe, toute proche. Elle fournira de l'éthylène, du propylène et des aromatiques aux unités pétrochimiques du Groupe aux Etats-Unis ... Mise en service à Carville (Louisiane), d'une nouvelle unité de polystyrène, d'une capacité de 230 000 tonnes par an, la plus grande de sa catégorie au plan mondial ... Au Qatar, signature par Atofina et Qatar Petrochemical Company Limited



Granulés de compounds de PVC NAKAN® et SUPRENE®.

Résines entrant dans la composition des peintures et des revêtements.



(Qapco), société dans laquelle le Groupe détient déjà un intérêt de 10 %, d'un contrat avec la compagnie nationale qatariote Qatar Petroleum et Chevron Phillips Chemical pour entrer dans un projet de construction d'un craqueur d'éthane à Ras Laffan. Le nouveau craqueur, d'une capacité initiale de production d'un million de tonnes par an, extensible à 1,5 million de tonnes par an, sera le plus grand de sa catégorie. Il sera alimenté par le gaz produit par Dolphin, un autre projet du Groupe en cours de développement ... Mise en service de la nouvelle unité Qatar Vinyl Corporation (QVC). Elle permettra, avec un objectif de production de 270 000 tonnes de chlore par an, de développer à partir du Moyen-Orient le marché de la chlorochimie. Le Groupe détient une participation de 12,9 % dans QVC, associé à Qatar Petroleum, Qapco (dont Atofina est actionnaire à hauteur de 10 %) et Norsk Hydro.

Intermédiaires et Polymères de performance

Signature d'accords, en vue de la cession de plusieurs activités, dont les emballages flexibles (Soplaril) et les produits chimiques pour l'aviation et le traitement des métaux (Turco) ... En France, mise en service d'une nouvelle unité de monomères acryliques et méthacryliques de spécialités à Carling (France), portant la capacité totale de production du site à 50 000 tonnes par an. Les monomères acryliques et méthacryliques de spécialités sont utilisés dans des marchés à forte croissance, comme les produits de traitement d'eau et les résines ... Mise en service des extensions de capacités de production de monomères pour polyamides de spécialités de Marseille et Mont (France) ... Aux États-Unis, construction à Bayport, Texas, d'une unité de production d'acrylates et, dans le cadre d'une joint-venture de production, d'une unité d'acide

acrylique sur le même site. Les deux unités doivent démarrer au premier semestre 2002 ... En Chine, démarrage d'une nouvelle unité de production de dérivés fluorés à Changshu, et d'une unité de production de peroxyde d'hydrogène à Shanghai.

Spécialités

Dans le caoutchouc industriel, focalisation du développement d'Hutchinson sur la croissance interne et intégration des activités acquises en 2000 : Barry Controls, dans l'anti-vibratoire industriel et aéronautique et Söke, dans le domaine des produits de nettoyage grand public. Dans les résines, extension des capacités de production : aux États-Unis, construction d'une nouvelle unité de résines en poudre sur le site de North Kansas City, Kansas ; en France, construction d'une nouvelle unité de production de monomères et d'oligomères sur le site de Villers Saint-Paul.



Carnet de l'ac



tionnaire

Ce carnet rassemble tout ce que TotalFinaElf met à la disposition de ses actionnaires pour les aider à obtenir des informations utiles sur ses activités, ses valeurs et ses performances financières ■■■

Des indications pour prendre contact avec la société et, éventuellement, mieux la connaître encore à travers son Club des Actionnaires ■■■

L'action TotalFinaElf

Cours de l'action €	2001	2000	1999	1998	1997
Plus haut (en séance)	179,80	189,00	141,00	123,48	108,70
Plus bas (en séance)	126,00	118,50	85,95	82,93	62,05
Dernier de l'année (clôture)	160,40	158,40	132,50	86,29	99,85
Volume de transactions (moyenne par séance)					
Bourse de Paris	2.482.110	1.759.658	1.317.580	754.397	695 452
SEAQ International ^(a)	2.568.514	1.963.004	1.559.303	592.028	594 666
New York Stock Exchange ^(b) (nombre d'ADS)	436.654	441.063	308.228	230.624	208 024
Dividende brut par action ^(c) (€)	5,70 ^(d)	4,95	3,525	3,00	2,97
Dividende net	3,80 ^(d)	3,30	2,35	2,00	1,98
Avoir fiscal ^(c)	1,90 ^(d)	1,65	1,175	1,00	0,99

^(a) Pour rendre le volume des transactions sur le SEAQ International comparable au volume de transactions à Paris, il est usuel de diviser par deux le nombre de transactions enregistrées à Londres pour prendre en compte l'effet de l'intervention des market makers à Londres. Toutefois, les volumes présentés dans le tableau ci-dessus n'ont pas été divisés par deux.

^(b) Deux ADS correspondent à une action TotalFinaElf.

^(c) Sur la base d'un avoir fiscal de 50 %. Pour les personnes physiques, l'avoir fiscal est égal à 50 % du dividende net. En revanche, pour certaines catégories d'actionnaires personnes morales, le taux de l'avoir fiscal a été ramené de 50 % à 45 % pour les dividendes mis en paiement en 1998, puis à 40 % pour ceux mis en paiement en 1999. Puis, en application de la loi de finances pour 2001, le taux de l'avoir fiscal a encore été réduit à 25 % pour les dividendes mis en paiement en 2000 et à 15 % pour ceux mis en paiement en 2001.

^(d) Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale du 7 mai 2002.

Places de cotation de l'action TotalFinaElf

L'action TotalFinaElf est cotée à la Bourse de Paris (Code EUROCLEAR 12027, premier marché, éligible au Service de Règlement Différé - SRD - mis en place par Euronext Paris SA), à la Bourse de Bruxelles (depuis le 1^{er} mars 1999) et à la Bourse de Londres. Elle fait également l'objet d'échanges sur le SEAQ International. Depuis le 25 octobre 1991,

les American Depositary Shares (deux ADS correspondent à une action TotalFinaElf) sont cotées au New York Stock Exchange (NYSE).

Les warrants US TotalFinaElf sont négociés quotidiennement au NYSE.

L'action TotalFinaElf fait également l'objet d'options négociables de type court terme ou long terme échangées sur le MONEP à Paris ainsi que sur le Belgian Futures and Options Exchange

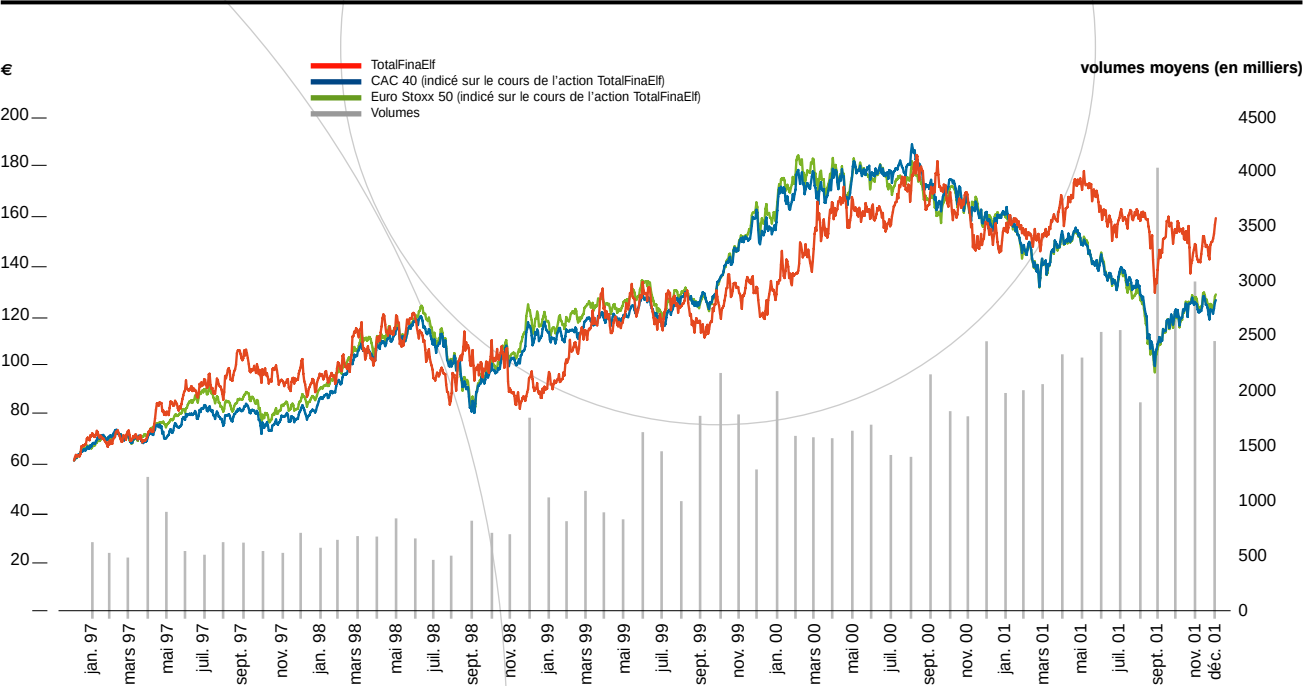
(BELFOX) à Bruxelles. De même, depuis décembre 1992, des options sur les ADS TotalFinaElf sont échangées sur le Chicago Board of Exchange (CBOE), le NYSE et l'American Stock Exchange (ASE).

Par ailleurs, TotalFinaElf fait notamment partie de l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris et des indices européens Dow Jones Stoxx 50 et Euro Stoxx 50. Au 31 décembre 2001, TotalFinaElf représentait 12,27% de l'indice CAC 40.

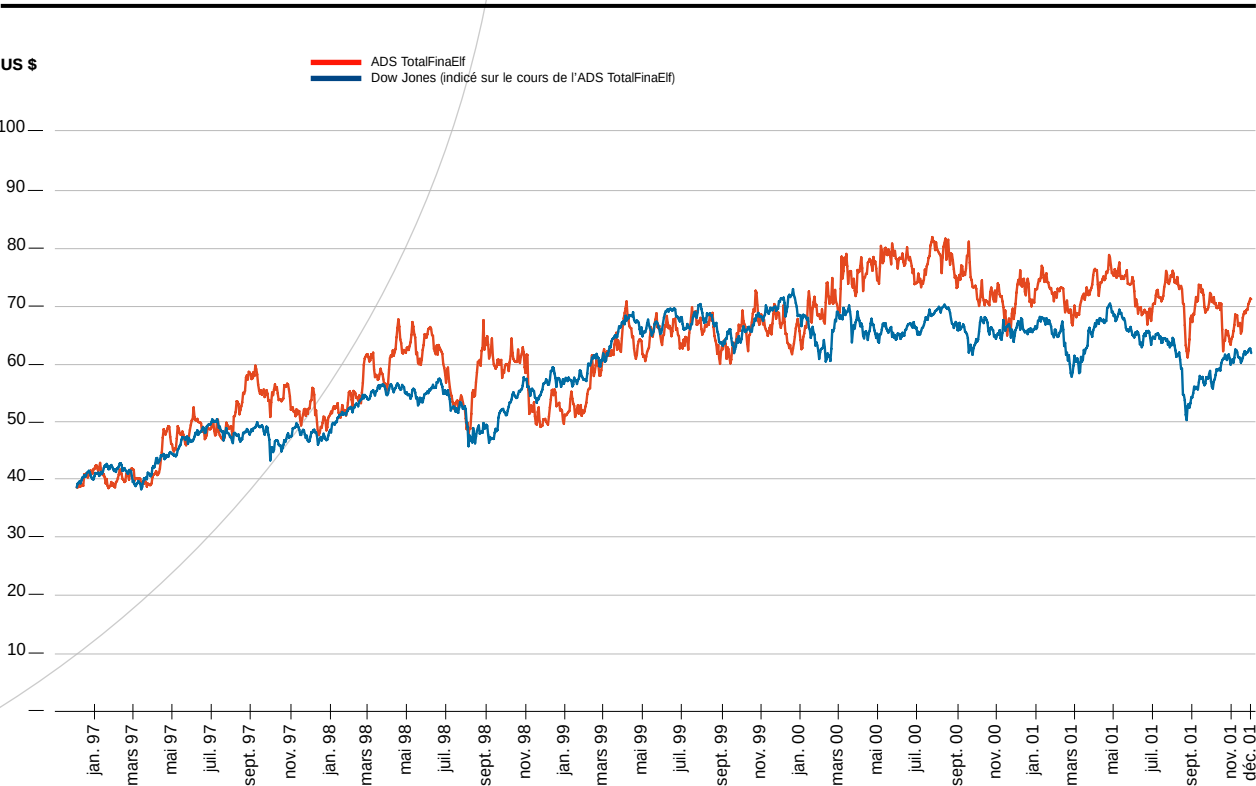
EVOLUTION DE L'ACTION TOTALFINAELF SUR LES 18 DERNIERS MOIS (à la Bourse de Paris)

	Plus haut en séance	Plus bas en séance	Volumes quotidiens moyens
Septembre 2000	189,0	162,8	2 154 955
Octobre 2000	184,9	160,3	1 828 200
Novembre 2000	172,9	158,2	1 778 814
Décembre 2000	164,0	143,9	2 466 253
Janvier 2001	162,4	145,0	1 992 864
Février 2001	162,7	151,5	2 007 908
Mars 2001	157,1	145,0	2 061 237
Avril 2001	170,8	148,5	2 340 743
Mai 2001	178,0	156,7	2 310 058
Juin 2001	179,8	159,2	2 536 857
Juillet 2001	166,5	148,4	2 558 736
Août 2001	165,5	155,7	1 914 469
Septembre 2001	168,6	126,0	4 024 064
Octobre 2001	162,2	142,0	2 664 351
Novembre 2001	159,8	136,3	3 004 578
Décembre 2001	160,4	141,1	2 466 998
Janvier 2002	163,8	151,6	2 640 835
Février 2002	170,5	159,2	2 591 436

COURS DE BOURSE ET VOLUME DE L'ACTION TOTALFINAELF À PARIS (1997 - 2001)



ADS TOTALFINAELF À NEW YORK (1997 - 2001)



L'information financière

TotalFinaElf a poursuivi au cours de l'année 2001 une politique active d'information et de dialogue vis-à-vis des actionnaires individuels, des investisseurs institutionnels et, plus généralement, de la communauté financière en France et à l'étranger. Depuis le début de l'année 2001, TotalFinaElf publie des résultats sur une base trimestrielle.



A l'écoute permanente de ses actionnaires, TotalFinaElf met à leur disposition de nombreux supports d'information pour les aider à mieux comprendre le Groupe et sa stratégie.

Les documents

Un large éventail de documents permet à chaque actionnaire de faire son choix selon ses besoins :

- le rapport annuel, édité en français et en anglais dans une version complète et dans une version simplifiée ;
- la "Lettre à nos Actionnaires" éditée,



en français, 4 fois par an ;

- le Guide de l'actionnaire individuel ;
- le "Fact Book", publié en anglais, qui présente des séries historiques de données financières et opérationnelles ;
- les communiqués de presse et avis financiers ;
- l'ensemble des publications légales paraissant au Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO).

Le site Internet

Le site de TotalFinaElf, www.totalfinaelf.com, est une véritable base de données financières. Outre le suivi du cours de bourse en direct de l'action TotalFinaElf, il offre la possibilité de suivre les retransmissions vidéo en direct, puis en différé, des présentations des résultats semestriels et annuels ainsi que l'Assemblée Générale. Il permet également de télécharger les principaux documents publiés par le Groupe. Enfin, il permet de consulter l'agenda des principaux événements.

Le site Internet de TotalFinaElf a reçu le Grand Prix 2001 du meilleur site Internet, catégorie "contenu du site web", décerné par 6 300 "@ctionautes", dans le cadre de l'enquête Boursoscan menée par Boursorama et TLB, cabinet d'études marketing. Le site TotalFinaElf a été particulièrement récompensé pour l'objectivité de son contenu.

Les rencontres

Le principal rendez-vous annuel, l'Assemblée Générale, s'est tenu le 17 mai 2001 au Palais des congrès et a permis à plus de 1 900 actionnaires de rencontrer en direct les dirigeants de TotalFinaElf. Pour donner une plus large audience à cette réunion, les débats ont été diffusés sur Internet, tout actionnaire intéressé pouvant ainsi, quel que soit l'endroit où il se trouvait, suivre en direct les débats de l'Assemblée en se connectant sur le site Internet : www.totalfinaelf.com. S'ils assistaient à l'Assemblée, les actionnaires ou leurs représentants



étaient dotés du matériel de vote électronique nécessaire.

Ainsi, ces derniers ont pu connaître immédiatement le résultat du vote de chaque résolution.

Enfin, TotalFinaElf s'est vu décerner le premier prix dans la catégorie communication Post-Assemblée Générale par Le Revenu, l'ANAF et Publicis Consultants Ecom.

Une autre grande occasion de rencontre annuelle est le salon Actionaria. Les 17 et 18 novembre 2001, TotalFinaElf était présent au Palais des congrès de Paris. Ce salon, fréquenté par plus de 31 000 visiteurs, a été l'occasion pour le Groupe de dialoguer avec ses actionnaires et de présenter le Guide de l'actionnaire individuel de TotalFinaElf.

Par ailleurs, le Groupe a continué en 2001 à rencontrer régulièrement ses actionnaires, des gérants de portefeuille et des analystes financiers sur les principales places financières en Europe, en Amérique du Nord et en Asie.

Le Comité Consultatif des Actionnaires

Créé en 1993, le Comité Consultatif des Actionnaires de TotalFinaElf est destiné à aider le Groupe dans sa démarche d'amélioration constante de sa communication vers ses actionnaires individuels. Il se compose, au 31 décembre 2001, de 16 membres représentatifs des 540 000 actionnaires individuels et a pour vocation de se faire l'interprète des attentes de ces derniers.

Il se réunit au moins trois fois par an. Les membres du Comité sont nommés

Assemblée Générale et Comité Consultatif sont deux occasions pour Thierry Desmarest de dialoguer avec les actionnaires du Groupe.

pour une durée de trois ans à partir de candidatures spontanées.

En 2001, le Comité s'est réuni quatre fois, notamment pour participer à l'élaboration du Guide de l'Actionnaire individuel.

Le nominatif

Plus de 9 400 actionnaires TotalFinaElf étaient inscrits au nominatif au 31 décembre 2001. Concernant le nominatif, TotalFinaElf a mandaté BNP Paribas Securities Services pour assurer le service du titre.

Les principaux avantages dont bénéficient les actionnaires ayant leurs actions inscrites au nominatif pur sont :

- la gratuité des droits de garde,
- la rapidité d'exécution de leurs ordres d'achat ou de vente,
- des frais de courtage avantageux : 0,30 % HT sans minimum forfaitaire,



Et pour l'ensemble des actionnaires au nominatif :

- le droit de vote double au-delà de 2 ans de détention en continu,
- une convocation personnelle aux Assemblées Générales,
- des informations régulières sur TotalFinaElf ; ils reçoivent à leur domicile toutes les informations publiées par leur Groupe à l'attention des actionnaires,
- un Numéro Vert dédié pour toutes leurs transactions avec BNP Paribas Securities Services : 0 800 11 7000.

Si vous souhaitez, vous aussi, transférer vos titres au nominatif, appelez le Service Relations Actionnaires TotalFinaElf au Numéro Vert 0 800 039 039

Il vous sera adressé un Guide du nominatif récapitulant tous les avantages du nominatif ainsi que les démarches à suivre à l'occasion de votre demande de transfert.



Le Club des Actionnaires



Le Club des Actionnaires a été lancé en septembre 2000. Il comptait plus de 15 000 membres au 31/12/01. Pour adhérer au Club, il faut posséder au minimum 30 actions TotalFinaElf au porteur ou 1 action au nominatif. La vocation du Club est de renforcer les relations entre TotalFinaElf et ses actionnaires en améliorant leur connaissance de leur société et en multipliant les occasions d'échanges.

Etre membre du Club des Actionnaires c'est ...

Dialoguer avec votre entreprise : un Numéro Vert gratuit dédié aux membres du Club: le 0 800 300 948. Pour mieux répondre à vos attentes, ce Numéro Vert fonctionne 7j/7 et 24h/24.

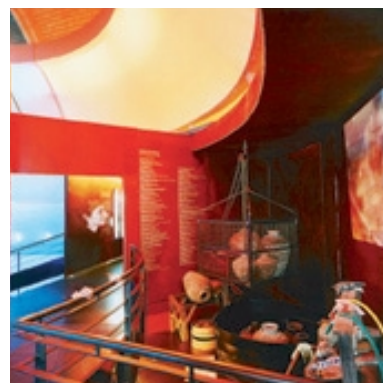
Pour rejoindre le Club
des Actionnaires, n'hésitez pas
à nous contacter au Numéro
Vert suivant : 0 800 300 948
Nous vous adresserons
un bulletin d'adhésion...

Exposition :
"La Mémoire engloutie
de Brunei" – Paris – 2001.

Visiter nos sites industriels : vous pourrez pénétrer au cœur des activités de TotalFinaElf en visitant nos sites européens. La lettre du Club des Actionnaires, publiée 4 fois par an, vous proposera des visites variées, ainsi qu'un choix d'événements prestigieux auxquels TotalFinaElf participe en tant que partenaire : expositions, manifestations culturelles, sportives...

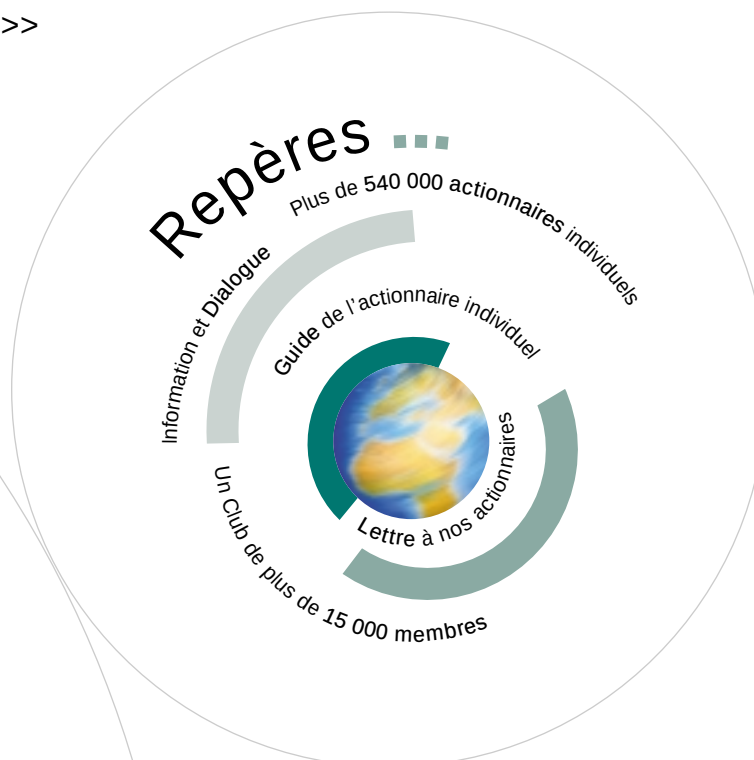
En 2001, 15 manifestations différentes ont été proposées aux membres du Club des Actionnaires : de la visite du Centre scientifique et technique Jean Feger à l'exposition "La Mémoire engloutie de Brunei", en passant par la visite du Conservatoire botanique de Porquerolles. Au total, près de 1 000 participants ont pu bénéficier du programme 2001.

Bénéficier d'informations régulières. Les documents financiers, La "Lettre à nos Actionnaires", le Guide de l'Actionnaire individuel, le magazine



Energies, La lettre du Club vous permettront de suivre les évolutions de votre société.

Se familiariser avec un monde boursier en évolution. Vous pouvez d'ores et déjà consulter l'évolution de l'action TotalFinaElf sur notre site Internet : www.totalfinaelf.com. Vous pouvez également bénéficier de formation à la Bourse en association avec l'Ecole de la Bourse à Paris, mais aussi en province (Orléans, Aix-en-Provence, ...).



Agenda 2002 :

- 7 mai : Assemblée Générale.
- 17 mai : mise en paiement, en numéraire, du dividende.
- 4 septembre : résultats du premier semestre 2002.
- 22 et 23 novembre : Salon Actionaria (au Palais des congrès de Paris).

Vos contacts chez TotalFinaElf ...

Si vous êtes actionnaire individuel

• Par téléphone :

Numéro Vert relations actionnaires :



Pour mieux répondre à vos attentes, ce Numéro Vert fonctionne 7j/7 et 24h/24

N° de fax : 01 47 44 20 14

• Par courrier :

Service Relations Actionnaires
TotalFinaElf

2, place de la Coupole - La Défense 6
92078 Paris-La Défense Cedex

• Par Internet :

investorel@fr.psinet.com

Si vous êtes analyste ou investisseur institutionnel

• A Paris :

Direction de la Communication
Financière

2, place de la Coupole - La Défense 6

92078 Paris-La Défense Cedex

Tél. : (33)(0) 1 47 44 58 53

Fax : (33)(0) 1 47 44 58 24

• A New York :

TotalFinaElf Services, Inc

444, Madison Avenue, 42nd floor

New York, NY 10022-6903

Tél. : (001)(212) 922-3030

Fax : (001)(212) 922-3074

E-mail : ir.nyc@totalfinaelf.com

Evolution du nombre d'actionnaires ...

En fin d'année 2001, une enquête TPI (titres au porteur identifiables) a été menée sur la composition de l'actionnariat individuel et institutionnel de TotalFinaElf par Euroclear France.

Au 31 décembre 2001, TotalFinaElf compte plus de 540 000 actionnaires individuels, contre environ 500 000 à fin 1999.

Rapport de gestion du Conseil d'administration

PANORAMA DE L'EXERCICE POUR TOTALFINAELF

Les trois secteurs d'activité du Groupe sont :

- l'Amont, qui regroupe l'Exploration, la Production d'hydrocarbures, le gaz, l'électricité et les autres énergies ;
- l'Aval, avec le raffinage, la distribution des produits pétroliers, les Spécialités, le trading et shipping des bruts et produits ;
- la Chimie qui regroupe la Pétrochimie & grands polymères, les Intermédiaires & polymères de performance et les Spécialités.

L'année 2001 a été marquée par la terrible explosion survenue le 21 septembre, à l'usine AZF de Toulouse, dont les causes restent encore inexpliquées à ce jour. Le Groupe a immédiatement indiqué qu'il ferait face à ses responsabilités et s'est mobilisé dans le soutien et l'aide aux victimes. Dans ces circonstances, TotalFinaElf et ses collaborateurs ont montré une solidarité sans faille.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'année 2001 s'établit à 105 318 millions d'euros contre 114 557 millions d'euros en 2000, soit une baisse de 8 %.

L'environnement pétrolier de l'année 2001 a été globalement en repli par rapport à celui de 2000. Le prix moyen du baril de Brent est en diminution de 14 % à 24,4 \$/b contre 28,5 \$/b pour 2000, la marge de raffinage européenne baissant à 15,4 \$/t contre 23,8 \$/t. Le dollar s'est apprécié de 2 % par rapport à l'euro, la parité moyenne euro/dollar s'établissant à 0,90 contre 0,92.

Le résultat opérationnel des secteurs d'activité hors éléments non récurrents est en baisse de 12 % en 2001 à 13 121 millions d'euros contre 14 884 millions d'euros en 2000.

Les éléments non récurrents du résultat opérationnel de l'année 2001, qui s'élèvent à - 92 millions d'euros, sont principalement des amortissements exceptionnels (dans le cadre de la norme FAS 121 relative à la dépréciation des actifs longterme) et des charges de restructuration dans la Chimie.

La croissance et les programmes de synergies/productivité, qui ont eu un impact positif d'environ 1,2 milliard d'euros sur le résultat opérationnel des secteurs de 2001, ont permis d'atténuer l'impact global négatif des paramètres d'environnement qui s'est élevé à 3,0 milliards d'euros.

Le résultat opérationnel net des secteurs d'activité hors éléments non récurrents ressort à 7 564 millions d'euros en 2001 contre 8 035 millions d'euros en 2000, soit une baisse de 6 %.

Le résultat net part du Groupe hors éléments non récurrents de 2001 s'établit à 7 518 millions d'euros contre 7 637 millions d'euros en 2000, soit une baisse de 2 %.

Le bénéfice net par action hors éléments non récurrents, calculé sur la base d'un nombre moyen pondéré dilué d'actions en 2001 de 693,2 millions, s'élève à 10,85 euros contre 10,80 euros en 2000. Ce niveau record a été atteint notamment grâce à la politique active du Groupe en matière de rachat d'actions.

Le résultat net part du Groupe ressort à 7 658 millions d'euros, en hausse de 11 % par rapport à 6 904 millions d'euros en 2000. Ces résultats contiennent des éléments non récurrents pour un montant positif de 140 millions d'euros en 2001 et négatif de 733 millions d'euros en 2000. Les éléments non récurrents de 2001 qui ont un impact positif sur le résultat net sont principalement constitués de plus-values de cession de titres Sanofi-Synthelabo ; ceux qui ont un impact négatif sont notamment des charges de restructuration dans l'Aval et la Chimie, des amortissements exceptionnels (FAS 121) dans la Chimie et les provisions liées aux conséquences financières estimées de l'explosion de l'usine AZF de Grande Paroisse à Toulouse ⁽¹⁾. L'impact financier des conséquences de la dévaluation récente du peso argentin n'est pas significatif au niveau des résultats 2001 de l'ensemble du Groupe et n'a pas fait l'objet de provisions à ce jour.

Au cours de l'année 2001, le Groupe a racheté 39,0 millions ⁽²⁾ de ses propres actions pour un montant global de 6,1 milliards d'euros.

Au 31 décembre 2001, le nombre dilué d'actions est de 673,0 millions contre 708,9 millions au 31 décembre 2000.

Le ratio de dettes nettes sur fonds propres est en baisse à 30,9 % à fin 2001 contre 32,9 % à fin 2000.

En 2001, en dépit du repli des paramètres de marché, la rentabilité des capitaux employés ⁽³⁾ des secteurs a été maintenue à un niveau élevé, soit 20 % contre 21 % en 2000.

La rentabilité des fonds propres ⁽⁴⁾ s'établit à 24 % en 2001 contre 27 % l'année précédente.

(1) Dommages aux tiers au-delà des plafonds des assurances, dans la mesure où la responsabilité de Grande Paroisse serait engagée et porterait sur la totalité des dommages.

(2) Y compris 2,76 millions d'actions affectées au plan d'options d'achat.

(3) ROCE = résultat opérationnel net hors éléments non récurrents / capitaux employés de début de période ; hors amortissement des goodwill Chimie.

(4) ROE = (résultat net part du Groupe hors éléments non récurrents + intérêts minoritaires + rémunération des actions privilégiées) / fonds propres moyens après répartition.



Informations financières

44	Rapport de gestion du Conseil d'administration
50	Comptes consolidés
90	Informations complémentaires sur l'activité d'hydrocarbures
99	Risques de l'émetteur
106	Informations sur le Groupe
138	Dividendes
140	Actionnariat
148	Renseignements généraux sur la société
151	Administration - Direction - Contrôle
155	Société mère
160	Responsable du document de référence et attestations

En 2001, les investissements se sont établis à 10 566 millions d'euros contre 8 339 millions d'euros en 2000. Cette hausse s'explique notamment par les éléments suivants :

- les investissements liés au démarrage de grands projets dans l'exploration-production et, dans une moindre mesure, dans la Chimie,
- les acquisitions réalisées dans le gaz-électricité en Amérique du Sud,
- des achats d'intérêts minoritaires dans des filiales Aval,
- et une augmentation des prêts long terme.

Le flux de trésorerie d'exploitation s'élève à 12 303 millions d'euros, en baisse de 8 % par rapport à celui de 2000.

Les désinvestissements en 2001, évalués au prix de cession, représentent 7 004 millions d'euros. Outre des

remboursements de prêts long terme, ils comprennent principalement les cessions suivantes :

- des titres Sanofi-Synthélabo,
- l'essentiel de la participation dans COGEMA,
- les titres Ultramar Diamond Shamrock,
- les actifs Aval en France suite aux engagements pris auprès de la Commission européenne,
- des actifs non stratégiques dans les secteurs Amont et Chimie.

Le cash flow net du Groupe ⁽⁵⁾ s'établit à 8 741 millions d'euros contre 8 291 millions d'euros en 2000.

(5) Cash flow net = flux de trésorerie d'exploitation + désinvestissements au prix de cession – investissements.

ENVIRONNEMENT PÉTROLIER

	2001	2000	Variation en %
€/ \$	0,90	0,92	+ 2 % ⁽¹⁾
Brent (\$/b)	24,4	28,5	– 14 %
Marge de raffinage TRCV (\$/t)	15,4	23,8	– 35 %

(1) Variation du dollar par rapport à l'euro.

NOMBRE D'ACTIONS

(en millions)	2001	2000	Variation en %
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	693,2	707,1	– 2 %
Nombre dilué d'actions fin de période	673,0	708,9	– 5 %

COMPTES CONSOLIDÉS TOTALFINAELF

(en millions d'euros)	2001	2000	Variation en %
Chiffre d'affaires	105 318	114 557	– 8 %
Résultat opérationnel des secteurs hors éléments non récurrents	13 121	14 884	– 12 %
Résultat opérationnel net des secteurs hors éléments non récurrents	7 564	8 035	– 6 %
Résultat net part du Groupe hors éléments non récurrents	7 518	7 637	– 2 %
Résultat net part du Groupe	7 658	6 904	+ 11 %
Bénéfice net par action (euros) hors éléments non récurrents	10,85	10,80	–
Dividende (euros/action)	3,80 ⁽¹⁾	3,30	+ 15 %
Investissements ⁽²⁾	10 566	8 339	+ 27 %
Désinvestissements ⁽³⁾ au prix de cession	7 004	3 241	+ 116 %
Flux de trésorerie d'exploitation	12 303	13 389	– 8 %

(1) Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale du 7 mai 2002.

(2) Y compris augmentation de prêts long terme.

(3) Y compris remboursement de prêts long terme.

ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

(en millions d'euros)	2001	2000
Éléments non récurrents du résultat opérationnel des secteurs		
Charges de restructuration et plans de préretraite interne	– 24	– 64
FAS 121	– 50	– 269
Autres éléments	– 18	– 49
Total	– 92	– 382
Éléments non récurrents du résultat net (part du Groupe)		
Plus-values de cession	+ 1 400	+ 358
Impact Usine AZF – Toulouse	– 600	–
Charges de restructuration et plans de préretraite interne	– 226	– 469
FAS 121	– 224	– 459
Autres éléments	– 210	– 163
Total	+ 140	– 733

Amont

Le résultat opérationnel hors éléments non récurrents de l'Amont s'établit à 9 022 millions d'euros en 2001, en baisse de 11 % par rapport à 2000. La croissance des productions et les programmes de synergies/productivité ont permis d'atténuer l'impact global négatif de l'environnement.

Le résultat opérationnel net hors éléments non récurrents de l'Amont est en baisse de 4 % en 2001 à 4 652 millions d'euros contre 4 841 millions d'euros en 2000. Cette moindre baisse du résultat opérationnel net s'explique principalement par une augmentation de la quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence.

La rentabilité des capitaux employés de l'Amont a été maintenue à un niveau élevé en 2001, soit 27 % contre 29 % en 2000.

La production du secteur Amont s'élève à 2 197 milliers de barils équivalent pétrole par jour (kbep/j) en 2001 contre 2 124 kbep/j en 2000, soit une croissance apparente de 3,4 %. La production d'hydrocarbures n'a pas bénéficié d'acquisition en 2001. Hors impact des cessions, la production du secteur Amont est en progression de 5,3 %.

La production d'hydrocarbures liquides est en hausse de 1,5 % en 2001 à 1 454 kb/j contre 1 433 kb/j en 2000. La production de gaz a augmenté de 8,1 % à 4 061 millions de pieds cubes par jour (Mpc/j) contre 3 758 Mpc/j.

La hausse de la production d'hydrocarbures en 2001 résulte principalement du démarrage d'Elgin/Franklin en mer du Nord britannique, de Sincor (phase huile lourde) au Venezuela et de l'augmentation des productions en Norvège, au Myanmar et au Nigeria.

Les efforts d'exploration/appréciation ont permis de poursuivre la croissance des réserves prouvées d'hydrocarbures du Groupe. Elles s'élèvent à 10 978 millions de bep, contre 10 762 millions de bep en 2000, soit une hausse de 2 %. Au rythme actuel de production, elles représentent plus de 13 ans de durée de vie. Le taux de renouvellement des réserves pour les filiales consolidées ressort à 184 % sur la période 1999-2001.

Le coût de renouvellement des réserves consolidées s'établit à 3,4 \$/bep sur la période 1999-2001.

Le coût de découverte des réserves consolidées (moyenne 1999-2001) a continué à baisser pour s'établir à 0,6 \$/bep, ce qui se compare favorablement avec celui des autres majors pétroliers.

Les principaux faits marquants de l'année 2001 ont été le démarrage d'Elgin/Franklin, la mise en production du champ de Girassol en Angola au mois de décembre et la fin de la construction de l'"upgrader" du projet Sincor au Venezuela qui est entré en service au début de l'année 2002.

Chiffres clés Amont	2001	2000	Variation en %
Production d'hydrocarbures (kbep/j)	2 197	2 124	+ 3 %
• Liquides (kb/j)	1 454	1 433	+ 1 %
• Gaz (Mpc/j)	4 061	3 758	+ 8 %
Réserves d'hydrocarbures (Mbep)	10 978	10 762	+ 2 %
• Liquides (Mb)	6 961	6 960	–
• Gaz (Gpc)	21 929	20 705	+ 6 %
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents (M€)	9 022	10 113	– 11 %
Résultat opérationnel net hors éléments non récurrents (M€)	4 652	4 841	– 4 %
Investissements (M€)	7 496	5 639	+ 33 %
Désinvestissements au prix de cession (M€)	1 116	820	+ 36 %
Flux de trésorerie d'exploitation (M€)	8 085	8 059	–

Aval

Le résultat opérationnel hors éléments non récurrents 2001 du secteur Aval est en baisse de 4 % à 3 004 millions d'euros contre 3 144 millions d'euros en 2000.

La bonne performance de l'Aval, dans un environnement en repli, est due à la réalisation des programmes de synergies/productivité qui ont eu un impact positif d'environ 0,7 milliard d'euros sur le résultat opérationnel. Ces gains ont permis de compenser pour l'essentiel l'impact négatif des effets de l'environnement.

Le résultat opérationnel net hors éléments non récurrents de l'Aval en 2001 est en hausse de 3 % à 2 309 millions d'euros contre 2 232 millions d'euros.

Malgré le repli de l'environnement en 2001, la rentabilité des capitaux employés de l'Aval a progressé de 19 % en 2000 à 22 % en 2001.

Les volumes raffinés sont en hausse en 2001 à 2 465 milliers de barils par jour (kb/j) contre 2 411 kb/j. Le taux d'utilisation des raffineries s'établit à 96 % contre 94 % en 2000. Les ventes de produits raffinés sont en légère hausse à 3 724 kb/j contre 3 695 kb/j en 2000.

Chiffres clés Aval	2001	2000	Variation en %
Volumes raffinés ⁽¹⁾ (kb/j)	2 465	2 411	+ 2 %
Ventes de produits raffinés ⁽²⁾ (kb/j)	3 724	3 695	+1 %
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents (M€)	3 004	3 144	- 4 %
Résultat opérationnel net hors éléments non récurrents (M€)	2 309	2 232	+ 3 %
Investissements (M€)	1 180	1 163	+ 1 %
Désinvestissements au prix de cession (M€)	1 079	685	+ 58 %
Flux de trésorerie d'exploitation (M€)	4 374	3 145	+ 39 %

(1) Y compris quote-part de Cepsa.

(2) Y compris ventes trading et quote-part des ventes de Cepsa.

Chimie

Le chiffre d'affaires hors Groupe du secteur Chimie est en baisse de 6 % en 2001 par rapport à celui de l'année 2000 et s'établit à 19 560 millions d'euros.

Le résultat opérationnel hors éléments non récurrents de 2001 est en baisse de 33 % à 1 095 millions d'euros contre 1 627 millions d'euros en 2000.

La baisse du résultat opérationnel du secteur Pétrochimie et Grands Polymères s'explique essentiellement par la réduction des marges. Hors effet des cessions, les Intermédiaires et Polymères de performance ont maintenu leur résultat opérationnel à un niveau constant. Le chiffre d'affaires des Spécialités est en hausse en 2001 compte tenu des

acquisitions réalisées en 2000. Ce secteur a cependant souffert d'une conjoncture économique particulièrement défavorable aux États-Unis et dans l'activité de l'électronique.

L'environnement Chimie a eu un impact négatif sur le résultat opérationnel de l'année 2001 de l'ordre de 0,6 milliard d'euros.

Le résultat opérationnel net hors éléments non récurrents ressort à 603 millions d'euros contre 962 millions d'euros en 2000, soit une baisse de 37 %.

La rentabilité des capitaux employés de la Chimie est de 7 % ⁽¹⁾ en 2001, en baisse par rapport à 2000.

(1) Hors impact de l'amortissement des goodwill de 145 millions d'euros.

Chiffres clés Chimie (M€)	2001	2000	Variation en %
Chiffre d'affaires	19 560	20 843	- 6 %
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	1 095	1 627	- 33 %
Résultat opérationnel net hors éléments non récurrents	603	962	- 37 %
Investissements	1 611	1 353	+ 19 %
Désinvestissements au prix de cession	541	120	+ 351 %
Flux de trésorerie d'exploitation	1 261	1 768	- 29 %

Comptes de TOTAL FINA ELF S.A. et proposition de dividende

Le bénéfice de TOTAL FINA ELF S.A. Société mère s'établit à 3 829 millions d'euros en 2001 contre 3 012 millions d'euros en 2000. Le Conseil d'administration de TotalFinaElf, après avoir arrêté les comptes, a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires du 7 mai 2002 la distribution d'un dividende de 3,80 euros par action, en progression de 15 % par rapport au dividende de l'année précédente, auquel s'ajoutera l'avoir fiscal selon les conditions en vigueur. Le dividende sera mis en paiement en numéraire le 17 mai 2002.

Perspectives

Pour 2002, TotalFinaElf maintient un programme d'investissement élevé au niveau de 9,7 milliards d'euros, avec une forte priorité donnée à la croissance du secteur Amont. Il se répartit à raison de 73 % dans l'Amont, 14 % dans l'Aval et 13 % dans la Chimie.

La poursuite du programme de désinvestissement en 2002, pour un montant d'environ 2 milliards d'euros, devrait permettre au Groupe de continuer son programme de rachat d'actions. Au cours des deux premiers mois de l'année 2002, le Groupe a racheté 2,6 millions de ses propres actions pour 0,4 milliard d'euros.

Les secteurs d'activité ont de forts atouts pour continuer à améliorer leurs performances. La production d'hydrocarbures du secteur Amont devrait croître au rythme élevé de 6 % par an en moyenne d'ici 2007, soit 10 % entre 2001 et 2002 et 5 % par an après. Dans l'Aval, des plans d'actions ambitieux seront poursuivis et devraient permettre en particulier

d'abaisser le point mort des raffineries ⁽¹⁾ à 5 \$/t à l'horizon 2005. Enfin, la Chimie devrait bénéficier de l'impact d'une hausse des capacités et d'une discipline de gestion renforcée.

L'objectif d'amélioration du résultat opérationnel sur la période 1999-2003 a été revu en hausse de 4,4 milliards d'euros par an à 4,8 milliards d'euros par an à partir de 2003 dans un environnement constant. Les raisons de cette révision viennent principalement du plus fort impact de la croissance des productions d'hydrocarbures.

L'objectif de rentabilité des capitaux employés de l'ensemble des secteurs d'activité pour 2003 est confirmé à 16 % dans l'environnement de référence ⁽²⁾. Il se répartit de la façon suivante : 17,5 % pour l'Amont, 15 % pour l'Aval et 12 % pour la Chimie.

Des objectifs de rentabilité ont été fixés pour l'année 2005 dans ce même environnement de référence ⁽²⁾ : 16,5 % pour l'ensemble des secteurs, 17,5 % pour l'Amont, 16 % pour l'Aval et 14 % pour la Chimie.

Au cours des premiers mois de l'année 2002, l'environnement est assez contrasté. La marge de raffinage est en très fort recul, les marges pétrochimiques sont très basses, mais les prix du brut et le dollar demeurent à des niveaux soutenus, comparables à ceux du quatrième trimestre 2001.

Le bon positionnement stratégique des secteurs d'activité et le maintien de stricts critères d'allocation des ressources devraient permettre au Groupe de continuer à délivrer une croissance à forte rentabilité.

(1) Marge sur les plates-formes de raffinage (grands produits et produits spéciaux).

(2) €/ \$ = 1 ; Brent = 17 \$/b ; TRCV = 12 \$/t ; milieu de cycle pour la Chimie hors amortissement des goodwill de la Chimie pour le calcul du ROCE.



Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2001

Mesdames, Messieurs les actionnaires de la société TOTAL FINA ELF S.A.,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société TOTAL FINA ELF S.A., établis en euros, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2001, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés, établis conformément aux règles et principes comptables applicables en France, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe, conformément aux normes professionnelles applicables en France. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 13 mars 2002

Les commissaires aux comptes

Barbier Frinault et Autres
Andersen
Pascal Macioce

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
René Amirkhania

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Exercice	Montants en millions d'euros ⁽¹⁾		
	2001	2000	1999 pro forma
Chiffre d'affaires (Note 4)	105 318	114 557	75 035
Charges d'exploitation	(87 760)	(95 485)	(65 117)
Amortissements des immobilisations corporelles	(4 781)	(4 859)	(4 399)
Résultat opérationnel (Note 4)			
Holding	(252)	(289)	(240)
Secteurs d'activité *	13 029	14 502	5 759
Total résultat opérationnel	12 777	14 213	5 519
Frais financiers nets (Note 18)	(184)	(440)	(559)
Dividendes reçus des participations non consolidées	159	152	183
Rémunération des actions privilégiées des filiales consolidées (Note 13)	(19)	(28)	(54)
Autres charges et produits, nets (Note 19)	283	(740)	811
Impôt sur les sociétés (Note 20)	(5 874)	(6 322)	(2 185)
Résultat des sociétés mises en équivalence (Note 7)	1 001	676	377
Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition	8 143	7 511	4 092
Amortissement des écarts d'acquisition	(319)	(303)	(406)
Résultat de l'ensemble consolidé	7 824	7 208	3 686
Part des minoritaires dans le résultat	166	304	190
Résultat net**	7 658	6 904	3 496
Résultat net par action (euros) (Note 1-P)***	11,05	9,76	4,98
* Résultat opérationnel des secteurs d'activité, hors éléments non récurrents	13 121	14 884	6 354
Résultat opérationnel net des secteurs d'activité hors éléments non récurrents	7 564	8 035	N.D.
** Résultat net part du Groupe hors éléments non récurrents	7 518	7 637	3 349
*** Résultat net par action hors éléments non récurrents (euros) (Note 1-P)	10,85	10,80	4,77

(1) Excepté pour le résultat par action.

BILAN CONSOLIDÉ

31 décembre		Montants en millions d'euros		
		2001	2000	1999
Actif				
Actif long terme	Immobilisations incorporelles, valeur nette (Note 5)	3 196	2 914	3 112
	Immobilisations corporelles, valeur nette (Note 6)	41 274	37 699	35 797
	Sociétés mises en équivalence : titres et prêts (Note 7)	7 592	7 752	7 482
	Autres titres de participation (Note 8)	1 536	1 714	1 866
	Autres actifs long terme (Note 9)	3 042	3 781	3 101
Total actif long terme		56 640	53 860	51 358
Actif circulant	Valeurs d'exploitation (Note 10)	6 622	6 811	6 135
	Clients et comptes rattachés (Note 11)	13 497	14 307	13 330
	Autres créances (Note 11)	7 263	4 955	3 853
	Valeurs mobilières de placement	1 004	641	637
	Disponibilités	3 574	4 600	3 941
Total actif circulant		31 960	31 314	27 896
Total actif		88 600	85 174	79 254
Passif				
Capitaux propres (Note 12)	Capital	7 059	7 405	7 222
	Primes et réserves consolidées	30 544	29 283	23 183
	Écarts de conversion	1 252	667	270
	Actions autodétenues	(4 923)	(4 954)	(3 006)
Total des capitaux propres		33 932	32 401	27 669
Actions privilégiées émises par les filiales consolidées (Note 13)		567	537	597
Intérêts minoritaires (Note 13)		898	755	1 481
Provisions pour risques et charges et autres passifs long terme				
	Provisions pour impôts différés (note 20)	6 521	6 222	4 675
	Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires (Note 14)	3 355	3 719	3 649
	Autres provisions pour risques et charges et autres passifs long terme (Note 15)	6 093	4 882	4 815
Total provisions pour risques et charges et autres passifs long terme		15 969	14 823	13 139
Emprunts et dettes financières à long terme (Note 16)		11 165	11 509	10 172
Dettes à court terme	Fournisseurs et comptes rattachés	10 034	9 882	9 400
	Autres créditeurs et dettes diverses (Note 17)	12 470	11 214	8 335
	Emprunts et dettes financières à court terme (Note 16)	3 565	4 053	8 461
Total dettes à court terme		26 069	25 149	26 196
Total passif		88 600	85 174	79 254

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Exercice	Montants en millions d'euros		
	2001	2000	1999 pro forma
Flux de trésorerie d'exploitation			
Résultat de l'ensemble consolidé	7 824	7 208	3 686
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	5 390	5 561	4 998
Autres provisions long terme et impôts différés	1 153	1 522	1 119
Effet de l'externalisation des engagements sociaux	(449)	(494)	-
Exploration passée en charges	571	514	477
(Plus) moins-value sur cessions d'actifs	(1 735)	(445)	(1 667)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	(709)	(406)	(174)
Autres, nets	(56)	(3)	86
Flux de trésorerie d'exploitation avant variation du besoin en fonds de roulement	11 989	13 457	8 525
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement (Note 26)	314	(68)	(1 513)
Flux de trésorerie d'exploitation	12 303	13 389	7 012
Flux de trésorerie d'investissement			
Investissements corporels et incorporels	(7 517)	(6 591)	(6 600)
Investissements d'exploration passés en charges	(521)	(454)	(422)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	(1 051)	(198)	(530)
Coût d'acquisition de titres	(539)	(297)	(385)
Augmentation des prêts long terme	(938)	(799)	(558)
Investissements	(10 566)	(8 339)	(8 495)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	409	957	499
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	721	68	457
Produits de cession d'autres titres	4 634	1 610	374
Remboursement de prêts long terme	1 240	606	420
Désinvestissements	7 004	3 241	1 750
Diminution (augmentation) des valeurs mobilières de placement	(428)	(41)	178
Flux de trésorerie d'investissement	(3 990)	(5 139)	(6 567)
Flux de trésorerie de financement			
Variation de capital et autres fonds propres :			
Actionnaires de la société mère	24	221	46
Rachat d'actions propres	(5 605)	(1 948)	-
Actionnaires minoritaires	12	22	(424)
Autres fonds propres ⁽¹⁾	-	(108)	(406)
Dividendes payés :			
Aux actionnaires de la société mère	(2 278)	(1 631)	(687)
Aux actionnaires minoritaires	(151)	(200)	(908)
Émission nette d'emprunts (Note 26)	(185)	1 133	2 478
Variation des dettes financières à court terme	(1 330)	(4 952)	698
Autres, nets	(19)	(28)	(55)
Flux de trésorerie de financement	(9 532)	(7 491)	742
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(1 219)	759	1 187
Incidence des variations de change et de périmètre	193	(100)	(195)
Trésorerie au 1 ^{er} janvier	4 600	3 941	2 949
Trésorerie à fin de période	3 574	4 600	3 941

(1) Actions privilégiées émises par les filiales consolidées.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Actions émises			Actions autodétenues ⁽⁴⁾			
	Nombre ⁽¹⁾	Montant	Primes et réserves consolidées	Écarts de conversion	Nombre	Montant	Capitaux propres
Au 1 ^{er} janvier 1999 (pro forma)		2 671	22 914	(306)	-	-	25 279
Dividendes payés par Total		-	(687)	-	-	-	(687)
Dividendes payés par Pétrifina		-	(264)	-	-	-	(264)
Dividendes payés par Elf		-	(546)	-	-	-	(546)
Effet de variations de situation nette Elf		3 958	(1 133)	-	-	-	2 825
Résultat net 1999		-	3 496	-	-	-	3 496
Conversion nominal en euros		582	(582)	-	-	-	-
Autres émissions d'actions		11	35	-	-	-	46
Déduction des actions autodétenues		-	-	-	(24 682 129)	(3 006)	(3 006)
Variation des écarts de conversion		-	-	576	-	-	576
Autres		-	(50)	-	-	-	(50)
Au 31 décembre 1999	722 203 679	7 222	23 183	270	(24 682 129)	(3 006)	27 669
Dividendes payés	-	-	(1 631)	-	-	-	(1 631)
Résultat net 2000	-	-	6 904	-	-	-	6 904
Opérations 2000 sur Petrofina et Elf	15 729 596	158	229	-	-	-	387
Autres émissions d'actions	2 532 523	25	196	-	-	-	221
Rachat d'actions propres	-	-	-	-	(11 900 000)	(1 948)	(1 948)
Variation des écarts de conversion	-	-	-	397	-	-	397
Plus values de cessions d'actifs (Note 2)	-	-	549	-	-	-	549
Autres ⁽²⁾	-	-	(147)	-	-	-	(147)
Au 31 décembre 2000	740 465 798	7 405	29 283	667	(36 582 129)	(4 954)	32 401
Dividendes payés	-	-	(2 278)	-	-	-	(2 278)
Résultat net 2001	-	-	7 658	-	-	-	7 658
Opérations 2001 sur Petrofina et Elf	327 617	2	12	-	-	-	14
Autres émissions d'actions	509 544	5	19	-	-	-	24
Rachat d'actions propres	-	-	-	-	(36 241 000)	(5 605)	(5 605)
Annulation d'actions propres	(35 368 000)	(353)	(5 270)	-	35 368 000	5 623	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-	585	-	-	585
Plus values de cessions d'actifs (Note 2)	-	-	1 416	-	-	-	1 416
Autres ⁽³⁾	-	-	(296)	-	105 230	13	(283)
Au 31 décembre 2001	705 934 959	7 059	30 544	1 252	(37 349 899)	(4 923)	33 932

(1) La variation en nombre d'actions n'est pas pertinente sur l'exercice 1999 en approche proforma.

(2) Principalement dues aux effets des harmonisations comptables.

(3) La variation du poste "Autres" est principalement due à l'effet de l'ajustement de dette minimale (MLA) relative aux engagements de retraites.

(4) Dans les tableaux des rapports annuels de 1999 et 2000, les actions autodétenues étaient directement déduites du montant du capital et des primes et réserves consolidées.

Annexe aux comptes consolidés

1. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés de TotalFinaElf sont établis en conformité avec les principes comptables généralement admis en France, et en particulier avec l'arrêté du 22 juin 1999 portant homologation du règlement 99-02 du Comité de réglementation comptable (CRC). Par ailleurs, le Groupe applique les normes du Financial Accounting Standard Board (FASB) qui sont en conformité avec la réglementation française. Les exceptions à la mise en œuvre des normes FAS concernent l'APB 16 pour les acquisitions de PetroFina et Elf (comptabilité des rapprochements d'entreprises), le FAS 115 (titres et valeurs mobilières cotés), le FAS 123 (comptabilisation des plans de stock-options) et l'APB 6 (autodétention) et, depuis le 1^{er} janvier 2001, le FAS 133-137-138 (comptabilisation des instruments dérivés) et le FAS 142 (comptabilisation des actifs incorporels).

La mise en œuvre de ces normes n'aurait pas d'impact significatif à l'exception de celle de l'APB 16 et du FAS 142, du fait de l'application aux rapprochements entre Total, PetroFina et Elf de la méthode de comptabilité d'acquisition (purchase accounting).

Harmonisation des méthodes et des présentations comptables

Les comptes consolidés respectent les principes comptables décrits ci-dessous.

En 2000, les principes et pratiques comptables ont été harmonisés au sein du Groupe TotalFinaElf ; les effets relatifs à ces changements n'ont pas d'impact significatif sur la situation financière et les résultats et ont été pris en compte en ajustements des fonds propres consolidés au 1^{er} janvier 2000, sans modification des comptes des exercices précédents.

Sur toutes les années présentées, les augmentations de capital liées aux offres publiques d'échange de PetroFina et de Elf Aquitaine apparaissent après application de la méthode de la mise en commun des intérêts (article 215 du règlement 99-02). Selon cette méthode, la valeur des actifs et passifs constitutifs des capitaux propres des entreprises acquises est substituée, après retraitement aux normes comptables du Groupe, au coût des titres acquis.

En 2001, afin de faciliter la comparaison des comptes du Groupe avec les autres sociétés pétrolières, le Groupe modifie la présentation de la provision pour régulation des cours, cette provision étant dorénavant inscrite à l'actif en déduction de la valeur des stocks. Ce changement de présentation est sans impact sur les capitaux propres et le résultat de l'exercice. La présentation des comptes comparatifs 2000 et 1999 a été retraitée en conséquence.

Par souci de communication comparative avec 2001 et 2000, les données comptables d'exploitation (éléments du résultat et flux de trésorerie) de l'exercice 1999 sont présentées dans le présent rapport sur la base d'une approche "pro forma" TotalFinaElf. Les comptes de 1999 pro forma ont été établis par l'addition des données financières des Groupes Total, PetroFina et Elf Aquitaine, après retraitement des états financiers des Groupes PetroFina et Elf Aquitaine selon la présentation comptable utilisée jusqu'en 1999 par Total. Les intérêts minoritaires des Groupes PetroFina et Elf Aquitaine ont été reconnus à un niveau correspondant à la détention de Total au 31 décembre 1999 (98,8 % pour PetroFina et 95,4 % pour Elf Aquitaine).

Les données comptables historiquement publiées par le Groupe Totalfina en 1999 sont disponibles dans le rapport annuel 2000.

A) Principes de consolidation

Les états financiers des sociétés jugées significatives dont le Groupe TotalFinaElf détient directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe applique la méthode de l'intégration proportionnelle pour les entreprises du secteur pétrolier sous contrôle conjoint. Les entreprises sous influence notable sont consolidées par mise en équivalence. La notion d'influence notable est présumée lorsque le Groupe dispose d'un droit de vote compris entre 20 % et 50 %.

Dans le cas d'un pourcentage inférieur à 20 %, la consolidation par mise en équivalence ne s'applique que dans les cas où l'influence notable peut être démontrée.

B) Méthodes de conversion

Les comptes des filiales sont établis dans la monnaie la plus représentative de leur environnement économique, qualifiée de monnaie fonctionnelle. Pour la conversion en euros, les comptes en devises intégrées dans l'euro ont été convertis sur la base des taux définitivement fixés à la fin 1999.

I Éléments monétaires

Les transactions réalisées en devises étrangères sont converties aux cours des devises à la date des transactions. Les pertes et profits résultant de la conversion des soldes des transactions concernées aux cours de clôture sont enregistrés en résultat dans la rubrique "Autres charges et produits". Lorsqu'un emprunt en devise étrangère est contracté dans le but et avec pour résultat de protéger de l'effet des fluctuations de change un investissement dans une entité étrangère, les écarts de change qui en résultent sont inscrits en capitaux propres dans le poste "Écarts de conversion".

II Conversion des états financiers établis en monnaie étrangère

Les bilans des entreprises étrangères sont convertis en euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de l'exercice. Les différences de conversion qui en résultent sont inscrites soit en capitaux propres dans le poste "Écarts de conversion" (pour la part du Groupe), soit dans le poste "Intérêts minoritaires".

C) Instruments dérivés financiers et pétroliers

I Risque de taux d'intérêt et de change

Le Groupe utilise des instruments financiers dans un but quasiment exclusif de couverture afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change de devises étrangères.

Dans le cadre de cette politique, le Groupe a recours à des swaps de taux d'intérêt et de devises. Les différentiels d'intérêts ou les reports et déports attachés à ces swaps sont constatés, prorata temporis, au compte de résultat en charges ou produits financiers, sur la durée de vie des éléments auxquels ils sont adossés.

Le Groupe peut aussi utiliser des contrats de "futures", caps, floors et options. La variation des valeurs de marché des futures constituant des opérations de couverture est constatée au compte de résultat en charges ou produits financiers de façon symétrique aux produits et charges enregistrés sur l'élément couvert. Pour les contrats optionnels, ce même principe de symétrie s'applique aux primes.

Dans tous les cas d'instruments utilisés à des fins de couverture, le profit ou la perte qui résulte d'une résiliation anticipée de l'instrument est étalé sur la durée de vie résiduelle de l'instrument couvert.

Les éventuelles pertes latentes associées aux opérations, pour lesquelles les critères de qualification comptable de couverture ne sont pas respectés, sont provisionnées.

II Matières premières

Dans le cadre de son activité de négoce international, le Groupe effectue des opérations de couverture afin de limiter son exposition aux fluctuations de prix du pétrole brut, des produits raffinés et du gaz naturel.

Pour couvrir ce risque, le Groupe utilise différents instruments parmi lesquels les contrats sur les marchés organisés ou sur

les marchés de gré à gré tels que "futures", forwards, swaps et options.

L'ensemble des positions, qu'il s'agisse des livraisons physiques ou des instruments dérivés, est évalué à la valeur de marché et les gains et pertes latents enregistrés en résultat. Les gains et pertes relatifs à la couverture des stocks d'hydrocarbures et de produits pétroliers sont inclus dans la valorisation des stocks.

D) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les écarts d'acquisition, les brevets, marques, fonds de commerce et droits au bail. Elles sont amorties linéairement sur des durées comprises entre 10 et 40 ans en fonction de l'appréciation portée sur la nature et la durée de vie des actifs concernés.

E) Immobilisations corporelles

I Actifs d'exploration et de production pétrolière

Le Groupe applique la méthode des "successful efforts".

Exploration

Les dépenses de géologie/géophysique sont comptabilisées directement en charges. Les droits miniers non prouvés sont immobilisés. Ils font l'objet de provisions pour dépréciation en l'absence de découverte commercialisable. Les forages en cours et les forages ayant contribué à la découverte de réserves commercialisables sont immobilisés ("permis prouvés"), et en l'absence de découverte ou d'exploration planifiée ("permis non prouvés"), dans un délai d'un an, sont comptabilisés en charge.

Immobilisations de production pétrolière

Les droits miniers prouvés et les autres dépenses liées à l'activité de production, incluant les actifs corporels et incorporels, sont amortis à l'unité de production. Le taux d'amortissement est égal au rapport de la production pétrolière de l'exercice sur les réserves prouvées développées d'hydrocarbures.

Dans le cas de contrats de partage de production, cette méthode s'applique à la quote-part de production et de réserves revenant au Groupe telles qu'elles peuvent être estimées en fonction de clauses contractuelles de remboursement des dépenses d'exploration et d'investissement (cost oil) ainsi que de partage des droits à hydrocarbures (profit oil).

II Autres immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan consolidé pour leur coût d'acquisition ou de revient, qui inclut les frais

financiers supportés jusqu'à leur mise en service.

Les immobilisations mises à la disposition du Groupe dans le cadre des contrats de crédit-bail sont comptabilisées à l'actif du bilan et amorties linéairement et la dette correspondante est comptabilisée au passif du bilan.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée de vie estimée :

• Mobilier, matériel de bureau, machine et outillage :	5 – 10 ans
• Matériel de transport :	5 – 20 ans
• Dépôts et équipements associés :	10 – 15 ans
• Installations complexes spécialisées et pipelines :	10 – 30 ans
• Constructions :	10 – 50 ans

Les subventions d'investissement reçues sont déduites directement du coût des immobilisations qu'elles ont financées. Les coûts d'entretien et de réparation sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais d'arrêt des raffineries et des grandes unités pétrochimiques sont provisionnés sur la période comprise entre le dernier arrêt et le prochain arrêt planifié.

F) Dépréciation des actifs immobilisés

Les actifs immobilisés, incorporels ou corporels, font l'objet d'un amortissement pour dépréciation lorsque leur valeur économique apparaît durablement inférieure à la valeur nette comptable.

L'existence d'une dépréciation est appréhendée par groupe d'actifs représentant une entité économique autonome par référence à la valeur des flux de trésorerie futurs attendus de ces actifs, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévues par la Direction Générale du Groupe ou par référence à la valeur de marché si l'actif est destiné à être vendu.

La dépréciation éventuelle est comptabilisée sous la forme d'un amortissement qui ajuste la valeur historique de façon irréversible.

G) Autres titres de participation

Les titres de participation des sociétés dans lesquelles le Groupe n'exerce pas une influence notable (généralement détenues à moins de 20 % ou qui ont été exclues du périmètre de consolidation en application des principes expliqués ci-dessus), sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et éventuellement provisionnés en fonction de leur valeur économique, essentiellement la situation nette retraitée pour les titres non cotés.

H) Valeurs d'exploitation

Les stocks sont valorisés au plus bas du prix de revient et de la valeur de réalisation. Compte tenu de la sensibilité des activités aux prix des matières premières, le Groupe met en œuvre des méthodes qui minimisent les effets de prix sur stocks dans le compte de résultat.

Il s'agit principalement du coût de remplacement pour les produits pétroliers, du LIFO (Last in, First out) pour les produits pétrochimiques et du PMP (prix moyen pondéré) pour les autres catégories de produits. Dans la méthode du coût de remplacement, la variation de la valeur des stocks dans le compte de résultat est déterminée par référence à des prix moyens de la période et non par la valeur historique des stocks.

Lorsque, comme c'est en général le cas dans les comptes statutaires ou fiscaux, les stocks sont évalués en FIFO (First in, First out), le coût des produits vendus fait l'objet d'un ajustement aux méthodes mentionnées ci-dessus par le biais d'une provision pour régulation des cours (coût de remplacement) ou d'ajustement LIFO.

Dans les publications du Groupe antérieures au présent rapport, la provision pour régulation des cours ou pour ajustement LIFO était présentée au passif du bilan dans les provisions pour risques et charges et autres passifs à long terme.

A partir des comptes 2001 et afin d'améliorer la comparaison avec les autres sociétés pétrolières, cette provision est déduite de la valeur des stocks à l'actif du bilan.

Ce changement est sans impact sur les comptes de résultat et les capitaux propres. La présentation des comptes comparatifs 2000 et 1999 a été adaptée en conséquence.

I) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix d'acquisition ou à leur valeur de marché si elle est inférieure.

J) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est présenté net de droits de douane et d'accises perçus pour le compte des administrations douanières.

Il comprend les livraisons de pétrole brut au titre des redevances à la production et des impôts.

Les opérations de négoce de pétrole brut et de produits pétroliers finis sont comptabilisées en achats et ventes lorsqu'il y a livraison physique. Les opérations d'échange de pétrole brut et de produits pétroliers conclues dans

le cadre d'accords professionnels sont exclues du chiffre d'affaires.

K) Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et développement sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

L) Provisions pour remise en état des sites et pour risques et charges liés à l'environnement

Le Groupe constitue des provisions pour les frais futurs estimés de démantèlement et d'enlèvement des installations d'exploration et de production d'hydrocarbures par un calcul à l'unité de production. Les risques liés à l'environnement des activités autres que la production d'hydrocarbures sont provisionnés lorsque des dépenses de réhabilitation sont considérées comme probables et raisonnablement estimables. Elles sont calculées sur la base des normes existantes et en fonction de la technologie actuelle. Les coûts futurs ne sont pas actualisés.

M) Impôts et impôts différés

Le Groupe applique la méthode du report variable. Les différences temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs figurant au bilan ainsi que les reports déficitaires et les crédits d'impôt donnent lieu à la détermination d'impôts différés aux derniers taux d'imposition connus. Les impôts différés actifs sont provisionnés en fonction de leur probabilité de réalisation.

Les impôts payés aux pays producteurs du Moyen-Orient au titre des concessions historiques de Total (Abu Dhabi - offshore et onshore, Dubaï - offshore, Oman et Abu Al-Bu Khoosh) sont inclus dans les charges d'exploitation.

N) Engagements de retraites et engagements sociaux autres que les retraites

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe participe à des régimes de retraite, prévoyance, frais médicaux et indemnités de fin de carrière, dont les prestations dépendent de différents facteurs tels que ancienneté, salaires et versements effectués à des régimes généraux obligatoires.

Ces régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies et dans ce cas être totalement ou partiellement préfinancés par des placements diversifiés en actions hors Groupe, fonds commun de placement, contrats d'assurances et autres.

Pour les régimes à cotisations définies, les charges correspondent aux cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués selon la méthode actuarielle "Projected Unit Credit".

Les gains et pertes actuariels résultant notamment de changements dans les hypothèses sont amortis linéairement sur la durée de vie active restante du personnel concerné. Lorsque de tels régimes sont accordés ou étendus à de nouvelles catégories de personnel, le passif actuariel, correspondant à la validation de droits antérieurs à la date d'extension ou de l'accord du nouveau régime, est réparti linéairement sur une durée n'excédant pas le nombre moyen d'années d'activité restant à courir avant l'âge de la retraite de ce personnel.

Pour les retraites complémentaires dont la gestion est confiée à des organismes extérieurs, la différence entre le passif actuariel et le fonds de garantie figure au bilan en autres actifs ou passifs à long terme.

O) Actions propres

Les actions de la société mère TOTAL FINA ELF S.A. détenues par les filiales ou elle-même, classées en titres immobilisés, sont soit portées en diminution des capitaux propres consolidés, soit inscrites en valeurs mobilières de placement en cas d'affectation à la régulation des cours ou aux plans d'achat d'actions des salariés.

P) Résultat net par action

Le résultat net par action correspond au rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions d'autocontrôle déduites des capitaux propres et en tenant compte de l'effet dilutif généré par les options de souscription d'actions et augmentations de capital.

Q) Éléments non récurrents

Le Groupe communique l'impact sur ses résultats des éléments non récurrents constitués des produits et charges de l'exercice qui, par leur nature ou leur montant, présentent un caractère inhabituel ou particulièrement significatif.

R) Principaux indicateurs comptables et financiers - informations sectorielles

Résultat opérationnel (critère de mesure de la performance d'exploitation) :

Produits et charges d'exploitation, y compris amortissements

des immobilisations corporelles, à l'exclusion des amortissements d'immobilisations incorporelles et de goodwill, des écarts de change et des plus ou moins-values de cession d'actifs.

Résultat opérationnel net (critère de mesure de la rémunération des capitaux employés) :

Résultat opérationnel après déduction des amortissements des immobilisations incorporelles et des goodwill, des écarts de change et des plus ou moins-values de cession, ainsi que de tous les autres produits et charges liés aux capitaux employés (dividendes des sociétés non consolidées, frais financiers capitalisés), et après impôt applicable à tous ces éléments.

Les produits et charges constituant la différence entre le résultat opérationnel net et le résultat net sont uniquement les frais financiers relatifs aux dettes financières nettes de la trésorerie, après l'impôt qui leur est applicable (coût net de la dette nette).

Résultat hors éléments non récurrents :

Résultat opérationnel, opérationnel net ou résultat net après exclusion des éléments non récurrents décrits en note Q.

Capitaux employés :

Actifs immobilisés et besoin en fonds de roulement, nets des impôts différés et provisions long terme.

ou :

Dettes financières nettes de trésorerie et capitaux propres.

ROCE (Return on Capital Employed) : retour sur capitaux employés :

Rapport du résultat opérationnel net hors éléments non récurrents aux capitaux employés en début de période.

Dettes financières nettes :

Emprunts et dettes financières long terme, y compris part à moins d'un an, dettes financières court terme, concours bancaires courants moins les disponibilités et dépôts court terme et valeurs mobilières de placement.

2. VARIATION DE LA COMPOSITION DU GROUPE ET PRINCIPALES ACQUISITIONS ET CESSIONS DE L'EXERCICE 2001

En application de la méthode de la mise en commun d'intérêts (article 215) décrite en Note 1, les résultats sur les cessions de certains actifs de nature non opérationnelle et d'origine PetroFina et Elf intervenues entre le 31 décembre 1999 et le 31 décembre 2001 sont enregistrés en capitaux propres pour la plus-value latente au 31 décembre 1999 et en résultat pour la plus-value postérieure à cette date. L'impact dans les comptes (en part du Groupe) se résume comme suit :

		2001			2000		
		En capitaux propres	En résultat	Total	En capitaux propres	En résultat	Total
Cessions Sanofi-Synthelabo	Plus-values avant impôt	1 252	1 288	2 540	468	231	699
	Plus-values après impôt	975	1 001	1 976	383	183	566
Autres cessions	Plus-values avant impôt	560	5	565	218	47	265
	Plus-values après impôt	441	4	445	166	35	201

Les autres cessions se composent essentiellement en 2001 des effets de la vente de Elf Antargaz et des actifs de transport et de logistique en France et, en 2000, des effets de cessions de titres BNP Paribas et BSCH.

Au cours de l'exercice 2001, le Groupe a cédé 6,66 % du capital de Sanofi-Synthelabo, réduisant ainsi son pourcentage de participation à 26,07 % au 31 décembre 2001, et a cédé la totalité de sa participation dans Elf Antargaz, suite à la décision de la Commission européenne.

Le Groupe a acquis les titres des sociétés Gasandes Chili et Gasandes Argentina, qui possèdent des actifs dans les réseaux de transport de gaz naturel au Chili et en Argentine, et dans le cadre du rachat des actifs de Gener, une participation de 64 % de la Société Central Puerto et une participation de 70 % de la Société Hidroneuquen en Argentine.

Le Groupe a porté sa participation de 12,5 % à 40 % dans la société britannique Humber Power Ltd., opérateur d'une centrale électrique en Grande-Bretagne.

Le Groupe a racheté les intérêts minoritaires de Total Oil Türkiye, filiale exploitant un réseau de stations-service en Turquie dont il détient désormais 100 % du capital.

Le Groupe a cédé la totalité de sa participation Soplaril, spécialisée dans l'emballage flexible.

Dans le cadre de la réorganisation de la filière nucléaire française conduisant à la constitution de la Société Areva dont Cogema est devenue une filiale à 100 %, le Groupe a cédé les cinq sixièmes de sa participation de 14,52 % dans Cogema. TotalFinaElf conserve le sixième restant et participe à la création de Areva dont il détient 1 % du capital.

3. ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS - INFORMATIONS SECTORIELLES

Les éléments non récurrents du compte de résultat, selon la définition donnée en Note 1Q, sont les suivants :

ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

(en millions d'euros)		Amont	Aval	Chimie	Holding	Total
Exercice 2001	Charges de restructuration	-	(10)	(14)	-	(24)
	Amortissements exceptionnels (FAS 121)	-	-	(50)	-	(50)
	Plan de préretraite interne	-	-	-	-	-
	Autres éléments	-	(18)	-	-	(18)
	Plus-values de cession	-	-	-	-	-
Total		-	(28)	(64)	-	(92)
Exercice 2000	Charges de restructuration	(62)	-	(2)	-	(64)
	Amortissements exceptionnels (FAS 121)	(29)	(90)	(150)	-	(269)
	Plan de préretraite interne	-	-	-	-	-
	Autres éléments	-	-	(48)	-	(48)
	Plus-values de cession	(1)	-	-	-	(1)
Total		(92)	(90)	(200)	-	(382)
Exercice 1999 (pro forma)	Charges de restructuration	(200)	-	(52)	-	(252)
	Amortissements exceptionnels (FAS 121)	(128)	(112)	(103)	-	(343)
	Plan de préretraite interne	-	-	-	-	-
	Autres éléments	-	-	-	-	-
	Plus-values de cession	-	-	-	-	-
Total		(328)	(112)	(155)	-	(595)

ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS DU RÉSULTAT NET

(en millions d'euros)		Amont	Aval	Chimie	Holding	Total
Exercice 2001	Charges de restructuration	-	(107)	(119)	-	(226)
	Amortissements exceptionnels (FAS 121)	-	-	(224)	-	(224)
	Plan de préretraite interne	-	-	-	-	-
	Autres éléments	-	(42)	(136)	(32)	(210)
	Plus-values de cession	89	17	141	1 153	1 400
	Sinistre AZF	-	-	(597)	(3)	(600)
Total		89	(132)	(935)	1 118	140
Exercice 2000	Charges de restructuration	(47)	(122)	(78)	-	(247)
	Amortissements exceptionnels (FAS 121)	(28)	(242)	(189)	-	(459)
	Plan de préretraite interne	(84)	(114)	-	(24)	(222)
	Autres éléments	-	(19)	(44)	(100)	(163)
	Plus-values de cession	86	54	-	218	358
Total		(73)	(443)	(311)	94	(733)
Exercice 1999 (pro forma)	Charges de restructuration	(155)	(97)	(43)	-	(295)
	Amortissements exceptionnels (FAS 121)	(84)	(216)	(153)	-	(453)
	Plan de préretraite interne	-	(31)	-	-	(31)
	Autres éléments	-	-	-	(206)	(206)
	Plus-values de cession	18	-	2	1 112	1 132
Total		(221)	(344)	(194)	906	147

4. INFORMATIONS PAR SECTEUR ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Pour les exercices 2001 et 2000, l'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de l'entreprise.

La présentation des informations pro forma pour 1999 correspond à celle en vigueur dans le cadre du Groupe Totalfina dans le format du rapport annuel publié pour cet exercice. Elle n'a pas été modifiée pour être conforme à la nouvelle présentation adoptée en 2000. Elle correspond aux indicateurs du Groupe Totalfina en 1999.

Les activités du Groupe sont divisées en trois secteurs : Amont, Aval et Chimie.

• L'Amont rassemble, aux côtés de l'exploration et de la production d'hydrocarbures, les activités gaz, électricité et autres énergies.

• L'Aval regroupe les activités de raffinage et de distribution, le trading pétrolier et les transports maritimes.

• La Chimie comprend la Pétrochimie et les Polymères, les Intermédiaires de performance et les Spécialités.

Le secteur Holding regroupe les activités fonctionnelles et financières des holdings ainsi que l'activité de santé (Sanofi-Synthélabo).

Le résultat opérationnel et les actifs sont répartis entre chaque secteur d'activité avant retraitements de consolidation intersecteurs et ajustements intersecteurs.

Les transactions entre secteurs sont réalisées à des prix proches des prix de marché.

INFORMATIONS PAR SECTEUR

(en millions d'euros)

Exercice 2001	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
(hors éléments non récurrents)						
• Chiffre d'affaires hors Groupe	14 365	71 373	19 560	20	–	105 318
• Chiffre d'affaires Groupe	12 572	1 912	406	95	(14 985)	–
Chiffre d'affaires	26 937	73 285	19 966	115	(14 985)	105 318
Amortissements des immobilisations corporelles	(2 944)	(948)	(790)	(35)	–	(4 717)
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	9 022	3 004	1 095	(252)	–	12 869
Amortissements des immobilisations incorporelles et des survaleurs	(16)	(92)	(217)	(9)	–	(334)
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	330	204	15	452	–	1 001
Autres éléments du résultat opérationnel net	441	138	54	107	–	740
Impôts sur résultat opérationnel net	(5 125)	(945)	(344)	231	–	(6 183)
Résultat opérationnel net hors éléments non récurrents	4 652	2 309	603	529	–	8 093
Coût net de la dette nette					–	(366)
Intérêts minoritaires et rémunération des actions privilégiées					–	(209)
Résultat net hors éléments non récurrents	–	–	–	–	–	7 518
ROCE en pourcentage	27 %	22 %	7 % ⁽¹⁾			
Investissements bruts	7 496	1 180	1 611	279	–	10 566
Désinvestissements au prix de cession	1 116	1 079	541	4 268	–	7 004
Flux de trésorerie d'exploitation	8 085	4 374	1 261	(1 417)	–	12 303
Bilan au 31 décembre 2001						
Immobilisations corporelles, valeur nette	26 835	7 602	6 547	290	–	41 274
Immobilisations incorporelles, valeur nette	390	538	2 243	25	–	3 196
Titres des sociétés mises en équivalence	1 523	1 305	230	3 416	–	6 474
Total actifs long terme	31 072	10 875	9 996	4 697	–	56 640
Capitaux employés	20 839	10 995	10 552 ⁽²⁾	3 163	–	45 549

(1) Hors amortissements des écarts d'acquisition pour 145 millions d'euros.

(2) Après prise en compte d'une provision pour sinistre AZF de 941 millions d'euros avant impôt.

Les informations présentées ci-dessus se rapprochent des états financiers consolidés comme suit :

(en millions d'euros)

Exercice 2001	Analyse par secteur d'activité	Éléments non récurrents	États financiers consolidés
Amortissements des immobilisations corporelles	(4 717)	(64)	(4 781)
Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles (en charges d'exploitation)	(132)	–	(132)
Amortissements et provisions des immobilisations incorporelles	(156)	(2)	(158)
Amortissements et provisions des survaleurs	(178)	(141)	(319)
Amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles (tableau de flux de trésorerie)	(5 183)	(207)	(5 390)
Impôt sur résultat opérationnel net	(6 183)	154	N/A
Impôt imputable à la dette nette	155	–	N/A
Impôt total	(6 028)	154	(5 874)
Résultat opérationnel	12 869	(92)	12 777
Intérêts minoritaires et rémunération des actions privilégiées	(209)	24	(185)
Résultat net part du Groupe	7 518	140	7 658

(en millions d'euros)

Exercice 2000 (hors éléments non récurrents)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
• Chiffre d'affaires hors Groupe	11 108	82 531	20 843	75	–	114 557
• Chiffre d'affaires Groupe	14 969	2 111	403	376	(17 859)	–
Chiffre d'affaires	26 077	84 642	21 246	451	(17 859)	114 557
Amortissements des immobilisations corporelles	(2 729)	(988)	(815)	(58)	–	(4 590)
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	10 113	3 144	1 627	(289)	–	14 595
Amortissements des immobilisations incorporelles et des survaleurs	(12)	(127)	(161)	(12)	–	(312)
Quote part des résultats des sociétés en équivalence	193	156	16	311	–	676
Autres éléments du résultat opérationnel net	314	22	(62)	295	–	569
Impôts sur résultat opérationnel net	(5 767)	(963)	(458)	299	–	(6 889)
Résultat opérationnel net hors éléments non récurrents	4 841	2 232	962	604	–	8 639
Coût net de la dette nette	–	–	–	–	–	(648)
Intérêts minoritaires et rémunérations des actions privilégiées	–	–	–	–	–	(354)
Résultat net hors éléments non récurrents	–	–	–	–	–	7 637
ROCE en pourcentage	29 %	19 %	10 %*	–	–	
Investissements bruts	5 639	1 163	1 353	184	–	8 339
Désinvestissements au prix de cession	820	685	120	1 616	–	3 241
Flux de trésorerie d'exploitation	8 059	3 145	1 768	417	–	13 389
Bilan au 31 décembre 2000						
Immobilisations corporelles, valeur nette	23 463	7 835	6 059	342	–	37 699
Immobilisations incorporelles, valeur nette	53	470	2 359	32	–	2 914
Titres des sociétés mises en équivalence	878	1 224	233	4 309	–	6 644
Total actifs long terme	26 973	11 696	9 553	5 638	–	53 860
Capitaux employés	17 202	10 664	11 461	4 687	–	44 014

* Hors amortissements des écarts d'acquisition pour 143 millions d'euros.

Les informations présentées ci-dessus se rapprochent des états financiers consolidés comme suit :

(en millions d'euros)

Exercice 2000	Analyse par secteur d'activité	Éléments non récurrents	États financiers consolidés
Amortissements des immobilisations corporelles	(4 590)	(269)	(4 859)
Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles (en charges d'exploitation)	(145)	-	(145)
Amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles	(135)	(119)	(254)
Amortissements et provisions des survaleurs	(177)	(126)	(303)
Amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles (tableau de flux de trésorerie)	(5 047)	(514)	(5 561)
Impôt sur résultat opérationnel net	(6 889)	366	N/A
Impôt imputable à la dette nette	201	-	N/A
Impôt total	(6 688)	366	(6 322)
Résultat opérationnel	14 595	(382)	14 213
Intérêts minoritaires et rémunération des actions privilégiées	354	(22)	332
Résultat net part du Groupe	7 637	(733)	6 904

(en millions d'euros)

Exercice 1999 (pro forma)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
• Chiffre d'affaires hors Groupe	6 434	51 252	17 268	81	-	75 035
• Chiffre d'affaires Groupe	7 744	924	234	335	(9 237)	-
Chiffre d'affaires	14 178	52 176	17 502	416	(9 237)	75 035
Amortissements des immobilisations corporelles	(2 375)	(1 102)	(888)	(34)	-	(4 399)
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	4 119	1 046	1 189	(240)	-	6 114
Éléments non récurrents du résultat opérationnel	(328)	(113)	(154)	-	-	(595)
Résultat opérationnel y compris éléments non récurrents	3 791	933	1 035	(240)	-	5 519
Amortissements des immobilisations incorporelles et des survaleurs	(10)	(249)	(261)	(17)	-	(537)
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	54	123	23	177	-	377
Éléments non récurrents du résultat net	(221)	(344)	(194)	906	-	147
Investissements	5 132	1 281	1 666	416	-	8 495
Immobilisations corporelles, valeur nette	21 494	8 304	5 638	361	-	35 797
Immobilisations incorporelles, valeur nette	63	722	2 345	(18)	-	3 112
Total actifs long terme	24 463	11 718	9 327	5 850	-	51 358
Capitaux employés	16 848	11 563	10 755	4 636	-	43 802

INFORMATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en millions d'euros)		France	Reste de l'Europe	Amérique du Nord	Afrique	Extrême-Orient et reste du monde	Total
Exercice 2001	Ventes hors Groupe	22 053	36 520	8 885	4 276	33 584	105 318
	Immobilisations corporelles et incorporelles	4 798	16 639	5 144	8 409	9 480	44 470
	Investissements bruts	1 415	2 524	1 178	2 094	3 355	10 566
Exercice 2000	Ventes hors Groupe	25 858	35 911	10 389	4 121	38 278	114 557
	Immobilisations corporelles et incorporelles	5 020	16 406	4 844	7 361	6 982	40 613
	Investissements bruts	1 089	2 151	1 022	1 562	2 515	8 339
Exercice 1999 (pro forma)	Ventes hors Groupe	17 507	22 825	7 718	2 747	24 238	75 035
	Immobilisations corporelles et incorporelles	5 060	17 109	4 659	6 660	5 421	38 909
	Investissements bruts	1 271	2 786	896	1 633	1 909	8 495

5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en millions d'euros)

31 décembre	2001			2000
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Écarts d'acquisition	4 046	(1 619)	2 427	2 290
Autres immobilisations incorporelles	2 422	(1 653)	769	624
Total immobilisations incorporelles ⁽¹⁾	6 468	(3 272)	3 196	2 914

1) Au 31 décembre 2000, les valeurs brutes et les amortissements et provisions s'élevaient respectivement à 6 139 millions d'euros et 3 225 millions d'euros.

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions d'euros)

31 décembre	2001			2000
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations de l'exploration production				
• Sur permis prouvés	54 502	(34 562)	19 940	17 009
• Sur permis non prouvés	1 283	(733)	550	513
• Travaux en cours	5 388	(87)	5 301	5 942
Sous-total	61 173	(35 382)	25 791	23 464
Autres immobilisations				
• Terrains	1 731	(319)	1 412	1 367
• Immobilisations techniques (y compris transport)	21 258	(14 268)	6 990	6 339
• Constructions	5 841	(3 219)	2 622	2 741
• Immobilisations en cours	1 820	-	1 820	1 369
• Autres immobilisations	7 477	(4 838)	2 639	2 419
Sous-total	38 127	(22 644)	15 483	14 235
Total immobilisations corporelles ⁽¹⁾	99 300	(58 026)	41 274	37 699

(1) Au 31 décembre 2000, les valeurs brutes et les amortissements et provisions s'élevaient respectivement à 90 976 millions d'euros et 53 277 millions d'euros.

Les immobilisations corporelles présentées ci-dessous incluent des installations techniques et constructions financées en crédit-bail pour les montants suivants :

(en millions d'euros)

31 décembre	2001			2000
	Brut	Amortissements	Net	Net
Installations techniques	486	(132)	354	390
Constructions	60	(30)	30	76
Travaux de développement	41	(11)	30	-
Total	587	(173)	414	466

La charge d'amortissements sur crédits-bails capitalisés s'élève à 34 millions d'euros en 2001 et à 30 millions d'euros en 2000.

7. SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE : TITRES ET PRÊTS

Quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés mises en équivalence :

(en millions d'euros)

	31 décembre		Exercices				
	2001	2000	2001	2000	2001	2000	1999 pro forma
	% de détention	% de détention	Valeur d'équivalence	Valeur d'équivalence	Quote-part du profit (perte)	Quote-part du profit (perte)	Quote-part du profit (perte)
Sanofi-Synthélabo	26,07 %	32,73 %	3 415	3 897	426	289	160
Cepsa	45,28 %	45,28 %	1 187	1 057	190	154	108
COGEMA	-	14,52 %	-	404	30	26	32
NLNG	15,00 %	15,00 %	283	178	81	14	-
Bonny Gas Transport	15,00 %	15,00 %	73	56	13	40	-
Qatargas	10,00 %	10,00 %	141	140	44	64	14
Ocensa	15,20 %	15,20 %	113	108	-	-	(2)
CFMH	45,00 %	45,00 %	124	107	40	21	25
Gas Invest S.A.	27,23 %	-	149	-	10	-	-
Gasoducto Gasandes Argentina	56,50 %	-	84	-	3	-	-
Piedra del Aguila	59,00 %	-	83	-	-	-	-
Humber Power Ltd.	40,00 %	-	39	-	19	-	-
Gisco	10,00 %	10,00 %	72	100	23	7	2
Abu Dhabi Gas Ind, Ltd.	15,00 %	15,00 %	72	68	-	-	-
Autres	N/A	N/A	639	529	122	61	38
Titres	-	-	6 474	6 644	1 001	676	377
Prêts	-	-	1 118	1 108	-	-	-
Total titres et prêts	-	-	7 592	7 752	-	-	-

La quote-part de la valeur boursière de Cepsa s'élève à 1 526 millions d'euros au 31 décembre 2001. La quote-part de la valeur boursière de Sanofi-Synthélabo s'élève à 15 119 millions d'euros au 31 décembre 2001.

BILAN CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ DE CEP SA AU 31 DÉCEMBRE 2001

(en millions d'euros)

Actifs immobilisés	3 432	Capitaux propres	2 263
Actifs circulants	2 072	Dettes et autres passifs à long terme	1 592
		Dettes et autres passifs à court terme	1 649
Total	5 504	Total	5 504

BILAN CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ DE SANOFI-SYNTHÉLABO AU 31 DÉCEMBRE 2001

(en millions d'euros)

Actifs immobilisés	2 296	Capitaux propres	5 768
Actifs circulants	7 671	Intérêts minoritaires	21
		Dettes et autres passifs à long terme	1 182
		Dettes et autres passifs à court terme	2 996
Total	9 967	Total	9 967

Au cours de l'exercice 2001, le Groupe a cédé 6,66 % du capital de Sanofi-Synthélabo, soit 48 600 000 actions détenues.

La participation du Groupe dans Sanofi-Synthélabo, qui était de 32,73 % au 31 décembre 2000, est ramenée à 26,07 % au 31 décembre 2001.

Le Groupe a cédé cinq sixièmes de sa participation dans COGEMA dans le cadre de la création de Areva et a réalisé une plus-value, après impôt, de 152 millions d'euros sur cette opération.

8. AUTRES TITRES DE PARTICIPATION

(en millions d'euros)

31 décembre	2001		2000	
	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
Titres cotés				
Ultramar Diamond Shamrock	–	–	–	251
BNP Paribas	277	–	277	235
Banco Santander Central Hispano	93	(43)	50	50
Areva	69	–	69	–
Autres	141	–	141	99
Total titres cotés	580	(43)	537	635
Valeur de marché des titres cotés			989	1 173
Autres titres				
BBPP	75	–	75	75
Wepec	45	–	45	45
Oman LNG LLC	20	–	20	23
Gasandes Argentina	–	–	–	25
Autres	1 528	(669)	859	911
Total des autres titres ⁽¹⁾	1 668	(669)	999	1 079
Total des autres titres de participation ⁽²⁾	2 248	(712)	1 536	1 714

(1) Le montant net des titres des filiales non consolidées globalement (du fait de leur importance relative) s'élève à 419 millions d'euros au 31 décembre 2001 et 300 millions d'euros au 31 décembre 2000.

(2) Au 31 décembre 2000, la valeur brute et les provisions s'élevaient respectivement à 2 452 millions d'euros et 738 millions d'euros.

La variation de l'exercice 2001 des titres cotés correspond principalement aux cessions de titres Ultramar Diamond Shamrock.

9. AUTRES ACTIFS LONG TERME

(en millions d'euros)

31 décembre	2001		2000	
	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
Impôts différés actifs	917	-	917	1 173
Prêts et avances ⁽¹⁾	2 130	(980)	1 150	1 520
Autres	983	(8)	975	1 088
Total ⁽²⁾	4 030	(988)	3 042	3 781

(1) Hors prêts aux sociétés mises en équivalence.

(2) Au 31 décembre 2000, la valeur brute et les provisions s'élevaient respectivement à 4 339 millions d'euros et 558 millions d'euros.

10. VALEURS D'EXPLOITATION

Les valeurs d'exploitation sont évaluées au montant le plus faible du prix de revient et de la valeur de marché. Le prix de revient est déterminé selon des méthodes éliminant les effets de variations de prix des stocks dans le compte de résultat.

A partir de 2001, la provision pour régulation des cours est inscrite à l'actif en déduction des stocks et non plus en provision long terme au passif du bilan. Ce changement de présentation est sans impact sur les capitaux propres et le résultat de l'exercice. La présentation des comptes comparatifs 2000 a été retraitée en conséquence (voir Note 1 H).

(en millions d'euros)

31 décembre	2001	2000
Hydrocarbures bruts et gazeux	1 632	2 297
Produits raffinés	2 741	3 635
Produits de la chimie	2 918	3 000
Autres stocks	531	468
Total selon méthode FIFO (première entrée - première sortie)	7 822	9 400
Provision pour régulation des cours et pour ajustement LIFO	(1 200)	(2 589)
Net à l'actif du bilan	6 622	6 811

11. CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS, AUTRES CRÉANCES

(en millions d'euros)

31 décembre	2001		2000	
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette
Clients et comptes rattachés ⁽¹⁾	14 055	(558)	13 497	14 307
Créances d'exploitation	1 836	-	1 836	1 456
Créances sur États (impôts et taxes)	2 007	-	2 007	932
Impôts différés actifs, court terme	245	-	245	210
Charges constatées d'avance	543	-	543	378
Autres débiteurs	2 688	(56)	2 632	1 979
Autres créances	7 319	(56)	7 263	4 955

(1) Au 31 décembre 2000, les valeurs brutes et les provisions pour dépréciation s'élevaient respectivement à 14 853 millions d'euros et 546 millions d'euros.

12. CAPITAUX PROPRES

Les variations du nombre d'actions composant le capital social s'analysent comme suit :

Nombre d'actions TotalFinaElf

Au 31 décembre 1998	244 787 638
Actions émises en raison de :	
• Apport des 41 % de PetroFina	43 263 855
• OPE sur PetroFina - 1 ^{re} phase	56 322 477
• OPE sur PetroFina - 2 ^e phase	4 671 864
• OPE sur PetroFina - 3 ^e phase	361 602
• OPE sur Elf Aquitaine	371 735 114
• Exercice d'options de souscription d'actions	1 059 185
• Exercice de warrants US	1 944
Au 31 décembre 1999	722 203 679
Actions émises en raison de :	
• Augmentation de capital réservée aux salariés	1 977 193
• Offre aux porteurs de warrants personnels PetroFina	129 762
• OPE sur PetroFina	913 185
• OPR sur Elf Aquitaine	14 437 768
• Exercice d'options de souscription d'actions	552 255
• Garantie d'échange offerte aux bénéficiaires d'options de souscription Elf Aquitaine	248 881
• Exercice de warrants US	3 075
Au 31 décembre 2000	740 465 798
Actions émises en raison de :	
• Exercice d'options de souscription d'actions	506 249
• Garantie d'échange offerte aux bénéficiaires d'options de souscription Elf Aquitaine	327 617
• Exercice de warrants US	3 295
Actions annulées ⁽¹⁾	(35 368 000)
Au 31 décembre 2001 ⁽²⁾	705 934 959

(1) Sur décision du Conseil d'administration du 20 novembre 2001.

(2) Dont 37 349 899 actions d'autodétention et d'autocontrôle déduites des capitaux propres.

Augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe

L'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 1998 a autorisé le Conseil d'administration à augmenter le capital, dans un délai maximum de cinq ans, en réservant la souscription aux salariés du Groupe, dans la limite de 3 % du capital social existant au moment de l'émission.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'administration du 15 novembre 1999 avait décidé de mettre en œuvre une première augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 3,5 millions d'actions portant jouissance 1^{er} janvier 1999 au prix de 98 euros par action. Au total, 1 977 193 actions avaient été ainsi souscrites en 2000.

Dans le cadre de cette même autorisation, le Conseil d'administration du 20 novembre 2001 a décidé de mettre en œuvre une deuxième augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 6 millions d'actions portant jouissance 1^{er} janvier 2001 au prix de 122,7 euros. La période de souscription s'est déroulée du 17 décembre 2001 au 15 février 2002.

Droits particuliers de l'État dans le capital d'Elf Aquitaine

Le capital social d'Elf Aquitaine comprend une action spécifique résultant de la transformation d'une action ordinaire décidée par décret du 13 décembre 1993 qui confère à la République française des droits particuliers.

Ce décret prévoit notamment une approbation préalable en cas de franchissement à la hausse de seuils de détention du capital ou des droits de vote par une personne agissant seule ou de concert. L'autorisation du gouvernement français au rapprochement avec Elf Aquitaine donnée le 16 juillet 1999 prévoit que celle-ci devra être renouvelée si TotalFinaElf vient à subir un changement de contrôle.

Annulation d'actions

Utilisant l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 11 mai 1999 pour procéder à la réduction du capital social par annulation d'actions détenues par la société dans la limite de 10 % du capital social, le Conseil d'administration du 20 novembre 2001 a décidé d'annuler 35 368 000 actions, correspondant à l'ensemble des actions acquises dans le cadre de la gestion des fonds propres au prix moyen de 158,99 euros par action entre le 18 septembre 2000 et le 30 septembre 2001.

Autodétention (actions TotalFinaElf détenues par TOTAL FINA ELF S.A.)

Au 31 décembre 2001, TOTAL FINA ELF S.A. détenait 20 457 780 de ses propres actions, soit 2,90 % du capital social, réparties de la façon suivante :

- 7 684 780 actions affectées à la couverture des plans d'options d'achat d'actions dont bénéficient les salariés du Groupe et qui sont traitées en titres de placement et maintenus à l'actif du bilan consolidé ;
- 12 773 000 actions achetées au 4^e trimestre 2001 en vertu de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2001 et déduites des capitaux propres consolidés.

Autocontrôle (actions TotalFinaElf détenues par des filiales du Groupe)

Au 31 décembre 2001, TOTAL FINA ELF S.A. détenait indirectement, par l'intermédiaire de ses filiales, 25 082 217 de ses propres actions, soit 3,55 % du capital social, réparties de la façon suivante :

- 505 318 actions détenues par une société du Groupe, Total Nucléaire, détenue indirectement par TOTAL FINA ELF S.A. ; ces actions ont été initialement acquises dans le but d'effectuer des placements de trésorerie et sont classées en titres de placement dans les comptes consolidés ;

- 24 576 899 actions détenues par Financière Valorgest, Sogapar et Fingestval, filiales d'Elf Aquitaine (au terme du protocole d'accord conclu le 12 septembre 1999 entre Totalfina et Elf Aquitaine, Elf Aquitaine s'était engagée pour le compte de ces filiales à apporter à l'offre publique d'échange initiée par Totalfina respectivement les 3 798 000, 702 000 et 12 315 760 actions Elf Aquitaine qu'elles détenaient à cette date, lesquelles filiales ont reçu en échange respectivement 5 550 926, 1 026 000 et 17 999 973 actions TotalFinaElf). Ces actions sont déduites des capitaux propres consolidés.

Warrants US TotalFinaElf

En rémunération de l'opération de fusion du 5 août 1998, négociée entre PetroFina et Fina Inc., 4 451 060 warrants US PetroFina avaient été émis, lesquels donnent droit à souscrire des ADS PetroFina, à raison de 9 ADS PetroFina pour 10 warrants US PetroFina à un prix d'exercice de 42,25 USD par ADS PetroFina. Dans le cadre de l'offre publique d'échange sur PetroFina menée en 1999 aux États-Unis, TotalFinaElf avait offert d'échanger 100 warrants US PetroFina contre 81 warrants US TotalFinaElf à créer, chaque warrant US TotalFinaElf donnant droit à l'achat d'un ADS TotalFinaElf au prix de 46,94 USD par ADS. 4 140 500 warrants US PetroFina ont été apportés à l'offre, entraînant la création de 3 353 805 warrants US TotalFinaElf.

Le 8 novembre 2000, TOTAL FINA ELF S.A. et PetroFina ont constaté que la réalisation de l'offre publique d'échange sur PetroFina ouverte du 10 octobre au 7 novembre 2000, combinée à la réorganisation des activités de PetroFina menée à l'issue de l'offre publique d'échange initiale, constituait une Combinaison au titre de l'article 12 du Warrant Agreement de PetroFina. En conséquence, les 290 882 warrants US PetroFina non détenus par la Société ont, à cette même date, été échangés de façon automatique contre 235 614 warrants TotalFinaElf nouvellement émis. Depuis cette date, TotalFinaElf détient l'intégralité des warrants US PetroFina, soit 4 431 382 warrants donnant droit en cas d'exercice à la création de 398 824 actions PetroFina.

6 590 warrants US TotalFinaElf sur les 3 579 381 warrants en circulation au 31 décembre 2000 ont été exercés en 2001. Ainsi, au 31 décembre 2001, 3 572 791 warrants US TotalFinaElf étaient en circulation, donnant droit à la souscription de 3 572 791 ADS TotalFinaElf, soit 1 786 395 actions TotalFinaElf.

13. INTÉRÊTS MINORITAIRES ET ACTIONS PRIVILÉGIÉES ÉMISES PAR LES FILIALES CONSOLIDÉES

A/ VARIATION DES INTÉRÊTS MINORITAIRES

(en millions d'euros)	2001	2000
Solde début de période	755	1 481
Résultat net	166	304
Dividendes versés	(151)	(200)
Écart de conversion	9	15
Autres ⁽¹⁾	119	(845)
Solde de fin de période	898	755

(1) Cette variation est principalement due en 2001 à l'acquisition de Central Puerto et au rachat des minoritaires de Total Oil Turkiye.

Cette variation est principalement due en 2000 au rachat d'une partie importante des actions détenues par les actionnaires minoritaires de Elf et de PetroFina suite aux offres publiques réalisées par TOTAL FINA ELF S.A.

B/ ACTIONS PRIVILÉGIÉES ÉMISES PAR LES FILIALES CONSOLIDÉES

(en millions d'euros)

31 décembre 1999	597
Émission nette de remboursement	(108)
Écart de conversion	48
31 décembre 2000	537
Émission nette de remboursement	–
Écart de conversion	30
31 décembre 2001	567

En 2000, les filiales Elf Aquitaine Capital et Elf Aquitaine Investment ont remboursé l'équivalent de 108 millions d'euros. En 2001, aucune nouvelle opération d'émission ou de remboursement n'est intervenue.

Le montant global de la rémunération de ces actions privilégiées a progressivement décrû du fait de

remboursements partiels ou complets des tranches précédemment émises (respectivement 54 millions d'euros en 1999 – approche pro forma –, 28 millions d'euros en 2000 et 19 millions d'euros en 2001).

14. PROVISIONS POUR PENSIONS, RETRAITES ET OBLIGATIONS SIMILAIRES

Les provisions pour pensions et retraites sont constituées au 31 décembre par :

(en millions d'euros)	2001	2000
Provisions pour retraites	2 227	2 216
Provisions pour autres engagements sociaux	641	628
Provisions pour restructurations	487	875
Total	3 355	3 719

Les valeurs actuarielles et la valeur des préfinancements incluses dans les comptes consolidés s'analysent comme suit au 31 décembre :

(en millions d'euros)	Pensions de retraite		Autres engagements sociaux	
	2001	2000	2001	2000
Variation de la valeur actuarielle des droits accumulés				
– Valeur actuarielle des droits accumulés au début de la période	6 244	5 791	573	546
– Droits accumulés durant l'année	141	101	4	9
– Coût financier sur la valeur actuarielle des droits accumulés	383	345	37	36
– Cotisations employés	14	12	-	-
– Prestations payées	(396)	(240)	(37)	(49)
– (Gains) et pertes actuariels	593	155	(6)	9
– Différences de changes et autres	368	80	46	22
Valeur actuarielle des droits accumulés à la fin de la période	7 347	6 244	617	573
Variation de la valeur actuelle des placements				
– Valeur actuelle des placements au début de la période	(5 116)	(3 990)	-	-
– Revenus financiers réels des placements	342	(319)	-	-
– Cotisations employés	(14)	(12)	-	-
– Cotisations employeurs	(544) ⁽¹⁾	(797) ⁽¹⁾	-	-
– Prestations payées	268	99	-	-
– Différences de changes et autres	(453)	(97)	-	-
Valeur actuelle des placements à la fin de la période	(5 517)	(5 116)	-	-
(Excédent) Insuffisance des placements sur les droits accumulés avec projection de salaires	1 830	1 128	617	573
– Éléments différés	(1 002)	191	24	55
– Ajustement de dette minimale (MLA) ⁽²⁾	522	50	-	-
(Actif net comptabilisé) Passif net comptabilisé	1 350	1 369	641	628
– Provisions	2 227	2 216	641	628
– Autres actifs à long terme	(877)	(847)	-	-

(1) Le Groupe a procédé, à la fin de 2000 et de 2001, à l'externalisation de certains de ses engagements, pour des montants respectifs de 794 millions d'euros et de 473 millions d'euros auprès d'organismes d'assurance.

(2) Ajustement conforme aux normes américaines, la provision devant au minimum être égale à la valeur actuarielle des droits accumulés sans effet des augmentations de salaires diminuée de la valeur actuelle des placements.

Hypothèses	Pensions de retraite		Autres engagements sociaux	
	2001	2000	2001	2000
Taux d'intérêt	5,91 %	5,82 %	6,41 %	5,94 %
Taux d'augmentation moyen des salaires	3,74 %	3,51 %	–	–
Taux de rentabilité des placements	7,38 %	8,04 %	–	–
Taux de progression des dépenses de santé :				
– Taux initial	–	–	5,71 %	4,55 %
– Taux ultime	–	–	3,88 %	5,27 %

Les charges de l'exercice s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	Pensions de retraite		Autres engagements sociaux	
	2001	2000	2001	2000
Droits accumulés durant l'année	141	101	4	9
Coût financier sur la valeur actuarielle des droits accumulés avec projection de salaires	383	345	37	36
Revenus financiers escomptés des placements effectués	(376)	(319)	–	–
Amortissement du différé	56	(173)	2	(3)
Charges (produits) nets de retraite	204	(46)	43	42

Les hypothèses d'évolution des dépenses de santé ont un effet significatif sur les évaluations des engagements en matière de couverture des frais médicaux. La variation de plus ou moins 1 % des taux de progression des dépenses de santé aurait approximativement les effets suivants sur :

(en millions d'euros)	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
La valeur des droits accumulés au 31 décembre	48	(42)
La charge de l'exercice	4	(3)

Les plans de retraite pour lesquels la dette actuarielle sans augmentation de salaires est supérieure à la valeur vénale des placements s'analysent ainsi au 31 décembre :

(en millions d'euros)	2001	2000
Valeur actuarielle des droits accumulés sans augmentation de salaires	4 049	2 949
Valeur actuarielle des droits accumulés avec augmentation de salaires	4 303	3 290
Valeur actuelle des placements	(1 629)	(1 335)

Provisions pour restructuration

Le Groupe a proposé en 2000 à ses salariés, essentiellement des secteurs Amont et Aval en France, un plan de départ volontaire en retraite anticipée. Une provision de restructuration de 384 millions d'euros a été comptabilisée à ce titre. En 2001, une partie de ces engagements a été externalisée pour un montant de 232 millions d'euros auprès d'organismes d'assurance.

15. AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ET AUTRES PASSIFS LONG TERME

(en millions d'euros)

31 décembre	2001	2000
Provision pour litiges	335	197
Provision pour arrêts techniques	417	279
Provision pour remise en état des sites et protection de l'environnement	2 656	2 378
Autres provisions pour risques	2 425	1 631
Dépôts et cautionnements reçus	260	397
Total	6 093	4 882

L'augmentation des autres provisions pour risques est due notamment à la provision liée au sinistre AZF pour 941 millions d'euros.

16. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES**A/ DETTES FINANCIÈRES À LONG TERME**

(en millions d'euros)

31 décembre	2001			2000		
	Garantis	Non garantis	Total	Garantis	Non garantis	Total
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	-	7 219	7 219	8	7 239	7 247
Financement des immobilisations en crédit-bail	375	-	375	424	-	424
Autres emprunts : – Taux fixe	135	327	462	56	349	405
– Taux variable	96	3 013	3 109	77	3 356	3 433
TotalFinaElf	606	10 559	11 165	565	10 944	11 509

(1) Y compris emprunts assimilés de la société mère émis avant le 31 décembre 1998.

Les emprunts obligataires se décomposent comme suit ⁽¹⁾ :

(en millions d'euros)

31 décembre	2001	2000
Société mère ⁽²⁾		
Emprunt 8 1/2 % 1991-2001 (200 millions de deutsche marks)	–	136
Emprunt 7 1/8 % 1991-2001 (100 millions de francs suisses)	–	77
Emprunt 8 1/4 % 1992-2002 (300 millions de deutsche marks)	205	194
Emprunt 8 1/5 % 1995-2005 (500 millions de francs français)	110	104
Emprunt 7,62 % coupon unique 1995-2005 (950 millions de francs français)	210	199
Emprunt 7 1/2 % 1995-2005 (400 millions de francs français)	88	84
Emprunt 6,90 % 1996-2006 (990 millions de francs français)	223	211
Emprunt 6,75 % 1996-2008 (950 millions de francs français)	208	197
Emprunt 6,75 % 1996-2008 (800 millions de francs français)	179	170
Emprunt 6,75 % 1996-2008 (700 millions de francs français)	153	145
Emprunt 5,03 % 1997-2007 (620 millions de francs français)	112	106
Emprunt 6,80 % 1997-2007 (12 milliards de pesetas espagnoles)	93	89
Emprunt 6,20 % 1997-2009 (900 millions de francs français)	196	186
Emprunt 6,875 % 1997-2004 (300 millions de dollars US)	340	322

(1) Seuls les emprunts assimilés de la société mère émis avant le 31/12/1998 sont pris en compte.

(2) Ces emprunts sont transformés en emprunts en dollars US à taux variable par l'intermédiaire de swaps d'émission adossés individuellement.

(en millions d'euros)

31 décembre	2001	2000
Société mère ⁽²⁾		
Emprunt 5,25 % 1997-2003 (250 millions de deutsche marks)	165	156
Emprunt 2,25 % 1998-2003 (200 millions de francs suisses)	152	144
Emprunt 6 % 1998-2003 (10 milliards de drachmes grecques) ⁽³⁾	37	35
Emprunt Pibor 3 mois + 0,38 % 1998-2008 (230 millions de francs français)	43	41
Emprunt 5,125 % 1998-2009 (1 milliard de francs français)	188	178
Emprunt 5 % 1998-2013 (1 milliard de francs français)	189	179
Emprunt 3,875 % 1999-2006 (300 millions d'euros)	368	348
Emprunt 3,25 % 1999-2005 (200 millions de francs suisses)	149	141
Emprunt 2,25 % 2000-2003 (150 millions de francs suisses)	107	102
Emprunt 3,5 % 2000-2006 (200 millions de francs suisses)	143	135
Emprunt 6,875 % 2000-2005 (150 millions de livres sterling)	272	258
Emprunt 4 % 2000-2004 (200 millions de francs suisses)	134	127
Emprunt 5,375 % 2000-2005 (250 millions d'euros)	258	244
Emprunt 4 % 2000-2004 (100 millions de francs suisses)	70	66
Emprunt 4 % 2000-2004 (150 millions de francs suisses)	105	99
Emprunt 3,25 % 2000-2005 (100 millions de francs suisses)	69	65
Emprunt 5,75 % 2000-2005 (500 millions d'euros)	492	466
Emprunt 5,65 % 2000-2010 (100 millions d'euros)	100	95
Emprunt 7 % 2000-2005 (500 millions de dollars US)	567	537
Emprunt 5,625 % 2000-2004 (100 millions d'euros)	102	97
Part à moins d'un an	(205)	(214)
Total Société mère	5 622	5 519
Elf Aquitaine S.A.		
Emprunt 8 % 1991-2001 (300 millions de dollars US)	-	178
Emprunt 8,5 % 1992-2002 (1 milliard de francs français)	147	147
Emprunt 7,125 % 1993-2003 (1 milliard de francs français)	151	150
Emprunt 4,125 % 1993-2001 (125 millions de francs suisses)	-	89
Emprunt 7 % 1994-2004 (1,5 milliard de francs français)	247	242
Emprunt 4,5 % 1999-2009 (1 milliard d'euros)	1 000	1 000
Emprunt 2,25 % 1999-2004 (250 millions de francs suisses)	191	181
Part à moins d'un an	(147)	(267)
Total Elf Aquitaine S.A.	1 589	1 720
Autres filiales consolidées	8	8
TotalFinaElf	7 219	7 247

(2) Ces emprunts sont transformés en emprunts en dollars US à taux variable par l'intermédiaire de swaps d'émission adossés individuellement.

(3) Cet emprunt est passé du taux ATHIMID 3 mois - 0,9 % à taux 6 % à partir de juillet 2000.

Répartition par échéance (hors court terme)*(en millions d'euros)*

31 décembre	2001	%	2000	%
2002	–	–	952	8 %
2003	1 257	11 %	1 130	10 %
2004	2 091	19 %	2 181	19 %
2005	2 601	23 %	2 700	23 %
2006	1 317	12 %	4 546	40 %
2007 et suivantes	3 899	35 %	–	–
Total	11 165	100 %	11 509	100 %

Répartition par devise et par type de taux

Ces analyses sont présentées après prise en compte de l'effet des swaps de change et de taux adossés aux emprunts à long terme.

(en millions d'euros)

31 décembre	2001	%	2000	%
Dollar US	7 582	68 %	7 413	64 %
Livre sterling	1 406	12 %	1 805	16 %
Euro	2 121	19 %	2 206	19 %
Couronne norvégienne	–	–	15	–
Autres devises	56	1 %	70	1 %
Total	11 165	100 %	11 509	100 %

31 décembre	2001	%	2000	%
Taux fixes	820	7 %	798	7 %
Taux variables	10 345	93 %	10 711	93 %
Total	11 165	100 %	11 509	100 %

Au 31 décembre 2001, le Groupe bénéficie de lignes de crédit long terme pour 7 543 millions de dollars US dont 6 303 millions de dollars US ne sont pas utilisés.

Ces lignes de crédit sont accordées par des banques internationales pour des durées initiales pouvant aller jusqu'à 13 ans (la moyenne étant de 5 ans). Les intérêts payables en cas d'utilisation des lignes de crédit sont évalués sur la base du taux du marché monétaire. Des commissions diverses pour les montants non utilisés de ces lignes de crédit sont également dues.

B/ DETTES FINANCIÈRES À MOINS D'UN AN*(en millions d'euros)*

31 décembre	2001	2000
Part à moins d'un an des emprunts à long terme	848	1 192
Dettes financières à court terme	1 671	1 644
Découverts bancaires	1 046	1 217
Total	3 565	4 053

Les dettes financières à court terme consistent principalement en des tirages sur des programmes de "commercial paper" et de billets de trésorerie, ou en emprunts bancaires. Ces instruments portent intérêt à des taux voisins du marché.

17. AUTRES CRÉDITEURS ET DETTES DIVERSES*(en millions d'euros)*

31 décembre	2001	2000
Dettes d'exploitation	1 468	1 338
Produits constatés d'avance	417	369
Dettes sur États (impôts et taxes divers)	5 772	5 423
Dettes sociales	914	991
Autres créditeurs	3 899	3 093
Total	12 470	11 214

18. FRAIS FINANCIERS NETS*(en millions d'euros)*

Exercice	2001	2000
Frais financiers sur dette	(1 157)	(1 307)
Produits financiers sur disponibilités et valeurs mobilières de placement	638	458
Coût de la dette nette	(519)	(849)
Frais financiers immobilisés	259	274
Autres charges/produits financiers	76	135
Éléments financiers de nature opérationnelle	335	409
Frais financiers nets	(184)	(440)

Pour l'exercice 1999, les frais financiers sur dette et sur éléments opérationnels s'élevaient à 1331 millions d'euros et les produits financiers sur disponibilités et sur éléments opérationnels s'élevaient à 597 millions d'euros.

19. AUTRES CHARGES ET PRODUITS, NETS*(en millions d'euros)*

Exercice	2001	2000	1999 pro forma
Pertes et profits de change	16	(9)	(24)
Plus et moins-values sur cessions d'actifs	1 738	534	262
Amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles	(158)	(254)	(131)
Provision liée au sinistre AZF	(941)	N/A	N/A
Autres	(372)	(1 011)	13
Éléments exceptionnels nets	N/A	N/A	691
Total	283	(740)	811

La rubrique "Autres" est constituée, pour l'exercice 2001, notamment de provisions pour plans sociaux et pour préretraites pour 199 millions d'euros et de provisions pour risques et charges de nature environnementale pour 115 millions d'euros.

La rubrique "Autres" est constituée, pour l'exercice 2000, de charges de restructuration et de plans de préretraites internes pour 773 millions et du coût du naufrage de l'Erika pour 160 millions d'euros (Voir Note 3 : éléments non récurrents du résultat net). Jusqu'en 1999, le Groupe utilisait en parallèle un concept d'éléments exceptionnels définis comptablement et pouvant différer du concept de communication d'éléments non récurrents.

Au titre de 1999, dans un souci de clarté de la communication, la rubrique "Éléments exceptionnels nets" a été agrégée au détail des autres charges et produits. Cette notion n'est plus utilisée par le Groupe depuis 2000.

20. IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Depuis 1966, les Groupes Total et Elf sont imposés selon le régime du bénéfice consolidé, accordé par agrément triennal du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie en France. L'agrément accordé à Elf s'est terminé au titre de l'année 1999 par une intégration au sein du régime du Groupe Totalfina selon les principes de continuité et de neutralité de ce régime fiscal. L'agrément de TotalFinaElf au régime du bénéfice consolidé a été obtenu jusqu'au 31 décembre 2001. Le renouvellement de cet agrément a été demandé pour la période 2002 – 2004.

Les impôts sur les sociétés s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)

Exercice	2001	2000	1999 pro forma
Impôts courants	(5 690)	(5 350)	(1 798)
Impôts différés	(184)	(972)	(617)
Total impôt sur les sociétés (y compris éléments exceptionnels)	(5 874)	(6 322)	(2 415)
Effet fiscal des éléments exceptionnels	-	-	230
Total impôt sur les sociétés (hors éléments exceptionnels)	(5 874)	(6 322)	(2 185)

Les principales sources d'impôts différés aux 31 décembre 2001 et 31 décembre 2000 sont les suivantes :

(en millions d'euros)

Exercice	2001	2000
Déficits et crédits d'impôts reportables	343	545
Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires	932	1 096
Autres provisions non déductibles temporairement	2 048	1 470
Sources d'impôts différés actifs	3 323	3 111
Dépréciation des sources d'impôts différés actifs	(204)	(440)
Sources d'impôts différés actifs nettes	3 119	2 671
Amortissement fiscal accéléré	(6 196)	(3 997)
Autres déductions fiscales temporaires	(2 282)	(3 514)
Sources d'impôts différés passifs	(8 478)	(7 511)
Passif net d'impôt différé	(5 359)	(4 840)

Les impôts différés sont présentés de la manière suivante dans le bilan aux 31 décembre 2001 et 2000 :

(en millions d'euros)

Impôts différés actifs, long terme	917	1 173
Impôts différés actifs, court terme	245	209
Impôts différés passifs	(6 521)	(6 222)
Montant net	(5 359)	(4 840)

Conformément aux textes en vigueur, les actifs et passifs sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

RAPPROCHEMENT ENTRE LA CHARGE D'IMPÔT ET LE RÉSULTAT AVANT IMPÔT

(en millions d'euros)

Exercice	2001	2000
Résultat net	7 658	6 904
Part des minoritaires	166	304
Impôts sur les sociétés	5 874	6 322
Résultat des sociétés mises en équivalence	(1 001)	(676)
Résultat avant impôt	12 697	12 854
Taux d'imposition français	36,43%	37,8%
Charge d'impôt théorique	(4 626)	(4 859)
Différence entre le taux d'imposition français et le taux d'imposition des filiales étrangères	(1 729)	(1 758)
Différences permanentes	304	147
Variation de la dépréciation des sources d'impôts différés actifs	192	128
Autres	(15)	20
Charge d'impôt dans le compte de résultat	(5 874)	(6 322)

Les différences permanentes sont principalement dues aux amortissements d'écarts d'acquisition, aux dividendes des sociétés non consolidées ainsi qu'à l'impact des modalités de fiscalisation spécifiques à certaines activités et au régime du bénéfice consolidé.

ÉCHÉANCIER DES CRÉDITS D'IMPÔTS :

Aux 31 décembre 2001 et 2000, le Groupe dispose de déficits et crédits d'impôts reportables qui expirent selon l'échéancier suivant :

(en millions d'euros)

	2001	2000
2001	–	14
2002	84	20
2003	72	43
2004	53	13
2005	33	220
2006	18	147
Déficits et crédits d'impôts indéfiniment reportables	83	88
Total	343	545

21. CRÉDIT-BAIL

Les contrats de crédit-bail portent sur des actifs immobiliers, des stations-service, des navires et d'autres matériels.

Les redevances minimales des contrats de crédit-bail irrévocables restant à payer au 31 décembre 2001 sont présentées selon leurs dates d'échéance dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)

	Crédit-bail non capitalisé	Crédit-bail capitalisé
2002	177	65
2003	131	84
2004	94	50
2005	80	40
2006	72	37
2007 et suivantes	93	320
Total des engagements	647	596
Moins intérêts	–	(186)
Valeur nominale des contrats	–	410
Moins dette à moins d'un an des contrats de crédit-bail capitalisés	–	(36)
Total	–	374

Les redevances constatées au titre des contrats de crédit-bail non capitalisés ont été de 167 millions d'euros pour l'exercice 2001 et de 131 millions d'euros pour l'exercice 2000.

Les contrats de crédit-bail non capitalisés incluent des chartes à long terme de plusieurs navires.

22. ENGAGEMENTS HORS BILAN

(en millions d'euros)

31 décembre	2001	2000
Total engagements donnés	6 663	5 807
Total engagements reçus	3 493	2 510

Les engagements donnés comprennent essentiellement des cautions en douane et des garanties sur emprunts.

Les engagements reçus représentent principalement les garanties reçues des clients.

Portefeuille d'instruments financiers dérivés

Les engagements hors bilan liés aux activités du Groupe sur les instruments financiers dérivés sont présentés ci-dessous. Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'une perte ou d'un gain latent.

(en millions d'euros)

Au 31 décembre 2001	Total	2002	2003	2004	2005	2006	2007 et après
GESTION DU RISQUE DE TAUX							
Swaps d'émissions et de couverture d'émissions obligataires							
Montant notionnel	8 071	395	689	1 577	2 215	733	2 462
Taux reçu (au 31/12/2001)	5,40 %						
Taux payé (au 31/12/2001)	2,29 %						
Swaps de taux et de change à long terme							
Montant notionnel	333	15	–	–	198	18	102
Taux reçu (au 31/12/2001)	2,97 %						
Taux payé (au 31/12/2001)	3,26 %						
Swaps de change							
Montant notionnel	883	883	–	–	–	–	–
Swaps de taux long terme							
Swaps prêteurs à taux fixe							
Montant notionnel	402	165	21	3	213	–	–
Taux reçu (au 31/12/2001)	5,05 %						
Taux payé (au 31/12/2001)	2,29 %						
Swaps prêteurs à taux variable							
Montant notionnel	652	431	69	144	–	–	8
Taux reçu (au 31/12/2001)	1,70 %						
Taux payé (au 31/12/2001)	3,86 %						
Swaps de taux court terme							
Montant notionnel	1 916	1 916	–	–	–	–	–
Caps ⁽¹⁾							
Montant notionnel	58	1 mois					
Taux garanti	12,00 %						
GESTION DU RISQUE DE CHANGE							
Contrats à terme de devises							
Montant notionnel	120	120	–	–	–	–	–

(1) Ce contrat porte sur le rand sud-africain, ce qui justifie le niveau élevé du taux garanti.

(en millions d'euros)

Au 31 décembre 2000	Total	2001	2002	2003	2004	2005	2006 et après
GESTION DU RISQUE DE TAUX							
Swaps d'émission et de couverture d'émissions obligataires							
Montant notionnel	8 218	474	385	664	1 518	2 098	3 079
Taux reçu (au 31/12/2000)	5,65 %						
Taux payé (au 31/12/2000)	6,29 %						
Swaps de taux et de change à long terme							
Montant notionnel	422	67	–	–	–	241	114
Taux reçu (au 31/12/2000)	5,87 %						
Taux payé (au 31/12/2000)	6,05 %						
Swaps de change							
Montant notionnel	3 006	2 998	8	–	–	–	–
Swaps de taux long terme							
Swaps prêteurs à taux fixe							
Montant notionnel	459	30	128	43	3	252	3
Taux reçu (au 31/12/2000)	6,39 %						
Taux payé (au 31/12/2000)	6,16 %						
Swaps prêteurs à taux variable							
Montant notionnel	614	389	17	–	203	–	5
Taux reçu (au 31/12/2000)	5,20 %						
Taux payé (au 31/12/2000)	4,54 %						
Swaps de taux court terme							
Montant notionnel	2 024	de 3 jours à 2 mois	–	–	–	–	–
GESTION DU RISQUE DE CHANGE							
Contrats à terme de devises							
Montant notionnel	457	438	14	5	–	–	–

Les swaps long terme (swaps de taux et/ou de change, swaps d'émission ou de couverture d'émissions obligataires) visent à transformer un endettement à taux fixe en un endettement à taux variable référence LIBOR ou équivalent.

Les taux d'intérêts moyens sont donnés à titre indicatif et reflètent, pour leur partie variable, les conditions de marché à la clôture.

Impact en compte de résultat des principaux instruments financiers de couverture

Il n'a pas été jugé pertinent de mesurer un tel impact pour les swaps d'émission. En effet, ces derniers font partie intégrante des contrats d'émission de la plupart des emprunts obligataires afin de convertir dès l'origine une référence à taux fixe en devises diverses, en taux variable en dollars US. De ce fait, le taux fixe d'origine de l'emprunt obligataire, et donc du swap, n'a pas de signification réelle. En ce qui concerne les autres instruments financiers, le seul impact significatif sur le résultat est une charge de 20 millions d'euros en 2001 et 62 millions d'euros en 2000 relative aux reports/dépôts sur swaps de change et contrats à terme de devises, essentiellement utilisés pour gérer la transformation en devises des disponibilités du Groupe en euros.

Matières premières

Les engagements hors bilan liés aux activités du Groupe sur les marchés à terme de pétrole brut, de produits raffinés, de gaz naturel et d'électricité sont présentés ci-dessous. Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'un risque de marché ni d'une perte ou d'un gain latent.

(en millions d'euros)

	Valeur nominale 2001		Valeur nominale 2000	
	achats	ventes	achats	ventes
Pétrole brut et produits pétroliers				
• Swaps ⁽¹⁾	3 266	3 819	3 383	3 922
• Options ⁽²⁾	1 180	1 282	1 352	1 542
• Futures ⁽³⁾	400	445	452	655
• Options sur futures ⁽²⁾	65	54	67	84
Gaz naturel et électricité				
• Swaps ⁽¹⁾	5	1 063	219	1 171
• Forwards	3 801	4 452	2 586	3 186
• Futures ⁽³⁾	10	13	80	46
• Options ⁽²⁾	523	547	913	948

(1) Swaps (y compris "Contracts For Differences") : la colonne "achats/ventes" correspond aux swaps acheteurs/vendeurs à prix fixe.

(2) Options : la colonne "achats/ventes" correspond à la valeur nominale des options (calls ou puts) achetées/vendues.

(3) Futures : la colonne "achats/ventes" correspond aux positions nettes acheteuses/vendeuses, valorisées sur la base du cours coté sur le marché organisé à la clôture.

Les engagements sur brut et produits raffinés ont, pour l'essentiel, une échéance courte (inférieure à un an).

Tous les instruments pétroliers sont repris dans ce tableau, y compris ceux pouvant donner lieu à livraison physique, à l'exclusion des contrats forward type "Brent 15 days" traités sur les marchés de gré à gré.

23. VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les valeurs de marché sont déterminées par estimation pour la majorité des instruments financiers du Groupe, à l'exception des titres de participation et valeurs mobilières de placement cotés pour lesquels le cours de cotation est retenu. Les instruments financiers intra-Groupe ne sont pas valorisés.

L'appréciation des valorisations calculées, basées notamment sur des principes d'actualisation des flux de trésorerie futurs, doit être pondérée par le fait que la valeur d'un instrument financier à un instant donné peut se trouver modifiée en fonction de l'environnement de marché (liquidité notamment), et d'autre part que les variations ultérieures de taux d'intérêt et des cours de change ne sont pas prises en compte. Dans certains cas, les évaluations ont été effectuées sur la base d'hypothèses simplificatrices.

Il convient de préciser que l'utilisation d'estimations, de méthodologies et d'hypothèses différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs de marché calculées. Les méthodes utilisées ont été les suivantes :

Disponibilités et dépôts à court terme, clients et comptes rattachés, concours bancaires courants, fournisseurs et comptes rattachés : en raison de leur caractère court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

Titres de participation et valeurs mobilières de placement : les valeurs de marché estimées pour les titres de participation cotés proviennent des cours moyens des mois de décembre 2001 et 2000.

Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an des emprunts à long terme, swaps d'émission : la valeur de marché de ces éléments a été déterminée sur une base individuelle en actualisant les flux de trésorerie futurs avec les courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices avec prise en compte d'un spread déterminé pour le Groupe.

Garanties bancaires : les garanties sont évaluées en estimant les primes moyennes demandées par le marché pour reprendre des garanties similaires émises par un groupe de même classe de risque que TotalFinaElf.

Autres instruments financiers hors bilan

La valeur de marché des swaps de taux est calculée par actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices 2001 et 2000 retraités des intérêts courus non échus.

Les opérations de change à terme (termes secs et swaps de change) sont valorisées sur la base d'une comparaison des taux à terme négociés avec ceux en vigueur sur les marchés financiers aux 31 décembre 2001 et 2000 pour les mêmes maturités.

(en millions d'euros)

31 décembre	2001		2000	
	Valeur nette comptable	Valeur de marché estimée	Valeur nette comptable	Valeur de marché estimée
BILAN				
Autres titres de participation :				
• Cotés	537	989	635	1 173
• Non cotés (filiales non consolidées et autres titres)	998	998	1 079	1 079
Valeurs mobilières de placement :				
• Cotées	952	1 268	565	873
• Non cotées	52	52	76	76
Prêts et avances aux filiales non consolidées et autres prêts	1 048	999	1 520	1 520
Emprunts obligataires (hors part à moins d'un an) ^(a)	7 219	6 832	7 239	6 813
Swaps d'émission ^(a)	-	465	-	403
Autres emprunts, hors crédits-bails ^(b) :				
• Taux fixe	462	417	587	580
• Taux variable	3 109	3 109	3 252	3 252
Part à moins d'un an des emprunts à long terme (hors part à moins d'un an des immobilisations en crédit-bail)	812	806	1 152	1 154
HORS BILAN				
Instruments de gestion de trésorerie				
Garanties sur emprunts	-	(49)	-	(13)
Swaps de couverture d'émissions obligataires ^(a)	-	13	-	(19)
Swaps de taux et change long terme	-	14	-	(3)
Swaps de taux long terme	-	(3)	-	2
Swaps de taux court terme ^(d)	-	(c)	-	(c)
Swaps de change court terme et long terme ^(e)	-	(5)	-	28
Contrats à terme de devises	-	8	-	2
Caps/floors	-	-	-	-
Instruments sur matières premières (assimilés à instruments financiers)				
Swaps sur produits pétroliers et pétrole brut	-	62	-	44
Swaps sur gaz naturel et électricité	-	52	-	27

(a) Les swaps d'émission sont spécifiquement adossés aux emprunts obligataires. Ils ont été conclus dès l'origine sous un contrat d'agrément ISDA, afin de créer dans la majorité des cas un emprunt synthétique à taux variable en dollars US. La valeur de marché de ces swaps doit donc être intégrée dans une valeur globale des emprunts obligataires. De même, des swaps de taux long terme ont été conclus afin de modifier partiellement la structure de taux de l'endettement du Groupe. Leur valeur de marché doit être appréciée conjointement à celle des emprunts à long terme, auxquels ces swaps sont adossés.

(b) La valeur de marché ne tient pas compte des swaps de taux dans la mesure où ils sont présentés séparément.

(c) Valeur non significative.

(d) La valeur de marché des swaps de taux court terme est corrélée à celle des prêts et emprunts court terme, ces swaps étant utilisés afin de ramener les taux négociés au taux au jour le jour, celui-ci constituant la référence.

(e) Les swaps de change sont utilisés dans le cadre de la gestion de la position courante de TotalFinaElf, afin de pouvoir emprunter ou placer la trésorerie sur des marchés autres que le marché de l'euro. Ainsi, leur valeur de marché, si elle s'avère significative, est compensée par celle des prêts et emprunts court terme auxquels ils se rattachent.

La valeur de marché des autres instruments hors bilan détenus au 31 décembre 2001 n'est pas significative (inférieure à 2 millions d'euros).

24. PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET D'ACHAT D'ACTIONS

Options de souscription d'actions TotalFinaElf

(en euros)	Plan 1993 ⁽¹⁾	Plan 1994 ⁽²⁾	Plan 1995 ⁽³⁾	Plan 1996 ⁽⁴⁾	Total
Prix d'exercice	32,01	43,60	44,36	59,76	
Date d'échéance	25/10/99	14/11/00	5/09/01	11/12/02	
Nombre d'options					
Existantes au 1 ^{er} janvier 1999	191 230	606 480	847 560	948 300	2 593 570
Attribuées	-	-	-	-	-
Annulées	(3 950)	(1 200)	(1 000)	(6 100)	(12 250)
Exercées	(187 280)	(407 875)	(340 930)	(123 100)	(1 059 185)
Existantes au 1 ^{er} janvier 2000	-	197 405	505 630	819 100	1 522 135
Attribuées	-	-	-	-	-
Annulées	-	(7 200)	-	-	(7 200)
Exercées	-	(190 205)	(211 860)	(150 190)	(552 255)
Existantes au 1 ^{er} janvier 2001	-	-	293 770	668 910	962 680
Attribuées	-	-	-	-	-
Annulées	-	-	(4 750)	(1 800)	(6 550)
Exercées	-	-	(289 020)	(217 229)	(506 249)
Existantes au 31 décembre 2001	-	-	-	449 881	449 881

(1) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 17 décembre 1992 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 juin 1991.

Les options sont exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.

(2) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 6 septembre 1994 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 juin 1991.

Les options sont exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.

(3) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 5 septembre 1995 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 juin 1991.

Les options sont exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.

(4) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 11 décembre 1996 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 juin 1996.

Les options sont exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.

Le Conseil d'administration n'a effectué aucune attribution d'options de souscription depuis celle du 11 décembre 1996.

Options d'achat d'actions TotalFinaElf

	Plan 1998 ⁽¹⁾	Plan 1999 ⁽²⁾	Plan 2000 ⁽³⁾	Plan 2001 ⁽⁴⁾	Total
Prix d'exercice (en euros)	93,76	113,00	162,70	168,20	
Date d'échéance	17/03/06	15/06/07	11/07/08	10/07/09	
Nombre d'options					
Existantes au 1 ^{er} janvier 1999	953 450	-	-	-	953 450
Attribuées	-	1 499 567	-	-	1 499 567
Annulées	(6 800)	(1 800)	-	-	(8 600)
Exercées	(14 700)	(300)	-	-	(15 000)
Existantes au 1 ^{er} janvier 2000	931 950	1 497 467	-	-	2 429 417
Attribuées	-	-	2 425 645	-	2 425 645
Annulées	(2 800)	(13 200)	-	-	(16 000)
Exercées	(12 400)	(8 100)	-	-	(20 500)
Existantes au 1 ^{er} janvier 2001	916 750	1 476 167	2 425 645	-	4 818 562
Attribuées	-	-	-	2 693 375	2 693 375
Annulées	(2 850)	(5 550)	(7 250)	(900)	(16 550)
Exercées	(7 920)	(1 000)	(800)	-	(9 720)
Existantes au 31 décembre 2001	905 980	1 469 617	2 417 595	2 692 475	7 485 667

(1) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 17 mars 1998 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 1997. Les options sont exerçables avec un différé de 5 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

(2) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 15 juin 1999 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 1997. Les options sont exerçables avec un différé de 5 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

(3) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 11 juillet 2000 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 1997. Les options sont exerçables avec un différé de 4 ans assorti d'un délai d'incessibilité de 5 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

(4) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 10 juillet 2001 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2001. Les options sont exerçables avec un différé de 3,5 ans assorti d'un délai d'incessibilité de 4 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

Garantie d'échange accordée aux bénéficiaires d'options de souscription d'actions Elf Aquitaine

Dans le cadre de l'offre publique d'échange sur les actions Elf Aquitaine menée en 1999, le Groupe s'est engagé à garantir aux bénéficiaires d'options de souscription d'actions Elf Aquitaine, à l'issue de la période visée à l'article 163 C du Code général des impôts (CGI) et jusqu'au terme

de la période d'exercice des options, une faculté d'échange de leurs actions futures Elf Aquitaine contre des actions TotalFinaElf sur la base de la parité d'échange de l'offre (19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine). Au 31 décembre 2001, cette garantie portait sur un maximum de 4 071 994 actions Elf Aquitaine, existantes ou à créer, réparties par plan de la façon suivante :

Plans d'options de souscription d'actions Elf Aquitaine	Plan 1995	Plan 1996	Plan 1997	Plan 1998	Plan 1999 n°1	Plan 1999 n°2	Plan IMT ⁽¹⁾	Total
Prix d'exercice (en euros)	54,03	50,72	80,65	105,95	115,60	171,60	105,95	
Date d'échéance	24/01/2002	19/03/2003	25/03/2004	31/03/2005	30/03/2009	12/09/2009	31/03/2005	
Nombre d'options exerçables au 31 décembre 2001	11 441	204 414	722 155	870 468	666 231	59 600	1 399 065	3 933 374
Nombre d'actions existantes au 31 décembre 2001 visées par la garantie d'échange en actions TotalFinaElf	9 558	21 564	45 223	48 119	6 267	-	7 889	138 620
Total des actions, existantes ou à créer, visées par la garantie d'échange en actions TotalFinaElf	20 999	225 978	767 378	918 587	672 498	59 600	1 406 954	4 071 994

(1) Plan Incitation Moyen Terme attribué par le Conseil d'administration Elf Aquitaine du 1^{er} avril 1998 sous réserve de la réalisation d'objectifs de résultats par le Groupe Elf Aquitaine au titre des exercices 1998, 1999, 2000, 2001 et 2002.

Ainsi, au 31 décembre 2001, un maximum de 5 951 375 actions TotalFinaElf sont susceptibles d'être créées dans le cadre de l'application de cette garantie d'échange.

25. EFFECTIFS DU GROUPE ET CHARGES DE PERSONNEL

Exercice		2001	2000	1999 ⁽¹⁾ pro forma	
Charges de personnel					
Salaires et traitements (y compris charges sociales) (millions d'euros)		6 489	6 471	6 601	
Effectifs moyens du Groupe					
	France	• Encadrement	11 567	12 056	12 072
		• Autres personnels	41 744	43 406	43 905
	Étranger	• Encadrement	14 224	13 621	14 287
		• Autres personnels	54 490	54 220	56 988
Total		122 025	123 303	127 252 ⁽¹⁾	

(1) Hors activités division Encrex cédée en 1999, soit 4 585 personnes.

Les effectifs comprennent uniquement ceux des entreprises consolidées globalement.

26. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

I Informations sur les principes comptables appliqués

Les flux de trésorerie en devises étrangères sont convertis en euros au cours moyen de l'exercice. Le tableau des flux de trésorerie exclut les différences de change dues à la conversion en euros des actifs et passifs des bilans libellés en devises étrangères au cours de fin de période (sauf pour les disponibilités et dépôts à court terme). Par conséquent, les flux ne peuvent être reconstitués à partir des montants figurant au bilan.

Disponibilités et dépôts à court terme

Les disponibilités et dépôts à court terme sont des actifs soit immédiatement disponibles, soit convertibles en disponibilités dans une échéance inférieure à 3 mois. Les variations des concours bancaires courants sont incluses dans les flux de trésorerie de financement.

Dette à long terme

La variation de l'endettement à long terme a été présentée pour sa valeur nette en raison de l'importance des mouvements dus aux tirages multiples sur les lignes de crédit revolving. Cette variation peut être analysée de la manière suivante :

(en millions d'euros)

Exercice	2001	2000
Augmentation de l'endettement à long terme	503	4 616
Remboursement de l'endettement à long terme	(688)	(3 483)
Montant net	(185)	1 133

II Variation du besoin en fonds de roulement

(en millions d'euros)

Exercice	2001	2000
Valeurs d'exploitation	275	(550)
Créances clients et comptes rattachés	499	(693)
Autres créances	(1 262)	(1 140)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(242)	(21)
Autres créditeurs et dettes diverses	1 044	2 336
Montant net	314	(68)

III Informations complémentaires

(en millions d'euros)

Exercice	2001	2000
Trésorerie décaissée dans l'exercice au titre de :		
• Charges financières nettes des montants capitalisés	1 059	1 150
• Impôts sur les sociétés	4 966	3 039

27. AUTRES RISQUES ET ENGAGEMENTS

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas de faits exceptionnels, litiges, risques ou engagements hors bilan, susceptibles de mettre en cause la situation financière, le patrimoine, le résultat ou les activités de la société.

Grande Paroisse

Une explosion est survenue le 21 septembre 2001 dans une usine de la société Grande Paroisse, située à Toulouse, France. L'activité principale de Grande Paroisse, une filiale détenue par le Groupe à 79,85 %, réside dans la production et la commercialisation de fertilisants pour le marché de l'agriculture. L'explosion s'est produite dans une zone de stockage de l'usine où étaient entreposés des granulés de "nitrate d'ammonium" déclassés et a détruit une partie du site provoquant un arrêt immédiat des productions et une mise en sécurité des installations. Cette explosion a entraîné la mort de 30 personnes et de nombreux blessés ainsi que des dommages matériels importants dans une partie de la ville de Toulouse.

Des enquêtes sur les causes de l'accident sont en cours. En application de l'article 1384 alinéa 1 du Code civil, la responsabilité civile de Grande Paroisse est présumée entière dans un premier temps, entraînant pour Grande Paroisse l'obligation d'indemniser les tiers pour les dommages (corporels, matériels et autres) subis tant que cette responsabilité n'est pas éventuellement infirmée. A ce stade préliminaire de la procédure, l'entreprise estime que le montant des demandes d'indemnisation des tiers pourrait atteindre 1,8 milliard d'euros, excédant de 0,95 milliard d'euros la couverture d'assurance dont elle bénéficie au titre de ses polices responsabilité civile (0,85 milliard d'euros). Une provision brute de 941 millions d'euros a été enregistrée dans les comptes du Groupe dont l'impact en résultat net (part du Groupe) est de 597 millions d'euros, (voir notes 3, 15 et 19).

Enquêtes sur la concurrence

Au cours de l'exercice 2000, Atofina Chemicals Inc., société de droit américain, filiale du Groupe, a fait l'objet de la part des autorités judiciaires américaines de Californie du Nord de trois demandes d'informations relatives à certaines pratiques commerciales dans l'industrie chimique. Ces demandes d'informations avaient pour objet de déterminer si les

pratiques en question étaient susceptibles de constituer des infractions civiles et/ou pénales à la législation en matière de concurrence. La Commission européenne a également procédé à des demandes similaires auprès d'Atofina S.A., société de droit français, filiale du Groupe. Au début de l'exercice 2002, Atofina S.A. a transigé avec le département de justice américain en acceptant de payer une amende de 8,5 millions de dollars. Par ailleurs, trois employés d'Atofina S.A. font l'objet d'une procédure pénale.

Bien qu'il ne soit pas possible à l'heure actuelle de déterminer avec certitude l'issue des investigations décrites ci-dessus, le Groupe considère que leurs conclusions ne devraient pas avoir, dans le futur, d'impact défavorable significatif sur sa situation financière, ses flux de trésorerie ou sur ses résultats.

28. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

A/ Droits de douane et taxes de mise à la consommation

Leur montant s'est élevé à 21 459 millions d'euros en 2001 et 23 767 millions d'euros en 2000.

B/ Frais de recherche et développement

Les frais encourus par le Groupe TotalFinaElf au cours de l'exercice 2001 s'élèvent à 695 millions d'euros contre 686 millions d'euros en 2000.

C/ Impôts payés aux pays producteurs du Moyen-Orient au titre des concessions historiques de Total

Les impôts payés au titre des concessions historiques de Total (Abu Dhabi - offshore, Abu Dhabi - onshore, Dubaï - offshore, Oman et Abu Al Bu Khoosh) inclus dans les charges d'exploitation s'élèvent en 2001 à 1 438 millions d'euros et en 2000 à 1 646 millions d'euros.

29. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

A fin décembre 2001, le périmètre de consolidation se compose de 889 sociétés, dont 770 font l'objet d'une intégration globale, 13 d'une intégration proportionnelle et 106 d'une mise en équivalence.

Liste des principales sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle ou par mise en équivalence :

	% d'intérêt du Groupe		% d'intérêt du Groupe
AMONT		AVAL	
Europe		France	
TotalFinaElf Upstream UK Ltd.	99,7	Total Raffinage Distribution	99,8
TotalFinaElf Midstream UK Ltd.	99,7	Elf Antar France	99,8
TotalFinaElf Exploration Norge AS	99,7	Stela	99,8
TotalFinaElf Exploration Production Nederland BV	99,7	Totalgaz	99,8
TotalFinaElf Holdings Nederland BV	99,7	Total Solvants	99,8
TotalFinaElf Exploration Production Russie	99,8	TotalFinaElf Lubrifiants S.A.	99,7
Total Exploration Production Kazakhstan	100,0	Compagnie Pétrolière de l'Est	99,8
Elf Aquitaine Exploration Production France	99,4	DCA Mory Shipp	99,8
Elf Exploration Production	99,4	Charvet	99,8
Gaz du Sud-Ouest	69,6	Pétroliers Réunis de l'Ouest	99,8
		Urbaine des Pétroles	99,7
Afrique		Europe	
TotalFinaElf Exploration Production Algérie	100,0	Totalfina Belgium	99,6
TotalFinaElf Exploration Production Libye	99,8	TotalFinaElf UK Ltd.	99,7
Total Angola	99,8	TotalFinaElf Nederland NV	99,7
Elf Petroleum Angola	99,8	TotalFinaElf Deutschland GmbH	99,7
Elf Exploration Angola	99,4	Totalfina España	99,7
TotalFinaElf Exploration Production Angola	99,8	Elf Oil España	99,7
Elf Gabon S.A.	57,9	TotalFinaElf Italia	99,7
Elf Petroleum Nigeria Ltd.	99,8	Total Hungaria	100,0
TotalFinaElf LNG Nigeria Ltd.	99,4	TotalFinaElf Mineralöl und Chemie	99,7
TotalFinaElf Exploration Production Congo	99,4	TotalFinaElf (Suisse) S.A.	99,4
TotalFinaElf Exploration Production Cameroun	75,4	Lindsey Oil Refinery	99,7
Total Exploration South Africa	100,0	Total Raffinaderij Nederland	55,0
		Mider	99,7
Moyen-Orient/Asie		Méditerranée/Afrique	
Total Abu Al Bu Khoosh	99,8	Total Turkiye	100,0
Total Yémen	99,8	Total Maroc	100,0
Total Qatar Oil & Gas	99,8	Total Nigeria	61,6
TotalFinaElf Exploration Production Oman	99,8	Total Kenya	82,8
Total Sirri	99,8	Total Tunisie	98,1
Total South Pars	99,8	Total Outre-Mer	100,0
Elf Petroleum Iran	99,8	TotalFinaElf Côte-d'Ivoire	74,0
TotalFinaElf Exploration Production Syrie	99,8	Total Liban	100,0
TotalFinaElf Exploration Production Thaïlande	99,8	TotalFinaElf Sénégal	94,9
TotalFinaElf Exploration Production Indonésie	99,8	Total South Africa (Pty) Ltd.	57,6
TotalFinaElf Exploration Production Myanmar	99,8	Elf Oil Africa Ltd.	99,4
TotalFinaElf Exploration Production Borneo BV	99,7	S.A.R.A.	50,0
Total Profils Pétroliers	99,8		
Amérique du Sud et Amérique du Nord		Amérique du Sud	
Tepma Colombie	99,7	Totalgaz Argentina	99,8
Total Austral	99,8		
Total Venezuela	99,8		
Total Oil & Gas Venezuela BV	99,7		
TotalFinaElf Exploration Production USA Inc.	100,0	International	
Central Puerto	63,8	Total Transport Maritime	100,0
E Hidroneuquen	69,9	Total Transport Corporation	100,0
Total Gasandes S.A.	100,0	Somarelf	99,4
		E = Intégration par mise en équivalence	
		P = Intégration proportionnelle	

	% d'intérêt du Groupe		% d'intérêt du Groupe
AVAL (suite)		HOLDING	
International		TOTAL FINA ELF S.A.	100,0
Total International Ltd.	100,0	Elf Aquitaine S.A.	99,4
Elf Trading S.A.	99,4	Total Finance S.A.	100,0
Socap International	99,4	Total Chimie	100,0
Air Total International	100,0	Total Nucléaire	100,0
		Omnium Insurance and Reinsurance Cy	100,0
CHIMIE		Omnium de Participation S.A.	100,0
France		TotalFinaElf Holding UK Ltd.	99,7
Hutchinson (Groupe)	100,0	TotalFinaElf Holding USA, Inc.	100,0
Cray Valley S.A.	100,0	PetroFina S.A.	99,6
Bostik S.A.	98,8	PetroFina International Group	99,6
Atofina	98,7	Sofax Banque	99,4
		Sogelfa	99,4
Europe		Safrep S.A.	99,4
Sigmakalon UK Ltd. (Groupe)	99,7	Socap Ltd.	99,4
Sigma Coatings BV	99,6	Rivunion S.A.	99,4
Sigmakalon Group BV	99,6	TotalFinaElf Capital	100,0
		TotalFinaElf Treasury	100,0
Amérique du Nord		VGF	99,4
Hutchinson Corporation	100,0	E Sanofi-Synthélabo	25,9
Atofina Chemicals Inc.	99,9		
Atofina Petrochemicals Inc.	100,0		
		E = Intégration par mise en équivalence	
		P = Intégration proportionnelle	

BILANS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES CINQ DERNIERS EXERCICES TOTALFINAELF

(en millions d'euros)	2001	2000	1999	1998	1997
ACTIF					
Actif long terme	56 640	53 860	51 358	14 351	13 806
Immobilisations incorporelles	3 196	2 914	3 112	1 461	1 429
Immobilisations corporelles	41 274	37 699	35 797	9 968	9 360
Autres actifs long terme	12 170	13 247	12 449	2 922	3 017
Actif circulant	31 960	31 314	29 624	8 814	9 322
Valeurs d'exploitation ⁽¹⁾	6 622	6 811	7 863	1 863	2 218
Autres actifs	25 338	24 503	21 761	6 951	7 104
Total	88 600	85 174	80 982	23 165	23 128

(en millions d'euros)	2001	2000	1999	1998	1997
PASSIF					
Capitaux permanents	62 531	60 025	54 786	16 721	16 326
Capitaux propres	33 932	32 401	27 669	10 346	10 158
Actions privilégiées sans droit de vote	567	537	597	214	228
Intérêts minoritaires	898	755	1 481	240	245
Provisions pour risques et charges	15 969	14 823	14 527	2 124	2 237
Dettes à long terme	11 165	11 509	10 512	3 797	3 458
Dettes à court terme	26 069	25 149	26 196	6 444	6 802
Total	88 600	85 174	80 982	23 165	23 128

(1) Voir Note 1H relative à la modification de la présentation des stocks pour 2001 et 2000.

Les bilans consolidés aux 31 décembre 2001, 2000 et 1999 sont établis sur la base du Groupe TotalFinaElf ; les bilans présentés au titre des exercices antérieurs correspondent au Groupe Total seul.

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS DES CINQ DERNIERS EXERCICES TOTALFINAELF

Exercice ⁽¹⁾	2001	2000	1999	1998	1997
(en millions d'euros)					
Chiffre d'affaires	105 318	114 557	42 178	24 333	29 131
Charges d'exploitation	(87 760)	(95 485)	(37 139)	(21 643)	(25 985)
Amortissements courants des immobilisations corporelles	(4 781)	(4 859)	(2 235)	(1 201)	(1 153)
Résultat opérationnel	12 777	14 213	2 804	1 489	1 993
Frais financiers nets	(184)	(440)	(378)	(151)	(113)
Dividendes reçus des participations non consolidées	159	152	76	50	91
Rémunération des actions privilégiées	(19)	(28)	(15)	(9)	(9)
Autres charges et produits	283	(740)	147	(33)	11
Éléments exceptionnels	-	-	(177)	-	-
Impôts	(5 874)	(6 322)	(843)	(366)	(622)
Résultat des sociétés mises en équivalence	1 001	676	61	57	(9)
Résultat de l'ensemble consolidé avant amortissement des écarts d'acquisition	8 143	7 511	1 675	1 037	1 342
Amortissement des écarts d'acquisition	(319)	(303)	(110)	(105)	(131)
Résultat de l'ensemble consolidé	7 824	7 208	1 565	932	1 211
Part des minoritaires	166	304	45	46	51
Résultat net	7 658	6 904	1 520	886	1 160

(1) Les comptes de résultat des années 1997 et 1998 correspondent au Groupe Total seul. Le compte de résultat de l'année 1999 correspond au Groupe Totalfina et le compte de résultat de l'année 2000 et 2001 correspond au Groupe TotalFinaElf.



Informations complémentaires sur l'activité d'hydrocarbures (non auditées)

RÉSERVES D'HYDROCARBURES

Les tableaux ci-après donnent, pour les réserves d'hydrocarbures liquides et pour les réserves d'hydrocarbures gazeux, une estimation par zone géographique des quantités d'huile et de gaz revenant au Groupe aux 31 décembre 2001, 2000 et 1999.

L'analyse porte sur :

- les réserves prouvées développées et non développées, ainsi que sur les variations correspondantes intervenues durant les exercices 2001, 2000 et 1999 ;

- les réserves prouvées développées.

On entend par :

- “Réserves prouvées développées et non développées”, celles qui correspondent à la part que le Groupe s'attend à produire dans le futur, selon des données techniques déjà éprouvées et dans les conditions économiques en vigueur en fin d'année ;

- “Réserves prouvées développées”, celles qui correspondent aux quantités qui pourraient être produites à partir de puits et d'installations déjà existants s'il n'y avait plus d'investissements après la fin de l'exercice.

Ces quantités s'entendent nettes de toutes redevances.

Le calcul technique de ces réserves fait partie d'un processus continu, où les estimations antérieures sont en permanence remises en cause à la suite de nouvelles informations ; ce n'est qu'après plusieurs années de production qu'une évaluation plus assurée des réserves peut être effectuée.

Les estimations des réserves ci-dessous ne tiennent pas compte des quantités qui seraient produites, ou non produites, en cas de variation des conditions économiques ou à la suite d'innovations technologiques.

Les réserves prouvées n'incluent pas les quantités supplémentaires récupérables au-delà de la fin des concessions.

Les réserves prouvées incluent les quantités estimées attribuables au titre des contrats de partage de production. Ces estimations de réserves varient en fonction des prix des hydrocarbures en raison du mode de fonctionnement du remboursement des dépenses prévu au contrat.

Les estimations à fin 2001 ont été établies après la poursuite de l'harmonisation des principes et pratiques au sein du Groupe TotalFinaElf ; les effets relatifs à ces changements n'ont pas d'impact significatif et ont été pris en compte sans modification des réserves pro forma de l'exercice 1999.

ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE LIQUIDES

(en millions de barils)

(en millions de barils)	Filiales consolidées						Sociétés consolidées par mise en équivalence ou non consolidées	Total Groupe
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du Monde	Total		
Réserves prouvées développées et non développées								
Au 31 décembre 1998	1 335	2 233	80	128	740	4 516	1 751	6 267
Révisions des estimations antérieures	113	275	(31)	(13)	(87)	257	(24)	233
Découvertes, extensions, autres	50	204	30	2	687	973	3	976
Acquisitions de réserves en terre	–	–	–	1	–	1	–	1
Cessions de réserves en terre	–	–	(26)	–	(45)	(71)	(2)	(73)
Production de l'année	(150)	(210)	(5)	(10)	(68)	(443)	(93)	(535)
Au 31 décembre 1999	1 348	2 502	48	108	1 227	5 233	1 635	6 868
Révisions des estimations antérieures	(20)	225	(1)	11	112	327	11	338
Découvertes, extensions, autres	29	261	3	1	53	347	–	347
Acquisitions de réserves en terre	3	–	–	–	–	3	–	3
Cessions de réserves en terre	(40)	(22)	(7)	–	(4)	(73)	–	(73)
Production de l'année	(146)	(205)	(3)	(9)	(63)	(426)	(97)	(523)
Au 31 décembre 2000	1 174	2 761	40	111	1 325	5 411	1 549	6 960
Révisions des estimations antérieures	117	250	(5)	(10)	89	441	(40)	401
Découvertes, extensions, autres	34	67	–	2	30	133	–	133
Acquisitions de réserves en terre	–	3	–	–	–	3	–	3
Cessions de réserves en terre	(3)	(2)	–	–	–	(5)	–	(5)
Production de l'année	(152)	(197)	(2)	(9)	(77)	(437)	(94)	(531)
Au 31 décembre 2001	1 170	2 882	33	94	1 367	5 546	1 415	6 961
Part des réserves prouvées développées et non développées des minoritaires								
Au 31 décembre 1998	26	60	–	–	–	86	–	86
Au 31 décembre 1999	36	60	–	–	–	96	–	96
Au 31 décembre 2000	35	56	–	–	–	91	–	91
Au 31 décembre 2001	33	75	–	–	–	108	–	108
Réserves prouvées développées								
Au 31 décembre 1998	845	1 052	22	93	538	2 550	1 661	4 211
Au 31 décembre 1999	975	1 176	14	74	423	2 662	1 570	4 232
Au 31 décembre 2000	824	1 156	9	69	416	2 474	1 023	3 497
Au 31 décembre 2001	870	1 128	6	53	530	2 587	858	3 445

Les réserves mentionnées correspondent à la part Groupe, nette de tout liquide pouvant être prélevé par des tiers au titre de royalties par exemple.

ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE GAZ

(en milliards de pieds cubes)	Filiales consolidées						Sociétés consolidées par mise en équivalence ou non consolidées	Total Groupe
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du Monde	Total		
Réserves prouvées développées et non développées								
Au 31 décembre 1998	7 108	2 504	562	6 335	970	17 479	1 603	19 082
Révisions des estimations antérieures	520	(62)	(85)	654	141	1 168	16	1 184
Découvertes, extensions, autres	553	–	189	25	354	1 121	100	1 221
Acquisitions de réserves en terre	–	–	–	81	–	81	–	81
Cessions de réserves en terre	(24)	–	(28)	–	(50)	(102)	–	(102)
Production de l'année	(625)	(51)	(94)	(312)	(77)	(1 159)	(54)	(1 213)
Au 31 décembre 1999	7 532	2 391	544	6 783	1 338	18 588	1 665	20 253
Révisions des estimations antérieures	510	(135)	26	8	176	585	2	587
Découvertes, extensions, autres	97	236	98	109	734	1 274	75	1 349
Acquisitions de réserves en terre	2	–	–	–	–	2	–	2
Cessions de réserves en terre	(66)	–	(45)	–	–	(111)	–	(111)
Production de l'année	(654)	(122)	(88)	(353)	(91)	(1 308)	(67)	(1 375)
Au 31 décembre 2000	7 421	2 370	535	6 547	2 157	19 030	1 675	20 705
Révisions des estimations antérieures	122	863	(5)	170	67	1 217	97	1 314
Découvertes, extensions, autres	118	746	87	74	307	1 332	–	1 332
Acquisitions de réserves en terre	–	–	–	–	80	80	–	80
Cessions de réserves en terre	(20)	–	–	–	–	(20)	–	(20)
Production de l'année	(675)	(134)	(81)	(407)	(104)	(1 401)	(81)	(1 482)
Au 31 décembre 2001	6 966	3 845	536	6 384	2 507	20 238	1 691	21 929
Part des réserves prouvées développées et non développées des minoritaires								
Au 31 décembre 1998	96	7	–	–	–	103	–	103
Au 31 décembre 1999	138	8	–	–	–	146	–	146
Au 31 décembre 2000	142	7	–	–	–	149	–	149
Au 31 décembre 2001	141	30	–	–	–	171	–	171
Réserves prouvées développées								
Au 31 décembre 1998	4 264	565	308	4 457	671	10 265	857	11 122
Au 31 décembre 1999	5 054	1 824	351	4 664	654	12 547	1 665	14 212
Au 31 décembre 2000	5 336	1 555	334	4 089	701	12 015	1 675	13 690
Au 31 décembre 2001	5 185	1 287	294	3 800	934	11 500	1 660	13 160

Les réserves mentionnées correspondent à la part Groupe, nette de tout liquide pouvant être prélevé par des tiers au titre de royalties par exemple.

ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE LIQUIDES ET DE GAZ

(en millions de barils équivalent pétrole)

(en millions de barils équivalent pétrole)	Filiales consolidées						Sociétés consolidées par mise en équivalence ou non consolidées	Total Groupe
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du Monde	Total		
Réserves prouvées développées et non développées								
Au 31 décembre 1998	2 583	2 672	175	1 209	923	7 562	2 053	9 615
Révisions des estimations antérieures	220	265	(45)	119	(67)	492	(21)	471
Découvertes, extensions, autres	149	204	62	6	753	1 174	22	1 196
Acquisitions de réserves en terre	–	–	–	14	–	14	–	14
Cessions de réserves en terre	(4)	–	(30)	–	(54)	(88)	(2)	(90)
Production de l'année	(259)	(220)	(21)	(66)	(83)	(649)	(102)	(751)
Au 31 décembre 1999	2 689	2 921	141	1 282	1 472	8 505	1 950	10 455
Révisions des estimations antérieures	156	233	6	23	147	565	12	577
Découvertes, extensions, autres	45	308	21	19	189	582	14	596
Acquisitions de réserves en terre	4	–	–	–	–	4	–	4
Cessions de réserves en terre	(51)	(23)	(15)	–	(4)	(93)	–	(93)
Production de l'année	(267)	(228)	(20)	(72)	(80)	(667)	(110)	(777)
Au 31 décembre 2000	2 576	3 211	133	1 252	1 724	8 896	1 866	10 762
Révisions des estimations antérieures	102	416	1	26	92	637	(22)	615
Découvertes, extensions, autres	56	225	16	15	85	397	–	397
Acquisitions de réserves en terre	–	3	–	–	12	15	–	15
Cessions de réserves en terre	(7)	(2)	–	–	–	(9)	–	(9)
Production de l'année	(277)	(223)	(17)	(80)	(95)	(692)	(110)	(802)
Au 31 décembre 2001	2 450	3 630	133	1 213	1 818	9 244	1 734	10 978
Part des réserves prouvées développées et non développées des minoritaires								
Au 31 décembre 1998	42	61	–	–	–	103	–	103
Au 31 décembre 1999	60	61	–	–	–	121	–	121
Au 31 décembre 2000	62	58	–	–	–	120	–	120
Au 31 décembre 2001	58	80	–	–	–	138	–	138
Réserves prouvées développées								
Au 31 décembre 1998	1 597	1 149	74	844	665	4 329	1 901	6 230
Au 31 décembre 1999	1 869	1 497	74	869	542	4 851	1 802	6 653
Au 31 décembre 2000	1 840	1 450	68	768	615	4 741	1 269	6 010
Au 31 décembre 2001	1 822	1 372	62	698	698	4 652	1 171	5 823

Les réserves mentionnées correspondent à la part Groupe, nette de tout liquide pouvant être prélevé par des tiers au titre de royalties par exemple.

ÉLÉMENTS FINANCIERS

Les tableaux présentés dans le cadre du pro forma 1999 avaient été établis selon des principes de présentation harmonisés :

- périmètre géographique : les zones géographiques sont au nombre de cinq : Europe (hors CEI), Afrique, Amérique du Nord, Extrême-Orient et Reste du Monde ;
- périmètre d'activité : les chiffres sont présentés nets des éléments relatifs au transport d'hydrocarbures, ainsi que des coûts de liquéfaction du gaz ;
- les quantités présentées au titre des Réserves et Productions sont nettes de toutes redevances, et les autres prélèvements (essentiellement des taxes à la production) sont classées en "Autres charges".

Les principes et les pratiques comptables ont été ultérieurement harmonisés au sein du Groupe TotalFinaElf ; les effets relatifs à ces changements n'ont pas d'impact significatif sur le périmètre FAS 69 et ont été pris en compte sans modification du FAS 69 pro forma de l'exercice 1999. Jusqu'en 2000, les coûts de développement de l'unité d'upgrading des bruts lourds du projet Sincor au Venezuela étaient inclus dans les coûts induits et les coûts capitalisés au titre de la norme FAS 69. En 2001, le Groupe considère que ces coûts ne relèvent pas de cette norme et les données présentées pour cet exercice les excluent. Les sommes des années 2000 et 1999 n'ont pas été retraitées ; l'impact de ce changement pour ces exercices est présenté avec les tableaux concernés.

RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE PRODUCTION D'HYDROCARBURES

Le tableau qui suit présente les produits et charges directs des opérations de production d'hydrocarbures. Ils n'englobent pas de charges financières.

Dans les comptes consolidés, la part du Groupe dans les résultats des activités de production des sociétés mises en équivalence est reflétée au moyen de facturation interne dans le résultat opérationnel de l'Amont.

		Filiales consolidées					Total
		Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du Monde	
31 décembre 1999							
Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires hors Groupe	1 138	156	109	716	427	2 546
	Chiffre d'affaires Groupe	2 396	3 058	154	125	706	6 439
Chiffre d'affaires TotalFinaElf		3 534	3 214	263	841	1 133	8 985
Coûts de production		(690)	(597)	(63)	(162)	(162)	(1 674)
Charges d'exploration		(103)	(119)	(85)	(28)	(142)	(477)
Amortissements ⁽¹⁾		(1 014)	(734)	(249)	(104)	(359)	(2 460)
Autres charges ⁽²⁾		(82)	(287)	(12)	(5)	(120)	(506)
Résultats avant impôts		1 645	1 477	(146)	542	350	3 868
Impôts sur les bénéfices		(830)	(898)	44	(267)	(113)	(2 064)
Résultats des opérations de production d'hydrocarbures		815	579	(102)	275	237	1 804
31 décembre 2000							
Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires hors Groupe	2 084	462	215	1 313	866	4 940
	Chiffre d'affaires Groupe	4 121	5 407	262	209	1 105	11 104
Chiffre d'affaires TotalFinaElf		6 205	5 869	477	1 522	1 971	16 044
Coûts de production ⁽³⁾		(786)	(531)	(98)	(156)	(255)	(1 826)
Charges d'exploration		(58)	(120)	(156)	(34)	(150)	(518)
Amortissements ⁽¹⁾		(1 173)	(898)	(196)	(160)	(482)	(2 909)
Autres charges ⁽²⁾		(71)	(689)	(16)	(8)	(204)	(988)
Résultats avant impôts		4 117	3 631	11	1164	880	9 803
Impôts sur les bénéfices		(2 358)	(2 255)	(115)	(561)	(340)	(5 629)
Résultats des opérations de production d'hydrocarbures		1 759	1 376	(104)	603	540	4 174
31 décembre 2001							
Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires hors Groupe	2 624	439	81	1 460	1 191	5 795
	Chiffre d'affaires Groupe	3 566	4 548	386	180	684	9 364
Chiffre d'affaires TotalFinaElf		6 190	4 987	467	1 640	1 875	15 159
Coûts de production		(782)	(621)	(119)	(168)	(268)	(1 958)
Charges d'exploration		(52)	(144)	(134)	(16)	(226)	(572)
Amortissements		(1 225)	(905)	(206)	(192)	(455)	(2 983)
Autres charges ⁽²⁾		(79)	(554)	(17)	(15)	(316)	(981)
Résultats avant impôts		4 052	2 763	(9)	1 249	610	8 665
Impôts sur les bénéfices		(2 378)	(1 751)	76	(574)	(277)	(4 904)
Résultats des opérations de production d'hydrocarbures		1 674	1 012	67	675	333	3 761
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence							
Au 31 décembre 1999							136
Au 31 décembre 2000							279
Au 31 décembre 2001							335

(1) Y compris 128 millions d'euros en 1999 au titre de l'application de la norme FAS 121 et 30 millions d'euros d'autres dépréciations en 2000.

(2) Taxes à la production.

(3) Y compris 57 millions d'euros de coûts liés à la fusion en 2000.

COÛTS INDUITS

Le tableau qui suit présente les coûts induits par les acquisitions de permis, les activités d'exploration et de développement d'hydrocarbures : ils comprennent à la fois les coûts capitalisés et ceux passés en charges.
Les coûts induits par l'unité d'upgrading du projet Sincor inclus pour 2000 et 1999 dans la colonne ci-dessous "Reste du Monde" se montent respectivement à 416 millions d'euros et 339 millions d'euros. Hormis ces coûts, les coûts induits se seraient élevés respectivement à 1 381 millions d'euros et 902 millions d'euros au lieu de 1 797 millions d'euros et 1 241 millions d'euros pour la zone Reste du Monde, et 4 390 millions d'euros et 4 278 millions d'euros au lieu de 4 806 millions d'euros et 4 617 millions d'euros pour le total des filiales consolidées.

(en millions d'euros)	Filiales consolidées					Total
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du Monde	
31 décembre 1999						
Acquisition des permis prouvés	–	3	1	–	2	6
Acquisition des permis non prouvés	1	202	21	1	1	226
Coûts d'exploration	96	193	135	28	181	633
Coûts de développement	1 283	934	158	320	1 057	3 752
Total	1 380	1 332	315	349	1 241	4 617
31 décembre 2000						
Acquisition des permis prouvés	4	–	–	3	–	7
Acquisition des permis non prouvés	–	5	11	–	–	16
Coûts d'exploration	58	246	170	34	213	721
Coûts de développement	1 225	920	182	151	1 584	4 062
Total	1 287	1 171	363	188	1 797	4 806
31 décembre 2001						
Acquisition des permis prouvés	–	13	–	–	12	25
Acquisition des permis non prouvés	–	10	2	10	131	153
Coûts d'exploration	83	214	110	17	346	770
Coûts de développement	1 222	1 218	364	191	1 150	4 145
Total	1 305	1 455	476	218	1 639	5 093
Part des filiales du Groupe dans les coûts induits d'acquisition, d'exploration et de développement de l'activité hydrocarbures des sociétés mises en équivalence :						
Au 31 décembre 1999						82
Au 31 décembre 2000						105
Au 31 décembre 2001						132

COÛTS CAPITALISÉS

Les coûts capitalisés représentent les montants des droits miniers prouvés et non prouvés et comprennent les actifs industriels et installations ainsi que les amortissements correspondants.

Les coûts capitalisés pour l'unité d'upgrading du projet Sincor inclus en 2000 et 1999 dans la colonne ci-dessous "Reste du Monde" se montent respectivement à 878 millions d'euros et 462 millions d'euros. Ils comprennent les coûts induits de ces années ainsi que ceux capitalisés en 1997 et 1998. Hormis ces coûts, les coûts nets capitalisés se seraient élevés respectivement à 3 502 millions d'euros et 2 538 millions d'euros au lieu de 4 380 millions d'euros et 3 000 millions d'euros pour la zone Reste du Monde, et 20 852 millions d'euros et 19 440 millions d'euros au lieu de 21 730 millions d'euros et 19 902 millions d'euros pour le total des filiales consolidées.

(en millions d'euros)	Filiales consolidées					Total
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du Monde	
31 décembre 1999						
Relatifs à des réserves prouvées	24 613	14 226	1 809	2 221	3 969	46 838
Relatifs à des réserves non prouvées	97	786	413	60	186	1 542
Total	24 710	15 012	2 222	2 281	4 155	48 380
Amortissements cumulés	(16 143)	(9 141)	(1 429)	(610)	(1 155)	(28 478)
Coûts nets capitalisés	8 567	5 871	793	1 671	3 000	19 902
Au 31 décembre 2000						
Relatifs à des réserves prouvées	23 072	16 276	1 693	2 595	5 848	49 484
Relatifs à des réserves non prouvées	127	996	303	38	279	1 743
Total	23 199	17 272	1 996	2 633	6 127	51 227
Amortissements cumulés	(14 916)	(10 701)	(1 315)	(818)	(1 747)	(29 497)
Coûts nets capitalisés	8 283	6 571	681	1 815	4 380	21 730
Au 31 décembre 2001						
Relatifs à des réserves prouvées	23 637	18 149	1 964	2 512	6 919	53 181
Relatifs à des réserves non prouvées	149	1065	247	50	458	1 969
Total	23 786	19 214	2 211	2 562	7 377	55 150
Amortissements cumulés	(16 088)	(12 442)	(1 348)	(771)	(3 071)	(33 720)
Coûts nets capitalisés	7 698	6 772	863	1 791	4 306	21 430
Quote-part des coûts nets capitalisés des sociétés mises en équivalence						
Au 31 décembre 1999						629
Au 31 décembre 2000						752
Au 31 décembre 2001						853

CALCUL DES CASH-FLOWS NETS FUTURS ACTUALISÉS (TRANSPORT EXCLUS)

Le calcul des cash-flows nets futurs actualisés générés par les réserves prouvées a été effectué selon les principes suivants :

- prix courants : les revenus escomptés sont valorisés sur la base des prix affichés le 31 décembre ;
- coûts de production et de développement courants : les coûts futurs relatifs aux productions des réserves prouvées sont basés sur les conditions techniques et économiques existant en fin d'année et réputées stables. Les coûts de production, contrairement au tableau des Résultats des opérations, comprennent les taxes à la production ;
- impôts sur les bénéfices : les estimations des impôts sont calculées en fonction des législations fiscales locales existantes en fin d'année et tiennent compte des différences permanentes et des crédits d'impôts futurs ;

– actualisation : les cash-flows nets futurs sont actualisés au taux standard de 10 %.

Ces principes d'application sont ceux requis par le FAS 69, et ne reflètent pas nécessairement les perspectives de revenus réels pouvant provenir de ces réserves, ni leur valeur actuelle : ils ne constituent donc pas des critères de décision d'investissement. Une meilleure estimation de la valeur actuelle des réserves doit prendre également en considération, entre autres facteurs, la part des réserves déjà découvertes mais non encore qualifiées de réserves prouvées, l'intégration de modifications futures dans les prix et les coûts, et un taux d'actualisation plus représentatif de la valeur temps du coût de l'argent et des risques inhérents aux calculs des réserves estimées.

(en millions d'euros)

(en millions d'euros)	Filiales consolidées					Total
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du Monde	
31 décembre 1999						
Revenus (nets de redevances) futurs	48 743	66 389	2 271	21 659	29 240	168 302
Coûts de production futurs	(9 366)	(11 951)	(357)	(2 935)	(6 554)	(31 163)
Coûts de développement futurs	(4 044)	(8 647)	(496)	(1 918)	(3 751)	(18 856)
Cash-flows nets futurs, avant impôts	35 333	45 791	1 418	16 806	18 935	118 283
Impôts futurs	(19 798)	(28 491)	(320)	(7 418)	(5 934)	(61 961)
Cash-flows nets futurs, après impôts	15 535	17 300	1 098	9 388	13 001	56 322
Actualisation à 10 %	(5 583)	(8 217)	(421)	(4 864)	(7 153)	(26 238)
Calcul normalisé des cash-flows nets futurs actualisés	9 952	9 083	677	4 524	5 848	30 084
Au 31 décembre 2000						
Revenus (nets de redevances) futurs	55 763	66 026	5 779	23 464	32 918	183 950
Coûts de production futurs	(6 983)	(12 219)	(290)	(3 508)	(8 110)	(31 110)
Coûts de développement futurs	(3 947)	(9 196)	(680)	(2 340)	(3 047)	(19 210)
Cash-flows nets futurs, avant impôts	44 833	44 611	4 809	17 616	21 761	133 630
Impôts futurs	(24 510)	(27 969)	(1 318)	(7 809)	(10 043)	(71 649)
Cash-flows nets futurs, après impôts	20 323	16 642	3 491	9 807	11 718	61 981
Actualisation à 10 %	(7 958)	(8 014)	(1 159)	(5 034)	(6 271)	(28 436)
Calcul normalisé des cash-flows nets futurs actualisés	12 365	8 628	2 332	4 773	5 447	33 545
Au 31 décembre 2001						
Revenus (nets de redevances) futurs	48 279	60 535	2 356	20 072	25 636	156 878
Coûts de production futurs	(7 628)	(12 452)	(478)	(3 386)	(7 183)	(31 127)
Coûts de développement futurs	(5 691)	(10 687)	(741)	(2 776)	(2 964)	(22 859)
Cash-flows nets futurs, avant impôts	34 960	37 396	1 137	13 910	15 489	102 892
Impôts futurs	(19 818)	(22 449)	(106)	(6 281)	(4 271)	(52 925)
Cash-flows nets futurs, après impôts	15 142	14 947	1 031	7 629	11 218	49 967
Actualisation à 10 %	(4 909)	(7 464)	(434)	(3 779)	(5 587)	(22 173)
Calcul normalisé des cash-flows nets futurs actualisés	10 233	7 483	597	3 850	5 631	27 794
Part Groupe des cash-flows nets futurs des sociétés mises en équivalence						
Au 31 décembre 1999						1 751
Au 31 décembre 2000						2 511
Au 31 décembre 2001						2 247

PRINCIPALES ORIGINES DES VARIATIONS DES CASH-FLOWS NETS FUTURS ACTUALISÉS

(en millions d'euros)	2001	2000	1999
Cash-flows nets futurs actualisés au 1^{er} janvier	33 545	30 084	9 284
Ventes nettes des coûts de production et autres charges	(12 220)	(13 250)	(7 174)
Variation des prix et des coûts de production et autres charges	(11 190)	11 867	30 796
Extensions, découvertes et amélioration de la récupération	932	2 065	6 945
Variation des estimations des coûts de développement futurs	(2 285)	(1 019)	(2 570)
Coûts de développement de l'année	4 145	4 062	2 885
Révisions des estimations précédentes des quantités	(235)	1 965	3 416
Imputation de l'actualisation à 10 %	3 355	3 008	1 198
Variation nette des impôts sur les bénéfices	11 734	(4 688)	(19 326)
Acquisitions de réserves en terre	(5)	76	3 040
Cessions de réserves en terre	18	(625)	(313)
Variation des rythmes de production et autres	–	–	1 903
Fin de l'année	27 794	33 545	30 084

Risques de l'émetteur

1. RISQUES DE MARCHÉ

Sensibilité aux paramètres d'environnement

Les résultats de TotalFinaElf sont sensibles à différents facteurs parmi lesquels les plus significatifs sont le prix du pétrole et du gaz naturel généralement exprimés en dollars, et les taux de change, notamment celui du dollar par rapport à l'euro.

D'une manière générale, une hausse des prix du pétrole a un effet positif sur les résultats du Groupe du fait de la meilleure valorisation de la production pétrolière. Inversement, une baisse des prix du pétrole se traduit par une dégradation des résultats. Au titre de l'année 2002, le Groupe estime ainsi qu'une appréciation du cours du pétrole Brent de 1 dollar par baril entraînerait une amélioration du résultat net de l'année d'environ 0,27 milliard d'euros, et inversement. L'impact d'une variation des prix du pétrole sur les activités de l'Aval et de la Chimie de base dépend de la rapidité avec laquelle s'ajustent les prix des produits finis de ces deux secteurs. Le Groupe estime qu'une appréciation des marges de raffinage TRCV Europe Ouest de 1 \$ par tonne entraînerait une amélioration du résultat net de l'année de 0,08 milliard d'euros.

Toutes les activités du Groupe sont sensibles à des titres divers et dans des proportions variables aux évolutions de la parité du dollar contre l'euro. Une appréciation du dollar par rapport à l'euro de 0,10 dollar par euro engendrerait une amélioration du résultat net de l'année d'environ 0,63 milliard d'euros, et inversement.

Les résultats du Groupe, notamment dans la Chimie, sont également sensibles à la conjoncture économique.

Risques relatifs aux marchés des hydrocarbures

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe est conduit à intervenir largement sur les marchés afin d'optimiser l'écoulement de ses productions et l'approvisionnement de ses raffineries.

L'activité de négoce d'hydrocarbures a porté en 2001 sur un peu plus de 5 Mbep/j de mouvements physiques dont 4,2 ont concerné du pétrole brut. Le Groupe n'a pas pour politique de vendre à terme des productions futures d'hydrocarbures. Toutefois, dans son activité de négoce, le Groupe est amené à utiliser des instruments dérivés tels que les futures, forwards, swaps et options, tant sur les marchés organisés que sur les marchés de gré à gré. Compte tenu de la politique mise en œuvre par le Groupe, les risques de marché encourus s'analysent essentiellement comme des risques de prix relatifs, résultant de positions adossées

portant sur des qualités, des indices ou des échéances. La valeur notionnelle des instruments dérivés ainsi que leur valeur de marché au 31 décembre 2001 sont présentées en note annexe aux États financiers consolidés.

Pour la mesure du risque de marché relatif aux prix d'hydrocarbures découlant des activités décrites ci-dessus, le Groupe a mis en œuvre une méthode d'évaluation de "valeur en risque". Selon cette méthode, concernant les activités de trading de pétrole brut et de produits pétroliers, la probabilité est de 97,5 % que la variation journalière de résultat induite par les fluctuations favorables ou défavorables du marché soit inférieure à 7,7 millions d'euros sur la base des positions au 31 décembre 2001. Par ailleurs, la valeur en risque moyenne constatée sur l'année 2001 est de 7,2 millions d'euros. Concernant les activités de trading de gaz naturel, la valeur en risque au 31 décembre 2001 est non significative.

Le Groupe met en œuvre une politique rigoureuse de gestion et de surveillance de ces risques de marché. Celle-ci s'appuie, d'une part, sur une séparation des fonctions d'engagement des opérations et des fonctions de contrôle et, d'autre part, sur un système d'information intégré qui permet un suivi en temps réel des activités. Des limites d'intervention sont approuvées par le Comité Exécutif et font l'objet d'un contrôle quotidien. Afin de garantir la souplesse des interventions et la liquidité des positions, les activités de couverture sont conduites avec des contreparties nombreuses et indépendantes, telles que les autres sociétés pétrolières, les grands consommateurs d'énergie et les institutions financières. Un dispositif de limites par contrepartie est mis en œuvre et un suivi régulier des encours par contrepartie est effectué.

Le Groupe a indiqué le 29 novembre 2001 que son exposition envers la société ENRON était inférieure à 25 millions de dollars et avoir arrêté toute activité de trading avec cette société depuis l'annonce de ses difficultés financières.

Risques relatifs aux marchés financiers

La gestion des risques relatifs aux activités de trésorerie et aux instruments financiers de taux et de change obéit à des règles strictes définies par la Direction du Groupe et qui prévoient la centralisation systématique par la Direction Financement-Trésorerie des liquidités, des positions et de la gestion des instruments financiers.

La gestion s'organise autour d'un département "Salle des marchés" spécialisé dans l'intervention sur les marchés financiers de change et de taux d'intérêt. Le département "Contrôle – Gestion des Flux" assure la surveillance quotidienne des limites, des positions, et effectue la validation des résultats. Il procède à la valorisation de

la valeur de marché et, le cas échéant, effectue des analyses de sensibilité. Le Groupe n'utilise que des instruments dérivés simples.

Gestion du risque de change

Le Groupe s'efforce de minimiser le risque de change de chaque entité par rapport à sa devise de compte (principalement l'euro, le dollar US, la livre sterling et la couronne norvégienne).

Pour le risque de change généré par l'activité commerciale, la couverture des revenus et coûts en devises étrangères s'effectue essentiellement par des opérations de change au comptant et parfois à terme. Le Groupe ne couvre que rarement des flux prévisionnels et, dans ce cas, il peut avoir recours à des options.

Quant au risque de change lié aux actifs à long terme en devises étrangères, le Groupe s'efforce de réduire le risque de change associé, en adossant un financement dans la même devise. La dette à long terme en devises compense alors partiellement la position économique générée. L'exposition nette au risque de change est suivie régulièrement, en référence à un dispositif de limites définies par la Direction du Groupe.

Gestion de la position de taux à court terme et des liquidités

La position courante, principalement constituée d'euros et de dollars US, est gérée selon les objectifs principaux fixés par la Direction du Groupe (maintenir une liquidité maximale, optimiser le revenu des placements en fonction de la courbe de taux, minimiser le coût d'emprunt), dans le cadre d'une gestion à horizon inférieur à douze mois et sur la base

d'une référence de taux au jour le jour, notamment par l'intermédiaire de swaps de taux à court terme.

Compte tenu de l'importance de la position courante en euros, les disponibilités sont placées soit directement en euros, soit en devises, par l'intermédiaire de swaps de devises à court terme, sans modification de la position de change.

Gestion du risque de taux sur la dette à long terme

La politique du Groupe vise à s'endetter majoritairement à taux variable, afin de faire face aux variations importantes des cash-flows, dues aux effets de l'environnement (prix du pétrole et parité du dollar contre l'euro).

Les exceptions à cette règle font l'objet d'une autorisation du Comité Exécutif.

Des swaps de taux et de change à long terme peuvent être adossés, à l'émission, aux emprunts obligataires, afin de créer une dette synthétique à taux variable. Pour modifier partiellement la structure de taux d'intérêts de la dette à long terme, TotalFinaElf peut également conclure des swaps de taux d'intérêt à long terme.

Sensibilité aux risques de taux d'intérêt et aux risques de change

Le tableau ci-après présente l'impact potentiel sur la valeur de marché des instruments financiers en vie au 31 décembre 2001 d'une translation d'une amplitude de 10 % des courbes de taux d'intérêt dans chacune des devises.

(en millions d'euros)

	31 Décembre 2001			
	Valeur comptable	Valeur de marché estimée	Variation de la valeur de marché après translation des taux d'intérêt de +10 % (non audité)	Variation de la valeur de marché après translation des taux d'intérêt de -10 % (non audité)
Bilan				
Emprunts obligataires (avant swaps)	6 528	6 832	(117)	121
Swaps d'émission ⁽¹⁾	–	465	95	(98)
Emprunts bancaires à taux fixes	548	485	(6)	11
Part à moins d'un an des dettes financières long terme (hors crédit-bail)	477	471	(2)	2
Hors-bilan				
Garanties bancaires	–	(49)	2	(1)
Swaps de couverture d'emprunts obligataires	–	(13)	(20)	21
Swaps de taux et de change long terme	–	14	(2)	2
Swaps de taux long terme	–	(3)	(2)	3
Swaps de taux court terme	–	–	2	(1)
Swaps de change	–	(5)	0	1
Contrats à terme de devises	–	8	1	1

(1) Les swaps d'émission sont spécifiquement adossés aux emprunts obligataires. La valeur de marché de ces swaps doit donc être intégrée dans une valeur globale des emprunts obligataires.

Une part très significative de ses actifs et de sa dette étant libellée en dollars, la sensibilité du Groupe, au cours des devises étrangères, est essentiellement affectée par l'évolution de cette devise. Sur la base des comptes à fin 2001 et après effet des contrats de swaps de devises, une hausse de 10 % du dollar contre euro, augmenterait l'endettement long terme du Groupe d'environ 758 millions d'euros.

Gestion du risque de contrepartie

Toute contrepartie bancaire avec laquelle le Groupe souhaite travailler doit avoir été préalablement autorisée après appréciation de la solidité financière de la contrepartie, et de sa notation par les agences Standard & Poor's et Moody's, notation qui doit être de première qualité.

Une limite globale d'encours autorisée est définie pour chaque banque et répartie entre les filiales et la Trésorerie Groupe en fonction de leurs besoins.

Risques relatifs aux marchés boursiers

Le Groupe détient un ensemble de participations dans les sociétés cotées (cf. notes 7 et 8 aux comptes consolidés) dont la valeur boursière totale fluctue en fonction de la tendance des marchés boursiers mondiaux, de la valorisation

des secteurs d'activité respectifs auxquels ces sociétés appartiennent et des données économiques et financières propres à chacune des sociétés.

2. RISQUES JURIDIQUES ET INDUSTRIELS

Aspects juridiques des activités d'exploration et de production

TotalFinaElf mène des activités d'exploration et de production dans un grand nombre de pays différents, ce qui oblige le Groupe à se soumettre à un éventail très diversifié de législations et autres formes de réglementations. Celles-ci touchent quasiment tous les aspects liés aux activités d'exploration et de production, notamment tout ce qui a trait à la durée d'occupation des sols, aux taux de production, aux redevances à acquitter, à la fixation des prix, à la protection de l'environnement, aux exportations, à la fiscalité et aux taux de change. Les modalités des contrats de bail, licences et autres accords en vertu desquels le Groupe détient ses intérêts gazières et pétroliers varient d'un pays à l'autre. Ces contrats de bail, licences et autres accords sont en règle générale octroyés par un gouvernement ou une société d'État, ou conclus avec une entité de la sorte ; certains

contrats sont parfois conclus avec des particuliers, propriétaires privés. Ces arrangements prennent d'ordinaire la forme de licences ou de contrats de partage de production.

Les licences (ou concessions) autorisent leur détenteur à explorer ou à exploiter une découverte à des fins commerciales. Au titre d'une licence, c'est le détenteur de celle-ci qui assume les risques liés aux activités d'exploration, de développement et de production et c'est encore lui qui pourvoit au financement de ces opérations. En principe, le détenteur de la licence est autorisé à recevoir la totalité de la production, déduction faite de toutes les redevances payables en nature. Le détenteur d'une licence est en général tenu d'acquitter un impôt sur la production ou de verser des redevances au titre de celle-ci, qui peuvent prendre la forme de liquidités ou être versées en nature. En outre, dans certains cas, le gouvernement ou la société d'État peut prendre une participation dans la concession. Dans quelques cas plus rares, le gouvernement ou la société d'État dispose d'une option d'achat sur une partie de la production.

Les contrats de partage de production conclus avec un gouvernement ou une société d'État obligent, en général, TotalFinaElf à assurer la totalité du financement des activités d'exploration et de production et en assumer tous les risques, en échange d'une partie de la production déduction faite des redevances, le cas échéant. En général, un pourcentage fixe ou variable de cette production est réservé à TotalFinaElf aux fins de récupérer ses coûts (cost oil) et le solde (profit oil) est partagé avec le gouvernement ou la société d'État sur une base fixe ou en fonction des volumes. Dans certains cas, le droit dont dispose TotalFinaElf de récupérer son "cost oil" est limité par une obligation en vertu de laquelle le "cost oil" ne peut pas dépasser un pourcentage maximum de la production. Ce droit est également limité, dans certains cas, par une obligation d'amortissement des coûts engagés par TotalFinaElf sur une période de temps définie. En outre, la marge bénéficiaire de TotalFinaElf peut également être limitée en cas de hausse du prix du pétrole pour cause d'obligations de paiements supplémentaires. Dans certains cas, le gouvernement ou la société d'État participe aux droits et obligations de TotalFinaElf et partage les coûts de développement et de production. Cette participation peut être commune à l'ensemble d'une zone ou être revue au cas par cas, en fonction des champs.

Dans certains pays, des licences spéciales sont requises pour mener des activités d'exploration et de production ; une licence de production porte parfois sur une partie limitée de la zone couverte par la licence d'exploration. Les licences d'exploration et licences de production sont en général concédées pour une période de temps définie (à l'exception des licences de production aux États-Unis en vigueur jusqu'à l'arrêt de la production). La durée des licences de TotalFinaElf

et l'éventualité de leur renouvellement varient selon les régions.

Dans certains pays, TotalFinaElf se voit dans l'obligation de renoncer à une partie du terrain couvert par une licence, ce désistement étant présenté comme une condition préalable au renouvellement de la licence. TotalFinaElf peut également se trouver dans l'obligation d'abandonner des terrains (ou de renoncer à une licence) dans d'autres circonstances. Parmi ces circonstances, variables selon les régions, figure le défaut d'obtention d'une licence de production dans un délai donné ou le défaut de disposer d'un projet de développement de champ dûment approuvé dans un délai défini. TotalFinaElf estime que ces obligations n'ont nullement affecté ses opérations de manière conséquente.

En règle générale, TotalFinaElf est tenu d'acquitter l'impôt sur le revenu au titre des recettes générées par ses activités de production (que ce soit dans le cadre d'une licence ou d'un contrat de partage de production). En outre, selon la région géographique, les activités de production de TotalFinaElf peuvent être assujetties à un ensemble d'impôts, de taxes et autres prélèvements, notamment des taxes spéciales sur les produits pétroliers et un impôt sur le revenu. Les impôts applicables sur les bénéfices et les activités liés à la production de gaz et de pétrole peuvent également être d'un montant largement supérieur à ceux imposés sur les autres types d'activité commerciale.

Risques associés à des facteurs économiques et politiques

Le secteur pétrolier est soumis à diverses réglementations et à l'intervention de gouvernements dans le monde entier, sur des questions aussi variées que :

- l'attribution des marchés, en termes d'exploration et de production ;
- l'imposition d'obligations spéciales en matière de forage ;
- des mesures de contrôle relatives à la protection de l'environnement ;
- le contrôle des prix ;
- le contrôle du développement et de l'abandon d'un champ (dont des restrictions sur la production) ;
- des restrictions, des obligations ou des sanctions imposées aux sociétés du fait de conditions relatives à la propriété, de leurs affiliations ou de leurs activités dans d'autres pays étrangers ; et
- l'éventualité d'une nationalisation, d'une expropriation ou d'une annulation de droits contractuels.

Le secteur pétrolier est également soumis au paiement de redevances et de taxes qui tendent à être plus élevées que celles appliquées à d'autres activités commerciales.

TotalFinaElf détient notamment une part importante de ses réserves pétrolières dans des pays en dehors de l'Union européenne et du continent nord-américain, dont certains peuvent être considérés comme des pays instables au plan politique et économique. Ces réserves et les activités qui y sont associées sont ainsi soumises à certains risques, parmi lesquels :

- l'augmentation des taxes et redevances ;
- la mise en place de quotas de production et d'exportation ;
- la renégociation des contrats ;
- la nationalisation ou re-nationalisation d'actifs ;
- d'autres risques liés aux changements de régime de gouvernement au niveau local et aux bouleversements susceptibles d'en découler en matière de pratiques commerciales ;
- des retards de paiement ;
- des restrictions de change, et
- des pertes et dépréciations d'activités du fait d'actions de groupes terroristes ou rebelles.

TotalFinaElf, à l'instar de plusieurs autres grandes compagnies pétrolières internationales, s'efforce de mener ses activités et ses opérations financières, tout en se protégeant contre ces risques économiques et politiques. Toutefois, il est impossible de garantir que de tels événements n'aient pas de conséquences négatives pour le Groupe, car les obligations imposées par ce type de lois et de réglementations sont souvent sujettes à variation ; quant aux actes terroristes, ils sont impossibles à prévoir.

En août 1996, les États-Unis ont adopté le *Iran and Libya Sanctions Act* (ci-après "ILSA" ou loi de sanctions à l'encontre de l'Iran et de la Libye), en vertu duquel le Président des États-Unis est tenu d'imposer deux sanctions ou plus parmi celles énumérées, à l'encontre de toute personne physique ou morale, quelle que soit sa nationalité, réalisant des investissements d'une valeur au moins égale à 20 millions de dollars en Iran et au moins égale à 40 millions de dollars dans le cas de la Libye – ces investissements ayant pour effet direct de développer la capacité de l'un de ces deux pays à accroître leurs ressources respectives en pétrole. TotalFinaElf s'est engagé dans des activités dans ces deux pays. En mai 1998, le Département d'État américain a décidé que l'investissement effectué par TotalFinaElf, Gazprom et Petronas sur le champ gazier et de condensats de South Pars en Iran constituait une activité relevant de l'ILSA. Dans le même temps, il a fait part de sa décision de renoncer aux sanctions eu égard à cet investissement au titre de l'alinéa 9(c) de l'ILSA. Ce renoncement aux sanctions s'applique uniquement à certaines activités de TotalFinaElf sur le champ de South Pars et ne concerne pas les autres activités de TotalFinaElf en Iran et en Libye. L'ILSA a été renouvelée pour une période de cinq ans en août 2001. TotalFinaElf ne peut prévoir les interprétations futures ou la politique d'application, qui seront adoptées par

les autorités américaines, concernant les autres investissements du Groupe tombant sous le coup de l'ILSA.

Au niveau des résultats 2001 de l'ensemble du Groupe, l'impact financier des conséquences de la dévaluation récente du peso argentin n'est pas significatif et n'a pas fait l'objet de provision. Il est toutefois possible que l'évolution de la situation en Argentine ait des conséquences significatives sur les opérations du Groupe dans ce pays, elles-mêmes limitées à l'échelle du Groupe.

Risques liés à l'exploration et la production pétrolières et gazières

L'exploration et la production de pétrole et de gaz impliquent des niveaux d'investissement élevés et sont associées à des risques et à des opportunités économiques spécifiques. Ces activités sont soumises à des risques liés notamment aux caractéristiques physiques d'un champ pétrolier ou gazier. Parmi ces risques opérationnels, figurent des éruptions de pétrole brut et de gaz naturel, des explosions, la découverte de poches d'hydrocarbures présentant une pression anormale, la formation de cratères, des fuites et incendies d'hydrocarbures. Tous ces événements sont susceptibles d'endommager, voire de détruire, les puits de pétrole brut et de gaz naturel, ainsi que les installations attenantes, de porter atteinte à des vies humaines ou à des biens, d'entraîner une interruption d'activité, de provoquer des dommages sur l'environnement et, par voie de conséquence, d'engager éventuellement la responsabilité de TotalFinaElf. Conformément aux pratiques habituelles du secteur, TotalFinaElf est assuré contre un certain nombre de ces risques et pertes, mais pas la totalité d'entre eux.

En outre, ces activités impliquent des incertitudes liées à l'estimation des quantités de réserves prouvées et potentielles, ainsi qu'à l'estimation des capacités de production, de même que des incertitudes liées à la capacité de maîtrise des coûts unitaires en matière d'exploration, de production, de raffinage et de distribution. La quasi-totalité des activités d'exploration et de développement entreprises par TotalFinaElf sont assorties d'un haut niveau de risque de perte du capital investi. Il est impossible de garantir que de nouvelles ressources de pétrole brut ou de gaz naturel seront découvertes pour remplacer les réserves actuellement développées, produites et commercialisées ni, dans le cas de nouvelles réserves avérées, que leur quantité sera suffisante pour permettre à TotalFinaElf de récupérer les sommes importantes consacrées à leur acquisition, leur découverte et leur développement.

Les activités de développement de champs pétroliers, construction et forage sont soumises à de nombreux risques, y compris le risque qu'aucune réserve de pétrole ou de gaz naturel, productive au plan commercial ne soit découverte.

Les coûts de forage, de réalisation et d'exploitation de puits sont souvent incertains. Les activités de TotalFinaElf peuvent être limitées, retardées ou annulées du fait de nombreux facteurs, parmi lesquels figurent des problèmes de titres de propriété, les conditions météorologiques, le respect des réglementations gouvernementales, ainsi que des pénuries ou des retards de livraison de matériels.

Risques liés aux secteurs Aval et Chimie

Les secteurs Aval et Chimie de TotalFinaElf sont soumis à des réglementations gouvernementales importantes, en particulier dans le domaine des lois anti-trust, sur la concurrence, la protection de l'environnement et la sécurité industrielle. Les risques opérationnels sont de nature très différente puisqu'ils peuvent concerner des secteurs d'activités très variés, comme le raffinage/pétrochimie, la chimie des intermédiaires, la chimie fine ou de spécialités. Parmi ces risques opérationnels figurent notamment des explosions ou incendies d'hydrocarbures ou de produits pétroliers et chimiques. De même, la nature des risques liés au transport dépend non seulement des potentiels de danger des produits transportés mais aussi des modes de transport utilisés (principalement pipelines, maritimes, fluviaux-maritimes, rail, route, rail-route) et enfin des quantités concernées.

TotalFinaElf s'efforce de minimiser les risques inhérents à ces activités par la mise en place d'organisations performantes, de systèmes de management de la qualité, de la sécurité et de l'environnement, par la réalisation d'audits rigoureux et par une politique d'investissements active. De plus, compte tenu de la variété des produits transportés, le pôle chimie veille à ce que ceux-ci soient stockés, conditionnés, manutentionnés et transportés dans les meilleures conditions de sécurité et par des prestataires sélectionnés en fonction de critères élaborés au sein des organisations professionnelles.

TotalFinaElf a souscrit à des assurances contre certains de ces risques et pertes, mais celles-ci ne suffiraient pas à couvrir tous les risques potentiels inhérents aux activités du Groupe en la matière. Le pôle raffinage et chimie subit par ailleurs d'importantes variations de l'offre et de la demande sur de nombreux marchés. Il en résulte une volatilité de ses résultats. Certains de nos produits sont également soumis à un risque commercial lié à des sinistres, concernant des produits défectueux notamment.

Bien que nous estimions que tout coût ou engagement raisonnablement prévisible en liaison avec les points mentionnés ci-dessus n'aura pas de conséquences significatives importantes sur notre situation financière consolidée, sur notre résultat d'exploitation ou sur la liquidité, il est impossible de garantir que de tels coûts ou engagements ne risquent pas d'entraîner des conséquences négatives significatives sur nos activités à l'avenir.

Grande Paroisse

Une explosion est survenue le 21 septembre 2001 dans une usine de la société Grande Paroisse, située à Toulouse, France. L'activité principale de Grande Paroisse, une filiale détenue par le Groupe à 79,85%, réside dans la production et la commercialisation d'engrais pour le marché de l'agriculture. L'explosion s'est produite dans une zone de stockage de l'usine où étaient entreposés des granulés de "nitrate d'ammonium" déclassés et a détruit une partie du site provoquant un arrêt immédiat des productions et une mise en sécurité des installations. Cette explosion a entraîné la mort de 30 personnes et de nombreux blessés ainsi que des dommages matériels importants dans une partie de la ville de Toulouse.

Des enquêtes sur les causes de l'accident sont en cours. En application de l'article 1384 alinéa 1 du code civil, la responsabilité civile de Grande Paroisse est présumée entière dans un premier temps, entraînant pour cette société l'obligation d'indemniser les tiers pour les dommages (corporels, matériels et autres) subis tant que cette responsabilité n'est pas éventuellement infirmée. À ce stade préliminaire de la procédure, l'entreprise estime que le montant des demandes d'indemnisation des tiers pourrait atteindre 1,8 milliard d'euros, excédant de 0,95 milliard d'euros la couverture d'assurance dont elle bénéficie au titre de ses polices responsabilité civile (0,85 milliard d'euros). Une provision brute de 941 millions d'euros a été enregistrée dans les comptes du Groupe dont l'impact en résultat net (part du Groupe) est de 597 millions d'euros.

Enquêtes sur la concurrence

Au cours de l'exercice 2000, Atofina Chemicals, Inc., société de droit américain, filiale du Groupe, a fait l'objet de la part des autorités judiciaires américaines de Californie du Nord de trois demandes d'informations relatives à certaines pratiques commerciales dans l'industrie chimique. Ces demandes d'informations avaient pour objet de déterminer si les pratiques en question étaient susceptibles de constituer des infractions civiles et/ou pénales à la législation en matière de concurrence. La Commission européenne a également procédé à des demandes similaires auprès d'Atofina S.A., société de droit français, filiale du Groupe. Au début de l'exercice 2002, Atofina S.A. a transigé avec le Département de Justice américain en acceptant de payer une amende de \$ 8,5 millions. Par ailleurs, trois employés d'Atofina S.A. font l'objet d'une procédure pénale.

Bien qu'il ne soit pas possible à l'heure actuelle de déterminer avec certitude l'issue des investigations décrites dans les deux sous-sections ci-dessus, le Groupe considère que leurs conclusions ne devraient pas avoir, dans le futur, d'impact défavorable significatif sur sa situation financière, ses flux de trésorerie ou sur ses résultats.

3. RISQUES LIÉS À L'ENVIRONNEMENT

TotalFinaElf est soumis à un large éventail de législations et de réglementations en matière d'environnement, notamment au niveau de l'usage du sol, des émissions dans l'atmosphère, des rejets dans les eaux et de la production, du traitement, du stockage, du transport, de la transformation et de la destruction des déchets. Malgré l'impact croissant des lois et réglementations en matière d'environnement sur les activités de TotalFinaElf dans la quasi-totalité des pays où le Groupe est présent, il est impossible de prévoir avec précision l'effet des développements futurs de ces lois et réglementations sur les résultats et les activités de TotalFinaElf à l'avenir. Certains risques de coûts et engagements liés à l'environnement sont tout particulièrement inhérents aux opérations et produits de TotalFinaElf dans ses activités amont, aval et chimie, comme c'est le cas pour d'autres sociétés engagées dans des activités similaires. Il est impossible d'exclure l'éventualité de coûts et engagements importants suite à une contamination accidentelle ou en rapport avec des activités présentes ou passées. Toutefois, TotalFinaElf ne prévoit actuellement pas de conséquence négative importante sur sa situation financière consolidée du fait de sa mise en conformité avec ce type de lois et réglementations.

Sinistre de l'Erika

En 2001, à la suite du sinistre du pétrolier Erika qui transportait des produits appartenant au Groupe, la Société a poursuivi, à travers la Mission Littoral Atlantique, le travail de nettoyage des côtes qui est pratiquement achevé. Le traitement des déchets enlevés lors des opérations de nettoyage a nécessité la construction d'une unité industrielle spécifique. La mise au point du procédé de traitement a pris quelque retard car des études techniques complémentaires ont été nécessaires. Il faudra compter environ une année de traitement pour l'élimination complète de ces déchets.

Par ailleurs, TOTAL FINA ELF S.A., prise en tant que personne morale, ainsi que cinq salariés du Groupe, ont été mis en examen dans le cadre de l'instruction pénale engagée par le Tribunal de Grande Instance de Paris à la suite du sinistre et de la pollution qui en a résulté. Cette instruction est toujours en cours. TOTAL FINA ELF S.A. estime que les infractions qui lui sont imputées ainsi qu'à ses salariés sont infondées en fait comme en droit.

4. POLITIQUE EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Le Groupe s'est doté d'une couverture d'assurance ayant essentiellement trait aux risques industriels, à la responsabilité civile et aux autres risques et responsabilités relatifs à ses activités, pour un montant et d'une nature que la Direction Générale juge appropriés. La couverture en première ligne est soit conservée, sous forme de franchises ou d'auto-assurance, soit acquise auprès de sociétés d'assurance de notoriété internationale.

5. AUTRES RISQUES PARTICULIERS

Risques liés à la concurrence

La concurrence est intense, tant au sein du secteur pétrolier que par rapport à d'autres secteurs, pour ce qui est de la satisfaction des besoins en énergie des industries et des particuliers. TotalFinaElf fait face à la concurrence d'autres sociétés pétrolières dans l'acquisition de biens et de permis, en vue de l'exploration et de la production de pétrole et de gaz naturel. La concurrence est particulièrement intense en matière d'acquisition de ressources non développées de pétrole et de gaz naturel, qui sont très convoitées.

Risques liés à l'intégration de PetroFina et d'Elf Aquitaine

TotalFinaElf a largement développé ses activités suite aux rapprochements avec Petrofina et Elf Aquitaine, intervenus respectivement en 1999 et 2000. Ces transactions l'ont déjà obligé et l'obligeront encore à intégrer des activités précédemment exploitées de manière séparée, et qui, prises conjointement forment un ensemble considérable en termes de taille et d'envergure, par rapport aux activités historiques du Groupe. TotalFinaElf, qui a déjà réalisé une grande partie des synergies liées à l'intégration de ces activités, poursuit avec succès cette tâche mais ne peut garantir que la totalité des économies de coûts, des synergies et des gains opérationnels anticipés sera réalisée.

Informations sur le Groupe

A. HISTOIRE ET DÉVELOPPEMENT

TOTAL FINA ELF S.A., société anonyme de droit français, forme, avec l'ensemble de ses filiales et sociétés liées (ci-après désignée le "Groupe"), l'un des cinq plus grands groupes pétroliers et gaziers intégrés cotés au monde, présent dans plus d'une centaine de pays. La société a été créée le 28 mars 1924 pour une durée allant jusqu'au 22 mars 2009, sauf dissolution préalable à cette date ou prolongation jusqu'à une date ultérieure. TotalFinaElf est présent dans tous les segments de l'industrie pétrolière, qu'il s'agisse des activités amont (exploration, développement et production de pétrole et de gaz), aval (raffinage et commercialisation), le négoce international et le transport maritime de pétrole brut et de produits pétroliers. TotalFinaElf exerce également des activités dans la Pétrochimie et les plastiques, les Intermédiaires et les Polymères de performance et la Chimie de spécialités dont les produits sont destinés à l'industrie et à la grande consommation. En outre, TotalFinaElf détient des participations dans les secteurs suivants : mines de charbon, énergie nucléaire, cogénération et électricité. Jusqu'en juin 1999, le Groupe exerçait ses activités sous le nom de Total, puis de juin 1999 à mars 2000, sous celui de Totalfina.

Le Groupe a débuté ses activités amont au Moyen-Orient en 1924. Il s'est depuis développé et a étendu sa présence dans le monde entier. Début 1999, le Groupe a pris le contrôle de PetroFina S.A. (ci-après désigné "PetroFina" ou "Fina") et début 2000, celui d'Elf Aquitaine S.A. (ci-après désigné "Elf Aquitaine" ou "Elf"). A la suite de ces acquisitions, le Groupe a modifié sa raison sociale pour devenir TOTAL FINA ELF S.A. Le Groupe détient actuellement 100 % des actions PetroFina et 99,4 % des actions Elf Aquitaine.

La stratégie du Groupe a pour objectif le développement et l'amélioration de la rentabilité de son secteur Amont, le renforcement de sa position parmi les leaders sur les marchés du gaz naturel et du GNL de par le monde ; la consolidation de sa position dans les activités aval en Europe, tout en développant ses participations sur des marchés en croissance rapide tels que le Bassin méditerranéen, l'Afrique et l'Extrême-Orient ; la rationalisation de son portefeuille Chimie en donnant la priorité à l'amélioration de la rentabilité, au développement des activités pétrochimiques et à la croissance sélective de la chimie des intermédiaires et des spécialités.

Le siège social du Groupe est situé 2, place de la Coupole, La Défense 6, 92400 Courbevoie, France. Son numéro de téléphone est le 33 (0) 1 47 44 45 46 et l'adresse de son site web : www.totalfinaelf.com.

Rappel sur la présentation des informations

Les éléments financiers contenus dans cette partie du rapport annuel sont présentés en conformité avec les principes comptables généralement admis en France et, en conséquence, traitent l'acquisition d'Elf Aquitaine, à partir de l'exercice fiscal 2000, selon la méthode de la mise en commun des intérêts (Article 215 du règlement 99-02). En complément de ces éléments, on trouvera également, pour l'année 1999, une présentation des principales données opérationnelles et financières de TotalFinaElf sur une base pro forma, incorporant Elf Aquitaine, et établie selon les mêmes principes comptables. Elle est destinée à permettre des comparaisons plus significatives, d'une année à l'autre des données concernant le nouveau Groupe.

B. ACTIVITÉS

Les activités exercées par TotalFinaElf dans le monde se répartissent en trois secteurs :

- Amont,
- Aval,
- Chimie.

Le secteur Amont comprend les activités d'exploration, de développement et de production, ainsi que les activités exercées par TotalFinaElf dans les domaines du charbon, du gaz et de l'énergie. Le secteur Aval procède à la vente de pratiquement tout le pétrole brut produit par TotalFinaElf, à l'achat de l'essentiel du pétrole brut nécessaire à l'approvisionnement des raffineries du Groupe, exploite les raffineries, commercialise les produits pétroliers à travers le réseau et hors réseau, et conduit les activités de trading de produits. Le secteur Chimie inclut la Pétrochimie et les Grands Polymères, liés aux activités de raffinage du Groupe, les Intermédiaires et les Polymères de performance, ainsi que la Chimie de spécialités, qui comprend le caoutchouc, les résines, les peintures, les adhésifs et la métallisation.

AMONT

Le secteur Amont de TotalFinaElf couvre l'ensemble des activités d'exploration et de production ainsi que l'activité gaz-électricité. En 2001, TotalFinaElf a exercé ces activités dans 45 pays et produisait des hydrocarbures dans 29 d'entre eux (voir rubrique "Présentation des activités par zone géographique" ci-dessous). Le double objectif du Groupe pour le secteur Amont est de poursuivre une forte croissance des productions tout en améliorant la rentabilité, en se concentrant principalement sur les projets de grande envergure et à faibles coûts.

DONNÉES FINANCIÈRES DU SECTEUR AMONT ⁽¹⁾

Pour l'exercice clos le 31 décembre

(en millions d'euros)	2001	2000	1999 pro forma
Total des ventes du secteur (y compris ventes intra-Groupe)	26 937	26 077	14 178
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	9 022	10 113	4 119

(1) Pour de plus amples informations sur le secteur Amont et la répartition géographique de ses activités, se reporter à la Note 4 figurant dans les Notes annexes aux états financiers consolidés incluses dans le présent Rapport annuel.

Exploration et développement

TotalFinaElf évalue ses opportunités d'exploration en fonction de différents facteurs géologiques, techniques, politiques et économiques (y compris les questions d'ordre fiscal et contractuel), ainsi qu'au vu des prévisions d'évolution des prix du pétrole et du gaz. Les découvertes et les extensions de sites existants représentent environ 57 % des 3 852 Mbep de réserves prouvées supplémentaires du secteur Amont pour les trois exercices clos le 31 décembre 2001 (avant déduction de la production et des achats/ventes de réserves en terre pour cette période).

Sauf indications contraires, toute référence aux réserves prouvées, aux réserves prouvées développées, aux réserves prouvées non développées et à la production de TotalFinaElf correspond à la part du Groupe dans lesdites réserves ou ladite production (et s'entend net du pétrole brut ou du gaz naturel pris par des tiers au titre des redevances en nature). Seul le montant des réserves prouvées de pétrole brut de TotalFinaElf considérées comme exploitables pendant la durée restante des concessions ou des contrats de partage de production (CPP) concernés a été inclus, sans tenir compte des éventuels renouvellements desdites concessions ou desdits contrats.

Le programme d'exploration de TotalFinaElf a été intensif en 2001. Les investissements d'exploration se sont élevés à 770 millions d'euros au cours de l'année. Ils ont été réalisés

Le secteur Amont regroupe également les activités gaz-électricité grâce auxquelles le Groupe peut être présent tout au long de la chaîne du gaz naturel : développement et production sur le terrain, liquéfaction, transport, commercialisation et production d'énergie.

Le tableau suivant présente les principales données financières du secteur Amont de TotalFinaElf pour les trois derniers exercices.

notamment en Norvège, au Royaume-Uni, au Nigeria, en Angola, au Congo, au Gabon, en Libye, au Canada, aux États-Unis, en Indonésie, au Pakistan, au Brésil, au Venezuela, en Colombie, en Argentine, en Bolivie, à Trinidad, à la Barbade, au Kazakhstan et en Azerbaïdjan.

Les investissements de développement du secteur Amont se sont élevés à environ 4,1 milliards d'euros en 2001, 4,1 milliards d'euros en 2000 et 3,8 milliards d'euros en 1999. Les principaux développements ont été réalisés au Royaume-Uni, en Angola, au Venezuela, en Iran, en Norvège, aux Pays-Bas, en France, au Nigeria, au Congo, au Gabon, en Libye, en Syrie, au Yémen, aux États-Unis, en Indonésie, en Thaïlande, en Argentine, en Colombie et en Bolivie.

Réserves

Au 31 décembre 2001, le total des réserves prouvées de pétrole brut et de gaz naturel de TotalFinaElf atteignait 10 978 Mbep (dont 53 % de réserves prouvées développées et 47 % de réserves prouvées non développées). Le pétrole brut et les condensats représentaient environ 63 % de ces réserves et le gaz naturel 37 %. Ces réserves sont principalement situées en Europe (Norvège, Royaume-Uni, Pays-Bas, France et Italie), en Afrique (Nigeria, Angola, Algérie, Congo, Gabon, Libye et Cameroun), en Extrême-Orient (Indonésie, Thaïlande, Myanmar et Brunei),

en Amérique du Nord (États-Unis), ainsi que dans d'autres régions du monde dont le Moyen-Orient (Émirats arabes unis, Oman, Iran, Qatar, Syrie et Yémen) et d'autres pays (Venezuela, Argentine, Bolivie, Colombie et Russie).

Le tableau suivant présente le niveau des réserves prouvées (développées et non développées) de TotalFinaElf à travers le monde aux dates indiquées.

RÉSERVES PROUVÉES ⁽¹⁾

	Liquides (Mb)	Gaz naturel (Gpc)	Cumul (Mbep)
31 décembre 1999 (pro forma)	6 868	20 253	10 455
% de variation par rapport au 31 décembre 1998	9,6 %	6,1 %	8,7 %
31 décembre 2000	6 960	20 705	10 762
% de variation par rapport au 31 décembre 1999	1,3 %	2,2 %	2,9 %
31 décembre 2001	6 961	21 929	10 978
% de variation par rapport au 31 décembre 2000	0 %	5,9 %	2 %

(1) Incluent la quote-part de TotalFinaElf dans les réserves prouvées (nettes) des sociétés mises en équivalence et de deux sociétés non consolidées (Oman LNG et Abu Dhabi Liquefaction Company). Voir la rubrique Informations complémentaires (non auditées) sur l'activité Pétrole et Gaz, incluse par ailleurs dans le présent document page 90.

Les réserves prouvées sont estimées au moyen de données géologiques et d'engineering pour déterminer si la quantité de pétrole brut ou de gaz naturel située dans des réservoirs connus pourra être produite dans de bonnes conditions économiques et opérationnelles. Ce processus implique des jugements subjectifs qui font de l'évaluation des réserves un exercice difficile sujet à révisions car la précision n'est pas absolue. Les réserves de gaz et de pétrole de TotalFinaElf sont estimées une fois par an pour tenir compte, entre autres choses, des niveaux de production, du comportement des champs, des réserves supplémentaires issues des nouvelles découvertes et acquisitions, des cessions et autres facteurs économiques. Les réserves prouvées mondiales de TotalFinaElf incluent les réserves prouvées (nettes) de ses filiales consolidées, ainsi que sa quote-part dans les réserves prouvées (nettes) des sociétés mises en équivalence et de deux sociétés non consolidées. Pour de plus amples informations concernant les réserves prouvées de TotalFinaElf au 31 décembre 2001, 2000 et 1999, cf. rubrique Informations complémentaires (non auditées) sur l'activité Pétrole et Gaz, incluse par ailleurs dans le présent document page 90 et suivantes.

Concernant les informations relatives à l'estimation faite par TotalFinaElf des réserves de gaz naturel et de liquides

prouvées, développées et non développées, du secteur Amont, présentées par zone géographique au 31 décembre 2001, 2000 et 1999, cf. tableaux présentés à la rubrique Informations complémentaires (non auditées) sur l'activité Pétrole et Gaz, incluse par ailleurs dans le présent document page 90 et suivantes.

Production

La production journalière moyenne de liquides et de gaz naturel du secteur Amont a augmenté de 3,4 %, pour atteindre 2 197 kbep/j en 2001, contre 2 124 kbep/j en 2000. Les liquides ont représenté environ 66 % et le gaz naturel 34 % environ de la production globale du secteur en 2001 (en équivalent pétrole).

Le tableau suivant présente la production journalière moyenne de pétrole brut et de gaz naturel du secteur par zone géographique pour chacun des trois derniers exercices. Dans les pays dans lesquels TotalFinaElf opère dans le cadre d'un contrat de partage de production, la production du Groupe représente les quantités à sa disposition en vertu desdits contrats.

PRODUCTION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	2001		2000		1999 (pro forma)	
	Liquides (kbep/j)	Gaz naturel (Mpc/j)	Liquides (kbep/j)	Gaz naturel (Mpc/j)	Liquides (kbep/j)	Gaz naturel (Mpc/j)
Europe	417	1 852	398	1 786	412	1 712
Royaume-Uni	147	758	141	727	170	749
Norvège	257	508	243	458	227	410
Pays-Bas	1	402	1	410	2	377
France	11	181	12	183	13	168
Italie	1	3	1	8	-	8
Afrique	540	369	560	332	574	139
Algérie	49	208	51	191	47	102
Angola	96	-	94	-	104	-
Cameroun	16	-	16	-	20	-
Congo	110	-	121	-	114	-
Congo (RD)	-	-	2	-	3	-
Gabon	105	8	119	8	146	8
Libye	20	-	20	-	21	-
Nigeria	144	153	137	133	119	29
Amérique du Nord	7	221	9	240	13	257
États-Unis	7	221	9	240	13	252
Canada	-	-	-	-	0	5
Extrême-Orient	24	1 114	26	966	28	856
Indonésie	18	739	20	689	23	633
Thaïlande	5	195	5	184	5	194
Myanmar	-	129	-	42	-	2
Brunei	1	51	1	51	-	27
Reste du monde	208	283	172	250	189	211
Moyen-Orient	100	-	92	-	93	-
Iran	22	-	16	-	19	-
Qatar	17	-	18	-	18	-
Syrie	32	-	26	-	21	-
E.A.U.	19	-	21	-	27	-
Yémen	10	-	11	-	8	-
Amérique du Sud	102	283	74	250	95	211
Argentine	15	243	14	232	18	209
Bolivie	0	15	-	-	-	-
Colombie	54	25	51	18	66	2
Venezuela	33	-	9	-	11	-
Autres	6	-	6	-	1	-
Russie	6	-	6	-	1	-
Production totale cumulée	1 196	3 839	1 165	3 574	1 216	3 175
Filiales mises en équivalence et non consolidées						
Afrique	9	-	8	-	10	-
Moyen-Orient	249	222	260	184	241	147
Reste du monde	0	-	-	-	1	-
Totale filiales mises en équivalence et non consolidées	258	222	268	184	252	147
Production mondiale	1 454	4 061	1 433	3 758	1 468	3 322

À l'instar de ses homologues du secteur, TotalFinaElf ne détient souvent qu'une participation dans les champs, le solde étant détenu par d'autres partenaires d'exploitation (parmi lesquels peuvent figurer d'autres compagnies pétrolières, des compagnies pétrolières d'État ou des organismes publics). TotalFinaElf intervient fréquemment en qualité d'opérateur sur les champs dans lesquels il détient une participation. Pour une description des principaux champs producteurs du secteur Amont, cf. rubrique "Présentation des activités par zone géographique" ci-dessous.

Pratiquement toute la production de pétrole brut du secteur Amont est vendue au secteur Aval qui en utilise, à son tour, une partie au titre des activités Aval et en commercialise une autre partie auprès de différents clients dans le monde. Voir au chapitre Aval, la rubrique "Négoce international et approvisionnement" page 129.

Ventes de gaz naturel

La production de gaz naturel de TotalFinaElf est majoritairement vendue dans le cadre de contrats à long terme. Toutefois, sa production nord-américaine et une partie de sa production britannique et argentine sont majoritairement vendues au comptant. Les contrats à long terme dans le cadre desquels TotalFinaElf vend sa production de gaz naturel et de GNL prévoient généralement un prix lié, entre autres facteurs, aux prix moyens du pétrole brut et d'autres produits pétroliers. Bien que le prix du GNL ait tendance à fluctuer dans le sillage de celui du pétrole brut, il s'écoule un certain laps de temps avant que les variations des prix du pétrole brut ne se fassent sentir au niveau des prix du gaz naturel. Du fait de la corrélation entre le prix contractuel du gaz naturel et les prix du pétrole brut, les prix contractuels ne sont généralement pas affectés par les fluctuations à court terme du prix du gaz naturel au comptant.

PRESENTATION DES ACTIVITÉS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Le tableau suivant présente l'activité de TotalFinaElf sur ses principaux champs producteurs par zone géographique en précisant l'année de début d'activité sur le champ, la participation du Groupe, l'activité d'opérateur et la nature de production.

AMONT

Principaux champs producteurs au 31 décembre 2001

	Année de début d'activité dans le pays	Principaux champs opérés par le Groupe en production (part du Groupe en %) ⁽¹⁾	Principaux champs non opérés par le Groupe en production (part du Groupe en %)	Liquides ou Gaz
Europe				
France	1939	Lacq (100 %)		L, G
Royaume-Uni	1962	Alwyn N., Dunbar, Ellon, Grant (100 %)		L, G
		Nuggets (100 %)		G
		Elgin-Franklin (46,2 %)		L, G
			Bruce (43,3 %)	L, G
			Mallard (23,8 %)	L
			Champ unitisé Markham (7,4 %)	G
			ETAP (Mungo, Monan) (12,4 %)	L, G
			Armada (12,5 %)	G
			Alba (12,7 %)	L
			Nelson (11,5 %)	L

(1) La participation financière du Groupe dans l'entité locale est d'environ 100 % dans tous les cas, sauf concernant Elf Gabon (57,9 %), le Cameroun (75,4 %) et certaines entités à Abu Dhabi et Oman (voir notes 4 à 7, page 114).

	Année de début d'activité dans le pays	Principaux champs opérés par le Groupe en production (part du Groupe en %) ⁽¹⁾	Principaux champs non opérés par le Groupe en production (part du Groupe en %)	Liquides ou Gaz
Europe				
Norvège	1965	Froy (40 %)		L, G
		Frigg (37,8 %)		G
			Heimdal (26,3 %)	G
			Ekofisk (39,9 %)	L, G
			Eldfisk (39,9 %)	L, G
			Oseberg (8,7 %)	L, G
			Veslefrikk (18 %)	L
			Troll (3,7 %)	L, G
			Aasgard (7,7 %)	L, G
			Snorre (5,95 %)	L
			Valhall (15,7 %)	L
			Sleipner (9,41 %)	G
			Tordis (5,6 %)	L
			Glitne (21,8 %)	L
			Huldra (24,33 %)	L, G
Pays-Bas	1964	Zuidwal (42,2 %)		G
		Leeuwarden (92,8 %)		G
		Harlingen (92,8 %)		G
		L7 (56,2 %)		G
		K6 (44,3 %)		G
		L4a (55,6 %)		G
		F15aA (32,5 %)		G
		K4a (50 %)		G
		K5a-K4b (26 %)		G
		J3a (30 %)		G
		Champ unitisé Markham (14,7 %)	G	

(1) La participation financière du Groupe dans l'entité locale est d'environ 100 % dans tous les cas, sauf concernant Elf Gabon (57,9 %), le Cameroun (75,4 %) et certaines entités à Abu Dhabi et Oman (voir notes 4 à 7, page 114).

	Année de début d'activité dans le pays	Principaux champs opérés par le Groupe en production (part du Groupe en %) ⁽¹⁾	Principaux champs non opérés par le Groupe en production (part du Groupe en %)	Liquides ou Gaz
Afrique				
Algérie	1952		Tin Fouye Tabankort (35 %)	L, G
			Hamra (100 %)	L
Gabon	1928	Avocette, Coucal (57,5 %)	Rabi (47,5 %)	L
		Hylia, Vanneau (75 %)		L
		Anguille, Torpille (100 %)		L
		Gonelle (100 %)		L
		Atora (40 %)		L
		Baudroie Marine (50 %)		L
Nigeria	1962	OML 57 (40 %)		L
		OML 58 (40 %)		L, G
		OML 100 (40 %)		L
		OML 102 (40 %)		L
			Champs SPDC (10 %)	L, G
Congo	1928	Likouala (65 %)		L
		Tchibouela (65 %)		L, G
		Tchendo (65 %)		L
		Yanga (55,3 %)		L
		Sendji (55,3 %)		L
		Nkossa (51 %)		L
			Loango (50 %)	L
			Zatchi (35 %)	L
Angola	Milieu des années 1960	Blocs 3-80, 3-85, 3-91 (50 %)		L
		Girassol (Bloc 17) (40 %)		L
			Bloc 2-85 (27,5 %)	L
			Kuito (Bloc 14) (20 %)	L
			Cabinda offshore (Bloc 0) (10 %)	L
Cameroun	1951	Ekoundou (15,3 %)		L
		Kombo (15,3 %)		L
			Mokoko (7 %)	L
Libye	1959	Mabruk (75 %)		L
			El Sharara (7,5 %)	L ⁽²⁾

(1) La participation financière du Groupe dans l'entité locale est d'environ 100 % dans tous les cas, sauf concernant Elf Gabon (57,9 %), le Cameroun (75,4 %) et certaines entités à Abu Dhabi et Oman (voir notes 4 à 7, page 114).

(2) TotalFinaElf détient une participation de 30 % dans le groupe d'investissement étranger qui a une quote-part de 25 % dans la production.

	Année de début d'activité dans le pays	Principaux champs opérés par le Groupe en production (part du Groupe en %) ⁽¹⁾	Principaux champs non opérés par le Groupe en production (part du Groupe en %)	Liquides ou Gaz
Amérique du Nord				
États-Unis	1964	Virgo (64 %)	MacAllen-Ranch (18,9 %)	L, G
		MacAllen-Pharr (97,3 %)		G
		Slick Ranch (90,1 %)		G
		Maben (47 %)		G
		Bethany (87 %)		L, G
Extrême-Orient				
Indonésie	1968	Handil (50 %)		L, G
		Bekapai (50 %)		L, G
		Peciko (50 %)		L, G
		Tambora/Tunu (50 %)		L, G
			Nilam (9,3 %)	L, G
Myanmar	1992	Yadana (31,2 %)		G
Thaïlande	1990		Bongkot (33,3 %)	L, G
Brunei	1987	Maharaja Lela Jamalulalam (46 %)		L, G

(1) La participation financière du Groupe dans l'entité locale est d'environ 100 % dans tous les cas, sauf concernant Elf Gabon (57,9 %), le Cameroun (75,4 %) et certaines entités à Abu Dhabi et Oman (voir notes 4 à 7, page 114).

	Année de début d'activité dans le pays	Principaux champs opérés par le Groupe en production (part du Groupe en %) ⁽¹⁾	Principaux champs non opérés par le Groupe en production (part du Groupe en %)	Liquides ou Gaz
Reste du monde				
Moyen-Orient				
Syrie	1988	Jafra / Qahar (50 %)		L
Qatar	1938	Al Khaliij (55 %)		L
			North Field (20 %)	L, G ⁽²⁾
Iran	1954	Sirri (60 %)		L ⁽³⁾
Dubaï	1954		Dubaï offshore (27,5 %)	L ⁽⁴⁾
Yémen	1987	Kharir (27,5 %)		L
			Jannah permit (Bloc 5) (15 %)	L
Abu Dhabi	1936	Abu Al Bu Khoosh (75 %)		L
			Abu Dhabi offshore (13,3 %)	L ⁽⁵⁾
			Abu Dhabi onshore (9,5 %)	L ⁽⁶⁾
Oman	1937		Divers champs onshore (4 %)	L ⁽⁷⁾
Amérique du Sud				
Bolivie	1995		San Alberto - San Antonio (15 %)	L, G
Colombie	1973		Cusiana (19 %)	L, G
			Cupiagua (19 %)	L
Venezuela	1981	Jusepín (55 %)		L
			Zuata (Sincor) (47 %)	L
Argentine	1978	Aguada Pichana (27,3 %)		L, G
		San Roque (24,7 %)		L, G
		Canadón Alfa (37,5 %)		L, G
		Hidra (37,5 %)		L
		Argo (37,5 %)		L
Autres				
Russie	1989	Kharyaga (50 %)		L

(1) La participation financière du Groupe dans l'entité locale est d'environ 100 % dans tous les cas, sauf concernant Elf Gabon (57,9 %), le Cameroun (75,4 %) et certaines entités à Abu Dhabi et Oman (voir notes 5 à 8 ci-dessous).

(2) TotalFinaElf détient une participation de 20 % dans l'activité Amont de Qatargas et une participation de 10 % dans l'usine GNL de Qatargas.

(3) TotalFinaElf est opérateur sur le développement des champs Sirri A et E et détient une participation de 60 % dans le consortium étranger.

(4) Participation indirecte de 25 % via Dubai Marine Areas (société mise en équivalence) et participation directe de 2,5 % via Total Service Golfe.

(5) Participation de 13,33 % via ADMA (société mise en équivalence). TotalFinaElf est également associé à l'operating du Groupe Abu Dhabi Marine Operating Company.

(6) Participation de 9,5 % via ADPC (société mise en équivalence). TotalFinaElf est également associé à l'operating du Groupe Abu Dhabi Company For Onshore Oil Operation.

(7) TotalFinaElf détient une participation de 4 % dans le Groupe Petroleum Development Oman Llc (opérateur) via Pohol (société mise en équivalence). Le Groupe détient également une participation de 5,54 % dans l'usine GNL d'Oman.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

Europe

La production moyenne journalière de TotalFinaElf en Europe s'est élevée à 759 kbep/j en 2001, soit 34,6 % de la production totale du Groupe pour l'année.

Royaume-Uni. Les mises en production des champs géants de gaz et de condensats d'Elgin et de Franklin (TotalFinaElf opérateur 46,2 %) ont respectivement débuté à la fin du premier et du troisième trimestre 2001. Le plateau de production de ces champs à haute pression et haute température a atteint le niveau prévu de 220 kbep/j à la fin 2001. Sur la zone offshore d'Alwyn, le Groupe a annoncé en 2001 le lancement du développement des champs de gaz de Nuggets N1, N2 et N3 (TotalFinaElf opérateur à 100 %) qui sont entrés en production fin 2001. La production globale s'élèvera à 165 Mpc/j. Le développement du champ de gaz Nuggets N4 fera l'objet d'un plan de développement ultérieur. Le Groupe a par ailleurs finalisé le schéma de développement du champ d'Otter (TotalFinaElf opérateur 54,3 %) avec un début de production prévu fin 2002 et une montée en puissance jusqu'à un plateau de 30 kb/j. En 2001, TotalFinaElf a cédé ses intérêts sur certains champs du plateau continental britannique en déclin, dont les Blocs A et T.

Norvège. Sur Ekofisk (TotalFinaElf 39,9 %), des travaux de dégoullottage et de maintenance ont été menés à bien au cours des arrêts d'été de 2001. La production a atteint 170 kbep/j en fin d'année. Les champs de Glitne (TotalFinaElf 21,8 %) et d'Huldra (TotalFinaElf 24,33 %) ont démarré respectivement leur production en août et novembre 2001. Le gazoduc Vesterled qui permet un acheminement vers le Royaume-Uni est opérationnel depuis octobre 2001. L'approbation du projet Snohvit (gaz et GNL) – qui représente un investissement d'environ 5,3 milliards de dollars US et pour lequel un agrément des autorités était nécessaire – (TotalFinaElf 18,4 %) a été obtenue au début 2002. C'est le premier développement en Mer de Barents. Un accord a été signé avec les autorités norvégiennes visant à réaménager et accroître la politique de TotalFinaElf dans les gisements de la zone d'Osebeg. Le Groupe détient dorénavant 10 % dans chacun des permis de la zone et entre ainsi dans le gisement d'Oseberg Sud.

Pays-Bas. TotalFinaElf est le deuxième plus important opérateur gazier des Pays-Bas, avec une production opérée de 139 kbep/j, et une production nette (part filiale) de 71 kbep/j en 2001. La première phase du développement du champ K4BE (TotalFinaElf 26 %) s'est achevée en 2001 avec la mise en production de 2 puits. Installée en 2001, la plate-forme K1A est entrée en production début 2002, avec un objectif de plateau de 20 kbep/j pour 2003. Le développement du champ L7G (TotalFinaElf opérateur 56,2 %) a été finalisé. Le champ a été mis en production au troisième trimestre 2001 et a terminé l'année avec une production de 6 kbep/j.

France. Les principaux champs de gaz de TotalFinaElf, situés dans le sud-ouest de la France, en particulier à Lacq-Meillon (TotalFinaElf opérateur à 100 %), ainsi que divers petits champs de gaz et de pétrole dans la même région et dans le bassin parisien, ont produit 43 kbep/j en 2001, contre 44 kbep/j en 2000. L'usine de Lacq traite également d'importantes quantités de soufre et d'autres produits issus des champs de gaz.

Italie. TotalFinaElf a cédé l'ensemble de ses concessions et permis gaziers en 2001, mais a conservé une participation de 12 % dans le gazoduc SGM.

Roumanie. En 2001, le Groupe a acquis 4 000 km de sismique 2D sur le Bloc offshore Neptune en mer Noire.

Afrique

La production journalière moyenne de TotalFinaElf en Afrique s'est élevée à 620 kbep/j en 2001, soit 28 % de la production totale du Groupe. Ses principales activités d'exploration et de production sont situées en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest, essentiellement dans les pays du Golfe de Guinée.

Algérie. La production moyenne du Groupe – qui a représenté près de 94 kbep/j en 2001 – provient principalement des champs d'Hamra et de Tin Fouye Tabankort. En 2001, TotalFinaElf a obtenu un nouveau permis d'exploration sur les Blocs 432, 444 Sud et 403 Nord. Par l'intermédiaire de Cepsa, le Groupe détient une participation dans d'autres projets amont.

Angola. La production de TotalFinaElf a augmenté à près de 100 kbep/j en 2001. Elle provient essentiellement du Bloc 0 (TotalFinaElf 10 %) et du Bloc 3 (TotalFinaElf opérateur 50 %). En eaux profondes, sur le Bloc 17, (TotalFinaElf opérateur 40 %), la première phase du développement du champ Girassol s'est achevée avec succès par sa mise en service le 4 décembre 2001. La production a atteint 90 kb/j fin 2001. L'objectif de plateau de production de 200 kb/j a été déjà atteint début 2002. Le développement du champ de Dalia devrait être approuvé en 2002. Douze découvertes ont été enregistrées à ce jour sur ce bloc extrêmement prolifique, dont les champs Rosa, Lirio, Tulipa, Orquidea, Cravo, Camelia, Jasmim, Perpetua, Violetta et Anturio. La période d'exploration du Bloc 17 a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2002 par le ministère angolais du Pétrole. Sur le Bloc 14 (TotalFinaElf 20 %), le champ de Kuito, en service depuis décembre 1999, a vu sa production passer à 100 kbep/j après le démarrage de la phase 1C en octobre 2001. Le développement du champ Benguela-Belize devrait débuter en 2002 pour une mise en production prévue à l'horizon 2006. Sept découvertes au total ont été faites sur ce bloc, dont Tomboco et Lobito en 2000 et Tombua en 2001. TotalFinaElf est également présent dans l'exploration en eaux très profondes à travers ses participations dans le Bloc 31 (5 %), le Bloc 33 (15 %) et en tant qu'opérateur sur

le Bloc 32 (30 %) ; ces trois blocs se situent à des profondeurs d'eau allant de 1 500 à 2 500 mètres. Le Groupe a signé un accord avec la société nationale pétrolière angolaise Sonangol afin d'étudier le projet de construction d'une usine de liquéfaction de gaz. Le projet porte sur un train de liquéfaction pour une production annuelle de 4 Mt de GNL (TotalFinaElf 12 %).

Cameroun. TotalFinaElf E&P Cameroun, filiale du Groupe, est détenu à hauteur de 20 % par la compagnie pétrolière nationale camerounaise, SNH, et détient des participations dans la majorité des permis d'exploration et concessions d'exploitation attribuées par la République du Cameroun.

Congo. La production pour TotalFinaElf a été de 110 kbep/j en 2001. Le Groupe détient des participations de 15 % à 65 % dans des permis d'exploration et de production situés principalement en mer, notamment le champ pétrolier de N'kossa (TotalFinaElf opérateur 51 %) et le champ pétrolier de Tchibouela East (TotalFinaElf opérateur 65 %) qui sont ses principaux champs producteurs. TotalFinaElf a cédé sa participation de 65 % dans le champ d'Émeraude en 2000, ainsi que deux permis en eaux profondes (MPS et MPN) en 2000 et début 2001. Sur le champ Moho Bilondo, un puits d'appréciation foré fin 2001 donnera lieu à une évaluation des réserves en 2002.

Égypte. En 2001, TotalFinaElf a cédé sa participation de 50 % (non opérateur) dans le Bloc B situé en eaux profondes dans le delta du Nil.

Gabon. Sur certains permis, Elf Gabon, filiale du Groupe, est associé à la République du Gabon et/ou à d'autres compagnies pétrolières internationales. Elf Gabon gère quelque trente concessions et permis d'exploration et de production. Les principaux champs producteurs de TotalFinaElf sont Rabi-Kounga (TotalFinaElf 47,5 %), Avocette (TotalFinaElf opérateur 57,5 %) et Anguille et Torpille (TotalFinaElf opérateur 100 %). En 2001, la production a débuté sur le champ pétrolier d'Atora (Elf Gabon opérateur 40 %) pour atteindre en fin d'année un volume de près de 20 kbep/j. Les actions Elf Gabon, qui sont cotées sur Euronext Paris, sont détenues par TotalFinaElf (58 %), la République du Gabon (25 %) et le public (17%). En outre, Elf Gabon a acquis, en 2001, une participation de 90 % dans le bloc en eaux très profondes Olonga Marin, sur lequel un farm-out de 50 % a ensuite été réalisé.

Libye. Le schéma de développement de la structure B du Bloc C137 (TotalFinaElf opérateur 37,5 %) a été approuvé en 2000 pour une mise en production en 2003, avec un plateau de 35 kbep/j. Sur le Bloc NC-186 (TotalFinaElf 24 % de la part de 25 % de production du consortium), la découverte du puits A-1 en 2000 a été suivie de trois nouvelles découvertes, début 2001 (B-1, A-2 et D1). Sur le champ d'El Sharara de la concession NC-115 (TotalFinaElf 30 % de la part de 25 % de production du consortium) dans le Bassin de Murzuk, la production nette du Groupe en 2001 a été de 12 kbep/j. En 2001, TotalFinaElf a obtenu deux nouveaux permis en tant qu'opérateur, l'un dans le Bassin de Murzuk (NC 191, anciennement M2) sur lequel une étude sismique est en cours, l'autre dans le Bassin de Sirte (NC 192, anciennement S29).

Maroc. TotalFinaElf s'est vu attribuer, en 2001, une demande d'étude de reconnaissance sur la zone Dakhla Offshore.

Nigeria. Les champs opérés par TotalFinaElf en association avec la société Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC 60 %, TotalFinaElf 40 %) ont représenté près de 40 % de la production totale du Groupe au Nigeria, en 2001, de 174 kbep/j. Pour le reste, la production est opérée par Shell dans le cadre d'un partenariat conclu avec NNPC et Agip dans lequel TotalFinaElf détient une participation de 10 %. Le Groupe possède une participation de 15 % dans NLNG (Nigerian Liquefaction Natural Gas). Le premier train de liquéfaction est entré en service fin 1999 et le deuxième début 2000, doublant la capacité de production de l'usine, à 6 Mt/a. La production brute de GNL s'est élevée à 5,9 Mt en 2001 et celle de condensats à 2,4 Mb, contre 4,7 Mt et 1,8 Mb respectivement en 2000. Un troisième train GNL d'une capacité de 2,9 Mt/a de GNL et de 1 Mt/a de GPL est en cours de construction ; il devrait être terminé fin 2002. L'approbation du plan d'investissement portant sur les trains 4 et 5 a été signé en mars 2002. Sur le permis en eaux très profondes OPL 246 (TotalFinaElf 24 %), la découverte AKPO-1 a été confirmée par deux puits d'appréciation positifs. Le développement du champ Amenam-Kpono en eaux profondes, lancé en 2000, devrait être mis en production en 2003, avec un objectif de plateau de 125 kbep/j. Ce projet couvre deux blocs, OML 99 et OML 70, et sera unitisé ; la participation initiale du Groupe en tant qu'opérateur est de 31,2 %. TotalFinaElf est également partenaire, à 12,5 %, de la société commune SNEPCO, sur le permis en eaux profondes OML 118, sur lequel la découverte significative de Bonga South West a été faite en 2001.

RESTE DU MONDE

Moyen-Orient

La production de TotalFinaElf au Moyen-Orient (y compris sa quote-part dans la production des filiales mises en équivalence et non consolidées) s'est élevée à 391 kbp/j en 2001, soit 17,8 % de la production totale du Groupe pour l'année.

Iran. TotalFinaElf opère quatre contrats de type buy-back en Iran. Sur les champs Sirri A&E (TotalFinaElf opérateur, participation de 60 % dans le consortium étranger), la production totale de pétrole des deux champs a atteint 94 kbp/j en 2001, la phase de développement étant achevée. Ces opérations ont été transférées à la société publique National Iranian Oil Company (NIOC). Sur le champ de gaz et de condensats en mer de South Pars (TotalFinaElf opérateur, participation de 40 %), la production a démarré en mars 2002, avec un objectif de plateau de 2 Gpc/j de gaz et jusqu'à 80 kbp/j de condensats. Le développement sur le champ de Dorood (TotalFinaElf opérateur 55 %) s'est poursuivi en 2001, le Groupe obtenant la gestion du principal contrat EPC et des activités de forage. Le champ pétrolier de Balal (TotalFinaElf opérateur, participation de 46,75 %) est en cours de développement.

Koweït. Le contrat conclu entre le Groupe et Kuwait Oil Company a été renouvelé pour une durée de trois ans et demi, jusqu'en juillet 2004. Il prévoit la fourniture, par TotalFinaElf, d'une assistance technique et d'un support aux activités en amont, sur la partie à terre de la Neutral Zone.

Oman. L'usine GNL d'Oman (TotalFinaElf 5,54 %) a porté sa production à 5,8 Mt en 2001 grâce, dans une large mesure, à l'augmentation des livraisons à destination de la Corée et du Japon, ainsi qu'à une hausse des ventes au comptant. TotalFinaElf (opération à 100 %) s'est vu attribuer le bloc 34, d'une superficie de près de 11 500 km², dans le sud du Sultanat.

Qatar. TotalFinaElf détient une participation de 20 % dans les activités amont de Qatargas. Cette société produit du gaz naturel et des condensats sur une partie du North Field qui est en mer. Le Groupe détient également une participation de 10 % dans l'usine de liquéfaction de Qatargas. Les trois trains GNL ont permis de produire 7,2 Mt/a en 2001, contre 6,7 Mt/a en 2000. Un projet vient d'être lancé pour porter cette capacité de production à 9,2 Mt/a d'ici 2006. En décembre 2001, un contrat a été signé avec Qatar Petroleum, qui prévoit la vente de 2 Gpc/j de gaz Qatar dans le cadre du projet Dolphin (TotalFinaElf 24,5 %) sur 25 ans à compter de 2005. Ce gaz proviendra du North Field et sera acheminé vers les Émirats Arabes Unis et Oman, par l'intermédiaire d'un gazoduc de 380 kilomètres. Le coût de la première phase du développement de Dolphin est

estimé à 3,5 milliards de dollars US. Une deuxième phase est à l'étude, visant à augmenter les ventes de gaz de 1 Gpc/j. Sur le champ Alkhalij (TotalFinaElf opérateur 55 %), le développement entre dans une deuxième phase, qui devrait amener une hausse de sa production de 25 à 60 kbp/j en 2002.

Arabie saoudite. En 2001, les autorités du Royaume ont attribué le contrat Core Venture 3 à un consortium international composé par TotalFinaElf (30 %), Shell (40 %) et Conoco (30 %). Ce projet prévoit la valorisation des réserves de gaz dans la région de Shaybah. Le consortium sera chargé des activités d'exploration sur deux zones de 140 000 et 50 000 km² dans la région de Rub' al Khali, de l'étude de faisabilité du développement du champ de gaz naturel acide de Kidan, de l'installation d'une unité de traitement et de transport du gaz extrait du champ de Shaybah et de la construction d'un complexe pétrochimique, d'une centrale électrique et d'une usine de dessalement à Jubail. L'ensemble du projet représente un investissement d'environ 6 milliards de dollars US et sera réalisé avec la participation de la société Saudi Aramco.

Syrie. TotalFinaElf produit du pétrole sur les champs Jafra/Qahar (TotalFinaElf 50 %). En 2001, la production du permis Deir Ez Zor (TotalFinaElf 50 %) a totalisé 50 kbp/j. Le projet concernant le gaz et les condensats de Deir Ez Zor (TotalFinaElf 50 %), mis en route en 2001, prévoit d'assembler, de traiter et de transporter environ 175 Mpc/j de gaz associé issus du permis Deir Ez Zor.

Émirats arabes unis. Les activités de TotalFinaElf sont basées à Abu Dhabi et à Dubaï, les champs à terre étant ceux d'Asab, de Bab, de Bu Hasa, Sahil et Shah et les champs en mer à Umm Shaif, Zakum, Abu Al Bukhoosh et Fateh. En outre, TotalFinaElf détient une participation de 15 % dans Abu Dhabi Gas Industries (GASCO), société qui produit du butane, du propane et des condensats issus du gaz associé produit par les champs à terre. TotalFinaElf détient également une participation de 5 % dans Abu Dhabi Gas Liquefaction Company (ADGAS), société qui produit du GNL, du GPL et des condensats issus du gaz naturel produit par les champs en mer – gaz associé ou pas à la production de pétrole. Le Groupe détient également une participation de 30 % dans Ruwais Fertilizer Industries (FERTIL) qui produit de l'ammoniaque et de l'urée à partir du méthane fourni par ADNOC. En 2000, un consortium formé par TotalFinaElf et Tractebel a été retenu pour conduire le projet Taweelah A1, d'un montant de 1,5 milliard de dollars US, concernant une usine de dessalement et de production d'électricité. Voir ci-après au chapitre Amont, la rubrique "Électricité et cogénération".

Yémen. Le permis East Shabwa (TotalFinaElf opérateur à 28,57 %) a produit 6 kb/j et le permis Jannah (TotalFinaElf 15 %) 4 kb/j en 2001. TotalFinaElf est le principal actionnaire,

avec une participation de 36 % dans Yémen LNG Company que le gouvernement yéménite a autorisé à exporter 5,3 Mt/a de GNL produit à partir des réserves de la région Marib.

Asie (hors Moyen-Orient)

La production moyenne journalière de TotalFinaElf en Asie s'est élevée à 219 kbep/j, soit 10 % de la production totale du Groupe pour l'année 2001.

Indonésie. Les activités de TotalFinaElf en Indonésie sont concentrées sur le permis de Mahakam (TotalFinaElf opérateur à 50 %), qui regroupe plusieurs champs, en particulier Peciko et Tunu, les plus gros champs gaziers de la zone de Kalimantan Est. La production de gaz naturel de TotalFinaElf est livrée à la société pétrolière nationale indonésienne Pertamina qui liquéfie la majorité de ce gaz à Bontang, la plus grande usine de liquéfaction au monde. Ce GNL, ensuite vendu au titre de contrats à long terme à des clients japonais, coréens et taiwanais, est principalement destiné à être utilisé dans leurs centrales électriques. La capacité totale de traitement de l'usine à huit trains de Bontang s'élève à 22 Mt/a. La quasi-totalité de la production de l'usine de Bontang est vendue jusqu'en 2010. La production opérée par TotalFinaElf sur le permis de Mahakam représente près de 60 % du gaz livré à l'usine de Bontang. Cette contribution devrait passer à 75 % d'ici 2010. TotalFinaElf a achevé, en 2001, la phase 2 du développement du champ de Peciko (une plate-forme supplémentaire). La phase 3 est en cours (une plate-forme et un troisième train) tandis que la phase 4 a été lancée courant 2001 (deux plates-formes et des unités de compression). Sur le champ de Tunu, situé non loin du précédent, la phase 8 de développement est en cours et le démarrage est prévu fin 2002 (unités de compression sur la partie nord du champ). En 2001, la production de TotalFinaElf a atteint un nouveau record à 155 kbep/j. Au cours de l'exercice, le Groupe s'est également vu attribuer le bloc d'exploration en eaux profondes de Donggala.

Thaïlande. Des contrats long terme couvrent la vente de la totalité de la production de gaz naturel de Bongkot (TotalFinaElf 33,33 %) à PTT, société pétrolière nationale thaïlandaise, qui revend ensuite ce gaz naturel à divers clients locaux. En 2001, la production sur le champ de Bongkot s'est élevée à 38 kbep/j, contre 35 kbep/j l'année précédente.

Myanmar. Sur le champ de Yadana (TotalFinaElf opérateur à 31,24 %) situé sur les Blocs M5 et M6, les livraisons de gaz à PTT à destination des centrales électriques thaïlandaises ont atteint 533 Mpc/j en 2001 (180 Mpc/j en 2000). Ces ventes sont régies par un contrat de type "Take or Pay", dont l'application aux retards de livraisons des années 1998 à 2000 s'est finalement réglée par un paiement de la part de PTT équivalent aux quantités contractuelles non enlevées.

En 2001, TotalFinaElf a enregistré une production SEC de 16 kbep/j.

Pakistan. TotalFinaElf exploite deux blocs d'exploration (TotalFinaElf opérateur à 95 %) de 7500 km² chacun, dans les eaux profondes de la Mer d'Oman. L'étude sismique commencée en 2000 a été achevée début 2001. Les études géologiques et l'interprétation sismique ont été réalisées en 2001, l'exploration devrait être lancée en 2002 ou 2003.

Vietnam. TotalFinaElf s'est retiré du Vietnam en 2001 après la cession de sa participation de 70 % en tant qu'opérateur sur le Bloc 46.

Brunei. La production sur le champ en mer de Maharaja Lela Jamalulalam (TotalFinaElf opérateur à 46,0 %) a été maintenue à son plateau contractuel de 106 Mpc/j. Une extension du contrat au même niveau de production a été accordée au-delà de 2002 par la Brunei Petroleum Unit en 2001. La production de TotalFinaElf s'est élevée à 10 kbep/j en 2001. TotalFinaElf a été sélectionné comme opérateur, à hauteur de 60 %, du Bloc J de 5 000 km² situé en eaux profondes sous réserve de négociation du PSA.

Malaisie. En 2001, TotalFinaElf a acquis une participation de 42,5 % dans le permis en eaux profondes du Bloc F (sous réserve de l'approbation officielle de Petronas).

Amérique du Nord

La production moyenne journalière de TotalFinaElf en Amérique du Nord s'est élevée à 49 kbep/j en 2001, soit 2,2 % de la production totale du Groupe pour l'année 2001.

Canada. TotalFinaElf est partie prenante dans l'unité pilote destinée au traitement des sables bitumineux de l'Athabasca sur les permis de Surmount et Keerobert afin d'évaluer la faisabilité économique et technique d'une production d'huile lourde via la technique « Steam Assisted Gravity Drainage » (SAGD : injection de vapeur d'eau dans les sables afin de récupérer l'huile par un système de drains). En 2000, le Groupe a acquis des participations dans deux nouveaux permis d'exploration offshore, situés au large de l'île de Cap-Breton en Nouvelle-Écosse.

États-Unis. En 2001, le développement du champ de Matterhorn dans les eaux profondes du Golfe du Mexique (TotalFinaElf opérateur 100 %) a été lancé en vue de la mise en place d'une plate-forme de type TLP par 850 mètres d'eau, destinée à produire 40 kbep/j d'ici la fin 2003. Le projet commun de transport et de traitement du gaz naturel dans les eaux profondes du Golfe du Mexique, baptisé Canyon Express, lancé en 2000, se poursuit conformément au calendrier prévu. Il concerne les développements d'Aconcagua (TotalFinaElf opérateur 50 %), de Camden Hills

(TotalFinaElf opérateur 16,67 %) et des champs de gaz de King's Peak (opérés par BP 100 %), ainsi que la construction de lignes associées de transport et de traitement du gaz et de systèmes de contrôle à une profondeur de plus de 2 000 mètres. Les premières livraisons de gaz par Canyon Express (TotalFinaElf 25,8 %) sont prévues pour le second semestre 2002.

Le développement du champ de Virgo (TotalFinaElf opérateur à 64 %), par 345 mètres de profondeur au nord du Canyon du Mississippi, s'est achevé en 2001. Le développement du champ terrestre de Maben (TotalFinaElf 47 %) dans le Mississippi est en cours. De nombreux forages horizontaux ont déjà été réalisés. Après une nouvelle rationalisation de son portefeuille d'actifs offshore aux États-Unis, TotalFinaElf comptait, à la fin 2001, 135 blocs d'exploration et 48 blocs producteurs offshore dans le Golfe du Mexique.

Amérique du Sud

Argentine. Le projet de développement du champ de gaz de Carina-Aries (au large de la Terre de Feu) a été lancé en 2001 (TotalFinaElf opérateur à 37,5 %). La progression de la production de 56 kbp/j en 2000 à 59 kbp/j en 2001 est attribuable aux permis de Cuenca Austral (TotalFinaElf opérateur à 37,5 %), au champ d'Aguada Pichana (TotalFinaElf opérateur 27,27 %) et de San Roque (TotalFinaElf opérateur 24,71 %). L'augmentation de la capacité d'exportation de l'usine d'Aguada Pinchana, destinée à passer de 335 Mpc/j à 406 Mpc/j, est en phase de réalisation ; les travaux seront achevés mi-2002. En outre, un nouveau projet de mise à niveau a également été approuvé en 2001, qui prévoit l'augmentation de la capacité de traitement et de compression de cette même usine de 406 Mpc/j à 477 Mpc/j. L'unité de traitement devrait être opérationnelle dans cette configuration mi-2003. TotalFinaElf a acquis une participation de 31 % dans les Blocs offshore CAA-39, 40 et 46 de Cuenca Austral. Les travaux de forage d'exploration ont été effectués sur le permis de San Roque tandis que le puits ASR XP 106 s'est révélé positif.

Bolivie. En 2001, TotalFinaElf a acquis une participation dans deux nouveaux permis d'exploration : Aquio (TotalFinaElf opérateur 100 %), situé à 150 kilomètres au nord du Bloc XX Ouest et Rio Hondo (TotalFinaElf 50 %), à 750 kilomètres au nord-ouest de Santa-Cruz, opéré par Petrobras. Ces nouvelles acquisitions viennent s'ajouter aux quatre permis d'exploration dans le sud bolivien, à savoir les Blocs XX Ouest (TotalFinaElf opérateur à 41 %), Bereti (TotalFinaElf opérateur 100 %) et deux permis opérés par Petrobras, San Alberto et San Antonio (TotalFinaElf 15 %). La fin de la phase I du développement du permis de San Alberto a permis le démarrage de la production de gaz début 2001, avec un objectif de plateau de 176 Mpc/j. Avec le démarrage de la phase II en janvier 2002, la production est passée à 430 Mpc/j, conformément à l'augmentation des livraisons

de gaz prévues par le contrat. Sur le permis de San Antonio, suite à la première découverte de gaz de Sabalo X1 en 1999 et le succès du puits d'appréciation Sabalo X2, un projet de développement a été lancé en 2001 en vue d'une entrée en production prévue début 2003, avec un objectif de plateau de 340 Mpc/j.

Brésil. Sur le Bloc offshore BC-2 (TotalFinaElf opérateur 35 %) et le Bloc BFZ-2 en eaux très profondes (TotalFinaElf 15 %), des campagnes de forages ont été menées suite aux sismiques 3D réalisées en 2000. D'autres campagnes de forage sont en cours sur ce même Bloc BC-2. Une campagne sismique devrait commencer en 2002 sur le Bloc BM-C-14 en eaux très profondes (TotalFinaElf opérateur 35 %).

Colombie. La production des champs pétroliers de Cusiana et Cupiagua (TotalFinaElf 15,2 %) s'est établie à 286 kbp/j en moyenne sur l'année 2001. Suite à l'évaluation sismique de l'année 2000 sur le permis de Gaitanas (TotalFinaElf 70 %), les travaux de forage ont débuté en 2001. Une acquisition sismique 2D a également été effectuée sur le permis voisin de Guadalupe (TotalFinaElf 70 %) cette année. TotalFinaElf a acquis, en 2001, une participation de 40 % dans les permis de Capachos et San Miguel. Les travaux de forage sont en cours sur le permis de Capachos. Suite à l'appel d'offres de 2001, TotalFinaElf a signé deux contrats sur les permis de Tangara et Mondo Nuevo (TotalFinaElf 55 %). Le Groupe a également conclu un contrat d'association pour le permis Sinu, en offshore.

Trinidad et Tobago. Deux découvertes de pétrole ont été faites en 2001 dans les eaux profondes de Trinidad, sur le Bloc 2c (TotalFinaElf 30 %) ; il s'agit de Kairi-1 (débit : 3 kbp/j) et Canteen 1 (débit 3,7 kbp/j). À cela, il faut ajouter une troisième découverte faite début 2002, Kairi 2 (débit 4,4 kbp/j). Ces découvertes font suite à celle d'Aripo 1 en 2000 et d'Angostura 1 en 1999, deux puits de gaz également situés sur le Bloc 2c. TotalFinaElf a également pris une participation de 10 % sur le Bloc 3a, adjacent au Bloc 2c.

Venezuela. Sur le projet Sincor (TotalFinaElf 47 %), une production de 40 kb/j d'huile lourde, diluée mais non traitée, a été maintenue tout au long de l'année 2001. La construction et la mise en service de l'upgrader ont été achevés comme prévu à la fin de l'année et le premier enlèvement d'huile synthétique a eu lieu en mars 2002. À son niveau plateau, la production de Sincor devrait atteindre 200 kb/j d'huile lourde à 8-8,5° API, qui deviendront après traitement 180 kb/j de brut synthétique de haute qualité à 32° API, nommé Zuata Sweet. La production du champ Jusepin (TotalFinaElf opérateur à 55 %) a été de 36 kbp/j en 2001, contre 30 kbp/j en 2000, grâce au programme d'injection d'eau et de gaz initié en 2000 afin d'accélérer la production et les réserves d'huile récupérables. En 2001, TotalFinaElf a également acquis une participation de 69,5 %

dans un consortium sur les blocs de Yuca Placer Nord et Yuca Placer Sud, suite à l'ouverture du secteur gazier vénézuélien aux investisseurs privés.

Communauté des États indépendants (CEI)

Azerbaïdjan. En mars 2001, TotalFinaElf a fait une déclaration de découverte commerciale sur le permis de Shah-Deniz (TotalFinaElf 10 %), avant de passer en phase de développement et de production pour une période de 30 ans. En 2002, le Groupe a cessé son activité d'exploration sur le permis de Lenkoran-Talysh (TotalFinaElf opérateur à 35 %) après des résultats de forage décevants.

Kazakhstan. Sur le champ de Kashagan, TotalFinaElf a augmenté sa participation dans le consortium OKIOC (Offshore Kazakhstan International Oil Company) en rachetant une partie de leurs parts à BP et Statoil. La quote-part du Groupe est dorénavant de 16,67 %, contre 14,28 %

auparavant, après exercice de tous leurs droits de préemption par les différents partenaires. Les tests préliminaires menés sur le puits Kashagan Est-1, découvert en 2000, laissent à penser que le champ de Kashagan pourrait être l'une des plus grosses découvertes de ces dernières décennies. Deux puits supplémentaires ont été forés avec succès en 2001, Kashagan Ouest-1 et Kashagan Est-2, tous deux confirmant le potentiel de ce champ géant.

Russie. Dans le bassin du Timan Pechora situé sur le territoire autonome des Nenets, dans l'Arctique, le champ de Kharyaga (TotalFinaElf opérateur à 50 %) a produit en moyenne 11 kbep/j cette année. Suite au lancement en 2002 de la phase 2 du développement de ce champ, la production devrait atteindre 30 kbep/j. TotalFinaElf a conclu un accord de coopération avec Yukos en vue d'explorer et de développer la zone de Shatsky en eaux profondes de la Mer Noire.

AUTRES ACTIVITÉS AMONT

Oléoducs et gazoducs

Le tableau suivant présente les participations de TotalFinaElf dans les oléoducs et gazoducs dans le monde entier.

Oléoduc/Gazoduc	Origine	Destination	Participation en %	TotalFinaElf opérateur	Liquides	Gaz
Grande-Bretagne						
Frigg System: UK line	Frigg, Alwyn North, Froy, Bruce, Lille-Frigg et d'autres	St. Fergus (Écosse)	100,00	●		●
Interconnector	Bacton	Zeebrugge (Belgique)	10,00			●
Central Graben Liquid Export Line (LEP)	Elgin Franklin	ETAP	46,17	●	●	
Shearwater Elgin Area Line (SEAL)	Elgin Franklin, Shearwater	Bacton	25,73			●
Norvège						
Statpipe	Heimdal et d'autres champs	Norpipe a.s.	12,00			●
Zeepipe I	Sleipner	Zeebrugge (Belgique)	4,60			●
Zeepipe II A	Troll	Sleipner	4,60			●
Zeepipe II B	Troll	Draupner	4,60			●
Europipe I	Draupner	Dornum/Emden (Allemagne)	4,60			●
Aasgard Transport	Aasgard	Kaarsto Gas Plant	7,65			●
Europipe II	Usien de gaz de Kaarsto	Dornum/Emden (Allemagne)	5,91			●
Franpipe	Draupner	Dunkirk (France)	5,05			●
Norpipe a.s.	Centre de traitement d'Ekofisk	Emden (Allemagne)	20,86			●
Oseberg Gas Transport: OGT	Oseberg	Heimdal	9,71			●
Vesterled	Champs Heimdal et Frigg	St. Fergus (Écosse)	11,48			●
Frostpipe	Lille-Frigg, Froy	Oseberg	36,24		●	
Oseberg Transport System	Oseberg, Brage et Veslefrikk	Sture	8,65		●	
Norpipe Oil	Centre de traitement d'Ekofisk	Teeside (RU)	34,93		●	
Troll Oil Pipeline I and II	Troll B et C	Vestprocess à la raffinerie de Mongstad	3,70		●	
Pays-Bas						
Nogat pipeline	F15A	Den Helder	23,19			●
West Gas Transport	K13A-K4K5	Den Helder	4,48			●
West Gas Transport Extension	Markham	K13-K4K5	23,00			●
Zuidwal pipeline	Zuidwal	Teminal de Harlingen	42,20			●
Oldelamer pipeline	Oldelamer	Terminal de Garijp	42,25			●
France						
GSO	Réseau Sud Ouest		70	●		●
CFM	Réseau Centre Ouest		45			●
Asie						
Yadana	Yadana (Myanmar)	Ban-I Tong (frontière thaïlandaise)	31,20	●		●
Amérique du Sud						
Transierra	Yacuiba (Bolivie)	Rio Grande (Bolivie)	11,00			
Gas Andes ⁽¹⁾	Bassin de Neuquén (Argentine)	Santiago (Chili)	56,50	●		●
Ocensa	Cusiana, Cupiagua (Colombie)	Terminal de Covenas (Colombie)			●	
TBG	Frontière entre la Bolivie et le Brésil	Porto Alegre, via Sao Paulo	15,20 9,67			●
TGN ⁽²⁾	Network (Nord de l'Argentine)		19,21	●		●
TGM ⁽³⁾	TGN	Uruguai (Brésil)	32,68	●		●
TSB (Projet)	TGM (Uruguay)	TBG (Porto Alegre)	25,00			●

⁽¹⁾ Participation portée de 10 % à 56,5 % en janvier 2001.

⁽²⁾ Participation à compter de janvier 2001.

⁽³⁾ Participation portée de 21,79 % en janvier 2001 à 32,68 % en août 2001.

Aval gazier/électricité

En 2001, TotalFinaElf a poursuivi sa stratégie d'intégration dans la filière gaz-électricité, dont l'objectif est de mieux valoriser ses ressources en gaz et de diminuer la sensibilité de ses revenus aux cycles des prix du pétrole. TotalFinaElf intervient dans le transport de gaz par des participations dans des réseaux de gazoducs, dans la génération d'électricité fondée sur des centrales à gaz à cycle combiné, et dans la commercialisation et le négoce de gaz et d'électricité, deux pôles sur lesquels le Groupe est actif sur les marchés déréglementés, en Europe et en Amérique.

Europe. En France, TotalFinaElf est présent dans l'aval de la chaîne gazière depuis 40 ans : transport, commercialisation et stockage ont été initialement développés en complément de la production du Groupe. Ces activités se sont étoffées au cours des ans et constituent aujourd'hui une plate-forme solide à partir de laquelle le Groupe pourra croître plus avant dans le cadre d'un marché libéralisé. TotalFinaElf détient 70 % de Gaz du Sud-Ouest (GSO) et 45 % de la Compagnie Française du Méthane (CFM), deux grandes sociétés de transport et commercialisation de gaz. GSO exploite un réseau de gazoducs haute pression de 4 300 km et ses ventes aux industriels et distributeurs locaux représentent 9 % du marché français, tandis que CFM veille à l'exploitation commerciale d'un réseau long de 6 700 km, avec une part de marché qui atteint 20 %. Par ailleurs, TotalFinaElf opère deux unités souterraines de stockage de gaz naturel dans le Sud-Ouest de la France pour une capacité totale de 180 Gpc.

TotalFinaElf détient une participation de 10 % dans Interconnector, gazoduc reliant Bacton au Royaume-Uni à Zeebrugge en Belgique, dont la capacité s'élève à 700 Gpc par an.

TotalFinaElf Gas & Power (UK) a pour vocation de commercialiser et d'exercer une activité de négoce relative à la production de gaz naturel et d'électricité du Groupe, ainsi qu'à celle de tiers acquise par le biais de contrats d'achat, à long terme ou au comptant. Les quantités vendues aux clients industriels et commerciaux sur le marché déréglementé se sont élevées à 100 Gpc en 2001, soit une part de marché de 12 % environ.

TotalFinaElf Gas & Power North Europe a été créé en juin 2001 aux fins de commercialiser du gaz et de l'électricité en Europe du Nord (France, Allemagne, Benelux). TotalFinaElf a joué un rôle très actif dans le lancement réussi de Powernext, première plate-forme de négociation en électricité en France.

Cepsa Gas Comercializadora (société commune détenue à parts égale avec Cepsa) a été créée le 1^{er} juin 2001 dans le but de commercialiser du gaz sur le marché espagnol. TotalFinaElf participe également aux études du projet

Medgaz, un gazoduc qui devrait relier directement l'Algérie à l'Espagne.

Continent américain. Aux États-Unis, TotalFinaElf a commercialisé environ 194 Gpc de gaz naturel en 2001. Cette même année, le Groupe a finalisé auprès de TransCanada Pipelines Limited (TCPL) l'acquisition de participations dans différents actifs de transport de gaz naturel en Argentine, au Chili et au Brésil. Ces actifs représentent un système intégré de gazoducs desservant les marchés argentin et brésilien, à partir des bassins producteurs du Neuquén et du Nord-Ouest argentin. L'acquisition inclut 27,2 % de Gasinvest, qui détient 70,6 % de Transportadora de Gas del Norte (TGN) ; 46,5 % de Gasoducto GasAndes (Argentine) SA et de Gasoducto GasAndes (Chili) SA, les deux sociétés qui possèdent le gazoduc GasAndes ; 21,8 % de Transportadora de Gas del Mercosur (TGM), qui détient un gazoduc reliant le réseau TGN à la frontière brésilienne ; et 10 % de la société TSB. En août 2001, TotalFinaElf a acquis, auprès de TCPL, une part supplémentaire de 10,9 % dans TGM. En 2000, TotalFinaElf a pris une participation de 9,17 % dans la portion brésilienne du gazoduc Bolivie-Brésil. En 1999, le Groupe a pris une participation de 15 % dans TSB, une société qui développe un projet de gazoduc devant relier l'Argentine au Brésil. Au total, le Groupe possède un réseau de gazoducs de 9 000 km environ en Amérique du Sud, qui lui permet de relier ses réserves importantes de gaz aux marchés en pleine croissance.

Asie. Sur la côte est de l'Inde, dans l'État de l'Andhra Pradesh, TotalFinaElf (50 %) développe, conjointement avec HPCL, un partenaire local, un projet de construction de stockage souterrain de GPL. La capacité de stockage de ce projet est de 60 000 tonnes et sa capacité de soutirage de 1,2 Mt/an. Au Japon, TotalFinaElf s'est joint à un consortium japonais en 2001 afin d'étudier la faisabilité d'un nouveau procédé de production de diméthyl-ether (DME) directement à partir de gaz naturel, d'appréhender le marché du DME en Asie et de jeter les bases d'un développement commercial.

Électricité et cogénération

TotalFinaElf participe à différents projets de génération d'électricité à base de gaz naturel, de GPL ou de condensats en Europe, au Moyen-Orient, en Amérique du Sud et en Asie. Ces projets se situent actuellement à diverses phases d'avancement. La cogénération est un procédé par lequel la vapeur d'eau produite à partir de la chaleur récupérée des turbines à gaz générant l'électricité est utilisée à des fins industrielles.

En mai 2001, TotalFinaElf a porté de 12,5 % à 40 % sa participation dans le britannique Humber Power Ltd, propriétaire de la centrale électrique située sur la rive sud de l'estuaire de la rivière Humber, dans le Lincolnshire, Angleterre. Cette unité, mise en service en 1997, est

une centrale à gaz à cycle combiné d'une capacité de 1 260 MW. Depuis 1999, les équipes trading du Groupe commercialisent 40 % de l'électricité qu'elle génère. De plus, le Groupe fournit également 40 % du gaz naturel consommé par la centrale, soit 32 Gpc par an.

En juillet et septembre 2001, TotalFinaElf a acquis, respectivement 63,9 % de Central Puerto SA et 70 % d'HidroNeuquén. Central Puerto SA détient et exploite des centrales à gaz situées à Buenos Aires et dans le Neuquén, pour une capacité totale de 2 165 MW, tandis que HidroNeuquén détient 59 % de Piedra del Aguila, un barrage hydroélectrique de 1 400 MW situé dans le Neuquén.

En 2000, le consortium formé par TotalFinaElf et Tractebel a été sélectionné par les Émirats Arabes Unis pour développer le projet Taweelah A1, d'un montant de 1,5 milliard de dollars US. Ce projet (TotalFinaElf 20 %), associant génération d'électricité et dessalement d'eau de mer, est l'un des plus gros projets de cogénération au monde qui vise à accroître les capacités existantes de 225 MW à 1 350 MW pour la génération électrique et de 130 000 m³/j à 380 000 m³/j pour le dessalement d'eau de mer. Fin 2001, la progression des travaux respectait le calendrier défini. Environ 60 % de l'extension des capacités devrait entrer en service à la moitié de l'année 2002.

TotalFinaElf détient, par ailleurs, une participation de 28 % dans la société qui développe actuellement la centrale à gaz à cycle combiné de Bang Bo en Thaïlande, d'une capacité de 350 MW. Celle-ci devrait être opérationnelle au second semestre 2002.

GPL.

En 2001, TotalFinaElf a négocié et commercialisé 4,7 Mt de GPL (butane et propane) dans le monde.

Charbon.

En 2001, TotalFinaElf a vendu 6 Mt de charbon sur les marchés asiatiques et européens, dont 4 Mt relevant de sa propre production, par l'intermédiaire de sa filiale sud-africaine. TotalFinaElf commercialise également 2 Mt/an de charbon vapeur en Asie dans le cadre de la société commune détenue à parts égales.

Énergies renouvelables.

TotalFinaElf prévoit d'installer 5 éoliennes de dernière génération d'une capacité totale de 12 MW sur le site de sa raffinerie des Flandres. La mise en service de ces unités est programmée courant 2003.

TotalFinaElf détient 35 % de Total Energie, l'un des principaux ensembliers en énergie solaire dans le monde, spécialisé dans la conception et le développement de systèmes photovoltaïques. En décembre 2001, TotalFinaElf, en association avec des partenaires belges, a créé Photovolttech, une société industrielle qui produira des cellules et modules photovoltaïques sur le site de Tienen, en Belgique. La capacité de production annuelle de l'usine est prévue pour dépasser 6 MW en crête.

Nucléaire.

En 2001, TotalFinaElf a cédé les 14,52 % qu'elle détenait dans la COGEMA, l'un des principaux fournisseurs de combustible nucléaire, moyennant une contre-partie en numéraire et une participation dans Areva, nouveau pôle nucléaire créé pour prendre des participations dans des sociétés intervenant dans le secteur du nucléaire, notamment la COGEMA.

AVAL

Le secteur Aval de TotalFinaElf couvre l'ensemble des activités de raffinage, de distribution de négoce international et de transports maritimes. Entrent dans le cadre de ces activités de négoce international, la vente de la production de pétrole brut, l'achat de pétrole brut pour alimenter les raffineries du Groupe, la commercialisation des produits fabriqués à partir de pétrole brut et de pétrole raffiné, ainsi que la coordination des activités de transport maritime associées.

Raffinage et marketing

Avec 2 580 Mb/j de capacité de raffinage et 3 724 Mb/j de ventes de produits raffinés en moyenne dans le monde (activités de négoce comprises), le Groupe se positionne parmi les cinq premiers raffineurs au monde. Il occupe également le premier rang en Europe des raffineurs commercialisant leurs produits. TotalFinaElf exploite un réseau de 16 900 stations-service dans le monde, sous les marques Total, Fina et Elf, dont environ 50% sont détenues en propre. Les activités de raffinage permettent également de développer un large éventail de produits à haute valeur ajoutée tels le GPL, le carburant pour l'aviation, les bases pétrochimiques, les fluides spéciaux, les lubrifiants, les bitumes et les paraffines.

En 2001, dans le cadre de la décision de la Commission Européenne autorisant le rapprochement entre Totalfina et Elf Aquitaine, TotalFinaElf a achevé la réalisation de ses engagements pris sur la cession d'actifs de son secteur Aval en France. Ainsi, les opérations suivantes ont été menées à bien : cession de certains oléoducs et dépôts de produits raffinés, ouverture des infrastructures d'avitaillement sur les aéroports de Lyon et Toulouse, cession

de 70 stations-service d'autoroute aux enseignes Total, Fina et Elf, cession en France métropolitaine de la société Elf Antargaz et de la logistique GPL associée de Elf Aquitaine.

Deux fusions successives ont permis au Groupe d'exploiter de vastes gisements d'amélioration de productivité. En 2001, l'association de plans de synergies issues de la fusion et de programmes de productivité mis en œuvre dans l'ensemble du Groupe ont contribué positivement au résultat opérationnel récurrent, pour un montant d'environ 700 millions d'euros. Dans un contexte très concurrentiel au niveau des activités de raffinage, TotalFinaElf poursuit la baisse du point mort du raffinage, fondée sur une politique de réduction des coûts, d'amélioration de la productivité et de la valorisation des productions. En 2001, ce point mort du raffinage a été ainsi ramené à moins de 9 dollars US/t.

TotalFinaElf respecte une politique de maîtrise des capitaux employés dans ses activités Aval, se traduisant par une stricte discipline en matière d'allocations des ressources. Dans le raffinage, cette discipline s'illustrera par la réalisation d'un objectif d'investissements de 3 dollars US par tonne de capacité de raffinage par an dans les années à venir, y compris pour les investissements nécessaires pour s'adapter aux nouvelles spécifications européennes. Dans les activités de distribution, elle accompagne la gestion dynamique des actifs situés en zones matures, la poursuite d'une stratégie de croissance sélective sur les marchés de spécialités à haute valeur ajoutée et l'expansion sur les marchés à forte croissance tels ceux du Bassin méditerranéen, d'Afrique et d'Asie. Ces projets de développement ciblés, assortis d'un pay-back rapide, sont sélectionnés de manière à permettre une contribution croissante de la branche Aval au financement du Groupe.

Le tableau suivant présente les principales données financières du secteur Aval de TotalFinaElf pour les trois derniers exercices.

DONNÉES FINANCIÈRES DU SECTEUR AVAL (1)

Pour l'exercice clos le 31 décembre

(en millions d'euros)	2001	2000	1999 pro forma
Total des ventes du secteur (y compris les ventes intra-groupe)	73 285	84 642	52 176
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	3 004	3 144	1 046

(1) Pour de plus amples informations sur le secteur Aval et la répartition géographique de ses activités, prière de se reporter à la Note 4 figurant dans les Notes annexes aux états financiers consolidés incluses dans le présent Rapport annuel.

Raffinage et autres installations

TotalFinaElf conduit ses opérations de raffinage à partir de 27 raffineries dans lesquelles le Groupe détient une participation (dont 13 opérées directement) et qui sont situées en France, en Belgique, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Italie, aux États-Unis, aux Antilles, en Afrique et en Chine. En Europe, la conjugaison de capacités de raffinage élevées et de volumes de vente importants positionne TotalFinaElf en leader des activités Aval. En Afrique, TotalFinaElf détient des participations dans 6 raffineries pour une capacité totale de raffinage atteignant 265 kb/j (dont 94 kb/j part du Groupe), se plaçant ainsi au troisième rang des raffineurs présents sur ce continent.

L'Europe de l'Ouest représente plus de 80% de la capacité de raffinage de TotalFinaElf et de ses ventes de produits (en incluant la participation à hauteur de 45,3 % dans Cepsa). TotalFinaElf y exploite 12 raffineries, dont celles de Normandie et d'Anvers, qui figurent parmi les sites les plus importants et les plus compétitifs d'Europe. Six des raffineries opérées par TotalFinaElf sont situées en France ; une se trouve en Belgique, une en Allemagne et deux au Royaume-Uni. TotalFinaElf détient par ailleurs des participations dans 2 raffineries, en Italie et aux Pays-Bas, ainsi que des intérêts minoritaires dans la raffinerie allemande de Schwedt et dans la raffinerie française de Reichstett. Le Groupe est, en outre, présent dans 4 raffineries en Espagne, par l'intermédiaire de sa participation de 45,3 % dans Cepsa.

Outre la mise en œuvre et l'échange des meilleures pratiques issues de chaque raffinerie appartenant antérieurement à Total, PetroFina et Elf Aquitaine, TotalFinaElf a poursuivi son programme d'optimisation autour de la constitution de "hubs" (plates-formes) en Europe, lui permettant de dégager d'importantes synergies, tant en termes de performance que de coûts.

Courant 2002, TotalFinaElf envisage de procéder à des opérations de maintenance dans huit raffineries ; quatre d'entre elles bénéficieront d'un programme de mise à niveau afin de répondre aux nouvelles spécifications de produits en vigueur. L'impact estimé de ces arrêts sur le fonctionnement des raffineries se traduira par un recul d'environ 5 % par rapport à la capacité de raffinage affichée sur l'exercice 2000.

En 2001, TotalFinaElf, EDF et Texaco ont conclu un accord en vue de la réalisation d'une unité de cogénération produisant de l'électricité et de la vapeur, implantée sur le site de la raffinerie de TotalFinaElf en Normandie. Le Groupe détient 25 % d'intérêts dans cette nouvelle installation, s'engageant ainsi dans un projet performant en termes de rendement énergétique et de respect de l'environnement. Le Groupe a également annoncé cette même année la signature d'un accord de coopération pour le développement de la recherche et des essais menés sur les technologies de la pile à combustible avec Delphi Automotive Systems, premier équipementier automobile mondial. Il entend ainsi promouvoir l'émergence des énergies renouvelables.

Le tableau suivant présente la part de TotalFinaElf en capacité journalière de raffinage de pétrole brut.

CAPACITÉ DE RAFFINAGE DE PÉTROLE BRUT

31 décembre 2001	(kb/j) ⁽¹⁾
Raffineries exploitées par le Groupe	
Normandie (France)	345
Provence (France)	157
Flandres (France)	156
Donges (France)	232
Feyzin (France)	115
Grandpuits (France)	93
Anvers (Belgique)	326
Leuna (Allemagne)	212
Rome (Italie) ⁽²⁾	47
Immingham (RU)	217
Milford Haven (RU) ⁽³⁾	73
Flessingue (Pays-Bas) ⁽⁴⁾	82
Port Arthur (États-Unis)	156
Autres raffineries dans lesquelles le Groupe détient des participations ⁽⁵⁾	369
Total	2 580

(1) Dans les cas où TotalFinaElf ne détient pas 100 % des intérêts d'une raffinerie, la capacité indiquée représente la part proportionnelle détenue par TotalFinaElf dans la capacité de raffinage globale du site.

(2) Participation de TotalFinaElf de 57,5 %

(3) Participation de TotalFinaElf de 70 %

(4) participation de TotalFinaElf de 55 %

(5) Dont 14 raffineries dans lesquelles TotalFinaElf détient des intérêts compris entre 16,7 % et 55,6 % (6 en Afrique, 4 en Espagne, 1 en France, 1 en Allemagne, 1 aux Antilles et 1 en Chine).

Le tableau suivant présente, par catégorie de produit, la part nette des quantités produites dans les raffineries du Groupe (dont celles dans lesquelles sont détenus des intérêts minoritaires) pour les années indiquées.

PRODUITS RAFFINÉS

	2001 (kb/j)	2000 (kb/j)	1999 pro forma (kb/j)
Essences	610	618	655
Carburants pour l'aviation	191	197	195
Kérosène et gasoil	678	597	633
Fiouls et combustibles	540	598	503
Autres produits	391	358	402
Total ⁽¹⁾	2 410	2 369	2 388

(1) Y compris la part nette de Cepsa.

TotalFinaElf produit une large gamme de produits issus du pétrole raffiné, au sein de ses raffineries et à partir d'autres unités. En 2001, TotalFinaElf a poursuivi sa progression dans le domaine de la production et de la distribution des produits de spécialités (carburants pour l'aviation, butane et propane, lubrifiants et graisses, paraffines et cires, bitumes et fluides spéciaux). La bonne intégration des activités de spécialités au raffinage permet le développement d'une gamme plus large, qui inclut notamment des produits nouveaux à forte valeur ajoutée et à haut contenu technologique. TotalFinaElf se positionne ainsi en chef de file sur le marché européen des produits de spécialités, en particulier sur le marché des lubrifiants et des carburants pour l'aviation. TotalFinaElf distribue ses lubrifiants dans 112 pays et dispose de points d'avitaillement en carburants pour l'aviation répartis sur 438 aéroports dans le monde entier. En 2001, TotalFinaElf a acquis la participation de 50 % détenue par Air Liquide dans la société de distribution

Le tableau suivant présente les volumes de produits raffinés moyens vendus par jour et par zone géographique par TotalFinaElf

VENTES DE PRODUITS RAFFINES (1)

	2001 (kb/j)	2000 (kb/j)	1999 pro forma (kb/j)
France	1 215	1 064	1 118
Autres pays européens	1 471	1 502	1 527
États-Unis	168	240	263
Afrique	206	201	191
Reste du monde	94	102	89
Total hors négoce international	3 154	3 109	3 188
Négoce international (Ventes solde et exportations)	570	586	642
Total dont négoce international	3 724	3 695	3 830

(1) Y compris part nette du Groupe dans Cepsa.

Le tableau suivant présente le nombre de stations du réseau TotalFinaElf par zone géographique pour les années indiquées.

RÉPARTITION DU RÉSEAU DE STATIONS-SERVICE

	2001	2000	1999 pro forma
France	5 392	5 859	6 038
Europe hors France	5 689	5 862	5 980
Cepsa(1)	1 553	1 564	1 593
Afrique	3 270	3 395	3 259
États-Unis	-	-	1 682
Reste du monde	1 018	1 015	968
Total	16 922	17 695	19 520

(1) Nombre total des stations appartenant au réseau Cepsa, filiale à 45,3 % du Groupe.

de GPL opérée par les deux sociétés, devenant ainsi numéro deux du marché en France. Par ailleurs, TotalFinaElf a poursuivi la croissance de son activité GPL, hors des frontières nationales, grâce à des développements récents en Chine, au Cambodge, au Vietnam et en Amérique du Sud.

Marketing

TotalFinaElf distribue des produits raffinés majoritairement en Europe et en Afrique. A l'issue de la fusion avec Elf Aquitaine, le Groupe est devenu le leader du raffinage et de la distribution dans l'ensemble que forment les six premiers marchés européens (France, Espagne, Benelux, Royaume-Uni, Allemagne et Italie). En Afrique, le total des ventes tous produits réalisées par le Groupe a dépassé 10 Mt en 2001, le mettant en position de co-leader sur ce vaste marché en croissance.

Europe de l'Ouest. Dans le cadre de sa politique de marque, le Groupe a lancé en 2001 un programme de mise aux couleurs TOTAL de ses stations-service au Royaume Uni, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Allemagne, en Belgique et en Italie. En 2001, TotalFinaElf a cédé 74 stations-service à Agip en France et réalisé l'acquisition de 40 stations d'autoroute en Italie auprès d'ENI. A la fin de l'année 2001, TotalFinaElf devenait ainsi le troisième distributeur sur les autoroutes italiennes, avec une part de marché de 8 %.

La mise en œuvre des plans de synergies et de productivité a été poursuivie en 2001 avec l'optimisation de réseaux plus étendus, l'uniformisation des campagnes promotionnelles et la diminution des investissements, améliorant ainsi la rentabilité sous-jacente des activités de distribution.

TotalFinaElf renforce la fidélisation de sa clientèle au travers de sa démarche commerciale, de la qualité de ses services et de ses produits aussi bien que par son positionnement de proximité. Ces actions lui permettent également de toucher une plus vaste clientèle. La carte Eurotrafic, destinée aux opérateurs de flottes de véhicules pour leurs paiements en stations, est acceptée dans l'ensemble du réseau dans 15 pays européens. Avec plus de deux millions de détenteurs de cartes pour la distribution de carburant en Europe, TotalFinaElf occupe une position de leader dans 13 pays d'Europe. En outre, TotalFinaElf recense 6,7 millions de porteurs de cartes de fidélité grand public en Europe, qui favorisent la visite régulière de ses clients dans les stations du Groupe. TotalFinaElf mise également sur la vente en boutique, le lavage de véhicule et de nouveaux concepts de restauration rapide pour optimiser son réseau de distribution.

Afrique. TotalFinaElf est co-leader sur le continent africain, avec une présence dans plus de 40 pays et une part de marché supérieure à 10 % dans plus de 30 pays. La part de marché du réseau de TotalFinaElf en Afrique s'établit globalement à plus de 20 %. TotalFinaElf se classe en deuxième position dans le domaine de la distribution de produits pétroliers en Afrique, avec un total des ventes de produits raffinés de 10 Mt réalisées en 2001, principalement en Afrique du Sud, au Nigeria, au Kenya, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Le Groupe dispose par ailleurs de participations dans 6 raffineries au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Sénégal, en Angola et en Afrique du Sud. Dans le cadre du développement de ses positions en Afrique, TotalFinaElf est en cours d'acquisition d'actifs de raffinage et de distribution d'Agip Zambia, filiale d'Agip (groupe ENI). Ces actifs comprennent une participation de 50 % au capital de la raffinerie Indeni, 20 stations-service, un dépôt de carburant, ainsi qu'une participation dans une usine de fabrication de lubrifiants. Le réseau à la marque Total devrait ainsi passer à 50 points de vente, soit une part de marché de 15 % environ, assortie d'un potentiel de croissance des ventes.

Bassin méditerranéen. TotalFinaElf poursuit le développement de ses activités distribution, lubrifiants et GPL tout autour du Bassin méditerranéen, en se concentrant plus précisément sur l'Espagne, le Portugal, le Maroc, le Liban et la Turquie. TotalFinaElf a, en particulier, pris le contrôle à 100 % de Total Oil Türkiye, une société commune spécialisée dans la distribution de produits pétroliers, après le rachat des 49 % encore détenus par son partenaire. Total Oil Türkiye exploite désormais un réseau de plus de 330 stations-service en Turquie, représentant une part de marché de 6 %. TotalFinaElf y est également présent sur le marché de la distribution du GPL, avec une part de marché du même ordre.

Europe centrale. TotalFinaElf a conforté sa position dans la distribution avec l'ouverture de neuf stations au cours de l'exercice 2001.

Asie. TotalFinaElf a poursuivi sa politique de développement sélectif de ses activités en Asie. En Chine, TotalFinaElf a conclu, avec China Merchants, un accord en vertu duquel ces deux sociétés mettent en commun leurs activités GPL. Avec un volume estimé à 200 000 tonnes environ pour 2002, cette société commune sera le premier distributeur de GPL dans une région très prometteuse. TotalFinaElf exploite en Asie plusieurs sociétés de stockage et de distribution de GPL, dont quatre en Chine, quatre au Vietnam où TotalFinaElf détient environ 20 % de part de marché, et au Cambodge où cette part de marché s'élève à 35 %. Parallèlement, TotalFinaElf exploite plusieurs sociétés de mélange et de distribution de lubrifiants, dont deux en Chine, une au Vietnam et une en Inde. En termes de distribution, le Groupe développe sa présence et exploite un réseau de 38 stations-service aux Philippines, par ailleurs composé de 24 stations au Cambodge, 8 en Chine et 3 au Vietnam. Le Groupe est également présent en Chine, avec une participation de 20 % dans la raffinerie WEPEC de Dalian, qui fournit des produits pétroliers, principalement destinés au marché intérieur.

Dans le cadre du développement de ses activités au Pakistan, TotalFinaElf a procédé à un investissement initial de 20 millions de dollars US pour la création d'un réseau de distribution de produits pétroliers. Le Groupe est aussi présent au Bangladesh, au travers d'activités de distribution et de stockage de GPL.

États-Unis. Aux États-Unis, TotalFinaElf exploite la raffinerie de Port Arthur située sur le Golfe du Mexique. Cette raffinerie, dont la capacité de production s'élève à 156 kb/j, bénéficie de l'intégration continue des activités de raffinage et de pétrochimie, qui vont encore se développer grâce à l'investissement conjoint (40/60) de TotalFinaElf et de BASF dans un vapocraqueur d'envergure mondiale.

Négoce international et approvisionnement

Les marchés pétroliers se sont considérablement détendus en 2001. La dégradation de la conjoncture économique et le niveau élevé des prix du pétrole en 2000 se sont combinés pour arrêter la croissance de la demande mondiale en pétrole. Les événements du 11 septembre ont encore réduit la demande au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2001. L'OPEP, confrontée à une augmentation de l'offre en pétrole des pays non-membres de l'organisation, n'a ajusté sa production que progressivement, au terme de quatre réductions successives de ses quotas. Le déséquilibre entre l'offre et la demande a provoqué une augmentation des stocks, en particulier au cours du second semestre de l'exercice. Les prix du pétrole ont été poussés à la baisse par l'élévation des stocks, ce qui a réduit les tensions sur le marché. Au cours de cette période placée sous le signe de la volatilité, la division Trading de TotalFinaElf a maintenu un niveau élevé d'activité, avec des volumes physiques négociés de pétrole brut et de produits raffinés supérieurs à 5 Mb/j en 2001.

TotalFinaElf qui se situe parmi les premiers opérateurs mondiaux du négoce international de pétrole brut et de produits raffinés intervient largement sur les marchés physiques et sur les marchés des dérivés, tant organisés que de gré à gré. La division diversifie ses ressources et ses débouchés par l'intermédiaire de transactions au comptant, des contrats à terme ou d'échange, ainsi que d'autres instruments, tels que les swaps. Ces opérations sont conduites avec des contreparties variées afin d'optimiser l'écoulement des productions du Groupe et l'approvisionnement de ses raffineries et afin de répondre aux exigences des différents marchés sur lesquels le Groupe est présent dans les meilleures conditions de sécurité de l'offre, de flexibilité et de compétitivité au niveau des coûts. Dans le cadre de son activité de négoce, le Groupe effectue, comme la plupart des autres compagnies pétrolières, des opérations de couverture afin de limiter son exposition aux fluctuations de prix du pétrole brut et des produits raffinés. Toutes les activités de négoce du Groupe s'inscrivent dans le cadre d'une politique rigoureuse de contrôle interne et de fixation de limites d'intervention.

Le tableau suivant présente les ressources et les débouchés mondiaux du pétrole brut pour les trois derniers exercices.

RESSOURCES ET DÉBOUCHES DE PÉTROLE BRUT

Pour l'exercice clos le 31 décembre

	2001	2000	1999 pro forma
	(kb/j, sauf pourcentages)		
Débouchés de pétrole brut			
Total des débouchés	4 553	4 592	5 163
Ventes au secteur Aval du Groupe (1)	2 162	2 166	2 091
Ventes à des tiers	2 391	2 426	3 072
% ventes à des tiers / total des débouchés	53 %	53 %	60 %
Ressources de pétrole brut			
Total des ressources	4 553	4 592	5 163
Production propre ^{(2) (3)}	1 427	1 395	1 441
Achats à des tiers	3 126	3 197	3 722
% production propre / total des ressources	31 %	30 %	28 %

(1) Hors part de Cepsa.

(2) Dont condensats et liquides de gaz naturel.

(3) Dont la part proportionnelle de production des filiales communes.

Transport maritime

L'année 2001 a été une année très contrastée pour ce qui concerne le marché du fret pétrolier, tant pour les navires de transport de pétrole brut que pour les navires de transport de produits. Après avoir entamé l'année à des niveaux constituant des records historiques de hausse, on a assisté à une baisse des prix tout au long de l'année pour finir à des valeurs proches de records historiques de baisse. A la fin de l'année 2001, les tarifs de fret avaient en effet atteint leurs plus bas niveau depuis 1999.

Dans ce contexte, l'activité de transport maritime et de fret de TotalFinaElf est restée très soutenue : les volumes transportés sur l'exercice sont comparables à ceux enregistrés au cours de l'année 2000 et le nombre d'affrètements réalisés est légèrement supérieur du fait,

en particulier, d'une augmentation du transport de produits raffinés.

Disposant d'une flotte contrôlée relativement importante, par le biais de contrats d'affrètement à moyen et long terme, le Groupe a été en mesure de faire face, dans de bonnes conditions, à la hausse des tarifs du fret en début d'année. La politique de rajeunissement et de modernisation de la flotte s'est poursuivie. Ainsi, s'agissant des navires de transport de pétrole brut, deux bâtiments neufs, de type "Suezmax" (l'"Erviken" et le "Storviken"), et deux autres bâtiments neufs, de type "Aframax" (le "Nord Atlantic" et le "Nord Stealth") ont rejoint la flotte du Groupe. S'agissant des navires voués au transport de produits, le Groupe a pris, en 2001, en contrat d'affrètement à long terme, trois bâtiments neufs (le "Kersaint", le "Marne" et le "Charente") qui sont venus remplacer des unités plus anciennes.

CHIMIE

La dimension de ses activités fait du secteur Chimie de TotalFinaElf l'un des plus grands producteurs intégrés au monde. En 2000, après la fusion intervenue entre Totalfina et Elf Aquitaine, le secteur Chimie de TotalFinaElf a vu son périmètre s'accroître pour s'organiser en trois sous-secteurs : Pétrochimie et grands polymères, Intermédiaires et polymères de performance et Spécialités.

En 2001, le total des ventes du secteur chimie de TotalFinaElf a atteint 20 milliards d'euros. L'Europe représente 63 % des ventes totales du secteur, les États-Unis 25 %, le reste étant réparti principalement entre l'Asie et l'Amérique latine.

Le tableau suivant présente les principales données financières du secteur Chimie pour les trois derniers exercices.

DONNÉES FINANCIÈRES DU SECTEUR CHIMIE ⁽¹⁾

Pour l'exercice clos le 31 décembre

(en millions d'euros)	2001	2000	1999 pro forma
Total des ventes du secteur (y compris les ventes intra-groupe)	19 966	21 246	17 502
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	1 095	1 627	1 189

(1) Pour de plus amples informations financières sur le secteur Chimie et la répartition géographique de ses activités, prière de se reporter à la Note 4 figurant dans les Notes annexes aux états financiers consolidés incluses dans le présent Rapport annuel.

Le tableau suivant présente les grands groupes de produits du secteur Chimie accompagnés de leurs applications principales :

Grands groupes de produits	Principales applications
Pétrochimie et grands polymères	
Oléfines	
Ethylène	Production de polyéthylène, chlorure de vinyle monomère, styrène, polymères fonctionnels et copolymères
Propylène	Production de polypropylène, acide acrylique, alcools OXO
Aromatiques	
Butadiène	Production de lactame 12, polybutadiène, élastomères
Benzène	Production de styrène, cyclohexane, chlorobenzènes
Toluène	Production d'intermédiaires et de solvants
Xylènes	Production d'anhydride phthalique, acide téréphthalique (PTA), solvants
Polyéthylène	Emballages et films d'emballage, câbles, tubes et tuyaux, bouteilles, réservoirs d'essence, pièces automobiles...
Polypropylène	Emballages, conteneurs, pièces automobiles, produits d'équipement ménager et d'hygiène, appareils électriques et fibres
Styréniques	
Styrène	Production de polystyrène, ABS, émulsions, résines, additifs plastiques
Polystyrène	Emballages, audio-vidéo, micro-ordinateurs, TV et appareils électriques
Élastomères	Modifiants pour bitume, semelles de chaussures, modifiants pour plastiques, adhésifs
Chlorure de vinyle monomère	Production de polychlorure de vinyle
Polychlorure de vinyle	Bâtiment, revêtements muraux, industrie automobile, tuyaux, tubes et profilés
Fertilisants	Fertilisants azotés et complexes, urée, produits industriels
Intermédiaires et polymères de performance	
Acryliques	Résines, émulsions pour adhésifs, peintures et revêtements, super absorbants, additifs plastiques, monomère pour le PMMA (polyméthacrylate de méthyle)
Fluorés	Réfrigération, air conditionné, mousses, solvants, intermédiaires
Thiochimie	Intermédiaires pour l'agrochimie et la pharmacie, agents de polymérisation et additifs, odorisation du gaz
Soude caustique	Chimie, alumine, papier et pâte à papier, détergents et savons
Peroxyde d'hydrogène	Blanchiment du papier et de la pâte à papier, textile, électronique et traitement de l'eau
Peroxydes organiques	Catalyseurs de polymérisation pour polyéthylène, PVC, polystyrène, agents de réticulation
Additifs	Stabilisants et modifiants d'impact pour la transformation des polymères
Produits de performance	Séparation des gaz et des liquides, adsorption/filtration, tensio-actifs de spécialités
Polyamides 11 & 12	Polymères techniques utilisés dans l'industrie automobile, dans l'industrie aéronautique et aéronautique, dans l'industrie électronique, dans la fabrication de hot-melts et de revêtements anti-corrosion pour les tubes et tuyaux
PVDF - Polymères fluorés	Polymères techniques utilisés dans l'industrie du bâtiment, dans le génie chimique et dans la fabrication de peintures et de revêtements anti-corrosion, notamment pour les tubes et tuyaux offshore
PMMA - Polyméthacrylate de méthyle	Verre acrylique utilisé dans le bâtiment, l'industrie automobile, les panneaux publicitaires, la décoration et la fabrication de sanitaires
Spécialités	
Caoutchouc	Pièces caoutchouc pour l'industrie automobile, l'industrie des transports, l'aéronautique (transmissions, systèmes anti-vibrations, transferts de fluides, joints dynamiques et de précision, joints toriques, produits grand public (gants, éponges...)) (Hutchinson)
Résines	Résines polyester et gel-coats pour l'industrie nautique, les transports, les sanitaires et les loisirs, résines photoréticulables et émulsions pour revêtements, peintures, vernis, encres et adhésifs (Cray Valley, Sartomer et Cook Composites and Polymers)
Peintures	Peintures décoratives, peintures industrielles, peintures marines et anti-corrosion (SigmaKalon)
Adhésifs	Bâtiment, bois de construction, emballages, bricolage, non-tissés (BostikFindley)
Métallisation	Décoration et protection des pièces métalliques et plastiques, métallisation dans l'industrie électronique (circuits imprimés, supports de puces...) (Atotech)

Pétrochimie et grands polymères

L'activité Pétrochimie et grands polymères de TotalFinaElf regroupe la production d'oléfines, d'aromatiques, de polyoléfines, de styréniques, de polymères vinyliques, ainsi que des activités de compoundage et de transformation du PVC. Bien intégrés aux actifs du raffinage, les principaux sites

pétrochimiques de TotalFinaElf sont situés en Belgique (Anvers/Feluy), en France (Carling, Gonfreville, Balan/St Fons, Fos et Lavéra), au Texas (Port Arthur, Houston, Bayport) et en Louisiane (Carville). La localisation des centres de recherche de TotalFinaElf près des usines facilite les échanges techniques et améliore le support technique à la clientèle.

Le tableau suivant rappelle, fin 2001, les principales capacités de production pétrochimique de TotalFinaElf, en Europe et en Amérique du Nord, et indique le chiffre total de cette capacité, pour les grands groupes de produits.

Capacités au 31 décembre 2001

(en milliers de tonnes)	Europe	Amérique du Nord	Total monde ⁽¹⁾
Oléfines	4 750	1 075	5 890
Aromatiques ⁽²⁾	2 930	655	3 585
Polyéthylène	1 260	410	1 710
Polypropylène	765	1 000	1 780
Styréniques ⁽³⁾	1 320	1 070	2 470
Chlorure de Vinyle Monomère (CVM)	1 030	—	1 060
Polychlorure de vinyle (PVC)	900	70	970

(1) Dont participations minoritaires

(2) Dont butadiène

(3) Styrène, polystyrène, élastomères

Dans la catégorie Pétrochimie et grands polymères, TotalFinaElf a pour objectif de renforcer ses positions au sein des plus grands producteurs mondiaux, en combinant croissance compétitive sur ses grands sites existants et nouveaux projets d'envergure mondiale, destinés à servir les marchés en pleine expansion.

Les ventes en Pétrochimie et grands polymères ont atteint 7,0 milliards d'euros en 2001, contre 8,0 milliards d'euros en 2000, traduisant un recul général des prix de vente ainsi que des volumes en baisse pour certains produits. Au début du second semestre 2000, une conjoncture plus difficile, combinant une baisse des volumes et des marges, principalement aux États-Unis, a succédé aux conditions de marché favorables, aussi bien en termes de volumes que de marges, enregistrées au premier semestre 2000. Le niveau élevé du prix des matières premières pétrochimiques et de l'énergie, début 2001, et la poursuite du ralentissement économique aux États-Unis, ont intensifié la concurrence et accru la pression sur les marges. Le marché des polyoléfines a été particulièrement affecté par cette situation, les marges en polyéthylène et en polypropylène atteignant des niveaux historiquement bas au cours de l'année 2001, en Europe comme aux États-Unis. Sur le marché du PVC, la situation favorable observée en 2000 ne s'est malheureusement pas poursuivie en 2001, aussi bien au niveau des volumes que des marges.

Les pluies exceptionnellement élevées du printemps 2001, en France, ont eu un impact négatif sur les ventes de fertilisants dans ce pays pour la campagne 2000/2001, sachant que la France représente le plus important débouché de ce groupe de produits.

Dans le sillage de ses programmes de croissance et de productivité, TotalFinaElf a lancé, en 2001, plusieurs projets importants.

En Belgique, une extension mineure du vapocraqueur N°2, détenu à 65 % par Fina Antwerpen Olefins (FAO) a été finalisée au premier trimestre 2001. En mai 2001, le Groupe a annoncé un projet plus important destiné à étendre encore les capacités de production de ce vapocraqueur. Ce projet comprend la construction d'un nouveau four de craquage et le dégoullottage des unités de récupération de produits associés. Cette extension devrait entrer en service en fin d'exercice 2002. Après cette opération, la capacité totale de production d'éthylène de FAO sera portée à 1,4 Mt/a, contre 1,25 Mt/a à l'heure actuelle, ce qui placera le site d'Anvers parmi les plus importants de sa catégorie. Le projet vise également à améliorer les performances en matière d'environnement et de sécurité du site, ainsi que son efficacité énergétique.

En France, le nouvel éthylénoduc de 375 km qui relie le site de Carling au centre de stockage souterrain de Viriat a été mis en service à l'été 2001. L'extension de capacité du vapocraqueur de Carling, qui doit être portée à 570 000 tonnes par an sera, quant à elle, opérationnelle au premier semestre 2002.

Aux États-Unis, le nouveau vapocraqueur construit sur le site de Port Arthur (Texas), dans le cadre d'une société commune entre TotalFinaElf (40 %) et BASF (60 %), est entré en service au quatrième trimestre 2001. Cette unité, dont la capacité initiale de production d'éthylène atteint 920 000 tonnes par an, est intégrée à la raffinerie du Groupe, toute proche. Elle fournira de l'éthylène, du propylène et des aromatiques aux unités pétrochimiques et grands polymères du Groupe situées aux États-Unis. Les études d'ingénierie portant sur la construction de trois unités complémentaires du vapocraqueur - extraction de butadiène, alkylation indirecte (TotalFinaElf 16 %) et amélioration des oléfines/méthathèse (TotalFinaElf 40 %) - ont été lancées. Le démarrage de ces unités est prévu mi-2003.

En octobre 2001, TotalFinaElf a annoncé sa participation à un projet pétrochimique de taille mondiale développé en coopération avec Qatar Petroleum, Chevron Phillips Chemical et Qatar Petrochemical Company Limited (QAPCO), (TotalFinaElf 10 %) sur le site de Ras Laffan, au Qatar. Le nouveau craqueur, d'une capacité initiale de production de 1 Mt/a, susceptible de passer à 1,5 Mt/a, sera le plus grand de sa catégorie. Il sera alimenté par le gaz produit par Dolphin, autre projet du Groupe en cours de développement. L'éthylène ainsi produit servira à alimenter les extensions des unités aval existantes, ainsi qu'une nouvelle unité de polyéthylène, d'une capacité de 400 000 tonnes par an, qui sera construite sur le site de Mesaieed, au Qatar.

Dans le polyéthylène, la construction, sur le site d'Anvers (Belgique) d'une nouvelle unité de polyéthylène haute densité bi-modal s'est poursuivie. Le démarrage de l'unité est prévu à la mi-2002. Les nouveaux grades produits par cette unité renforceront les positions commerciales du Groupe dans le secteur des tubes et tuyaux fabriqués dans cette matière.

Au niveau du polypropylène, les activités héritées d'Appryl, société commune formée avec BP, ont été rapidement intégrées aux activités existantes du Groupe. TotalFinaElf est le troisième producteur mondial de polypropylène, avec une capacité de production combinée qui atteindra 2,1 Mt, répartie entre les États-Unis et l'Europe, après la mise en service d'une nouvelle unité sur le site de Feluy (Belgique), dont le démarrage est prévu pour le premier semestre 2002.

Dans les styréniques, TotalFinaElf, actuellement quatrième fournisseur mondial, a mis en service les investissements réalisés dans le cadre de son plan de développement en 2000 : les différentes extensions de ses capacités de production, représentant au total 100 000 tonnes par an,

sont respectivement entrées en service aux premier et quatrième trimestres 2001 sur les sites de Prat de Llobregat, en Espagne et de Carling, en France. Aux États-Unis, la nouvelle unité de polystyrène, d'une capacité de 230 000 tonnes par an, la plus grande de sa catégorie au plan mondial, construite à Carville (Louisiane), a démarré au quatrième trimestre 2001. L'activité Styréniques a souffert du ralentissement de l'économie américaine et de la récession dans l'industrie électronique. Les activités situées en Asie ont aussi été confrontées à une conjoncture difficile, malgré l'impact positif sur le portefeuille de produits de grades à plus forte valeur ajoutée, tels que les nouveaux compounds ignifugés produits par la nouvelle unité qui a démarré ses activités en Thaïlande en 2000 et de nouveaux grades pour le marché de l'audio vidéo.

À Anvers (Belgique), le doublement de la capacité de production, portée à 40 Mt/a, d'élastomères Finaclear™ est intervenu au cours du second semestre 2001.

Le plan d'amélioration des activités PVC à usages généraux, initié en 1997, est arrivé à son terme, avec :

- l'intégration, à compter du 1^{er} janvier 2000, des unités PVC de Berre (France), acquises auprès de Shell, dans le cadre d'une société commune de production avec Solvin, dans lequel le Groupe détient 65 %
- l'extension des capacités de production de PVC, sur le site de Balan (France), dont la mise en service est intervenue en octobre 2000
- le démarrage, en juin 2001, d'une nouvelle unité de PVC, sur le site de Martorell (Espagne), dans le cadre d'une société commune de production avec Solvin, dans lequel le Groupe détient 35 %
- la fermeture, à la mi-2001, des unités de PVC à usages généraux, situées sur les sites de Brignoud (France) et de Miranda et Hernani (Espagne).

Ces projets ont permis de consolider la position de TotalFinaElf au rang de troisième producteur de PVC en Europe.

En avril 2001, les nouvelles unités de Qatar Vinyl Corporation (QVC) (dans lequel TotalFinaElf détient une participation de 16 %) ont démarré avec succès leur production sur le site de Mesaieed (Qatar). QVC exploite plusieurs unités de production sur ce site : soude caustique (capacité de 290 000 tonnes par an), DCE (dichloréthane - 360 000 tonnes par an) et CVM (Chlorure de vinyle monomère - 230 000 tonnes par an). Les productions de QVC sont destinées aux différents marchés asiatiques. L'éthylène consommé par QVC est livré par QAPCO, dont les unités sont également situées à Mesaieed (Qatar).

Dans le domaine des fertilisants, l'année 2001 a été marquée par la terrible explosion survenue, le 21 septembre 2001, sur le site de Toulouse (France). voir page 16 et note 27 "Autres risques et engagements", page 86.

Intermédiaires et polymères de performance

Les activités Intermédiaires et polymères de performance, localisées en Europe, aux États-Unis et en Asie, fournissent une large gamme de marchés, incluant le bâtiment, l'industrie automobile, les peintures et revêtements, le papier et la pâte à papier, la réfrigération, l'industrie des cosmétiques, la chimie de spécialités et l'agrochimie. Ce secteur possède un portefeuille de marques réputées : polyamides Rilsan™, polymères fluorés Kynar™, résines et plaques transparentes Altuglas™ et Plexiglas™.

Dans ce secteur, TotalFinaElf détient des positions de premier plan. Son objectif vise à poursuivre sur la voie de la croissance sélective, axée sur les marchés en pleine expansion et en s'appuyant sur la mise au point et la commercialisation de nouveaux produits, fruits de sa recherche et développement, et sur l'internationalisation rapide de ses métiers.

Les ventes des Intermédiaires et polymères de performance ont reculé, pour s'établir à 4,7 milliards d'euros en 2001, contre 5,3 milliards d'euros en 2000. Cette baisse résulte de changements de périmètre (en grande partie, des cessions) et des conditions économiques difficiles : repli de la demande aux États-Unis, ralentissement de l'industrie du papier et de la pâte à papier, ainsi que du secteur de l'automobile et de l'électronique.

En acryliques, TotalFinaElf qui figure parmi les trois premiers producteurs mondiaux exploite des unités sur les sites de Carling (France) et de Rho (Italie). Parmi les principaux développements réalisés ces dernières années, on peut citer l'internationalisation rapide de ce métier. En 2000, TotalFinaElf a ainsi pris une participation majoritaire dans l'extension de l'unité de production de méthacrylate de méthyle, réalisée par Rohm & Haas, sur son site de Deer Park, au Texas ; ce site se présente déjà comme le plus grand au monde pour ce produit. Ce projet permettra à TotalFinaElf de figurer parmi les producteurs de méthacrylate de méthyle en Amérique du Nord et de consolider l'approvisionnement de ses unités de production de PMMA dans cette région du monde. Cet accord doit démarrer au second trimestre 2002. À Bayport, au Texas, le Groupe a également entrepris la construction d'une unité de production d'acrylates. Dans le cadre d'une société commune de production avec Nippon Shokubai, American Acryl LLC, le Groupe construit une unité d'acide acrylique sur le même site. Ces deux unités doivent entrer en production au premier semestre 2002, ce qui permettra à TotalFinaElf de proposer des conditions identiques de fourniture à ses principaux clients des deux côtés de l'Atlantique. En 2001, le Groupe a également mis en service une nouvelle unité de monomères acryliques et méthacryliques de spécialités à Carling (France), portant ainsi la capacité totale de production du site à 50 000 tonnes par an. Les monomères acryliques et méthacryliques de spécialités sont utilisés dans des marchés en forte

croissance, comme les produits réservés au traitement de l'eau et les résines.

En fluorés, TotalFinaElf a consolidé sa position de numéro 2 du marché, ainsi que la croissance de ses parts de marché dans les secteurs de la réfrigération et des mousses, avec la mise en œuvre de deux projets industriels sur les sites de Pierre-Bénite (France) et Zaramillo (Espagne), sur les sites de sa nouvelle unité de production de produits fluorés de Changshu (Chine) et ses opérations dans son unité de Calvert City (Kentucky) aux États-Unis.

En peroxydes, le Groupe a démarré une nouvelle unité de production de peroxyde d'hydrogène à Shanghai (Chine), renforçant ainsi sa position de troisième producteur mondial. TotalFinaElf exploite des unités de production sur le continent européen - à Jarrie (France) et Leuna (Allemagne), sur le continent nord-américain - à Memphis (Tennessee) et Bécancour (Québec), ainsi qu'en Asie - à Tomakomai (Japon) et Shanghai (Chine). En juillet 2001, TotalFinaElf a annoncé son projet d'extension à 110 000 tonnes par an de la capacité de production de son site de Bécancour. Le démarrage de cette extension est prévu fin 2004.

En polymères techniques, TotalFinaElf est un des premiers producteurs mondiaux, avec les polyamides de spécialités, vendus sous la marque Rilsan™, des thermoplastiques élastomères commercialisés sous la marque Pebax™ et des polymères fluorés de marque Kynar™. Après une croissance soutenue en 2000, où l'augmentation des volumes avait atteint près de 15 % par rapport à 1999, les ventes de polymères techniques sont restées stables en 2001. Le Groupe a finalisé en 2001 les extensions des capacités de production de monomères pour polyamides de spécialités de Marseille à Mont (France). Lorsque le site de Mont sera totalement opérationnel courant 2002, la capacité totale de production de Lactame 12 du Groupe aura progressé de 50 %, pour passer à 22 000 tonnes par an. Le Lactame 12 est le monomère utilisé dans la production des polyamides Rilsan™ 12, des hot-melts Platamid™, des polyether block amides Pebax™ et des poudres ultra fines Orgasol™.

TotalFinaElf, premier producteur mondial de Kynar™, construit une nouvelle unité de production sur son site de Pierre-Bénite (France). Aux États-Unis, le programme d'amélioration entrepris à Calvert City (Kentucky) est arrivé à son terme en novembre 2001, d'où un accroissement de 10 % de la capacité de production du site.

Thiochimie. TotalFinaElf, premier producteur mondial, dispose d'unités de production en Europe, à Lacq et Mourenx (France) et à Rotterdam (Pays-Bas), ainsi qu'aux États-Unis, à Mobile (Alabama), Houston, Beaumont (Texas) et Riverview (Michigan). Les produits dérivés de la thiochimie sont utilisés comme odorisants du gaz, agents de désulfuration, additifs

pour lubrifiants et dans la production d'intermédiaires pour la pharmacie, l'agrochimie et les aliments pour animaux.

Dans ce dernier secteur de marché, TotalFinaElf et Novus ont annoncé, en janvier 2002, la construction d'une nouvelle unité de méthylthiopropionaldéhyde (MMP), sur le site de TotalFinaElf de Beaumont, au Texas. Cette unité de MMP, d'une capacité de production totale de 68 000 tonnes par an, appartiendra à Novus, mais sera exploitée par TotalFinaElf, qui fournira également les deux principales matières premières nécessaires à son fonctionnement, le méthyl mercaptan, déjà fabriqué à Beaumont, et l'acroléine, qui sera produite dans une nouvelle unité de 36 000 tonnes par an, qui va être construite par TotalFinaElf sur le site de Beaumont.

Spécialités

Les activités de Spécialités de TotalFinaElf sont composées de cinq entités principales, qui opèrent dans une large gamme d'activités couvrant les marchés grand public et industriels, au travers d'organisations mondiales. Le Groupe qui commercialise ses spécialités dans plus de 55 pays entretient pour ce secteur un objectif de croissance à l'international, combinant croissance interne soutenue et acquisitions ciblées, concentrée géographiquement sur les marchés en expansion et focalisée sur la distribution de nouveaux produits à forte valeur ajoutée. Les Spécialités comprennent les activités de transformation du caoutchouc (Hutchinson), les résines (Cray Valley, Sartomer, Cook Composites & Polymers), les peintures (SigmaKalon), les adhésifs (BostikFindley) et la métallisation (Atotech). L'activité Encres du Groupe a été cédée fin 1999.

En 2001, les ventes de Spécialités se sont établies à 7,8 milliards d'euros, enregistrant une croissance de 4 % par rapport à 2000.

Hutchinson, filiale à 100 % du Groupe, fabrique et commercialise des produits issus de la transformation du caoutchouc, destinés à l'industrie automobile et aérospatiale et aux marchés grand public. Les ventes 2001 ont progressé de 5 % par rapport à 2000, pour s'établir à 2,7 milliards d'euros. Une conjoncture encore plus difficile dans l'industrie automobile et l'impact d'un dollar fort sur les coûts de production ont exercé une forte pression sur les marges.

En 2001, Hutchinson a orienté son développement de manière prioritaire sur la croissance interne et l'intégration de Barry Controls, en dépit de conditions de marché difficiles, notamment aux États-Unis. Barry Controls conforte la position d'acteur de premier plan d'Hutchinson dans les applications anti-vibrations pour l'industrie et l'aérospatiale et sur les marchés nord-américain et mondiaux. L'acquisition du groupe Söke, dans le domaine des produits de nettoyage grand public, a également été mise en œuvre avec succès au cours de l'année.

Cray Valley et Sartomer. TotalFinaElf produit des résines pour encres, peintures, adhésifs et revêtements par l'intermédiaire de ses filiales Cray Valley et Sartomer. En 2000, ces deux activités ont bénéficié d'un contexte économique favorable, soutenu par la demande américaine et la reprise en Europe. En 2001, le ralentissement aux États-Unis et dans l'industrie électronique a eu un sérieux impact sur les ventes et les marges. En 2001, les ventes ont été stables, à 1,7 milliard d'euros, en tenant compte du reclassement de certaines activités émulsions en résines.

En 2000 et 2001, Cray Valley a renforcé sa position de premier producteur au monde de gel-coats avec le démarrage, au second semestre 2000, d'une nouvelle unité à Miranda de Ebro (Espagne) et l'acquisition d'ITIP SRL, troisième producteur italien de ces produits. Cray Valley, second producteur mondial de résines polyester insaturé, a également finalisé le rachat des activités européennes de Borden en résines polyester insaturé et, au premier trimestre 2001, celle de la division Résines de Croda International Plc et de Dynomer, la filiale du groupe finlandais Nordkemi en Malaisie. L'acquisition des résines polybutadiène de Ricon aux États-Unis a permis de dynamiser les activités existantes du Groupe dans ce domaine.

En 2001, deux investissements majeurs ont été lancés en Europe et aux États-Unis. La mise en service, à la mi-2002, d'une nouvelle unité de résines en poudre sur le site de North Kansas City, dans l'État du Kansas, positionnera Cray Valley et sa filiale américaine Cook Composites, au rang de fournisseurs majeurs sur le marché des revêtements. Une nouvelle unité de production de monomères et d'oligomères, en construction sur le site de Villers-Saint-Paul (France), permettra à Sartomer de répondre à la demande des marchés en forte croissance des résines photoréticulables (UV). Cette nouvelle unité doit démarrer à la mi-2003.

En janvier 2002, Cray Valley a annoncé la fermeture de son site de Machen, au Royaume-Uni, d'ici 2003. Les productions du site seront transférées vers d'autres unités du Groupe : Stallingborough (Royaume-Uni), Villers-Saint-Paul (France) et Zwickau (Allemagne).

BostikFindley. Avec des ventes combinées de 1,1 milliard d'euros en 2001, BostikFindley se situe au second rang mondial de la production d'adhésifs, avec des positions de premier plan dans le grand public, les adhésifs pour non-tissés et industriels. Début 2001, BostikFindley a annoncé l'acquisition des activités d'adhésifs et produits de pose de revêtements de sol de la société américaine DAP, complétant ainsi le portefeuille de produits de BostikFindley dans le secteur du bâtiment. En 2000, BostikFindley avait acquis les activités Adhésifs en poudre situées en Australie d'ASA, ainsi que Laral Leman, société française produisant une gamme de produits innovants dans le domaine des systèmes de fixation et de collage rapides. Ces activités ont

été rapidement intégrées au Groupe au cours de l'année 2001. Fin 2001, l'essentiel du travail d'intégration et des synergies issues du rapprochement des opérations mondiales de Bostik et Findley a été réalisé.

SigmaKalon. Avec des ventes de 1,7 milliard d'euros en 2001, l'activité Peintures de TotalFinaElf a enregistré une croissance de 4 % de son chiffre d'affaires par rapport à 2000. Les peintures ont effectivement bénéficié de conditions de marché favorables en Europe, dans le secteur du bricolage et sur les marchés professionnels.

La nouvelle organisation résultant de la fusion entre Sigma et Kalon est maintenant en place et les programmes d'intégration des gammes de produits et d'harmonisation des formules sont bien avancés.

Atotech. Au premier semestre 2001, Atotech, l'activité Métallisation de TotalFinaElf, a poursuivi son développement dans un contexte de forte croissance, en particulier en Asie, en ligne avec les tendances enregistrées en 2000. Le second semestre 2001 a malheureusement été marqué par un fort recul de la demande du côté des produits chimiques et des équipements, reflétant la récession du marché de l'électronique dans le monde et, plus généralement, de l'économie américaine. Grâce à sa forte présence dans le haut du marché électronique et en Asie, Atotech a pu limiter l'impact de ce ralentissement. Sur ce dernier continent, Atotech a renforcé ses positions ces dernières années, grâce au démarrage d'une nouvelle unité de production à Singapour, à l'extension du site de Koda (Japon) et à la décision de construire une nouvelle unité de production à Taiwan, prévue pour démarrer en 2002. Aux États-Unis, l'intégration des activités métallisation et anti-corrosion de McGean Rohco, récemment acquises, a été accélérée, afin d'en récolter plus rapidement les bénéfices.

Cessions. En 2000 et 2001, dans le cadre de son programme de cessions, le Groupe a annoncé la cession de plusieurs de ses actifs : l'oléochimie (Oleofina), les compounds de fluorés non-organiques (Ozark-Mahoning) et Metal & Aviation (Turco) ont été cédés entre l'exercice 2000 et le début 2001.

En juin 2001, TotalFinaElf a annoncé la conclusion d'un accord portant sur la cession de son activité Emballages souples (Soplaril), la cession de sa division canadienne de lubrifiants, ainsi que la cession de son activité Chlorotoluènes à Tessenderlo (Entreprise Minière et Chimique). Les actifs relatifs à la production de chlorotoluènes situés en Chine ont été cédés au partenaire chinois de TotalFinaElf, par la suite, au cours de ce même exercice.

Au mois d'octobre de la période considérée, TotalFinaElf a annoncé la signature d'un accord en vue de la cession de son activité d'opacifiants céramiques, qui comprend notamment des unités de production situées aux États-Unis, au Brésil et au Mexique.

En janvier 2002, le Groupe a annoncé qu'il était parvenu à un accord concernant la vente de son activités Phosphore et dérivés.

En avril 2001, le Groupe a annoncé la suspension pour une durée indéterminée de l'activité de son usine de Portland, dans l'Oregon, spécialisée dans la production de chlore soude et de chlorate de sodium compte tenu du prix sans précédent de l'électricité dans le Pacific Northwest. En février 2002, le Groupe a annoncé son projet de suspendre la production, à la mi-2002, à l'usine de Wichita Kansas qui fabrique du HCFC 22.

ACTIVITÉS DIVERSES

Commerce électronique

A la mi-2000, TotalFinaElf a initié un projet pilote de commerce électronique, dont la majeure partie des transactions s'effectue sur la bourse électronique Trade-Ranger, pour ses achats de biens et de services dans l'énergie et la chimie ; ce projet a pris forme en fin d'année 2000. Le Groupe figure parmi les 16 actionnaires fondateurs de Trade-Ranger, dont il est l'un des principaux acteurs. Trade-Ranger est en effet la plus importante place de marché dans l'industrie du pétrole, du gaz et des produits chimiques. Cette plate-forme a lancé, avec succès, des outils de transactions sur catalogue, ainsi que des outils de gestion des excédents et de ventes aux enchères. Le Groupe a ainsi mené quelque 4 000 transactions automatisées en ligne pour le compte de certaines de ses activités amont, aval et chimie ; il a également effectué des enchères électroniques inversées ou des demandes par voie électronique pour des offres dans ses secteurs Amont et Aval, portant sur un montant total d'environ 40 millions d'euros. Les dépenses d'approvisionnement du Groupe avoisinant 15 milliards d'euros au total par an, TotalFinaElf prévoit que près de la moitié de ce type de transactions pourrait finir par se dérouler en ligne. D'une manière plus générale, la phase pilote de ce projet en 2001 a apporté la preuve des bénéfices réels liés à l'utilisation de tels outils et services au sein de TotalFinaElf. Par conséquent, chaque secteur élabore maintenant un plan en vue du déploiement du système au sein de ses propres entités, dans le monde entier, pour les mois et les années à venir.

C. STRUCTURE DE L'ORGANISATION

TOTAL FINA ELF S.A. est la société-mère du Groupe TotalFinaElf et elle est la société mère, à titre direct ou indirect, de 950 filiales.

Pour connaître la liste des principales filiales de TOTAL FINA ELF S.A., on se reportera à la Note 31 figurant aux Notes annexes aux états financiers consolidés.

D. BIENS, USINES ET EQUIPEMENTS

TotalFinaElf détient des biens en pleine propriété ou à titre locatif dans de nombreux pays dans le monde, dont aucun ne présente un caractère essentiel pour le Groupe. Prière de se reporter à la rubrique "Informations sur le Groupe - Amont" pour une description détaillée des réserves et gisements de pétrole brut et de gaz naturel de TotalFinaElf.

Environnement

TotalFinaElf est particulièrement sensible aux problèmes de contamination souterraine dans le respect de nombreuses obligations légales et réglementaires. Les facteurs d'environnement revêtent un caractère très important lors des activités de planification, de conception et d'exploitation de toutes les unités du Groupe. TotalFinaElf mène actuellement plusieurs programmes clés afin de s'assurer que ses activités se déroulent dans le respect de l'environnement. Ces programmes incluent notamment des projets de recherche visant à réduire les niveaux de soufre dans les huiles lourdes, le gasoil et les carburants automobiles, le développement de techniques plus efficaces pour empêcher et gérer les épanchements de pétrole sur les sites offshore, l'amélioration de la qualité des émissions et

des effluents que dégagent les raffineries et les usines chimiques du Groupe, la mise au point et l'installation de systèmes de contrôle dans les unités du Groupe, ainsi que le développement de résines photoréticulables destinées à remplacer les produits à base de solvants. TotalFinaElf mène des études détaillées sur l'impact écologique de chacun de ses grands projets.

En 2001, TotalFinaElf a veillé à l'application des grands principes définis dans la charte du Groupe en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement. Figurent au centre des activités de ce programme : la mise en œuvre de systèmes pour la planification préalable des activités d'exploration et de développement, axée sur la réduction au minimum des déchets produits sur le site, dans l'optique d'améliorer la valeur ; la réduction de la consommation d'eau et de certaines matières premières ; ainsi que la gestion des risques liés à l'environnement, par l'intermédiaire d'audits menés en interne et en externe, dans lesquels les assureurs participent au processus de planification. Certaines entités de TotalFinaElf sont déjà certifiées ISO 14001, la norme de référence en matière de gestion de l'environnement, tandis que d'autres sont en train de mettre en œuvre ce processus de certification.

Après le naufrage de l'Erika, TotalFinaElf a pris des engagements importants au travers de la Mission Littoral Atlantique pour pomper la cargaison (réalisé durant l'été 2000), participer au nettoyage des côtes, à la restauration des équilibres écologiques et traiter les déchets. La mission dispose d'un budget de plus d'un milliard de francs, pris en charge par TotalFinaElf. En 2001 le Groupe a commencé le traitement des 220 000 tonnes de déchets. Actuellement, plus de 18 000 tonnes ont été traitées et la fin est prévue pour le dernier trimestre 2003.



Dividendes

PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement du dividende, dont la centralisation a été confiée à BNP Paribas, est effectué aux intermédiaires financiers teneurs de compte suivant la procédure du paiement direct par EUROCLEAR France.

BANK OF NEW YORK (101 Barclay Street, New York, NY 10286, USA) assure le paiement du dividende pour les porteurs d'ADR.

PAIEMENT DU DIVIDENDE SUR LES CERTIFICATS REPRÉSENTATIFS D'ACTION (CR ACTION)

Dans le cadre des offres publiques d'échange sur les actions PetroFina, TotalFinaElf a émis des Certificats représentatifs d'action. Le CR Action est un mode de représentation des actions prévu par la loi française, émis par EUROCLEAR France, destiné à circuler exclusivement en dehors de France et ne pouvant pas être détenu par des résidents français. Le CR Action est émis soit sous forme matérielle, soit sous forme d'inscription en compte-titres, et présente les caractéristiques d'une valeur mobilière au porteur. Le CR Action est librement convertible entre la forme matérielle et l'inscription en compte. Banque Bruxelles Lambert est la banque centralisatrice pour le paiement de tous les coupons détachés des CR Action matériels en circulation.

Le paiement des coupons détachés des Certificats représentatifs d'action est effectué sans frais au guichet des établissements suivants :

en Belgique :

BANQUE BRUXELLES LAMBERT SA
FORTIS BANQUE SA
KBC BANK NV

Avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles
Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles
Avenue du Port 2, 1080 Bruxelles

au Luxembourg :

BANQUE GÉNÉRALE DU LUXEMBOURG SA
CRÉDIT EUROPÉEN LUXEMBOURG SA
KREDIETBANK Luxembourg

Avenue J.F.-Kennedy 50, 2951 Luxembourg
Route d'Esch 52, 2965 Luxembourg
Boulevard Royal 43, 2955 Luxembourg

aux Pays-Bas :

ABN-AMRO BANK NV

Herengracht 595, Amsterdam, The Netherlands

en Allemagne :

COMMERZBANK AG
DRESDNER BANK AG

Kaiserplatz, 60261 Frankfurt, Germany
Frankfurt am Main, Geschäftsbereich Corporate Finance, Germany

en Suisse :

CRÉDIT SUISSE
UBS

Paradeplatz 8, 8001 Zürich, Switzerland
Bahnhofstrasse 45, 8098 Zürich, Switzerland

STRIPS-VVPR TOTALFINAELF

Un strip-VVPR est une feuille de coupons dont un coupon donne droit, pour un particulier dont le domicile fiscal est en Belgique, à bénéficier de la réduction de 25 % à 15 % du précompte mobilier belge sur le dividende payé par TotalFinaElf, s'il est présenté accompagné du coupon correspondant d'une action. Les strips-VVPR TotalFinaElf sont négociables à la Bourse de Bruxelles mais n'ont pas de

valeur significative. Les banques désignées comme agents payeurs en Belgique justifient aux autorités fiscales belges la réduction de 25 % à 15 % du précompte mobilier pour le nombre de coupons strips-VVPR TotalFinaElf remis à cet effet. Au 31 décembre 2001, il y avait 56 933 514 strips-VVPR TotalFinaElf en circulation.

COUPONS

N° du coupon	Date de détachement	Date de prescription	Nature du coupon	Montant net FRF	Montant net euros
Exercice 1996	03/06/97	03/06/2002	Dividende	10,50	1,60
Exercice 1997	27/05/98	27/05/2003	Dividende	13,00	1,98
Exercice 1998	19/07/99	19/07/2004	Dividende	13,11914	2,00
Exercice 1999	14/06/2000	14/06/2005	Dividende	15,4149895	2,35
Exercice 2000	29/05/2001	29/05/2006	Dividende	21,646581	3,30
Exercice 2001 ⁽¹⁾	17/05/2002	17/05/2007	Dividende	24,926366	3,80

*(1) Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 7 mai 2002 de verser un dividende de 3,80 euros par action au titre de l'exercice 2001, sous forme numéraire uniquement.
Le paiement du dividende sera effectué le 17 mai 2002.*

Actionnariat

RAPPEL : CONVENTION D'ACTIONNAIRES

Le 26 juin 1992, l'État d'une part, les AGF, le Crédit Lyonnais et le GAN d'autre part, avaient signé une convention d'actionnaires de la Société Total pour une durée minimum de cinq ans. Par cette convention, l'État et les entreprises signataires définissaient les obligations (pour les entreprises signataires, inaccessibilité temporaire des titres concernés pour la durée du pacte ; par dérogation, cession possible des actions entre les entreprises signataires et leurs filiales détenues majoritairement ; l'État et les entreprises signataires étaient considérés agir de concert pour les dispositions du pacte) mises à la charge des entreprises signataires au titre de la détention et de la transmission des 18 529 437 actions Total qu'elles détenaient. La répartition de ces actions parmi les trois entreprises signataires était Crédit Lyonnais : 7 411 775 actions ; AGF : 7 411 775 actions ; GAN : 3 705 887 actions. Pour l'application de la convention, les entreprises signataires et l'État avaient déclaré agir de concert (avis SBF n° 92-2503 du 18 septembre 1992).

Le 18 juin 1996, un avenant à la convention du 26 juin 1992 avait modifié ces dispositions (avis SBF n° 96-2169 du 28 juin 1996). Le nombre d'actions couvertes avait été ramené à 11 millions, celles-ci étant réparties comme suit : AGF supportait des obligations sur 4 400 000 actions, Consortium de Réalisation ⁽¹⁾ sur 4 400 000 actions et GAN sur 2 200 000 actions. Cet avenant a également avancé la date d'expiration du pacte au 23 mai 1997. À cette date, les signataires de la convention du 26 juin 1992 possédaient globalement 14 269 453 actions, soit 5,85 % du capital, représentant 16 450 105 droits de vote, soit 6,28 % des droits de vote totaux.

Le pacte est arrivé à échéance le 23 mai 1997. Du fait de l'échéance du pacte et de la fin d'action de concert en résultant, chacun des signataires a franchi en baisse le seuil des 5 % des droits de vote (avis CMF du 26 mai 1997, repris par l'avis SBF n° 97-1722 du 27 mai 1997).

Relations entre TotalFinaElf et l'État français

Depuis le 7 mai 1998, l'État ne possède plus aucune action de la Société ⁽²⁾.

Les relations entre TotalFinaElf et l'État français étaient régies par les conventions du 17 mai 1924 et du 25 juin 1930. Ces conventions ont expiré le 14 mars 2000. L'Assemblée Générale Mixte du 22 mars 2000 a pris acte de l'expiration de ces conventions et a décidé de modifier en conséquence

tous les articles des statuts de la Société dans lesquels figuraient les dispositions statutaires relatives aux droits particuliers de l'État.

Par ailleurs, le capital social d'Elf Aquitaine, filiale à 99,43 % de TOTAL FINA ELF S.A. au 31 décembre 2001, comprend une action spécifique résultant de la transformation d'une action ordinaire décidée par décret du 13 décembre 1993 qui confère à la République française des droits particuliers. Ce décret prévoit notamment une approbation préalable en cas de franchissement à la hausse de seuils de détention du capital ou des droits de vote par une personne agissant seule ou de concert. L'autorisation du gouvernement français au rapprochement avec Elf Aquitaine donnée le 16 juillet 1999 prévoit que celle-ci devra être renouvelée si TotalFinaElf vient à subir un changement de contrôle.

Rapprochement de Total avec PetroFina en 1999

Le 1^{er} décembre 1998, Total d'une part, et Electrafina, Investor, Tractebel, Electrabel et AG 1824 (les Apporteurs) d'autre part, ont signé une convention d'apport en nature par laquelle les Apporteurs ont apporté leurs actions PetroFina, sous conditions suspensives de l'approbation des autorités de la concurrence européennes et américaines et de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de Total du 14 janvier 1999, conditions qui ont toutes été levées au premier semestre 1999. Les 9 614 190 actions PetroFina apportées ont été échangées contre 43 263 855 nouvelles actions Total (2 actions PetroFina échangées contre 9 actions Total).

Total a lancé ensuite une offre publique d'échange sur l'intégralité des actions PetroFina non encore en sa possession, ouverte en Belgique et aux États-Unis du 6 mai au 4 juin 1999, à la même parité que la convention d'apport, au cours de laquelle 12 516 106 actions ont été apportées, donnant lieu à la création de 56 322 477 actions Total. Durant la réouverture de l'offre du 11 juin au 2 juillet 1999 portant sur les actions PetroFina restant en circulation, 1 038 192 actions PetroFina ont été remises à l'échange, entraînant la création de 4 671 864 actions Total (dont la dénomination est devenue Totalfina le 14 juin 1999). Enfin, Totalfina a mené une nouvelle réouverture de l'offre du 30 juin au 28 juillet 1999 portant cette fois sur les actions PetroFina issues de l'exercice au 30 juin 1999 de warrants personnels PetroFina, au cours de laquelle 80 356 actions PetroFina ont été apportées en échange de 361 602 actions nouvelles Totalfina.

(1) Au terme du protocole d'accord du 5 avril 1995 modifié entre l'État français et le Crédit Lyonnais, le Consortium de Réalisation assumait la totalité des droits et obligations afférents à la détention des titres Total initialement détenus par le Crédit Lyonnais.

(2) Le 28 février 1996, l'État français a cédé 9,5 millions d'actions Total ramenant sa participation de 4,97 % à 0,90 % du capital de la Société. Au cours du mois boursier d'avril 1998, l'État français a cédé 1 197 474 actions Total. En avril 1998, il a également réalisé un échange obligatoire sur les 983 170 certificats pétroliers Total restant en circulation (au taux d'échange d'une action Total pour un certificat pétrolier).

Offres complémentaires sur PetroFina

Conformément aux engagements pris par la Société lors du lancement de l'offre publique de 1999 sur PetroFina, les porteurs de warrants personnels de PetroFina, exerçables à la date du 30 juin 2000, ont pu bénéficier d'une nouvelle offre réservée ouverte entre le 30 juin et le 28 juillet 2000 à la même parité que l'offre publique menée en 1999 (9 actions TotalFinaElf pour 2 actions PetroFina). Sur les 30 302 warrants personnels restant en circulation à l'issue de la première offre, 28 838 ont été exercés au 30 juin 2000 en autant d'actions PetroFina, 1 464 warrants n'ayant pas été exercés à leur échéance. Dans le cadre de cette deuxième offre, 28 836 actions PetroFina ont été échangées contre 129 762 actions TotalFinaElf nouvellement créées.

Le 5 septembre 2000, le Conseil d'administration a lancé une Offre publique d'échange sur les actions PetroFina non encore détenues par la Société, à raison de 9 actions TotalFinaElf pour 2 actions PetroFina. Les 202 930 actions PetroFina apportées à l'offre, ouverte en Belgique et aux États-Unis entre le 10 octobre 2000 et le 7 novembre 2000, ont été échangées contre 913 185 actions nouvelles TotalFinaElf. A l'issue de l'opération, TotalFinaElf détenait 23 480 610 actions PetroFina, soit 99,62 % des 23 570 739 actions formant le capital de PetroFina.

Le 8 novembre 2000, la Société et PetroFina ont constaté que la réalisation de l'offre publique d'échange sur PetroFina ouverte du 10 octobre au 7 novembre 2000 combinée à la réorganisation des activités de PetroFina menée à l'issue de l'offre publique d'échange initiale constituait une *Combination* au titre de l'article 12 du *Warrant Agreement* de PetroFina. En conséquence, les 290 882 warrants US PetroFina non détenus par la Société ont, à cette même date, été échangés de façon automatique contre 235 614 warrants TotalFinaElf nouvellement émis. Depuis cette date, TotalFinaElf détient l'intégralité des warrants US PetroFina, soit 4 431 382 warrants, donnant droit en cas d'exercice à la création de 398 824 actions PetroFina.

Dans un avis daté du 20 novembre 2000, la Bourse de Bruxelles a annoncé sa décision de radier les actions PetroFina du marché au comptant, cette décision prenant effet le 28 décembre 2000. Ainsi, l'action PetroFina a été échangée à compter du 2 janvier 2001 sur le marché des ventes publiques organisées par la Bourse de Bruxelles chaque vendredi, lequel prévoit une fixation du prix à 13 h 00. De même, dans un avis daté du 22 décembre 2000, Euronext Paris S.A. a prononcé la décision de radiation des actions PetroFina du premier marché d'Euronext Paris S.A. et d'EUROCLEAR France à compter du 28 décembre 2000.

En 2001, l'intégralité des titres PetroFina détenus par TOTAL FINA ELF S.A., soit 23 480 610 titres PetroFina, a été apportée à Total Chimie, filiale à 99,99 %

de TOTAL FINA ELF S.A., qui a pour vocation de détenir, hors PetroFina, certaines participations du Groupe TotalFinaElf, notamment dans la chimie de spécialités. L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de Total Chimie qui s'est tenue le 27 avril 2001 a approuvé cet apport.

Le 20 septembre 2001, le Conseil d'administration de Total Chimie a décidé de lancer une offre publique de reprise sur les 90 129 titres PetroFina non encore détenus, au prix de 600 euros par action. A l'issue de la période d'offre (offre ouverte du 30 janvier au 12 février 2002 inclus), 45 894 actions PetroFina ont été apportées à l'offre et le solde transféré de plein droit à l'offrant. En conséquence, Total Chimie détient à ce jour la totalité des actions PetroFina.

Le 12 février 2002, des actionnaires minoritaires de PetroFina détenant initialement 4 938 actions, ont assigné en référé Total Chimie devant le Tribunal de Commerce de Bruxelles.

Rapprochement de Totalfina avec Elf Aquitaine en 1999 et 2000

Le 13 septembre 1999, les Conseils d'administration de Totalfina et d'Elf Aquitaine ont proposé à leurs actionnaires de rapprocher les deux entreprises au moyen d'une offre publique d'échange par laquelle les actionnaires d'Elf Aquitaine se sont vu proposer d'échanger 13 actions Elf Aquitaine contre 19 actions nouvelles Totalfina. À l'issue de l'offre qui s'est déroulée du 23 septembre au 15 octobre 1999, Totalfina s'est porté acquéreur des 254 345 078 actions Elf Aquitaine présentées à l'offre et a remis en échange 371 735 114 actions nouvelles Totalfina.

Le 24 mai 2000, le Conseil d'administration a décidé de procéder à une offre publique de retrait portant sur l'ensemble des actions Elf Aquitaine non encore détenues par la Société, sous la forme d'un échange avec une parité de 4 actions TotalFinaElf pour 3 actions Elf Aquitaine. À l'issue de l'offre qui s'est déroulée entre le 15 juin 2000 et le 1^{er} septembre 2000, TotalFinaElf a acquis les 10 828 326 actions Elf Aquitaine présentées à l'offre et a remis en échange 14 437 768 actions nouvelles TotalFinaElf.

Dans un avis daté du 20 octobre 2000, PARISBOURSE SBF S.A. (devenu Euronext Paris S.A.) a annoncé sa décision, "suite au résultat de l'offre publique de retrait", de radier du premier marché de la Bourse de Paris les actions Elf Aquitaine. La décision de radiation a pris effet le 3 novembre 2000. À compter du 6 novembre 2000, les actions Elf Aquitaine ont été admises au compartiment des valeurs radiées des marchés réglementés, lequel prévoit un fixing quotidien à 15 h.

Aux États-Unis, les *American Depositary Shares* (ADS) Elf Aquitaine ont cessé d'être cotés au *New York Stock*

Exchange (NYSE) à compter du 5 septembre 2000. Le programme d'ADS d'Elf Aquitaine a été clôturé le 18 septembre 2000. La radiation de la cote des ADS Elf Aquitaine a pris effet le 18 octobre 2000 à l'ouverture du marché, après avoir été approuvée par la *Securities and Exchange Commission (SEC)*. La SEC a émis le 14 mars 2001 une "no-action letter" en vertu de laquelle elle affirme qu'elle ne se prévaudra pas de la réglementation applicable aux valeurs mobilières américaines en cas de désenregistrement des actions et des ADS Elf Aquitaine. Ce désenregistrement est intervenu le 23 mars 2001 avec le dépôt par Elf Aquitaine du *Form-15* auprès de la SEC.

Au 31 décembre 2001, compte tenu des 10 635 767 actions autodétenues par Elf Aquitaine, TOTAL FINA ELF S.A. détenait, directement et indirectement, 276 203 617 actions Elf Aquitaine, soit 99,43 % du capital (277 786 954 actions) et 265 567 850 droits de vote, soit 99,39 % des 267 185 125 droits de vote totaux. Conformément à l'article 17 des statuts d'Elf Aquitaine, TotalFinaElf acquerra 254 345 078 droits de vote double le 28 octobre 2002.

ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Les principaux actionnaires de TotalFinaElf aux 31 décembre 2001, 2000 et 1999 sont rapportés dans le tableau ci-dessous. Leur participation a été établie sur la base de 705 934 959 actions correspondant à 719 013 586 droits de vote au 31 décembre 2001, de 740 465 798 actions correspondant à 721 088 233 droits de vote au 31 décembre 2000, et de 722 203 679 actions correspondant à 716 507 034 droits de vote au 31 décembre 1999.

31 décembre	2001		2000		1999	
	% du capital	% des droits de vote	% du capital	% des droits de vote	% du capital	% des droits de vote
1. Principaux actionnaires représentés au Conseil d'administration						
au 31 décembre 2001	7,6	10,7	7,5	9,9	7,5	10,1
AGF	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4
BNP Paribas	0,4	0,3	0,6	0,6	0,6	0,8
Areva ⁽¹⁾	1,8	1,7	1,8	3,7	1,9	3,8
Société Générale	0,7	1,0	0,6	0,9	0,4	0,8
Groupe Bruxelles Lambert ⁽²⁾	3,3	6,1	3,3	3,4	3,4	3,4
Compagnie Nationale à Portefeuille ⁽²⁾	1,2	1,1	0,9	0,9	0,9	1,0
2. Salariés du Groupe	2,9	5,3	2,8	3,7	2,9	3,7
3. Autres actionnaires nominatifs (hors Groupe)	5,0	7,4	5,0	5,3	4,5	4,6
Total actionnaires stables (1+2+3)	15,5	23,4	15,4	18,9	14,9	18,4
Détention intragroupe	6,5	0,0	5,7	0,0	4,1	0,0
TOTAL FINA ELF S.A.	2,9	0,0	2,3	0,0	0,6	0,0
Total Nucléaire	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Filiales d'Elf Aquitaine	3,5	0,0	3,3	0,0	3,4	0,0
Autres actionnaires au porteur	78,0	76,6	79,0	81,1	81,0	81,6
<i>dont porteurs d'ADS ⁽³⁾</i>	<i>4,4</i>	<i>4,3</i>	<i>5,5</i>	<i>5,6</i>	<i>7,1</i>	<i>7,1</i>

(1) COGEMA aux 31 décembre 1999 et 2000.

(2) Groupe FRÈRE. Suite à la fusion par absorption de Groupe Bruxelles Lambert par Electrafina, la dénomination sociale d'Electrafina a été changée en Groupe Bruxelles Lambert.

(3) American Depositary Shares cotés à la bourse de New York.

TotalFinaElf a la faculté, d'après l'article 12 des statuts, de demander à EUROCLEAR la liste nominative des détenteurs des titres au porteur de la Société*.

Outre l'obligation légale d'informer la Société de la détention de certaines fractions du capital, toute personne, physique ou morale, qui vient à détenir, directement ou indirectement, un pourcentage du capital, des droits de vote ou de titres donnant accès à terme au capital de la Société, égal ou supérieur à 1 %, ou à un multiple de ce pourcentage, est tenue d'informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant le nombre de titres détenus, dans le délai de quinze jours à compter du franchissement de chacun de ces seuils (article 12 des statuts).

À défaut d'avoir été déclarées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans les assemblées d'actionnaires, dans les conditions prévues par la loi si, à l'occasion d'une assemblée, le défaut de déclaration a été constaté et si un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble 3 % au moins du capital ou des droits de vote de la Société en font la demande lors de cette assemblée.

Toute personne physique ou morale est également tenue d'informer la Société dans les formes et délais prévus ci-dessus pour le franchissement de seuil, lorsque sa participation directe ou indirecte devient inférieure à chacun des seuils mentionnés ci-dessus.

En application des dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, il est précisé que l'unique actionnaire connu à détenir, à la clôture de l'exercice 2001, 5 % ou plus des droits de vote de TotalFinaElf est Groupe Bruxelles Lambert (6,11 % des droits de vote), société du Groupe Frère comme Compagnie Nationale à Portefeuille qui détient pour sa part 1,14 % des droits de vote.

* Il n'existe pas de processus d'identification des porteurs de CR Action (titres non dématérialisés).

ACTIONS PROPRES DÉTENUES PAR LE GROUPE

Interventions sur les actions de la Société

L'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2000 avait donné pour une période de dix-huit mois l'autorisation au Conseil d'administration de procéder à des achats et ventes en Bourse des propres actions de la Société dans le respect des objectifs et modalités du programme de rachat d'actions dont la note d'information a reçu le visa COB n° 00-709 en date du 4 mai 2000 (en application du règlement COB n° 98-02 du 6 septembre 1998). Les achats devaient notamment être opérés dans les limites d'un prix maximal d'achat

de 250 euros par action et d'un prix minimal de vente de 100 euros par action sans que le nombre d'actions à acquérir puisse dépasser 10 % du capital social.

L'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2001 a autorisé pour une période de dix-huit mois le Conseil d'administration à acheter ou vendre les actions de la Société conformément aux modalités du programme de rachat d'actions définies dans la note d'information qui a obtenu le visa COB n° 01-424 en date du 23 avril 2001. Le prix maximal d'achat est fixé à 250 euros et le prix minimal de vente à 100 euros. Cette autorisation a remplacé celle de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2000.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002 d'approuver une autorisation relative à l'intervention sur l'action TotalFinaElf au travers d'un programme de rachat d'actions ayant pour objectif prioritaire la gestion de la trésorerie ou des fonds propres s'il apparaît que le rachat constitue une solution adéquate. Le nombre maximal d'actions sur lequel pourront porter les achats ne pourra excéder 10 % du nombre total des actions composant le capital social à la date de réalisation de ces achats, minoré des actions d'autocontrôle. Cette autorisation de rachat d'actions serait donnée pour une durée de dix-huit mois, en remplacement de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2001.

Au titre de l'autorisation du 25 mai 2000, 7 500 000 actions TotalFinaElf ont été achetées au cours de l'année 2001, au prix moyen de 156,99 euros par action, et affectées intégralement à la gestion des fonds propres.

Au titre de l'autorisation du 17 mai 2001, 31 501 000 actions TotalFinaElf ont été achetées au cours de l'année 2001, au prix moyen de 155,14 euros par action : 28 741 000 actions ont été acquises dans le cadre de la gestion des fonds propres au prix unitaire moyen de 154,04 euros et 2 760 000 actions, acquises au prix unitaire moyen de 166,65 euros, ont été affectées à la couverture du plan d'options d'achat d'actions attribué par le Conseil d'administration du 10 juillet 2001.

De plus, 9 720 actions TotalFinaElf ont été cédées en 2001 consécutivement à l'exercice de 7 920 options d'achat au prix d'exercice de 93,76 euros par action dans le cadre du plan d'attribution de 970 000 options d'achat décidé par le Conseil d'administration du 17 mars 1998, de 1 000 options d'achat au prix d'exercice de 113 euros par action dans le cadre du plan d'attribution de 1 500 000 options d'achat décidé par le Conseil d'administration du 15 juin 1999, et de 800 options d'achat au prix d'exercice de 162,7 euros par action dans le cadre du plan d'attribution de 2 500 000 options d'achat décidé par le Conseil d'administration du 11 juillet 2000.

Annulation d'actions de la Société

Utilisant l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 11 mai 1999 pour procéder à la réduction du capital social par annulation d'actions détenues par la Société dans la limite de 10 % du capital social, le Conseil d'administration du 20 novembre 2001 a décidé d'annuler 35 368 000 actions, correspondant à l'ensemble des actions acquises dans le cadre de la gestion des fonds propres entre le 18 septembre 2000 et le 30 septembre 2001. L'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002 doit se prononcer sur une autorisation destinée à remplacer celle donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 11 mai 1999.

Au 31 décembre 2001, la Société détenait directement 20 457 780 actions TotalFinaElf.

Actions TotalFinaElf détenues par les sociétés du Groupe

Une société du Groupe, Total Nucléaire, contrôlée indirectement par la Société, détenait au 31 décembre 2001, 505 318 actions TotalFinaElf.

Au terme du protocole d'accord conclu le 12 septembre 1999 entre Totalfina et Elf Aquitaine, Elf Aquitaine s'était engagée au nom et pour le compte de ses filiales, Financière Valorgest, Sogapar, Fingestval et Elf Atochem North America, à apporter à l'offre publique d'échange menée par Totalfina respectivement les 3 798 000, 702 000, 12 315 760 et 72 000 actions Elf Aquitaine qu'elles détenaient à cette date. En conséquence, ces sociétés ont reçu respectivement 5 550 926, 1 026 000, 17 999 973 et 105 230 actions TotalFinaElf.

Elf Atochem North America, dont la dénomination sociale a été changée en Atofina Chemicals Inc., a cédé sur le marché en 2001 l'intégralité de ses titres TotalFinaElf, soit 105 230 actions.

Le nombre d'actions TotalFinaElf détenues par Financière Valorgest, Sogapar et Fingestval n'a pas varié en 2001, soit un total de 24 576 899 actions.

Ainsi, au 31 décembre 2001, la Société détenait, directement ou par l'intermédiaire de filiales directes ou indirectes, 45 539 997 actions TotalFinaElf.

AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX SALARIÉS

L'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 1998 a autorisé, pour une durée de cinq ans, le Conseil d'administration à augmenter le capital d'un montant maximal égal à 3 % du capital social existant au moment de l'émission, la souscription des actions à émettre sur cette autorisation étant exclusivement réservée aux salariés adhérant à un Plan d'épargne d'entreprise.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'administration du 15 novembre 1999 a décidé de mettre en œuvre une première augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 3,5 millions d'actions portant jouissance 1^{er} janvier 1999 au prix de 98 euros par action. Une première tranche de souscription réservée aux salariés des sociétés du Groupe situées en France et en Belgique a été ouverte du 13 décembre 1999 au 13 janvier 2000. 1 216 908 actions ont été souscrites au cours de cette première phase. Deux autres tranches de souscription, ouvertes du 14 février au 2 mars 2000 et du 13 mars au 30 mars 2000, ont été réservées aux salariés des pays autres que la France et la Belgique où le Groupe est implanté, pour lesquels les autorisations administratives locales ont été obtenues en temps utile. Au cours de la deuxième et de la troisième phase, respectivement 323 374 et 436 911 actions ont été souscrites. Le total des actions souscrites lors de ces trois tranches d'augmentation de capital réservées aux salariés est de 1 977 193 actions.

Le Conseil d'administration du 20 novembre 2001 a décidé de mettre en œuvre une deuxième augmentation de capital réservée aux salariés, la première du nouveau groupe, dans la limite de 6 millions d'actions portant jouissance 1^{er} janvier 2001 au prix de 122,7 euros par action. La note d'opération a reçu le visa COB n° 01-1448 en date du 14 décembre 2001. L'opération a été ouverte aux salariés de TOTAL FINA ELF S.A. et aux salariés de ses filiales françaises et étrangères dont le capital est détenu directement ou indirectement à plus de 50 % par TOTAL FINA ELF S.A. qui ont adhéré au Plan d'épargne Groupe TotalFinaElf et pour lesquelles les autorisations administratives locales ont été obtenues à temps. La période de souscription s'est déroulée du 17 décembre 2001 au 15 février 2002 : 2 785 214 actions ont été souscrites.

L'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002 doit se prononcer sur une autorisation destinée à remplacer celle donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 1998.

PLAN D'ÉPARGNE D'ENTREPRISE

Le Plan d'épargne d'entreprise donne aux salariés la faculté d'effectuer des versements volontaires auxquels la Société ajoute, dans certaines conditions, un abondement.

Les actions créées au titre de l'augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe sont déposées dans deux fonds : "TotalFinaElf Actionnariat France" pour les actions souscrites par les bénéficiaires des sociétés françaises, et "TotalFinaElf Actionnariat International" pour les salariés des autres pays du monde hors Etats-Unis, Canada, Belgique et

Italie. La souscription en Belgique et en Italie de l'augmentation de capital réservée aux salariés décidée par le Conseil d'administration du 20 novembre 2001 est centralisée par la Caisse Autonome du Groupe PetroFina, agissant au nom et pour le compte des souscripteurs belges et italiens, lesquels souscrivent en direct.

Par ailleurs, les fonds salariés d'Elf Aquitaine ayant apporté leurs actions Elf Aquitaine à l'offre publique d'échange menée par Totalfina du 23 septembre au 15 octobre 1999, ces fonds sont investis en actions TotalFinaElf depuis le 28 octobre 1999.

Le nombre total d'actions TotalFinaElf détenues au 31 décembre 2001 se décomposait par fonds de la façon suivante :

Actionnariat Total	2 236 968
TotalFinaElf Actionnariat France	3 486 060
TotalFinaElf Actionnariat International	1 141 792
Fonds des salariés américains	173 205
Elf Actions Totalfina France	10 974 313
Elf Actions Totalfina International	969 972
Elf 1992 Actions Totalfina International	44 678
Elf 2 ^e étape Actions Totalfina International	14 406
Privatisation n° 1 Actions Totalfina France	893 449
Privatisation Étranger Actions Totalfina	401 886
Trust USA/Canada	103 610
Total des actions détenues par les fonds d'actionnariat salarié	20 491 174

Ainsi, les salariés du Groupe détenaient au 31 décembre 2001, par l'intermédiaire des fonds d'épargne d'entreprise de TotalFinaElf et d'Elf Aquitaine, 20 491 174 actions TotalFinaElf, soit 2,90 % du capital ⁽¹⁾ de la Société à cette date.

En 2001, le montant cumulé de l'abondement pour le Groupe s'est élevé à 82,5 millions d'euros.

(1) Sur la base de la définition de l'actionnariat salarié au sens de l'article L. 225-102 du Code de Commerce.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET D'ACHAT D'ACTIONS

POLITIQUE D'ATTRIBUTION

Options de souscription et d'achat d'actions TotalFinaElf

La répartition des attributions entre catégories de bénéficiaires (principaux dirigeants, cadres dirigeants et les autres salariés) figure en page 10 pour chacun des plans en vigueur.

Options de souscription d'actions Elf Aquitaine confirmées aux salariés du Groupe bénéficiant de la faculté d'échange garantie par TotalFinaElf

Des salariés du Groupe, faisant partie du groupe Elf Aquitaine en 1998, ont également eu confirmation en 2000 et 2001 des options de souscription Elf Aquitaine attribuées le 1^{er} avril 1998 dans le cadre d'un plan Incitation Moyen Terme (IMT)⁽¹⁾, compte tenu des résultats obtenus par Elf Aquitaine en 1999 et 2000. Conformément aux engagements pris par le Groupe lors de l'offre en surenchère (note d'information ayant reçu le visa COB n° 99-1179), ces options Elf Aquitaine bénéficient, en cas d'exercice, d'une faculté d'échange contre des actions TotalFinaElf sur la base de 19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine (voir note 24 des comptes consolidés). Les bénéficiaires de ces options Elf Aquitaine, salariés du Groupe aux dates respectives du Conseil d'administration de TOTAL FINA ELF S.A. décidant l'attribution des plans d'options 2000 et 2001 (11 juillet 2000 et 10 juillet 2001), se répartissent de la façon suivante :

Plan IMT (attribution par le Conseil d'administration d'Elf Aquitaine du 1 ^{er} avril 1998 ; prix d'exercice : 105,95 euros)		Nombre de bénéficiaires	Nombre d'options Elf Aquitaine attribuées	Répartition	Nombre moyen d'options par bénéficiaire ⁽³⁾	Nombre moyen d'actions TotalFinaElf correspondantes ⁽³⁾	Nombre moyen d'actions TotalFinaElf correspondantes par bénéficiaire ⁽³⁾
Confirmation 2000 liée aux objectifs 1999 (décision du Conseil d'administration d'Elf Aquitaine du 2 février 2000)	Principaux dirigeants	11	49 132	24,1 %	4 467	71 808	6 528
	Cadres dirigeants	141	143 258	70,2 %	1 016	209 377	1 485
	Autres salariés	17	11 574	5,7 %	681	16 916	995
	Total	169	203 964	100 %	1 207	298 101	1 764
Confirmation 2001 liée aux objectifs 2000 (décision du Conseil d'administration d'Elf Aquitaine du 23 avril 2001)	Principaux dirigeants	10	52 594	19,3 %	5 259	76 868	7 687
	Cadres dirigeants	136	195 855	72,0 %	1 440	286 250	2 105
	Autres salariés	40	23 424	8,6 %	586	34 235	856
	Total	186	271 873	100 %	1 462	397 353	2 136

(1) Plan attribué par le Conseil d'administration d'Elf Aquitaine du 1^{er} avril 1998 sous réserve de la réalisation d'objectifs de résultats par le groupe Elf Aquitaine au titre des exercices 1998, 1999, 2000, 2001 et 2002. Les options sont exerçables depuis le 1^{er} avril 2000 et expirent le 31 mars 2005.

(2) Dans la position occupée dans le Groupe aux dates respectives du Conseil d'administration de TOTAL FINA ELF S.A. décidant l'attribution des plans d'options TotalFinaElf 2000 et 2001.

(3) Hypothèse de mise en œuvre maximale de la faculté d'échange (19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine).

OPTIONS DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2001 (COMITÉ DIRECTEUR ET TRÉSORIER DU GROUPE)

Options de souscription et d'achat d'actions TotalFinaElf

Cette information figure en page 11.

Options de souscription d'actions Elf Aquitaine ⁽¹⁾

	Plan 1995	Plan 1996	Plan 1997	Plan 1998	Plan 1999 n°1	Plan IMT 1998	Total
Prix d'exercice par actions Elf Aquitaine (en euros)	54,03	50,72	80,65	105,95	115,60	105,95	
Date d'expiration	24/01/2002	19/03/2003	25/03/2004	31/03/2005	30/03/2009	31/03/2005	
Options attribuées	27 000	36 600	45 700	70 300	39 010	243 588	462 198
Options existantes au 1 ^{er} janvier 2001	3 000	11 000	24 700	45 300	39 010	233 478	356 488
Options non confirmées durant l'exercice 2001 au titre de l'exercice 2000 ⁽²⁾	–	–	–	–	–	175	175
Options exercées durant l'exercice 2001	0	8 000	7 000	0	0	0	15 000
Options existantes au 31 décembre 2001	3 000	3 000	17 700	45 300	39 010	233 303	341 313
Nombre d'actions TotalFinaElf correspondantes ⁽³⁾	4 385	4 385	25 869	66 208	57 015	340 981	498 843

(1) Parmi le Comité Directeur et le Trésorier de TotalFinaElf au 31 décembre 2001, certains membres issus du groupe Elf Aquitaine bénéficient d'options Elf Aquitaine qui font l'objet, en cas d'exercice, d'une faculté d'échange contre des actions TotalFinaElf sur la base de la parité d'échange de l'offre publique en surenchère intervenue en 1999, soit 19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine (voir note 24 des comptes consolidés).

(2) La confirmation des options du plan IMT 1998 par le Conseil d'administration d'Elf Aquitaine est fonction de la rentabilité des secteurs opérationnels au cours des exercices visés par le plan.

(3) Hypothèse de mise en œuvre maximale de la faculté d'échange (19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine).

ACTIONS DÉTENUES PAR LES ORGANES DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION

Au 31 décembre 2001 et sur la base du registre des actions détenues en nominatif, l'ensemble des membres (personnes physiques) du Conseil d'administration et des principaux dirigeants du Groupe (Comité Directeur et Trésorier) détenait moins de 0,5 % du capital social. Le nombre d'actions qu'ils détenaient à cette date est détaillé ci-dessous :

- Membres du Conseil d'administration (y compris Président) : 93 865 actions
- Comité Directeur et Trésorier (y compris Président) : 166 922 actions
- Président du Conseil d'administration : 13 000 actions

Renseignements généraux sur la Société

IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Dénomination ⁽¹⁾

TOTAL FINA ELF S.A.

Siège social

2, place de la Coupole
La Défense 6
92400 COURBEVOIE

Capital social

7 059 349 590 euros
divisé en 705 934 959 actions au 31 décembre 2001.

Forme et nationalité

Société anonyme régie par la législation française.

Registre du commerce et des sociétés

542 051 180 RCS Nanterre

Statuts

Déposés chez Maîtres Gildas Le Gonidec de Kerhalic et
Frédéric Lucet, notaires associés à Paris.

Code APE (NAF)

111Z

Durée ⁽²⁾

Prorogée de 99 ans à compter du 22 mars 2000, soit une
expiration au 22 mars 2099 sauf dissolution anticipée ou
prorogation.

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Objet social résumé

La Société a pour objet, directement et indirectement, en
tous pays, la recherche et l'exploitation des gisements miniers
et notamment d'hydrocarbures sous toutes leurs formes,
l'industrie, le raffinage, la transformation et le commerce de
ces matières ainsi que de leurs dérivés et sous-produits ainsi
que toutes activités relatives à la production et la distribution
de toutes formes d'énergie et à la chimie.

Lieux où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la Société

Au siège social de la Société.

Répartition statutaire des bénéfices

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais
généraux et autres charges sociales, ainsi que tous
amortissements de l'actif social et de toutes provisions pour
risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices
nets.

Sur ces bénéfices, il est prélevé dans l'ordre suivant :

- 1) 5 % pour constituer le fonds de réserve légale jusqu'à ce
que ce fonds ait atteint le dixième du capital social ; après
quoi le prélèvement affecté à sa formation cesse d'être
obligatoire sauf à reprendre son cours si la réserve légale
descendait au-dessous du dixième dudit capital ;
- 2) la somme fixée par l'Assemblée Générale en vue de la
constitution de réserves dont elle déterminera l'affectation
ou l'emploi ;
- 3) les sommes dont l'Assemblée Générale décide le report
à nouveau.

Le surplus est versé aux actionnaires.

Les fonds de réserve pourront, en vertu d'une décision de
l'Assemblée Générale Ordinaire ou convoquée extraordinaire
sur proposition du Conseil, être affectés, soit à des
amortissements supplémentaires de l'actif social, soit au
rachat et à l'annulation d'actions de la Société, soit encore
à l'amortissement total des actions ou à leur amortissement
partiel par tous moyens permis.

(1) En vertu de la dix-septième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 11 mai 1999, la dénomination sociale "Total" a été remplacée par "TOTAL FINA SA" le 14 juin 1999, à l'issue de l'Offre Publique d'Échange sur les actions PetroFina. L'Assemblée Générale Mixte du 22 mars 2000 a décidé de changer la dénomination sociale "TOTAL FINA S.A." en "TOTAL FINA ELF S.A."

(2) L'Assemblée Générale Mixte du 22 mars 2000 a décidé de proroger la durée de la Société, initialement fixée à 99 ans à compter du 28 mars 1924, pour une nouvelle période de 99 ans à compter du 22 mars 2000.

Assemblées générales

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Quelques dispositions sont cependant spécifiques à TOTAL FINA ELF S.A. dont les suivantes :

Délai d'immobilisation des titres

Les propriétaires d'actions au porteur ou inscrites sur un compte non tenu par la Société doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter aux Assemblées Générales, déposer un certificat établi par l'intermédiaire du teneur de leurs comptes constatant l'indisponibilité des titres jusqu'à la date de la réunion aux lieux indiqués par l'avis de convocation, un jour au moins avant l'époque fixée pour l'Assemblée.

Droit de vote double

À compter du 14 décembre 1994, un droit de vote double est attribué, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, à toutes les actions nominatives et entièrement libérées, inscrites au nom d'un même actionnaire depuis deux ans au moins, ainsi que, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Limitation du droit de vote

Aucun actionnaire ne peut exprimer par lui-même et par mandataire, au titre des droits de vote simple attachés aux actions qu'il détient et aux pouvoirs qui lui sont donnés, plus de 10 % du nombre total des droits de vote attachés aux actions de la Société. S'il dispose du droit de vote double, cette limite pourra être dépassée sans cependant excéder 20 %.

Ces limitations deviennent caduques dès lors qu'une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, vient à détenir directement ou indirectement au moins les deux tiers du nombre total des actions de la Société à la suite d'une procédure publique visant la totalité des actions de la Société.

Franchissements de seuil statutaires

Toute personne, physique ou morale, qui vient à détenir directement ou indirectement un pourcentage du capital, des droits de vote ou de titres donnant accès à terme au capital de la Société, égal ou supérieur à 1 % ou à un multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer la Société. Elle doit également informer la Société lorsque sa participation directe ou indirecte redevient inférieure à ces pourcentages.

Caractéristiques des actions

Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions, de valeur nominale de 10 euros, sous réserve des droits de vote double décrits précédemment.

Les actions sont au porteur ou nominatives.

Identification des porteurs

La Société peut à tout moment, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, demander à l'organisme chargé de la compensation des titres des renseignements permettant d'identifier les détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans les propres assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux.

Capital autorisé non émis au 31 décembre 2001

– Autorisation d'augmenter le capital par émission d'actions nouvelles avec ou sans droit préférentiel de souscription d'actions, y compris par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission sous forme d'attribution d'actions gratuites et/ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, pour un montant nominal maximal de 4 milliards d'euros et autorisation d'émettre des valeurs mobilières donnant accès, immédiat ou à terme, à une quotité du capital de la société pour un montant nominal maximal de 10 milliards d'euros (Assemblée Générale Mixte du 22 mars 2000 - autorisation valable vingt-six mois). Compte tenu (i) de l'augmentation de capital d'un montant nominal de 144 377 680 euros par émission de 14 437 768 actions nouvelles, jouissance 1^{er} janvier 2000, à la suite de l'apport de 10 828 326 actions Elf Aquitaine à l'offre publique de retrait menée en 2000 par TotalFinaElf et (ii) de l'augmentation de capital d'un montant nominal de 9 131 850 euros par émission de 913 185 actions nouvelles, jouissance 1^{er} janvier 2000, à la suite de l'apport de 202 930 actions PetroFina à l'offre publique d'échange menée en 2000 par TotalFinaElf, le capital autorisé non émis par émission d'actions nouvelles, sous cette autorisation, était de 3 846 490 470 euros au 31 décembre 2001. L'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002 doit se prononcer sur une autorisation destinée à la remplacer.

– Autorisation de réaliser des augmentations de capital réservées aux salariés adhérents à un Plan d'épargne d'entreprise dans la limite d'un montant maximal égal à 3 % du capital social existant au moment de l'émission (Assemblée Générale Mixte du 13 mai 1998 - autorisation valable cinq ans). Deux augmentations de capital ont été mises en œuvre dans le cadre de cette autorisation : la première par décision du Conseil d'administration du 15 novembre 1999, donnant lieu à l'émission de 1 977 193 actions nouvelles portant jouissance 1^{er} janvier 1999 ; la seconde par décision du Conseil d'administration du 20 novembre 2001, dont la période de souscription s'est déroulée du 17 décembre 2001

au 15 février 2002 au cours de laquelle 2 785 214 actions ont été souscrites. L'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002 doit se prononcer sur une autorisation destinée à la remplacer.

- Autorisation d'attribuer des options de souscription et d'achat d'actions réservées au personnel de TotalFinaElf dans la limite d'un montant maximal de 3 % du capital social existant au moment de l'attribution (Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2001 - autorisation valable 38 mois). 2 760 000 options d'achat d'actions TotalFinaElf ont été attribuées par le Conseil d'administration du 10 juillet 2001.
- Autorisation d'annuler les actions de la Société dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre mois. Cette autorisation, accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 11 mai 1999, est valable jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003. 35 368 000 actions ont été annulées dans le cadre de cette autorisation sur décision du Conseil d'administration du 20 novembre 2001. L'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002 doit se prononcer sur une autorisation destinée à la remplacer.

Capital potentiel

Les titres donnant accès à des actions TotalFinaElf, par exercice ou remboursement, sont :

- les options de souscription d'actions TotalFinaElf au nombre de 449 881 au 31 décembre 2001 (cf. note 24 des comptes consolidés) ;
- les warrants US TotalFinaElf qui ont été émis (i) en 1999, en rémunération des warrants US PetroFina apportés à l'offre publique d'échange menée par TotalFinaElf aux États-Unis d'Amérique sur l'intégralité des actions et titres de capital de PetroFina et (ii) le 8 novembre 2000, en rémunération des warrants US PetroFina qui ont fait l'objet d'un échange automatique après la constatation ce même jour d'une *Combination* au sens de l'article 12 du *Warrant Agreement* de PetroFina. Chaque warrant US TotalFinaElf donne droit à l'achat d'un ADS TotalFinaElf au prix de 46,94 US \$ par ADS jusqu'au 5 août 2003. Au 31 décembre 2001, 3 572 791 warrants US TotalFinaElf restaient en circulation, donnant droit à la souscription de 3 572 791 ADS TotalFinaElf, soit 1 786 395 actions TotalFinaElf ;
- les actions Elf Aquitaine, existantes ou à créer par levée d'options de souscription Elf Aquitaine (non encore levées au dernier jour de l'offre publique d'échange menée par TotalFinaElf en 1999), lesquelles actions bénéficient d'une faculté d'échange contre des actions TotalFinaElf (sur la base de la parité d'échange de l'Offre, soit 19 actions

TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine) garantie par la Société dans la note d'information relative à l'Offre en surenchère du 22 septembre 1999. Au 31 décembre 2001, 4 071 994 actions Elf Aquitaine, existantes ou à créer, étaient susceptibles de bénéficier de cette faculté d'échange, donnant donc droit à la souscription d'un maximum 5 951 375 actions TotalFinaElf.

Intéressement et participation du personnel

Le 29 juin 2000, un accord d'intéressement et un accord de participation ont été signés pour les exercices 2000, 2001 et 2002 concernant les sociétés TOTAL FINA ELF S.A., Total Raffinage Distribution, Total Solvants, Totalgaz, Elf Aquitaine, Elf Impex, Elf Exploration Production, Elf Aquitaine Exploration Production France, Elf Antar France, Elf Lubrifiants, Gaz du Sud-Ouest, Elf Trading France et Somarelf.

Le montant de la réserve spéciale de participation et de l'intéressement à répartir pour l'ensemble des sociétés signataires des accords de groupe au titre de l'exercice 2001 s'élève à 73,7 millions d'euros.

Politique d'information

Outre son rapport annuel, le Groupe diffuse régulièrement des informations sur ses activités à travers des publications périodiques ainsi que sur son site Internet <http://www.totalfinaelf.com>, ceci indépendamment des nouvelles d'importance significative qui font l'objet de communiqués de presse.

Par ailleurs, TotalFinaElf sollicitait, depuis 1989, l'enregistrement de son rapport annuel comme document de référence auprès de la COB. A compter de l'exercice 2001, en vertu du règlement COB n° 2001-05, le document de référence n'est plus enregistré par la COB mais simplement déposé auprès de ses services. Le contrôle de la COB sur le document de référence est désormais effectué postérieurement à son dépôt.

Enfin, le Groupe organise régulièrement des réunions d'information, tant en France qu'à l'étranger, à destination des actionnaires, journalistes et analystes financiers.

Responsable de l'information financière

Paris :
Ladislav Paszkiewicz
2, place de la Coupole
La Défense 6
92400 Courbevoie
Tél. : (33) (0)1 47 44 58 53
Fax : (33) (0)1 47 44 58 24

New York :
Robert Hammond
TotalFinaElf Services, Inc.
444 Madison Avenue
New York, NY 10022-6903
USA
Tél. : (00 1) 212 922 30 30
Fax : (00 1) 212 922 30 74

Administration – Direction – Contrôle

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ADMINISTRATEURS EN EXERCICE

(Article L. 225-102-1 du Code de commerce)

Thierry Desmarest

Président-directeur général

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Président-directeur général de :

- Elf Aquitaine

Président de :

- FONDATION TOTAL

Membre du Conseil de Surveillance :

- Air Liquide
- Areva

Administrateur de :

- Sanofi-Synthélabo
- Cogema (jusqu'au 14 septembre 2001)

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 2 225 070 euros

Lord Alexander of Weedon Q.C.

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Chairman of :

- The House of Lords Delegated Powers and Deregulation Committee
- The Royal Shakespeare company
- Justice, the all-party law Reform Body

Chancellor :

- Exeter University

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 23 268,72 euros

Yves Barsalou

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Président de :

- VVO Listel (Groupe La Languedocienne) – Sète
- CICA – Zurich (jusqu'en novembre 2001)

Président délégué :

- Crédit Foncier Monaco

Vice-Président de :

- Midi Libre
- U.I. - Paris

Administrateur de :

- Société des caves & producteurs réunis de Roquefort
- Banco Espírito Santo - Lisbonne
- Sodagri – Rodez
- Crédit Lyonnais (jusqu'au 6 septembre 2001)

Membre du Conseil de Surveillance du :

- Crédit Agricole Indosuez (jusqu'au 16 mai 2001)

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 31 537,44 euros

Daniel Bouton

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Président-directeur général de :

- Société Générale

Administrateur de :

- Schneider Electric S.A.

Membre du Conseil de Surveillance :

- Vivendi Environnement

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 39 806,16 euros

Bertrand Collomb

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Président-directeur général de :

- Lafarge - Paris

Membre du Conseil de Surveillance :

- Allianz - Munich

Administrateur de :

- Crédit Commercial de France – Paris
- ATCO - Calgary

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 39 671,80 euros

Honorable Paul Desmarais

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Président du Comité Exécutif de :

- Power Corporation du Canada

Vice-Président de :

- Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Bruxelles)

Président du Conseil et Administrateur délégué de :

- Pargesa Holding S.A. (Suisse)

Président du Conseil de :

- P.C. Limited (Bermudes)
- Power Asia Capital Limited (Bermudes)

Administrateur de :

- Corporation Financière Power (Canada)
- Electrafina S.A. (jusqu'à la fusion avec GBL le 26/4/2001)
- La Great-West, compagnie d'assurance vie (Canada)
- Great-West Lifeco Inc. (Canada)
- Groupe d'assurances London Inc. (Canada)
- Groupe Investors Inc. (Canada)
- London Life, compagnie d'assurance vie (Canada)
- La Presse, Ltée (Canada)
- Telegraph Group Limited (Londres)

Membre du Conseil consultatif de :

- Barrick Gold Corporation (Canada)

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 15 000,00 euros

Xavier Dupont

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Président de :

- Alfi-Convertix - Luxembourg
- Natexis Quantactions France - Paris

Vice-Président du Conseil de Surveillance :

- ACOFI - Paris

Membre du Conseil de Surveillance :

- Banque Privée Saint-Dominique - Paris

Membre du Conseil de Surveillance et Président d'Honneur de :

- Natexis-Capital - Paris

Membre de :

- European Association of Securities dealers Automated Quotation
- International Commission of Appeal - Bruxelles

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 39 806,16 euros

Michel François-Poncet

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Président de :

- BNP Paribas (Suisse)

Vice-Président de :

- BNP Paribas
- Pargesa Holding SA (Suisse)

Administrateur de :

- BNP Paribas UK Holdings Limited
- LVMH Louis Vuitton Moët Hennessy
- Groupe Schneider
- Erbé - Belgique
- Power Corporation du Canada – Canada
- Finaxa
- Vittoria Assicurazioni
- Eridania Beghin-Say (jusqu'au 30 juin 2001)

Membre du Conseil de Surveillance de :

- Axa

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 43 671,80 euros

Jacques Friedmann

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Administrateur de :

- BNP Paribas - Paris
- Vivendi Universal - Paris
- Alcatel (jusqu'au 25 juillet 2001)

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 51 671,80 euros

Baron Goossens

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Président-directeur général de :

- Belgacom

Président de :

- Belgacom Mobile
- BEN Nederland N.V.

Administrateur de :

- K.B.C. Holding Banque Assurance
- Sofina
- FEB (Fédération des Entreprises Belges)
- VEV (Association des Employeurs Flamands)

Membre du Conseil du :

- Comité Olympique Belge

Membre du Conseil de Surveillance de :

- Columbia Business School

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 27 403,08 euros

Frédéric Isoard

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Néant.

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 39 806,16 euros

Bertrand Jacquillat

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Président-directeur général de :

- Associés en Finance

Administrateur de :

- Klepierre

Professeur des Universités à :

- L'Institut d'Études Politiques de Paris

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 55 806,16 euros

Antoine Jeancourt Galignani

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Président de :

- GECINA
- AGF (jusqu'au 5 juin 2001)
- AGF Assurances (jusqu'au 5 juin 2001)
- AGF International (jusqu'au 5 juin 2001)
- AGF- I.A.R.T. (jusqu'au 5 juin 2001)
- AGF - Vie (jusqu'au 5 juin 2001)

Président du Conseil d'Administration :

- SNA SAL - Beyrouth

Président du Conseil de Surveillance de :

- Euro Disney SCA

Administrateur de :

- Assurances Générales de France
- Société Générale
- Kaufman & Broad S.A.

Membre du Conseil de Surveillance de :

- Fox Kids Europe NV

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 35 671,80 euros

Anne Lauvergeon

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Président-directeur général de :

- COGEMA

Président du Directoire :

- Areva

Administrateur de :

- Suez
- Sagem
- Péchiney

Représentant permanent de la COGEMA :

- Usinor
- Eramet
- Framatome (jusqu'au 3 septembre 2001)
- CEA Industrie (jusqu'au 3 septembre 2001)

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 35 671,80 euros

Michel Pébereau

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Président-directeur général de :

- BNP Paribas - Paris

Président de :

- Compagnie d'Investissements de Paris (CIP) (jusqu'au 4 avril 2001)

Administrateur de :

- Lafarge - Paris
- Saint Gobain - Paris
- BNP Paribas UK Holdings Limited - Londres

Membre du Conseil de Surveillance de :

- Axa - Paris
- Galeries Lafayette - Paris
- Dresdner Bank AG - Francfort

Représentant permanent de la BNP Paribas :

- Renault

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 35 671,80 euros

Thierry de Rudder

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Administrateur-délégué de :

- Groupe Bruxelles Lambert
- Electrafina (jusqu'à la fusion avec GBL le 26 avril 2001)

Administrateur de :

- Compagnie Nationale à Portefeuille
- Société Générale de Belgique
- Tractebel
- PetroFina
- Rhodia
- Imerys
- LASMO Plc (jusqu'au 3 février 2001)

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 55 806,16 euros

Jürgen Sarrazin

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Néant.

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 31 537,44 euros

Robert Studer

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Administrateur de :

- BASF
- Esperito Santo Financial Group S.A.
- Renault
- Schindler Holding AG

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 35 671,80 euros

Serge Tchuruk

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Président-directeur général de :

- Alcatel

Administrateur de :

- Vivendi Universal
- Thales
- Société Générale
- Institut Pasteur
- Alstom (jusqu'en mars 2001)

Président du Conseil d'administration de :

- Alcatel USA Holdings Corp.

Membre du Conseil de Surveillance de :

- Alcatel Deutschland GmbH

Membre du Conseil d'administration de :

- l'Ecole polytechnique

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 35 403,08 euros

Pierre Vaillaud

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2001 :

Administrateur de :

- Technip Coflexip
- Egis

Membre du Conseil de Surveillance :

- Oddo Pinatton

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2001 : 39 806,16 euros

**CONTRÔLE EXTERNE DE LA SOCIÉTÉ –
COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Titulaires

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

1, cours Valmy, 92923 Paris-La Défense

Date de nomination : 13/05/1998 pour 6 exercices

R. Amirkhanian

Barbier Frinault et Autres

Andersen

41, rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex

Date de nomination : 21/05/1997 pour un exercice

Renouvelé le 13/05/1998 pour 6 exercices

P. Macioce

Suppléants

Cabinet Salustro Reydel

8, avenue Delcassé, 75378 Paris Cedex 08

Date de nomination : 20/06/1986

Renouvelé le 13/05/1998 pour 6 exercices

M. Alain Grossmann

c/o Barbier Frinault et Autres

41, rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex

Date de nomination : 21/05/1997 pour un exercice

Renouvelé le 13/05/1998 pour 6 exercices

Les mandats des commissaires aux comptes titulaires et suppléants expireront à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2003.

Conventions réglementées

La liste des conventions réglementées visée aux articles L. 225-39 et L. 225-115 du Code de commerce qui est mise à la disposition des actionnaires au siège social ne fait apparaître aucune convention susceptible d'avoir un impact significatif sur la situation financière de la Société. En particulier, aucune convention ne lie la Société à un actionnaire détenant une fraction supérieure à 5% des droits de vote de la Société.

N.B. : les administrateurs en exercice n'ont perçu au cours de l'exercice aucune rémunération ou avantage de toute nature de la part de sociétés contrôlées par TOTAL FINA ELF S.A.

La rémunération indiquée (à l'exception de celle du Président), correspond uniquement aux jetons de présence versés au titre de l'exercice 2001.

Société mère

ÉTATS FINANCIERS SIMPLIFIÉS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE ⁽¹⁾

COMPTES DE RÉSULTATS RÉSUMÉS	2001	2000	1999
<i>(en millions d'euros)</i>			
Résultat d'exploitation	1 197	1 335	721
Résultat financier	3 321	1 155	1 471
Incluant :			
• Produits des participations	3 660	1 245	739
• Résultat exceptionnel et impôt	(689)	522	(1 276)
Résultat net	3 829	3 012	916

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Actions émises		Primes	Réserves	Réserve de	Total
	Nombre	Montant	d'émission	et report à nouveau	réévaluation	
<i>(en millions d'euros)</i>						
31 décembre 2000	740 465 798	7 405	52 717	6 401	43	66 566
Dividendes payés en numéraire ⁽¹⁾				(2 361)		(2 361)
Résultat net 2001				3 829		3 829
Réduction de capital	(35 368 000)	(354)	(5 269)			(5 623)
Exercice d'options de souscription d'actions						
Elf bénéficiant de la garantie d'échange	327 617	3	48			51
Émission d'actions	506 249	5	21			26
Warrants	3 295					-
Variation des écarts de réévaluation					78	78
31 décembre 2001	705 934 959	7 059	47 517	7 869	121	62 566

(1) Dividendes distribués en 2001 : 2 361 millions d'euros (3,30 euros par action).

BILANS RÉSUMÉS AU 31 DÉCEMBRE

	2001	2000	1999
<i>(en millions d'euros)</i>			
Actif			
Actif immobilisé	78 741	79 986	69 333
Immobilisations incorporelles	16	18	20
Immobilisations corporelles	188	77	77
Immobilisations financières	78 537	79 891	69 236
– Titres de participation	71 531	70 607	59 863
– Créances rattachées à des participations	7 006	9 284	9 373
Actif circulant	3 469	3 938	3 138
Stocks	1	2	13
Créances d'exploitation	2 472	2 520	1 697
Valeurs mobilières de placement	905	446	407
Disponibilités et dépôts à court terme	91	970	1 021
Compte de régularisation	9	9	12
Total général	82 219	83 933	72 483
Passif			
Capitaux propres	62 567	66 567	62 595
Capital	7 059	7 405	7 222
Primes, réserves, report à nouveau	51 679	56 150	54 457
Résultat de l'exercice	3 829	3 012	916
Provisions pour risques et charges	266	328	179
Dettes	19 332	16 912	9 637
Dettes financières	17 361	14 831	8 246
– Emprunts obligataires ⁽¹⁾	5 861	5 810	3 329
– Emprunts et dettes financières divers	11 500	9 012	4 917
Dettes d'exploitation	1 971	2 081	1 391
Compte de régularisation	54	126	72
Total général	82 219	83 933	72 483

(1) Y compris emprunts assimilés.

Les états simplifiés de TOTAL FINA ELF S.A. société mère sont établis conformément à la réglementation comptable française. Les états financiers complets sont disponibles sur simple demande auprès de la Société.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

31 décembre 2001 <i>(en millions d'euros)</i>	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus				Prêts et avances	Chiffre d'affaires	Résultat net	Dividendes encaissés	Avals et cautions
		Capital	Autres capitaux propres	brute	nette					
FILIALES										
Total Chimie	100,0	930	11 525	13 117	13 117	–	–	612	694	–
TotalFinaElf EP Algérie	100,0	35	404	129	129	–	555	131	–	–
Omnium Insurance Reinsurance Cy.	100,0	45	192	115	115	–	200	81	–	–
Elf Aquitaine	95,6	2 222	8 370	44 757	44 757	–	385	3 884	876	–
Elf Antar France	59,6	535	2 372	2 632	2 632	–	8 963	1 132	108	–
Total Fina Gestion	100,0	3 969	–	3 969	3 969	–	–	–	–	–
TotalFinaElf Holdings Europe	51,4	63	2 949	3 966	3 966	–	–	1 035	629	–
Autres		–	–	3 113	2 845	7 695	–	–	1 353	3 520
Total général				71 798	71 530	7 695			3 660	3 520

AUTRES INFORMATIONS SUR CINQ ANS

	2001	2000	1999	1998	1997
I - CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Capital social	7 059 350	7 404 658	7 222 037	1 865 882	1 862 418
Nombre des actions ordinaires existantes	705 934 959	740 465 798	722 203 679	244 787 638	244 333 176
Nombre d'actions futures à créer					
• par exercice d'options de souscription d'actions	449 881	962 680	1 522 135	2 578 770	3 052 332
• warrants US TotalFinaElf	1 786 395	1 789 691	1 674 958	–	–
• options et actions Elf bénéficiant de la garantie d'échange en actions TotalFinaElf	5 951 375	6 296 965	6 786 902	–	–
• warrants personnels Petrofina	–	–	136 359	–	–
II – OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Chiffre d'affaires commercial hors taxes	3 949 347	16 488 288	7 666 169	4 575 011	6 777 501
Provisions pour participation et intéressement des salariés au titre de l'exercice	10 200	10 214	10 214	4 573	7 394
Résultat après impôts et dotations aux amortissements et provisions	3 828 722	3 012 113	916 109	572 623	662 432
Report à nouveau antérieur	651 989	19 134	385 535	501 955	398 369
Résultat à affecter :	4 480 711	3 031 247	1 301 644	1 074 578	1 060 801
• Réserve légale	–	18 262	1 061	346	1 683
• Fonds de prévoyance	–	–	–	–	–
• Réserves	–	–	(408 756)	–	76 224
• Résultat distribué	2 712 141	2 449 443	1 709 339	704 319	484 229
• Report à nouveau	1 768 570	563 542	–	369 913	498 665
III – RÉSULTATS PAR ACTION					
<i>(en euros)</i>					
Résultat après impôts, mais avant dotations aux amortissements et provisions ⁽¹⁾	5,51	4,56	0,98	2,74	1,70
Résultat après impôts et dotations aux amortissements et provisions ⁽¹⁾	5,52	4,26	2,61	2,33	2,70
Dividende net attribué à chaque action	3,80	3,30	2,35	2,00	1,98
IV – PERSONNEL					
<i>(en milliers d'euros, excepté pour l'effectif des salariés)</i>					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice ⁽²⁾	2 645	2 488	2 523	2 501	2 424
Montant de la masse salariale de l'exercice	219 987	203 501	171 122	162 217	150 252
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	106 315	85 738	85 083	79 574	77 734

(1) Les résultats par action sont calculés sur la base du nombre moyen d'actions pondéré dilué sur l'année.

(2) Y compris les collaborateurs en congé de fin de carrière ou en préretraite (30 personnes en 2000 et 7 personnes en 2001).

ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(en milliers d'euros, excepté pour le nombre d'actions)

Années	Augmentations du capital	Nominal	Prime d'émission ou de conversion	Montants successifs du capital nominal	Nombre cumulé d'actions de la société
1997	Augmentation de capital :				
	• Augmentation de capital réservée aux salariés	12 431	69 859	1 858 021	243 756 344
	• Exercice d'options de souscription d'actions	4 397	15 636	1 862 418	244 333 176
1998	Augmentation de capital :				
	• Exercice d'options de souscription d'actions	3 464	13 673	1 865 882	244 787 638
1999	Augmentation de capital :				
	• Écart de valeur nominale	581 995	(581 995)	2 447 877	244 787 638
	• PetroFina	1 046 198	10 721 356	3 494 075	349 407 436
	• Elf	3 717 351	37 860 626	7 211 426	721 142 550
	• Warrants	19	158	7 211 445	721 144 494
	• Exercice d'options de souscription d'actions	10 592	35 377	7 222 037	722 203 679
2000	Augmentation de capital :				
	• Augmentation de capital réservée aux salariés	19 772	173 229	7 241 809	724 180 872
	• PetroFina	10 429	154 354	7 252 238	725 223 819
	• Elf	144 378	2 315 869	7 396 616	739 661 587
	• Warrants	31	302	7 396 647	739 664 662
	• Exercice d'options de souscription d'actions Elf bénéficiant de la garantie d'échange	2 489	34 439	7 399 136	739 913 543
	• Exercice d'options de souscription d'actions	5 522	21 144	7 404 658	740 465 798
2001	Augmentation de capital :				
	• Warrants	33	318	7 404 691	740 469 093
	• Garantie d'échange offerte aux porteurs d'options	3 276	47 760	7 407 967	740 796 710
	• Exercice d'options de souscription d'actions	5 063	20 740	7 413 030	741 302 959
	• Réduction de capital	(353 680)	(5 269 375)	7 059 350	705 934 959



Responsable du document de référence et attestations

Attestation du responsable du document de référence

"A ma connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la société et du Groupe ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée."

Thierry Desmarest
Le Président du Conseil d'administration

Attestation des contrôleurs légaux

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société TOTAL FINA ELF S.A. et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent document de référence.

Ce document de référence a été établi sous la responsabilité du Président du Conseil d'administration. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de référence, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. S'agissant de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré, cette lecture a pris en compte les hypothèses retenues par les dirigeants et leur traduction chiffrée.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2000 et 2001 arrêtés par le Conseil d'administration, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Les comptes pro forma couvrant la période du 1^{er} janvier 1999 au 31 décembre 1999 établis sous la responsabilité du Président du Conseil d'administration présentés dans ce document de référence ont fait l'objet d'un examen par nos soins selon les normes professionnelles applicables en France.

Au terme de cet examen qui a fait l'objet d'un rapport inclus aux pages 61 à 84 dans le document de référence 2000 ayant obtenu le visa R.01-120 de la COB le 18 avril 2001, nous avons conclu qu'à notre avis, les conventions retenues constituent une base raisonnable pour présenter les comptes proforma, leur traduction chiffrée est appropriée et les méthodes comptables utilisées sont conformes à celles suivies pour l'établissement des comptes historiques au 31 décembre 2000.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce document de référence.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 9 avril 2002

Les Commissaires aux comptes

BARBIER FRINAULT & AUTRES
Andersen
P. Macioce

KPMG AUDIT
Département de KPMG S.A.
R. Amirkhanian

**TABLEAU DE CONCORDANCE RENVOYANT AUX PRINCIPAUX PARAGRAPHES DU RÈGLEMENT
COB 98-01 ET AUX PAGES DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE CORRESPONDANTES**

	Paragraphe COB 98-01	Pages correspondantes du document de référence
Chapitre 1 : Responsables du document de référence et responsables du contrôle des comptes		
– Nom et fonction des responsables du document	1.1	160
– Attestation des responsables	1.2	160
– Nom et adresse des contrôleurs légaux	1.3	154
– Politique d'information	1.4	40-41, 150
Chapitre 3 : Renseignements de caractère général concernant l'émetteur et son capital		
– Renseignements de caractère général concernant l'émetteur	3.1	148
– Renseignements de caractère général concernant le capital	3.2	149-150
– Répartition actuelle du capital et des droits de vote	3.3	142
– Marchés des titres de l'émetteur	3.4	38
– Dividendes	3.5	138-139
Chapitre 4 : Renseignements concernant l'activité de l'émetteur		
– Présentation de la Société et du Groupe	4.1	1-35
– Effectifs	4.3	84
– Risques de l'émetteur	4.7	99
Chapitre 5 : Comptes consolidés de l'émetteur		50-89
Chapitre 6 : Organes d'administration et de direction		
– Composition des organes d'administration et de direction	6.1	5, 8-9, 151-154
– Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur	6.2	10-11, 147
– Mention des schémas d'intéressement du personnel	6.3	10-11, 150
Chapitre 7 : Évolution récente et perspectives d'avenir		
– Perspectives d'avenir	7.2	49



Le présent document de référence a été déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 11 avril 2002, conformément au règlement n° 98-01. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission des opérations de bourse.

TOTAL FINA ELF

TOTAL FINA ELF S.A.
Direction de la Communication
2, place de la Coupole
92400 Courbevoie - France
Capital social : 7 087 201 730 euros
542 051 180 RCS Nanterre
www.totalfinaelf.com